

# L'Irak a amorcé son retrait du Koweït

## La proie lâchée

CETTE fois est la bonne. Pour M. Saddam Hussein, l'heure de la retraite a - enfin - sonné. Sept mois après s'être emparé du Koweït, le dictateur irakien aux abois est contraint de lâcher sa proie. L'heure n'est plus aux atermoiements ni aux stratagèmes mais au constat d'échec, tant bien que mal camouflé en « héroïque victoire spirituelle », pour reprendre l'expression utilisée par le président irakien dans son discours adressé mardi matin 26 février à la nation pour annoncer le retrait du Koweït.

Après tant de propagande et de rododendons, de promesses non tenues et d'éphémères volte-faces, M. Saddam Hussein a donc dû se résoudre, fut-ce sans l'aveu, à regarder la vérité en face. Ses mensonges ont volé en éclats face aux réalités - fort ténues - du champ de bataille. En quarante-huit heures d'offensive terrestre, l'armée irakienne - célébrée depuis des mois comme « la quatrième du monde » mais épuisée par cinq semaines de pilonnage aérien intensif - n'a pu que reculer, le plus souvent sans riposter, sous les coups de la puissante machine de guerre alliée. Démoralisés, ses soldats étaient d'autant plus prompts à se rendre qu'ils subordoraient que leur cause serait bientôt perdue.

La bataille du Koweït, qui inspirait tant de craintes aux coalisés, n'a pas eu lieu faute de combattants. Face à cette débâcle, M. Saddam Hussein n'avait plus le choix : ou bien il s'obstinait et, brûlant ses derniers vaisseaux, hâta sa défaite et son humiliation ; ou bien, il acceptait in extremis ce que le communisme international lui avait mille fois demandé depuis le 2 août.

En joueur de poker, toujours prêt à risquer le maximum mais aussi à sauver ce qui reste de sa mise, le président irakien a préféré se soumettre en espérant prendre ainsi un dernier pari. Il a fait d'autant plus volontiers qu'il savait pouvoir bénéficier des encouragements prodigués en coulisses par l'Union soviétique, son ancienne alliée, soucieuse de rejouer un rôle de premier plan au Proche-Orient, une fois la paix revenue. À peine M. Saddam Hussein avait-il annoncé mardi son retrait que Moscou volait à son secours en demandant au Conseil de sécurité de favoriser un cessez-le-feu.

Les dirigeants de la coalition anti-irakienne ne sont évidemment pas dans la même disposition d'esprit. L'Amérique, qui venait de perdre vingt-sept soldats - tués à l'heure du dîner par l'explosion d'un missile irakien - semble d'autant moins prête à laisser échapper la victoire totale - militaire et politique - désormais à sa portée. Washington, comme ses alliés européens, exige de Bagdad l'acceptation entière et sans équivoque des douze résolutions du Conseil de sécurité.

Surtout, les États-Unis n'entendent pas permettre au président irakien de sauver du désastre sa fameuse « garde républicaine », ossature du régime et éventuel instrument de sa survie politique après la guerre. « L'Irak, observe-t-il, l'ambassadeur saoudien aux Nations unies, ne peut pas dire : « Merçi, je suis venu, j'ai détruit, j'ai incendié, j'ai tué... et maintenant, merci, je rentre chez moi ». Une telle déclaration serait en effet inacceptable.

M0147 - 0227 0 - 6,00 F

- M. Saddam Hussein présente sa défaite comme une « victoire spirituelle »
- Les alliés exigent l'acceptation de toutes les résolutions de l'ONU par Bagdad

Dans un message diffusé par Radio-Bagdad, mardi 26 février dans la matinée (vers 9 h 30 à Paris), M. Saddam Hussein a annoncé que le retrait des ses troupes du Koweït avait commencé lundi et « se poursuivra jusqu'à son achèvement », sans être plus précis sur la durée du repli. Le commandant du corps expéditionnaire britannique dans le Golfe, le général de La Billière, a ensuite déclaré que des signes d'un début de retrait des forces irakiennes du Koweït avaient été observés.

De source militaire koweïtienne en Arabie saoudite, on indiquait que l'armée irakienne avait commencé à évacuer la capitale de l'émirat, en abandonnant son matériel. L'Union soviétique a demandé que le Conseil

de sécurité se prononce pour un cessez-le-feu immédiat. L'agence Tass avait auparavant fait savoir que M. Saddam Hussein avait prévenu M. Mikhaïl Gorbatchev que le retrait serait achevé « dans un bref délai ».

Lorsque l'ambassadeur irakien à l'ONU a confirmé la nouvelle et demandé un cessez-le-feu, M. Marlin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche a lu une déclaration expliquant que « la guerre continuait » et a réaffirmé les conditions de Washington à un arrêt des combats, notamment que l'Irak accepte de se plier « à toutes les résolutions de l'ONU ». Après le discours de M. Saddam Hussein, le président américain a confirmé qu'elle maintenait cette position.

« Le Koweït est une partie de notre pays qui lui avait été arrachée dans le passé », a dit M. Saddam Hussein sur les ondes de Radio-Bagdad. Les Irakiens se rappelleront que le 8 août 1990, il est devenu une partie de l'Irak du point de vue juridique, constitutionnel et dans les faits. Ce fut le cas entre le 8 août 1990 et jusqu'à la nuit dernière, avec le début du retrait et ce jour durant lequel nos forces armées poursuivront leur retrait (...). Tout le monde se rappellera que les portes de Constantinople n'ont pas été ouvertes dès la première tentative de Jihad ».

Parlant « aux Irakiens, aux peuples arabes et musulmans et à tous les gens d'honneur dans le monde », le président irakien a affirmé que « la victoire est grande, maintenant et [il sera] à l'avenir (...) Applaudissez à la victoire. Vous avez fait triompher le juste sur le faux, ô hommes valeureux. Vous avez triomphé de ceux qui ont voulu imposer leur volonté ».

« Quant à la chère Palestine, a-t-il poursuivi, que la communauté internationale o jette dans l'oubli, mais qui, grâce au Jihad des Palestiniens et des Irakiens, est de nouveau venue frapper aux portes pour obliger les Israéliens à la replacer en tête des problèmes qui doivent être résolus, elle a été placée dans de meilleures conditions ».

La prudence est de mise dans les commentaires des gouvernements occidentaux sur cette allocation. Alors que la Maison Blanche ne s'était pas encore prononcée, mardi en fin de matinée, sur ce discours, un porte-parole de la Communauté économique européenne, à Luxembourg, estimait que le « retrait du Koweït » n'était pas suffisant.

Lire la suite page 4



## Lire également

- Le film des événements : « Instinct de survie » par JACQUES DE BARRIN
- Les déclarations du président irakien
- Les États-Unis ont durci leurs exigences par JAN KRAUZE
- La fraternisation des prisonniers avec leurs gardiens ■ Les morts de Doha par FRANÇOISE CHIPAUX
- L'octroi par le Koweït de 1 milliard de dollars à la France : « Le salaire de l'engagement » par ÉRIK IZRAELEWICZ

pages 3 à 8 et page 19

## Émeutes meurtrières à la Réunion

Les manifestations de Saint-Denis-de-la-Réunion ont entraîné la mort d'au moins sept personnes. Un profond malaise social est à l'origine de ces violences, dont l'interdiction de Télé Free-DOM n'a été que le détonateur

Les émeutes de Saint-Denis-de-la-Réunion, commencées samedi 23 février, ont fait sept morts dans la nuit de lundi à mardi, selon la police et les pompiers.

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, a quitté Paris mardi 26 février pour se rendre sur place.

### SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

Planté derrière les hautes grilles qui protègent son journal, le directeur du *Quotidien de la Réunion*, M. Maximilien Chane-Ki-Chune, essaie de trouver un sens au spectacle qu'il a sous les yeux, alors que la nuit tombe sur Saint-Denis. Dans la rue principale de la zone industrielle du Chaudron, en pleine banlieue populaire, on se croirait au beau milieu d'un

« bazar » (marché) créole. À pied, à vélo, en voiture de luxe parfois, des centaines de personnes convergent, en rangs serrés, vers les locaux fumants de deux magasins éventrés, M. Briçolage et Eco-Cash. Ceux qui en reviennent ont les bras ébahis d'objets les plus divers : bouteilles d'eau minérale, de Coca-Cola, pâte dentifrice, cartons remplis à ras bord de papier toilette, de savon, de canettes de bière. « Ça l'a à

nous », « Ban Dieu la donné », entend-on ici et là. Les enfants et les adolescents tirent des caddies dans lesquels s'amoncellent des marchandises. Les coffres des voitures se reforment sur des caisses de produits de consommation courante. Dans cette rue d'ordinaire si calme, peu de paroles sont échangées, quelques sourires complices tout au plus.

ALIX DJOUD  
Lire la suite page 11

## « Un poème-fleuve incandescent »



## LE CORAN - L'Appel

TRADUIT ET PRÉSENTÉ PAR ANDRÉ CHOURAQUI

Après sa traduction intégrale de la Bible... un message universel d'amour et de paix.

ROBERT LAFFONT

## La « coquille vide » du Pacte

Les Soviétiques ne se plient pas de gaieté de cœur au démantèlement du pacte de Varsovie et retardent la dissolution du Comecon

Pouvait-on imaginer fin plus pitoyable ? Ce sont finalement les anciens vassaux qui, dans un élan de magnanimité, ont évité l'humiliation suprême à leur ancien maître. Il n'y eut donc pas de sommet de chefs d'État, pas de Gorbatchev face à Walesa ou à Havel, pour signer, lundi 25 février, l'acte de décès du pacte de Varsovie.

Soucieux de ne pas aggraver encore les difficultés intérieures du président soviétique, les dirigeants de l'Europe centrale libérée avaient décidé de lui épargner cela, comme ils lui ont épargné la liquidation pure et simple, d'un coup, de toutes les structures, militaires et politi-

ques, de l'organisation de défense du bloc soviétique. Une telle dissolution aurait d'ailleurs pu se faire sans la présence d'une délégation soviétique : il suffisait, pour cela, que les autres États membres dénoncent en bloc le traité, et l'URSS se serait soudain retrouvée seule signataire d'un pacte sans raison d'être...

Les anciens vassaux ont donc accepté de ne pas procéder, lundi 25 février, « qu'à la liquidation des structures « militaires » et de laisser en place jusqu'à la fin de cette année au plus tard, le comité consultatif du pacte de Varsovie, qui tient lieu de structure politique.

SYLVIE KAUFFMANN  
Lire la suite page 9



## DÉBATS

La guerre du Golfe

## Un grand dessein pour la paix

par Joseph Rovani

LES gouvernants des pays occidentaux, pris au dépourvu par la crise irakienne, ont trop peu et trop tardivement éclairé leurs peuples sur le sens du conflit. La nécessité de cet engagement, en apparence lointain, n'était pas de celles qui s'imposent d'elles-mêmes. Car la naissance de la puissance irakienne, grâce à la complicité de tout le monde, des Soviétiques, des Américains et des Occidentaux - seuls les Israéliens avec la clairvoyance de la haine et de la peur ont toujours su où se trouvait leur ennemi le plus mortel - avait presque complètement échappé à la conscience publique de nos pays.

Cet Etat, dont la plupart de nos concitoyens savaient à peine l'existence, a pris soudain une importance analogue à celle de l'URSS, voire de l'Allemagne hitlérienne. Si nous avions laissé Saddam Hussein - et c'était facile, car le sacrifice de la Tchecoslovaquie en 1938 était quand même plus difficile à avaler, moralement, politiquement et militairement que celui du Koweït, l'Arabie tout entière, la péninsule arabique avec tous ses Etats qui pour la plupart ne sont guère plus solides que ne l'était le Koweït, eût basculé, avec la majorité des ressources pétrolières du monde, sous le pouvoir d'un unique dictateur dont l'ambition et l'absence totale de scrupules paraissent également manifestes.

Et, au-delà de l'Arabie, l'immense arc des peuples arabes jusqu'en Mauritanie, et, du moins avec une sympathie populaire très vive, le monde musulman tout entier, de l'Indonésie au Sénégal. Sans oublier les « colonies » arabophones et musulmanes que nous avons fait venir en Europe pour travailler dans nos usines et pour ramasser nos ordures ménagères du temps où cela nous convenait (et cela nous convient toujours, car il y a peu de chômeurs « français de souche » à disputer aux Nord-Africains les places sur les bennes ramasseuses...).

Pourquoi, à-t-il donc fallu s'opposer par les armes à un dictateur qui s'efforçait d'unifier, par les armes et par la terreur, les peuples arabophones dont la mémoire collective évoque d'anciennes grandeurs ? De quel droit, alors que nous prônons l'unification de l'Europe, les Arabes n'auraient-ils pas droit eux aussi à l'unité ? Nous, les démocrates occidentaux, n'avons ni le droit ni les moyens de nous opposer à la création d'un vaste ensemble arabe ou musulman dans le monde, à côté de l'ensemble américain, de l'ensemble européen, de l'ensemble chinois et de l'ensemble indien, à condition que cet ensemble ne soit pas entre les mains d'un homme ou d'un groupe de type fasciste, qui recherche une domination absolue au dedans, et aussi étendue que possible au dehors.

Ce n'est pas l'Arabie que les démocrates combattent dans Saddam Hussein, mais le fascisme, le totalitarisme, celui qui a voulu asservir son empire sur la conquête. De même, il

ya quarante ans, en allant au secours de la Corée du Sud, les démocrates n'ont pas en premier lieu voulu soutenir le régime, fort peu démocratique, de Syngman Rhee, mais s'opposer à une nouvelle avancée du pouvoir soviétique stalinien.

En d'autres termes, ce qui est en jeu aujourd'hui dans le Golfe, c'est la possibilité de progresser dans la construction d'un ordre mondial policé, c'est-à-dire fonctionnant selon les principes de l'Etat de droit. La première ébauche d'une telle organisation a été tentée après la première guerre mondiale avec la Société des Nations (dont Jean Monnet fut alors le jeune secrétaire général adjoint). Après la seconde guerre mondiale, les Nations unies ont été plus efficaces et plus durables, et ce n'est pas le hasard qui a donné un rôle décisif dans l'affaire du Golfe au Conseil de sécurité, qui a pu l'assurer grâce au droit de veto dont jouissent les puissances atomiques, fondement de leur comportement responsable.

## Autodestruction collective

La fin de l'ère biopolaire, pendant laquelle les Etats-Unis et l'URSS dominaient directement ou indirectement le monde entier, fait entrevoir, pour le prochain siècle, un monde polycentrique où les anciennes grandes puissances cohabiteraient avec d'autres, telles la Chine, l'Inde et la constellation arabo-musulmane. Pour ne pas sombrer dans un conflit généralisé de tous contre tous, ou dans des conflagrations catastrophiques entre Nord et Sud, entre Blancs et « coloured », entre riches et pauvres, la recherche d'un ordre mondial juste et efficace est une nécessité vitale.

C'est pourquoi l'annexion d'un Etat membre des Nations unies par un autre, action absolument inédite depuis 1945, eût bloqué si elle était restée sans riposte, tout le processus qui devra conduire à une existence plus policée de l'humanité. Un tel ordre doit évidemment comprendre aussi une plus juste attribution et une plus juste distribution des richesses de la terre.

De même qu'il a été à un moment intolérable que le charbon ou l'énergie nucléaire ne fussent pas propriété de l'ensemble de la nation, il faudra que le pétrole et toute autre ressource de ce genre deviennent le bien commun de l'humanité et soient gérés dans l'intérêt de la communauté des nations. Dans ce sens, il est bon et légitime de se « battre pour le pétrole », non pas seulement pour ne pas remettre le sort de nos peuples entre les mains d'un dictateur fasciste qui se servirait de son or noir pour ruiner nos économies, mais pour que tous les peuples puissent accéder dans des conditions convenables aux ressources communes.

Seul un tel projet, même s'il paraît utopique aux sages - mais nous sommes arrivés à un stade où l'utopie est la seule sagesse - peut justifier notre engagement. Il implique le devoir d'agir de la même façon

devant toute autre menace de pouvoir totalitaire appuyée sur l'une des grandes puissances qui domineraient le monde de demain, qui le ruineront par leurs conflits ou qui battront ensemble l'ordre nouveau auquel seront alors soumis tous les Etats, grands et petits, comme sont - approximativement - égaux devant la loi tous les citoyens de la République, les riches et les pauvres (avec cette réserve que les puissances sont parfois un peu plus égales que les autres - mais le propre des démocraties est précisément de limiter cet aspect trop humain, alors que les dictatures le favorisent et l'exploitent).

Ce nouvel ordre du monde est un but d'autant moins absurde qu'il n'a pour alternative que la disparition de la Terre et de ses habitants. C'est, en effet, la menace de notre autodestruction collective qui exige impérieusement que les grands Etats de la Terre, pour sauver matériellement notre habitat, s'unissent afin d'imposer les mesures salvatrices qui seront chères, lourdes et, par conséquent, fort peu populaires. Si une seule des grandes puissances est en mesure de s'y dérober, toute l'œuvre sera compromise.

L'engagement des Etats-Unis et des membres européens de l'alliance atlantique dans la guerre contre Saddam Hussein devrait être clairement placé dans un cadre moral et politique comparable à ce que tenta le président Wilson quand il plaça sur la même orbite l'entrée en guerre des Etats-Unis du côté de l'Entente et la création de la Société des Nations. Dans le même cadre que la guerre contre Hitler aboutissant à la création des Nations unies, malgré le peu de goût qu'un Staline pouvait avoir pour un pareil machin.

Ce n'est qu'ainsi, d'ailleurs, que l'on pourra s'opposer, dans les peuples arabes et musulmans, à la montée d'un sentiment d'injustice subie et de volonté de vengeance. Dans l'annonce de l'ordre nouveau pour lequel nous nous battons, devra apparaître clairement le principe à partir duquel tous les problèmes de la région pourront trouver des solutions acceptables pour tous les impliqués. Il faut arracher l'initiative à Saddam Hussein et annoncer les principes d'où se dégageaient les solutions pour la Palestine, le Liban, les Kurdes.

## Communauté de valeurs

L'Amérique, par un effort gigantesque et dont on nous informe trop peu, car il est difficile de voir, mais c'est mis en état de réagir contre l'agresseur. Il lui a fallu quand même environ six mois - et des circonstances très favorables, c'est-à-dire l'effacement au moins provisoire de la présence soviétique sur le terrain, - pour être prête à commencer les opérations militaires. Mais il ne semble pas qu'elle soit suffisamment préoccupée des « buts de la guerre », c'est-à-dire de la présentation des grandes lignes du nouvel ordre mondial qu'elle veut faire prévaloir en commençant par la région du Golfe. Quant aux Européens, ils sont insuffisamment présents sur le champ de bataille, et pratiquement inexistant sur le plan politique.

Militairement, nous sommes présents sur le mode de la séparation. L'Angleterre fort honnêtement, mais collée à sa fille, devenue mère protectrice, et la France dans la contradiction permanente entre la proclamation du principe de son indépendance et l'absence des moyens qui seraient nécessaires pour en faire une réalité. Quant à l'Allemagne, elle n'y est point du tout, et la contribution militaire des autres membres de la Communauté ne peut avoir de toute façon à l'heure actuelle qu'une valeur symbolique. Jamais la désunion de l'Europe n'a été plus spectaculaire : comment peut-on sérieusement parler d'union politique quand, des deux auteurs de la proposition qui a fait décider la convocation de la conférence actuellement au travail, l'un est militairement engagé dans une guerre et l'autre peu ou point ? En fait, les Européens n'ont que peu de prise sur la stratégie militaire et politique du conflit.

Cette impuissance et cette inexistence ne sont d'ailleurs aucunement dues à une volonté américaine de nous tenir à l'écart. S'il y avait 200 000 Européens dans le Golfe, sous un commandement européen intégré, les rapports avec les Américains, sur place et dans les arènes diplomatiques, se placeraient d'emblée dans un climat d'égalité. Au lieu de quoi nous sommes tout juste une juxtaposition d'auxiliaires, utiles et valables certes, mais sans commune mesure avec ce que devraient être notre poids et notre rôle.

Si nous voulons donner un sens à notre participation à cette guerre, c'est-à-dire si nous voulons participer efficacement à la construction du

nouvel ordre mondial qui doit en résulter, il faut évidemment stimuler en Europe la volonté de forger rapidement l'Union européenne, seule capable d'être le partenaire de l'Amérique dans les grands travaux qui nous attendent.

L'Amérique n'est pas seulement notre alliée et notre protectrice sans laquelle toute l'Europe de l'Ouest serait tombée dans le pouvoir de l'Union soviétique, elle n'est pas seulement notre associée par l'identité ou la proximité de la plupart de nos grands intérêts, elle fait partie avec nous de la même communauté de valeurs. Nous incarnons souvent mal nos valeurs, et les Américains aussi, mais nous les faisons avancer quand même, comme l'a montré la victoire sur Hitler, comme le montre la libération de l'Europe de l'Est, due en partie aussi à notre résistance à l'URSS et au communisme, et comme le montre demain la victoire sur Saddam. Ces valeurs, c'est l'Europe qui en est et demeure la patrie ; c'est à partir de l'Europe qu'elles se sont répandues et continuent à se répandre dans le monde, mais c'est grâce à l'alliance transatlantique entre l'Est et l'Europe libre qu'elles peuvent se maintenir et même progresser dans le monde.

L'Europe n'est pas seulement l'ensemble économique le plus grand et le plus riche du monde, ce n'est pas seulement la virtualité d'une grande puissance politique et militaire, elle est surtout la patrie commune de la démocratie, qui n'a pas été inventée en Chine, et des droits de l'homme, qui n'ont pas été définis en Patagonie. De ce fait, notre impuissance actuelle n'est pas seulement nuisible à nous-mêmes et à l'Amérique que nous laissons seule avec ses immenses responsabilités. Elle fausse la balance de l'avenir du monde, car le nouvel ordre indispensable ne se fera pas sans nous ni autour du Golfe ni ailleurs.

Qu'il s'agisse de sauver la planète ou d'organiser la paix entre Israël et la Palestine, l'Amérique n'y parviendra pas sans nous. Encore faudrait-il que nous existions en tant que puissance porteuse d'un projet. Seul un projet créateur d'un ordre de droit dans le Golfe peut justifier l'engagement de la France (et des autres Européens) dans la guerre, et c'est autour de la nécessité vitale d'un tel projet que peut s'organiser, malgré nos divisions et nos impuissances actuelles, l'Union européenne. L'insensé bavardage des médias laisse percer un profond désarroi. Personne n'avait eu le « mourir pour l'autre » en 1938, mais nos camarades de la Résistance ont ensuite volontairement fait à la liberté le sacrifice de leur vie. Il ne s'agit pas de « mourir pour le Koweït » mais de lutter efficacement, c'est-à-dire dans le cadre d'une puissance européenne, pour l'un monde plus libre et moins pauvre. On ne gagne pas les guerres sans grand dessein pour la paix.

## Le devoir des intellectuels

par Mustapha Cherif

« Je ne connais qu'une seule vraie résistance, celle des gens de la culture et des gens de la misère de vivre : c'est à la seconde catégorie qu'appartiennent tous ceux qui existent, mais c'est de la première que je parle (F. Nietzsche). »

La confrontation dont nous sommes les témoins intervient dans un monde désorienté par l'éclatement des pays de l'Est, la paupérisation accélérée des sociétés du tiers-monde, les dysfonctionnements multiples des pays musulmans, l'ébranlement des valeurs culturelles et l'ambivalence de la modernité telle que la conçoit l'Occident. Le gigantisme et le profit fragilisent davantage encore le paysage.

Mais aux facteurs souvent soulignés qui expliquent la situation d'aujourd'hui (héritage de la décolonisation, nature des Etats et des régimes du Moyen-Orient, lutte pour le contrôle des richesses du sous-sol, stratégie de domination de la première puissance mondiale, etc.), s'ajoute une autre donnée non moins importante : l'absence d'un authentique dialogue entre l'Occident et l'Islam. Malgré tant de raisons objectives de coopérer, le monde occidental et le monde musulman ont tous deux traversé les siècles en s'affrontant, opposés dans leurs intérêts comme dans leur vision du monde.

C'est dire que la guerre injuste du Golfe ne peut s'expliquer uniquement par l'invasion du Koweït. C'est dire aussi que la « solution », extrême et démesurée, de la coalition ligée contre Bagdad est vouée à l'échec du fait qu'elle concerne moins les causes du conflit que ses conséquences.

Certes, il ne s'agit pas d'une guerre de religions, mais en dépit des affirmations des responsables politiques et des médias des pays occidentaux, près d'un milliard de musulmans traumatisés par les séquelles de la décolonisation et par la tragédie du peuple palestinien, par la destruction délibérée des potentialités de l'Irak et par la menace qui se profile de l'utilisation d'armes non conventionnelles, pensent à juste titre qu'il s'agit là d'une guerre que les peuples n'ont pas voulue, une guerre injuste menée par l'Occident contre l'Islam, par le Nord contre le Sud, par les riches contre les pauvres. Comment croire à la bonne foi du Conseil de sécurité, alors qu'il semble avoir oublié jusqu'à ses principes mêmes de la Charte des Nations unies, qu'il est théoriquement chargé de défendre ?

Pour les masses arabo-musulmanes, l'essentiel se situe au niveau des moralités et des comportements, en somme au niveau de la culture. L'Islam est une culture universelle qui résiste aux images qu'on tente de lui substituer. Il ne se réduit pas aux stéréotypes des émirats, des pétrodollars ou des ayatollahs. Religion foncièrement humaine, l'Islam est une raison d'être et un projet de société.

Du dialogue entre l'Islam et l'Occident dépend l'avenir du monde. Or que constatons-nous encore plus

cruellement à travers cette guerre ? Que l'Arabe est absent de la vision culturelle de l'Occident, alors qu'il est, avec le Grec et le Juif, l'un des auteurs de l'Histoire et de la civilisation. Mais est-il possible de réduire au silence la moitié du monde ? En ces moments tragiques il est grand-temps de commencer à comprendre l'autre pour transformer la logique de guerre en logique de paix.

La seule question qui vaille aujourd'hui est : Comment arrêter la spirale guerrière ? Pour faire admettre la logique de paix, trois organisations internationales et régionales ont un rôle majeur à jouer : les pays non alignés, qui ont là une occasion de faire entendre la voix des trois quarts des peuples du monde, la Communauté économique européenne et l'Union du Maghreb arabe. Quant à l'Algérie, engagée dans une expérience démocratique originale, elle continuera, par la voix de son président, à œuvrer en faveur d'une solution pacifique, aussi improbable paraîsse-t-elle, et pour la défense du vrai problème que constitue la cause palestinienne.

## Une pensée ouverte

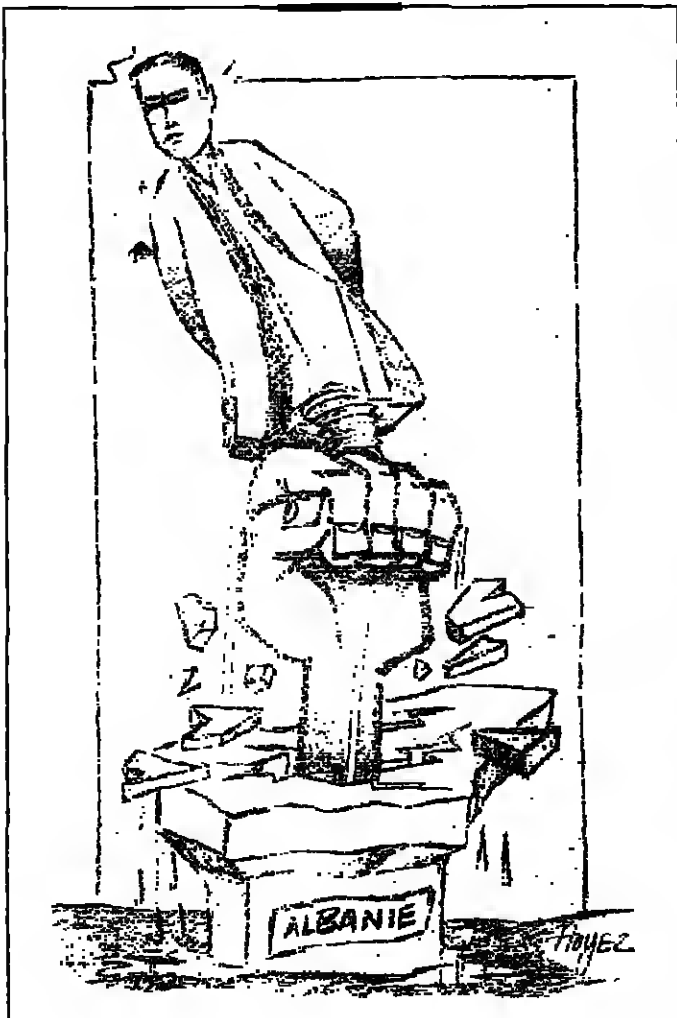
Aux intellectuels, universitaires et croyants de toutes confessions de faire pression sur les gouvernements de la coalition pour leur arracher un cessez-le-feu, barrer la route à ce nouvel ordre international qui préfigure le risque de maintenir tous les pays du monde, et surtout ceux du Sud, dans la dépendance, la violence, l'effacement culturel. La pensée créatrice, ouverte sur l'autre, capable de forger une société éclairée et humaine, apte à relever tous les défis de l'intelligence, doit l'emporter sur une raison aliénée à la puissance matérielle et à ses mythes.

Les manifestations pacifiques, la vigilance, la sagesse et le travail de la raison sont les seules armes possibles pour assurer la paix et le dialogue des cultures. La communauté universitaire mondiale, authentique potentiel de l'humanité, a dans sa combat une énorme part de responsabilité. Face à ce qui apparaît aujourd'hui comme une guerre de civilisations, les intellectuels, fidèles aux leçons d'Héraclite et d'Avicenne, d'Al Ghazali et de Jean-Jacques Rousseau, témoins du Coran, de l'Evangile et de la Torah, ont pour impérieux devoir de faire cesser cette guerre.

Ce moment est une épreuve décisive pour l'avenir du monde. Les intellectuels maintenus si nombreux dans l'ignorance de l'Islam et dans l'indifférence à l'égard de la cause palestinienne, sont-ils capables de comprendre et d'en affronter le risque ? Sera-t-il dit qu'ils ont, que nous avons perdu ce courage de la pensée qui autorise à se comporter comme une avant-garde soucieuse de justice et de vérité ?

► Mustapha Cherif, docteur en lettres, est ministre algérien de l'enseignement supérieur.

## TRAIT LIBRE



Si nous voulons donner un sens à notre participation à cette guerre, c'est-à-dire si nous voulons participer efficacement à la construction du

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 520 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléfax : MONDIPR 286 136 F

Télégrammes : 45-55-04-70. Société Éditrice du Journal Le Monde et Régie Presse SA.

Imprimerie

12, rue M. Gendreau

94852 IVRY Cedex

1100

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

1100

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-89

Téléfax : 206.609 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Téléfax : 261.811 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF

FRANCE

SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG

AUTRES PAYS

voix normale y compris CEE avion

3 mois

400 F

572 F

790 F

6 mois

780 F

1 123 F

1 560 F

1 an

1 400 F

2 086 F

2 960 F

## ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

PP Paris RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

## DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

كلنا من الأصل

Le film des événements

M. Saddam H

Bagdad a der



# LA GUERRE DU GOLFE

## Le film des événements Instinct de survie

Instinct de survie d'un régime qui cherche à sauver sa mise. « Aujourd'hui, nos troupes héroïques vont se retirer du Koweït. Ce qui nous reste, c'est notre espoir et notre détermination. Comme la victoire est douce », a annoncé Saddam Hussein, mardi matin 26 février, sur les ondes de Radio-Bagdad. La veille au soir, celle-ci avait diffusé une déclaration « d'un porte-parole de l'armée » qui promettait l'évacuation du Koweït conformément à la résolution 660 du Conseil de sécurité de l'ONU. « Rejetant toute complaisance avec la logique du mal, du diktat et de l'agression, nos forces, ajoutait-il, ont été engagées dans une bataille épique et vaillante qui s'inscrit, dans l'histoire, en lettres de lumière. »

L'ambassadeur d'Irak aux Nations unies avait aussitôt communiqué ces bonnes dispositions au Conseil de sécurité, réuni à huis clos. Il avait indiqué que Saddam Hussein avait envoyé un message en ce sens au président Mikhaïl Gorbatchev, l'assurant que l'ordre de retrait avait déjà été donné.

« Il n'y a eu aucun contact avec notre gouvernement et, en conséquence, la guerre continue », avait alors noté le porte-parole de la Maison Blanche,

prêt à fleurir, dans cette offre de paix, un nouveau piège tendu aux forces de la coalition qui mettaient en déroute l'armée de Bagdad. « La France est favorable à une cessation des hostilités », déclarait, mardi matin, M. Roland Dumas. Mais elle ne saurait courir le risque d'une manœuvre dilatoire au moment où nos soldats sont engagés sur le terrain. Toutefois, le général Peter de la Billière, commandant du corps expéditionnaire britannique, signalait, un peu plus tard, des « signes d'un retrait irakien ».

Du coup, l'Union soviétique qui, selon l'agence Tass, avait présenté, quelques heures plus tôt, de nouvelles propositions pour mettre fin à la guerre du Golfe, a saisi la balle irakienne au bond. Elle a demandé une convocation d'urgence du Conseil de sécurité « pour prendre une décision immédiate sur la question du cessez-le-feu ».

### Un missile meurtrier

L'Irak « était « félicité », lundi soir, au terme du deuxième jour de l'offensive terrestre, de « la glorieuse victoire remportée par l'armée des missions difficiles » sur les forces de la coalition « en train de battre en retraite, abandonnant, sur place, leurs

et équipements ». Radio-Bagdad avait, tout de même, dans un commentaire moins arrogant et plus pragmatique, invité les Arabes beaux parleurs à « abandonner les slogans et à passer à l'action ».

A vrai dire, les troupes irakiennes n'avaient pas encore opposé, mardi matin, de résistance notable aux forces alliées. Le contre-torpilleur britannique Gloucester avait, toutefois, intercepté un missile Scud, tiré depuis la côte, qui visait probablement la cuirassée américaine Missouri. L'Irak avait, d'autre part, continué, à tirer des missiles Scud à ogive conventionnelle en direction de l'Arabie saoudite et des Emirats du Golfe. Les débris de l'un d'eux tombaient sur un casernement américain à Dhahran : 27 soldats étaient tués et 98 autres blessés.

Les forces alliées continuent d'enregistrer de « formidables succès », avait affirmé, lundi après-midi, à Ryd le général Richard Neel, adjoint au commandant en chef de l'opération « Tempête du désert ». Il avait fait état de la destruction de 270 chars et de la capture de 20 500 ennemis. Les forces américaines n'auraient eu à déplorer que 4 morts et 21 blessés. De son côté, le

commandant des forces arabes conjointes avait précisé que 8 soldats avaient trouvé le mort au cours des premières heures de l'offensive terrestre.

Les forces françaises, qui ont pénétré de 150 kilomètres en territoire irakien, avaient réussi à neutraliser une division d'infanterie ennemie et à faire 3000 prisonniers au risque de gêner leur progression. « Elles ont atteint leur objectif trente-six heures après le déclenchement de leur attaque », avait souligné le général Michel Roquejeoffre, commandant le dispositif « Daguet ». Un deuxième soldat a été légèrement blessé au cours de ces opérations.

### Le Koweït de demain

Le président George Bush s'était félicité de ces « bonnes nouvelles » en provenance du front, tout en mettant en garde ses compatriotes contre un excès d'euphorie. « Nous entrons dans la phase critique de la bataille terrestre, avait sagement insisté M. Tom King, ministre britannique de la défense. Les prochains jours pourraient être plus difficiles. »

L'affrontement décisif entre les forces de la coalition et la garde républicaine n'a, en effet,

pas eu lieu, même si certains éléments de ces unités d'élite qui campent dans le sud de l'Irak, entre Bassorah et la frontière koweïtienne, ont commencé à sortir de leurs retranchements. Ne serait-ce que pour déjouer les manœuvres des troupes alliées qui continuent de mener une guerre de mouvement, prenant peu à peu en tenaille une armée trop longtemps figée sur des positions défensives.

« Le Koweït sera bientôt libre », a annoncé le président Bush. « Le Koweït de demain ne sera pas celui d'hier », a promis l'émir du Koweït en exil, dont le pays célébrera, lundi, le centième anniversaire de son indépendance. Cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah a réitéré son engagement à répondre, le moment venu, aux « aspirations du peuple ».

Bonne manière du Koweït : le Quai d'Orsay a annoncé que, pour contribuer à l'effort militaire français pour la libération du pays, l'émirat avait décidé de donner 1 milliard de dollars à la France. Bonne aubaine pour M. Michel Charasse, ministre du budget, qui a aussitôt confirmé qu'il n'y aurait « pas d'impôt Golfe ».

JACQUES DE BARRIN

## Après vingt-quatre heures d'incertitude

# M. Saddam Hussein annonce le retrait comme une « victoire » de l'Irak

C'est mardi 26 février, à 11 h 40 en Irak (8 h 40 GMT), que M. Saddam Hussein a annoncé personnellement aux Irakiens sur les ondes de Radio-Bagdad le retrait du Koweït, commencé, a-t-il affirmé, au cours de la nuit précédente : « Aujourd'hui, nos grandes forces armées poursuivront le retrait du Koweït jusqu'à son achèvement ce même jour. » Mettant en avant la « victoire » de son peuple, le président irakien a souligné qu'après le retrait « l'état de préparation au combat doit être au plus haut niveau ». Il a déclaré que le Koweït a été « constitutionnellement » une partie de l'Irak entre le

8 août 1990, jour de son annexion officielle par Bagdad, et « la nuit dernière ». « Vous avez fait face, a-t-il poursuivi, à trente pays et aux maux qu'ils ont apportés ici (...). Vous avez fait face au monde entier, courageux Irakiens. (...) C'était un combat héroïque, vous avez gagné, vous êtes victorieux. (...) Ce qui nous reste, c'est notre espoir et notre détermination. (...) Comme la victoire est douce. » M. Saddam Hussein a cependant ajouté que la coalition continuerait à combattre l'Irak « même après notre retrait du Koweït ». Les Irakiens avaient passé une partie de la nuit et la matinée

dans l'incertitude engendrée par les bulletins d'informations contradictoires de la radio nationale. Les émissions s'étaient interrompues dans la nuit peu après la lecture d'un communiqué attribué à « un porte-parole de l'armée » annonçant le retrait, mais, sans en préciser explicitement l'heure ni la date : « Nos forces armées ont accompli leur devoir de Jihad, en rejetant toute complaisance avec la logique du mal, du diktat et de l'agression. Elles ont été engagées dans une bataille épique et vaillante qui demeure dans l'histoire en lettres de lumière. La direction a fait

connaître qu'elle acceptait de se retirer en conformité avec la résolution 660 du Conseil de sécurité des Nations unies quand elle a accepté la proposition soviétique. Sur cette base, et en conformité avec cette décision, des ordres ont été donnés aux forces armées pour un retrait organisé sur les positions qu'elles occupaient avant le 1<sup>er</sup> août 1990. Cela a été considéré comme une application pratique de la résolution 660. »

L'agence irakienne de presse a appris que le ministre des affaires étrangères de cette décision, qui constitue une application de la résolution 660, poursuivait Radio-Bagdad. Le ministre des affaires étrangères a demandé qu'un message du président Saddam Hussein et du Conseil de commandement de la révolution soit transmis au président Gorbatchev pour lui demander de faire des efforts au Conseil de sécurité des Nations unies afin de parvenir à un cessez-le-feu et de mettre fin au comportement criminel des Etats-Unis et de leurs alliés et collaborateurs.

Peu avant cette déclaration, la radio relayait les derniers communiqués militaires faisant état notamment de l'attaque de missiles sur la base aérienne allée de Dhahran : « Notre héroïque corps des missiles continue de frapper les lâches traîtres... » Pendant toute la journée de lundi, elle avait félicité les soldats pour leur bravoure, annoncé la victoire sur les infidèles et diffusé des appels aux musulmans du monde entier, leur demandant de frapper les intérêts américains, britanniques et français et de venir au secours de

l'Irak. A 5 h 30 en Irak (2 h 30 GMT) mardi, Radio-Bagdad avait repris ses émissions sur un ton belliqueux : « Ici Bagdad, qui ne craint que Dieu et qui ne se plie devant personne. (...) Ici Bagdad, le cimetière des envahisseurs criminels (...), dont les frontières sont agitées pour tuer en pièces les armées de la tyrannie ». Dans son bulletin de 7 heures (heure locale mardi), elle ne faisait pas davantage mention de l'ordre

donné aux soldats de se retirer. Deux heures plus tard, le ton cependant commençait à changer : « Vous avez fait votre devoir et accompli votre mission (...). Vous avez refusé de vous rendre à Bush, au sionisme et à tous ceux qui les ont aidés. Vous avez fait échouer le complot et vous avez été victorieux ». La radio ajoutait : « O fils de Saddam Hussein, préserve-toi pour ta nation ». (AFP, AP, Reuters.)



Au cours de la réunion du Conseil de sécurité

## Bagdad a demandé officiellement un cessez-le-feu

L'Irak a officiellement « sollicité » un cessez-le-feu auprès du Conseil de sécurité, dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 février.

L'ambassadeur irakien auprès des Nations unies, M. Abdoul Amir Al-Anbari, a fait part de « l'engagement » de son pays à appliquer la résolution 660 de l'ONU, mais le plupart des membres du Conseil ont rejeté la sollicitation irakienne, estimant que toutes les résolutions devaient être appliquées.

Cependant, mardi matin, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Belonogov, a affirmé à Moscou au cours d'une conférence de presse que l'URSS demandait que le Conseil, qui devait reprendre ses travaux dans la journée, se prononce pour un cessez-le-feu immédiat.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

« On avait vraiment l'impression que l'ambassadeur irakien était désespéré » ont affirmé certains diplomates à l'issue de la réunion à huis clos du Conseil de sécurité. D'autres exprimaient leur étonnement de n'avoir vu aucun membre du Conseil proposer un projet de résolution appelant à un cessez-le-feu. Tous étaient surpris de la manière dont le représentant irakien avait « mendié » ce cessez-le-feu.

« Il est évident que certains des membres du Conseil ont des intentions cachées contre l'Irak et que le cessez-le-feu ne les intéresse pas », affirmait quant à lui l'ambassadeur d'Irak aux journalistes, en ajoutant : « Certains membres du Conseil de sécurité font un lien entre la résolution 660 que nous venons d'accepter officiellement et les autres résolutions, en demandant que toutes les décisions du Conseil soient appliquées en même temps. Pour l'ambassadeur irakien, même si Bagdad

acceptait de se conformer à toutes les résolutions du Conseil, leur application « prendrait des années ». « Nous avons accepté la mise de toutes les résolutions, qui est la 660 », a-t-il ajouté. Sur le fait de savoir si Bagdad est prêt à déposer les armes avant de quitter le Koweït, comme le demande Washington, l'ambassadeur Al-Anbari a précisé : « Je ne vois rien dans la résolution 660 qui exige notre retrait à pied ».

Selon les diplomates qui ont participé à la réunion, l'ambassadeur irakien a également annoncé que le président Saddam Hussein avait personnellement téléphoné au président Gorbatchev pour lui communiquer son intention.

Des quinze membres du Conseil, seulement trois — le Yémen, l'Inde et Cuba — ont soutenu la demande irakienne d'un cessez-le-feu. La Chine a appelé à la « retenue », tandis que le représentant de l'Union soviétique se contentait de transmettre le message de Saddam Hussein. La France n'a pas pris la parole. Rappelant les conditions posées par les alliés le 22 février dernier, l'am-

bassadeur américain Thomas Pickering a réaffirmé qu'avant de pouvoir prendre en considération une résolution appelant à un cessez-le-feu, toutes les résolutions du Conseil devaient être « clairement acceptées » par Bagdad.

Le Britannique Sir David Hannay a quant à lui fait allusion à des « ambiguïtés », parmi lesquelles le fait que le représentant de l'Irak a fait référence au Koweït comme étant « une entité géographique dont le statut constitutionnel reste en doute ». De son côté, l'ambassadeur du Yémen a présenté les éléments d'un projet de résolution pour un cessez-le-feu et un retrait « immédiat et sans condition dans les délais les plus brefs ».

Après avoir ajourné cette réunion officielle, les membres du Conseil ont décidé de se livrer à des consultations officieuses, afin de discuter de l'opportunité d'un cessez-le-feu et d'un éventuel projet de résolution sur la demande irakienne.

AFSANE BASSIR POUR

## RECHERCHE

N° 230 - MARS 1991

# A QUOI SERVENT LES AVIS DU COMITÉ NATIONAL D'ÉTHIQUE ?

Enquête :  
autopsie d'un moratoire.  
La thérapie génique  
en question.

Au sommaire également :  
LA PHYSIQUE DU GONG,  
LE REPLIEMENT DES PROTÉINES,  
LE TECHNICIEN INVISIBLE, ETC.

35 F



## LA GUERRE DU GOLFE

L'annonce faite par M. Saddam Hussein à Radio-Bagdad

## Les « signes » d'un début de retrait irakien ont été observés

affirme le général de la Billière, commandant des forces britanniques

En début de matinée, mardi matin 26 février, les dernières propositions de retrait irakiennes n'avaient pas interrompu le processus de l'avance militaire des alliés, qui se poursuivait en direction du cœur du Koweït et de l'Euphrate, pour couper de ses arrières la garde présidentielle irakienne. Des « signes » d'un début de retrait d'unités irakiennes du Koweït ont néanmoins été observés, a annoncé mardi le commandant des forces britanniques dans le Golfe, le général de la Billière.

De source militaire koweïtienne à Ryad, l'armée irakienne a commencé son retrait de la capitale de l'émirat en abandonnant son armement lourd. Mais Bagdad a continué ses attaques balistiques contre les pays du Golfe. Outre la missile Scud qui s'est abattu sur Dharhan, tuant plusieurs soldats américains, un autre a été détruit en vol mardi matin au-dessus du Bahreïn et un troisième s'est écrasé au Qatar, sans faire de victimes.

Mardi matin, un haut responsable militaire américain à Ryad avait cependant encore affirmé que les troupes irakiennes n'avaient manifesté aucun mouvement de retrait, malgré les déclarations de Bagdad dans ce sens au cours de la nuit. « Il n'y a aucune indication d'aucun mouvement significatif ni vers le sud ni vers le nord », avait-il indiqué. En l'absence d'ordres de Washington de cesser les combats, les forces alliées attaqueront toutes les unités irakiennes qu'elles rencontreront, même si elles se dirigent vers le nord.

Selon lui, la résistance irakienne était « faible à modérée », avec, dans certains cas, « de bons affrontements » entre chars et unités mécanisées. Le contact avec la garde républicaine est très réduit, car « ils sont encore terrés ». Deux batailles importantes ont eu lieu au cours de la nuit; la division blindée britannique a affronté une brigade blindée adverse peu après minuit. Dans un autre engagement, neuf transports de troupes blindés irakiens ont été détruits par une unité américaine.

« En avançant, nous rencontrons

encore leurs forces (...). Beaucoup de soldats alliés se sont arrêtés la nuit dernière pour se regrouper, se réarmer, se réorganiser et pour attendre l'attaque ce matin », a ajouté ce responsable, qui s'est refusé à préciser où se trouvaient les troupes alliées. « Qu'il s'agisse de dire qu'ils ne sont pas aux portes de la ville de Koweït », Les Koweïtiens en exil à Londres affirment pour leur part que quatre villes du sud du pays ont été libérées et que les alliés ont atteint les faubourgs de la capitale.

## Des « formidables succès »

Pendant ce qui semblait être une pause, les marines américains se trouvant au large, à bord de la force amphibie, continuaient de se préparer à un débarquement. Les missions de renseignement se poursuivaient. En dépit de la pluie, l'aviation continuait ses sorties : 3 000 au-dessus du Koweït, et son pilonnage de la garde républicaine.

Le général Neal, porte-parole de l'armée américaine, avait par ailleurs déclaré lundi que les alliés devraient vaincre la garde républicaine pour briser les rems du régime de M. Saddam Hussein.

Dans sa conférence de presse quotidienne à Ryad, il s'était félicité des « formidables succès » remportés contre les troupes irakiennes. « Nos forces continuent de rencontrer une résistance légère à modérée et sont actuellement en avance sur leurs plans de bataille ». A certains endroits, « des bataillons entiers se rendent ». Le général a fait état d'une « augmentation du terrorisme » irakien au Koweït, d'« atrocités de la pire espèce »; plus de 600 incendies ont été allumés, dont 517 sur des puits de pétrole.

En dehors des deux percées en territoire koweïtien par des unités américaines, saoudiennes et koweïtiennes, notamment, des forces américaines et arabes, équipées de chars Abrams M1A1, continuent de progresser vers le nord le long de la frontière irako-koweïtienne. Plus à l'est, Américains et « rats du désert » britanniques poursuivent leur mouvement vers le nord-est, dans le but d'engager la garde républicaine.

## La percée française

Tout à fait à l'ouest du dispositif allié, la division française « Daguet » et les troupes américaines qui l'accompagnent avaient,

lundi en fin de journée, effectué une percée de 160 kilomètres en territoire irakien, déclarait-on de source militaire française à Paris. Dans leur progression, ils ont été ralentis à la fois par le flot de prisonniers qui se rendaient — « plus de trois mille » — et « par des combats déterminés, occupant des lignes de résistance ». Le but de cette opération en tactique est de prendre à revers les troupes irakiennes situées au Koweït et à l'est de l'Irak en avançant en direction du fleuve Euphrate.

Lundi, le président Bush avait félicité par téléphone le commandant en chef des forces alliées dans le Golfe, le général américain Schwartzkopf, pour « l'efficacité remarquable » de l'offensive terrestre. Mais le chef de la Maison Blanche a souligné qu'il fallait se garder de toute euphorie prématurée.

Il faut dire que le lourd bilan causé par le Scud irakien tombé sur un baraquement américain à Dharhan est venu tempérer le bilan, extrêmement léger, des pertes jusqu'à présent subies par les alliés. La France n'a que deux blessés. Lundi soir, avant le bombardement de Dharhan, les Alliés avaient eu neuf morts et soixante-quatre blessés.

Trois avions et un hélicoptère américains ont été perdus, et deux pilotes portés disparus.

Les pertes irakiennes sont disproportionnées au moins — ce qui a fait dire à un officier américain que « le risque principal est d'être piétinés par les prisonniers de guerre. Ils sortent de partout les mains en l'air » — Bagdad a perdu 270 chars, dont 35 de ses chars les plus performants, les T-72 soviétiques, ainsi que « de nombreux blindés, des pièces d'artillerie, des véhicules ».

Pendant ce temps, à Ryad, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a estimé, lundi, qu'une présence militaire américaine et alliée massive au Koweït serait nécessaire pendant plusieurs mois après sa libération. Les États-Unis ont de leur côté l'intention de contrôler la partie sud du territoire irakien pendant deux à trois semaines dans le cadre de leur plan de libération du Koweït et d'interdiction du ravitaillement des unités irakiennes dans l'émirat, a indiqué le lieutenant-colonel Kenneth Biser, chargé d'organiser l'administration des zones occupées. (Reuters, AFP, UPI, AP.)

## Les Etats-Unis avaient durci leurs exigences

Quelques heures avant le discours de M. Saddam Hussein, les Etats-Unis semblaient décidés à refuser de laisser les restes de l'armée irakienne opérer une retraite en bon ordre. En réponse, lundi soir 25 février, à une première annonce par la radio de Bagdad d'un début d'évacuation du Koweït, le Maison Blanche avait fait savoir que « la guerre continuait » et qu'elle a posé de nouvelles conditions à un cessez-le-feu. Encouragés par les remarquables succès obtenus sur le terrain, les responsables américains semblaient, en effet, en bonne voie de mener jusqu'à son terme l'entreprise de destruction de l'armée irakienne. Et d'aucuns entendaient même poursuivre un objectif supplémentaire : s'assurer des gages territoriaux en Irak. A défaut de cessez-le-feu, l'occupation du Sud-Est irakien permettant de peser sur l'attitude de Bagdad dans l'immédiat après-guerre.

## WASHINGTON

de notre correspondant

La réaction à l'annonce par Radio-Bagdad d'un ordre d'évacuation du Koweït s'est faite en deux temps. La Maison Blanche a d'abord affecté de considérer que la nouvelle était dénuée d'importance, dans la mesure où elle n'avait pas été convoquée par les canaux officiels puisque l'Irak n'avait pas fait part de ses intentions au Conseil de sécurité de l'ONU. « Il n'y a rien à répandre, la guerre continue », déclarait le porte-parole, M. Fitzwater. Le communiqué de Radio-Bagdad avait cependant conduit le président Bush à interrompre une partie de « mini-tennis » (padle-racket), et à réunir ses principaux collaborateurs.

Plus tard dans la soirée, une demi-heure avant la réunion du Conseil de sécurité, à la demande des Soviétiques, et alors qu'il apparaissait clairement que l'ambassadeur d'Irak auprès de l'ONU allait communiquer au Conseil la déci-

sion de retrait des troupes, le porte-parole de la Maison Blanche donnait lecture d'une déclaration détaillant les nouvelles conditions mises par Washington à un éventuel cessez-le-feu : Saddam Hussein doit « accepter de façon explicite, personnellement et publiquement toutes les résolutions de l'ONU », en particulier celles qui portent sur la reconnaissance de l'indépendance du Koweït et sur le versement de réparations (voir par ailleurs le texte de la déclaration). De plus, a ajouté, M. Fitzwater, les forces améri-

caines ne laisseront se retirer du Koweït que « des soldats désarmés ». En revanche, « les unités de combat battant en retraite » seront considérées « comme participant à la guerre » et donc attaquées.

## Nouvelles

## priorités

Depuis le début des hostilités, le 16 janvier dernier, les responsables de l'administration n'avaient cessé de répéter que Saddam Hussein pouvait à tout moment mettre fin à la guerre en évacuant le Koweït. Mais la logique de cette guerre et

la dynamique de la victoire ont changé les données du problème et révélé de nouvelles priorités. La libération du Koweït étant désormais acquise, il s'agit à présent de remporter une victoire totale, aussi bien militaire que politique.

Militairement, l'objectif est de liquider ou d'obtenir la reddition des troupes irakiennes. Le vaste mouvement de contournement opéré par les forces coalisées : non seulement les troupes encore présentes au Koweït, mais aussi et surtout la garde républicaine, disposée au sud de l'Irak. C'était d'ailleurs l'intention affichée depuis plusieurs semaines par le général Colin Powell, chef de l'état-major américain. (« Nous allons commencer par isoler cette armée, puis nous allons la tuer »), et à présent que le succès est à portée de la main, il est difficile de s'arrêter en chemin.

## La question des réparations

De plus, selon des indications données par des responsables de l'administration, et rapportées notamment par le Washington Post, les Américains souhaitent mettre à profit l'occupation par les forces alliées du sud-est de l'Irak, seul accès de ce pays au golfe Arabo-Persique : ce serait là, en cas de nécessité, un levier particulièrement efficace pour contraindre Bagdad à accéder à toutes les exigences de l'ONU, et éventuellement à quelques autres.

Une telle occupation, même temporaire, n'aurait sans doute pas sans inconvénients, mais l'administration Bush semble désormais déterminée à tout faire pour rendre inévitable l'écroulement du régime de Saddam Hussein. D'où l'exigence que le maître de Bagdad annonce « personnellement et publiquement » un retrait inconditionnel du Koweït et qu'il reconnaisse (tout aussi publiquement) l'indépendance de ce pays (baptisé pendant des mois « 19<sup>e</sup> province de l'Irak »). Enfin, Saddam Hussein devrait s'engager à payer des réparations de guerre. Après quoi, estime-t-on à la Maison Blanche, il y aura aussi un risque que Saddam Hussein puisse jamais renouer des contacts de la défaite.

JAN KRAUZE

## Dans la nuit de lundi la déclaration du porte-parole de la Maison Blanche

## « Nous continuons la guerre... »

Voici le texte de la déclaration faite lundi 25 février, à 22 h 30 locales (4 h 30 heures de Paris, mardi) par le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, qui commentait l'annonce par la radio de Bagdad d'un retrait irakien.

« Nous continuons la guerre. Nous n'avons entendu aucune raison pour changer cela. Et parce qu'il y a une guerre en cours, notre premier souci doit être la sûreté et la sécurité des forces des Etats-Unis et de la coalition ».

« Nous ne savons pas si cette dernière affirmation sur un retrait irakien est vraie, nous n'avons pas de preuves suggérant que l'armée irakienne est en train de se retirer. En fait, des unités irakiennes continuent à se battre ».

« En outre, nous nous rappelons la jour où des chars de Saddam Hussein ont prétendu se rendre à Khafji, uniquement pour se retourner et faire feu. Nous nous souvenons des attaques de Scud aujourd'hui et des nombreuses promesses non tenues de Saddam Hussein dans le passé. Il y a au moins vingt-deux morts américains de

plus de six mois (1), qui sont un témoignage silencieux des intentions de Saddam Hussein ».

« La déclaration venant de Bagdad aujourd'hui dit que les forces de Saddam Hussein se retirent en combattant. Nous n'attaquerons pas des soldats désarmés qui se retirent, mais nous considérerons le retrait d'unités de combat comme un mouvement de guerre ».

« La seule façon pour Saddam Hussein de persuader la coalition du sérieux de ses intentions serait qu'il accepte publiquement et personnellement les termes de la proposition que nous avons faite le 22 février. Et parce que l'annonce provenant de Bagdad fait référence à la proposition soviétique, il doit personnellement et publiquement accepter explicitement toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, y compris, spécialement, la résolution 662 du Conseil, qui demandait à l'Irak d'annuler son annexion du Koweït, et la résolution 674 du Conseil, qui prévoit des compensations irakiennes pour le Koweït et d'autres... » (AFP.)

(1) Ce bilan devait s'élargir par la suite.

cessez-le-feu ». « La France, indique le quai d'Orsay, ne saurait courir le risque d'une manœuvre dilatoire au moment où nos soldats sont engagés sur le terrain ».

A Moscou cependant, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Alexandre Belonogov, a estimé qu'il n'y a plus de vraies raisons de poursuivre les hostilités et que le début du processus de retrait représentait « un facteur nouveau considérable ».

## La presse jordanienne prise de court

## AMMAN

de notre envoyé spécial

Pris de court par la décision irakienne d'ordonner le retrait de ses troupes du Koweït, les médias jordaniens, tôt mardi 26 février, avaient choisi d'ignorer l'information. Ce n'est que tard dans la matinée que la radio jordanienne, qui toutes les heures diffuse un bulletin d'information complet sur la situation militaire, a informé les Jordaniens de la décision de Bagdad. Silence prudent et embarrassé dans la presse du matin avec les titres triomphalistes habituels : « Les forces irakiennes ont contenu l'agression terrestre de la coalition »; « Les unités du 3<sup>e</sup> corps d'armée lancent une contre-attaque fulgurante qui inflige de lourdes pertes à l'agresseur »; « Une attaque foudroyante de l'Irak permet aux troupes de Bagdad de contrôler les principaux axes de la bataille »; « La garde républicaine brûle le sol sous les pieds des agresseurs ». Le journal Al-Chaab, résumant la situation sur le terrain, affirme que les victoires remportées par les irakiens ont eu raison de toutes les « campagnes de propagande et les fantasmes de l'ennemi sur la véritable situation militaire ».

La radio et les journaux consacrent également une place importante aux attaques des missiles Scud contre l'Arabie saoudite, Israël et Bahreïn, avec une mention spéciale pour celle effectuée contre Khobar, « qui a fait

des centaines de morts et de blessés parmi les soldats américains ».

Seule note discordante dans ce concert de louanges à l'adresse des forces irakiennes au Koweït, le Jordan Times, quotidien en langue anglaise lu par les diplomates et les journalistes étrangers, qui titre sur son titre de la « première page » : « L'Irak ordonne le retrait du Koweït, mais les Etats-Unis affirment que la guerre se poursuivra ». Le Jordan Times, qui souvent exprime un point de vue officiel qui tranche par sa modération avec la politique officielle du gouvernement, qualifie la décision irakienne de se retirer du Koweït de « décision douloureuse » que « les chefs d'Etat et les politiciens sont obligés d'adopter et de mettre en application pour sauver des vies humaines et éviter une grande destruction de leur pays ». « Il est temps, conclut l'éditorialiste du Jordan Times, d'envisager la paix ou l'arrêt de continuer une guerre destructrice et futile. Tous les efforts doivent être déployés pour profiter de la décision irakienne d'accepter un cessez-le-feu et d'accorder à la paix une chance de s'établir une fois pour toutes ».

Reste à savoir comment cette décision sera acceptée par une opinion publique chauffée à blanc par une propagande officielle jusqu'au-bouillotte, alors qu'il est connu qu'en haut lieu on préférerait en fait une solution pacifique.

JEAN GUEYRAS

## Dans un communiqué publié mardi matin La France ne veut pas « courir le risque d'une manœuvre dilatoire »

Le ministre français des affaires étrangères a publié, mardi 26 février, au matin le communiqué suivant, en réaction aux événements de la nuit :

« La France est favorable à une cessation des hostilités dans le strict respect des résolutions du Conseil de sécurité ».

« Mais elle ne saurait courir le risque d'une manœuvre dilatoire au moment où nos soldats sont engagés sur le terrain ».

« Elle estime qu'il appartient au Conseil de sécurité de prendre acte

des déclarations officielles des autorités irakiennes acceptant de se conformer à toutes les décisions de l'ONU, avant d'examiner les modalités d'un éventuel cessez-le-feu ».

□ M. Roland Dumas à Washington et à Londres. — Le ministre français des affaires étrangères se rendra jeudi 28 février à Washington, où il rencontrera le secrétaire d'Etat, M. James Baker, et vendredi 29 à Londres, où il s'entretiendra avec le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, des derniers développements de la guerre du Golfe.

## Les premières réactions

Suite de la première page

Il ajoutait que M. Saddam Hussein devait accepter personnellement les douze résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. A Londres, le cabinet de M. John Major était réuni pour examiner dans le

détail ce discours. Pour sa part, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souligné que l'Irak devait se conformer à « toutes les résolutions » des Nations unies sur la crise du Golfe « avant d'examiner les modalités d'un éventuel

Le Monde ÉDITIONS

# GOLFE

clés pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

VENTE EN LIBRAIRIE

L'HERMÈS Editeur

Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur

## HISTOIRE POLITIQUE ET CONSTITUTIONNELLE DE LA FRANCE (1789-1990)

par Michel L. MARTIN et André CABANIS

Diffusion MEDILIS SA

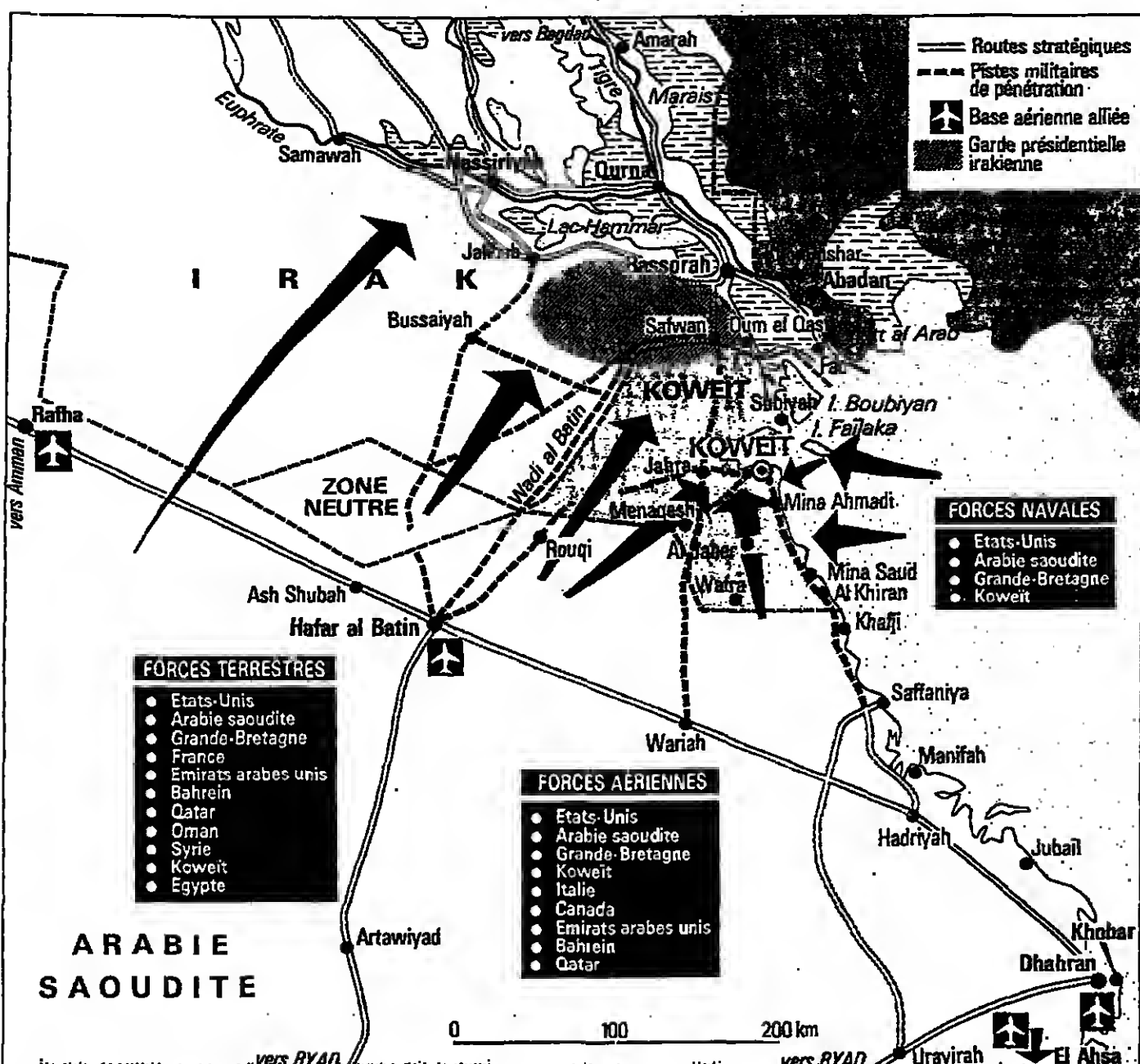
9 rue Séguier 75006 PARIS

هذا من الأصل



# LA GUERRE DU GOLFE

## La situation militaire



### Au moins 27 morts et 98 blessés après le tir d'un Scud irakien près de Dhahran

**DHAHRAN**  
de notre envoyée spéciale

Une structure métallique mise à nu d'où pendent, encore accrochées au toit, des tôles d'aluminium calcinées qui brillent sous le feu des projecteurs : c'est tout ce qui reste d'un entrepôt de deux étages, servant de cantonnement à des soldats américains d'un groupe de transport, sur lequel sont tombés, lundi soir 25 février, les débris d'un missile Scud irakien.

Il était environ 20 h 45 locales à Dhahran, quand une nouvelle fois les sirènes d'alarme ont retenti, bientôt suivies d'une énorme explosion puis d'une seconde qui, semble-t-il, a mis le feu à l'immeuble. Très vite, des dizaines d'ambulances saoudiennes et américaines, des voitures de pompiers, enfin des hélicoptères, se sont rués sur les lieux, immédiatement bouclés par une police militaire américaine particulièrement nerveuse et qui tentait d'empêcher quiconque d'approcher.

A cette heure-là, les soldats prenaient habituellement leur repas, et, tout de suite, il apparaissait évident que le nombre des victimes serait élevé. Déjà, de nombreuses blessures étaient visibles, la nouvelle jusqu'aux ambulances et, selon un témoin, un bus emportait dans le chaos le plus total une douzaine de victimes. Celles-ci sont, semble-t-il, toutes américaines, et douze heures après le drame, le bilan - 27 morts, 98 blessés - demeure imprécis.

Situé à Khobar, soit près de la plus importante base aérienne de la région, l'entrepôt jouxte un ensemble d'habitations dans lequel résident quelque cinq cents travailleurs philippins qui, miraculeusement, n'ont pas été atteints. « Aujourd'hui, ce n'était pas pour nous, merci à Dieu ! », nous affirmait quelques heures plus tard un de ces travailleurs encore mal remis du choc. Près de l'entrepôt, étaient, en outre, stationnés près de trente camions-citernes remplis de carburant, dont aucun n'a été touché. Des débris du Scud jonchaient toutefois les alentours et

une voiture, peut-être projetée par le souffle, gisait sur le bas-côté.

Les versions diffèrent sur ce qui s'est réellement passé. Pour certains, le Scud se serait désintégré en vol et ce seraient les débris qui seraient retombés. Pour d'autres, un missile antimissile Patriot aurait bien atteint le missile mais par le milieu et ce serait la tête qui serait retombée et aurait alors explosé, en plein sur le toit de l'entrepôt.

**Soixante-quinze missiles lancés jusqu'à présent**

Des soixante-quinze missiles Scud lancés jusqu'à présent sur l'Arabie saoudite et Israël, celui-ci est de loin le plus meurtrier. En outre, il a fait naître la peur dans une population qui avait placé toute sa confiance dans l'efficacité des missiles antimissiles Patriot qui ont jusqu'ici, est-il vrai, bien rempli leur tâche.

Le problème est que, en dépit des succès des Patriot, les débris des missiles Scud détruits n'en restent pas moins à chaque fois responsables de destructions et font éventuellement des victimes. Officiellement, jusqu'à maintenant les Scud irakiens n'avaient fait qu'un mort dans la capitale saoudienne, bien qu'il semble que le bilan soit plus élevé. Des témoignages dignes de foi affirment en effet que plusieurs personnes auraient succombé à leurs blessures et que dans le bâtiment public atteint il y a une quinzaine de jours par les débris d'un missile, se trouvaient, contrairement à la thèse officielle qui l'avait déclaré vide, une dizaine de personnes.

Le missile qui s'est touché l'entrepôt américain lundi soir aura en tous les cas fait à lui seul beaucoup plus de victimes américaines que les premiers deux jours et demi de l'offensive terrestre, si l'on en croit les chiffres avancés à ce sujet par le porte-parole militaire américain, le général Neal. Une deuxième alerte a eu lieu vers 1 h 30 mardi à Dhahran et à Ryad mais on ignorait à quoi elle était due.

F. C.

### La fraternisation des prisonniers avec leurs gardiens

Les forces égyptiennes sont entrées sans grandes difficultés au Koweït, faisant de nombreux prisonniers. Des signes d'amitié ont marqué ces « retrouvailles »

**KOWEÏT**  
de notre envoyée spéciale

Juchés sur des camions, en treillis vert olive, jeunes pour la plupart, certains avec le masque à gaz au côté, une soixantaine de prisonniers irakiens répondent au salut des soldats égyptiens qui les regardent passer. Le signe est un signe d'amitié et des baisers sont envoyés. Lors d'un arrêt où tous descendent, un officier fait distribuer des cigarettes, de l'eau, des boîtes de jus de fruits et des oranges. La camaraderie est réelle, rien de feint dans ces quelques gestes, lorsque regagnant librement leurs camions, quelques soldats irakiens, souriants, crient « Vive Hosni Moubarak ! ».

« Nous n'avons aucune raison de leur en vouloir, ils n'avaient pas le choix », précise un soldat égyptien qui garde en souvenir deux des millions de tracts lâchés sur les premières lignes irakiennes pour inciter les soldats à se rendre. Sur le chemin du retour, la scène va se répéter et, sur le mur de sable qui marque l'entrée en Arabie saoudite, plusieurs soldats debout, bras levés, souhaitent la bienvenue à ces compagnons d'infortune. Ceux-là pourtant, viennent de se rendre.

Quand, il y a quelques heures encore, trois colonnes de blindés égyptiens se sont ébranlées à travers les brèches percées dans les murs de sable, pour se rendre au Koweït, le canon tonnait et, par deux fois, les colonnes ont dû s'arrêter. Après une sorte de no man's land plat et désert d'environ cinq kilomètres de profondeur où aucun signe de défense n'est visible, l'entrée au Koweït est reconnaissable aux poteaux électriques rouges et blancs qui longent la frontière. Peu après, on débouche sur l'autoroute qui rallie Al-Jahra à Al-Salmi. Le panneau indique la direction de la ville de Koweït à 110 km. A cet endroit, les chaussées sont encore en bon état, mais les colonnes traversent pour se regrouper ce bon ordre dans le désert.

Premier arrêt. Les canons sans recul égyptiens grondent à quelques centaines de mètres et les lance-roquettes multiples, dans un roulement de tambour ininterrompu, lâchent leurs projectiles avec des gerbes de flammes. Les mortiers se

mettent de la partie et, pourtant, en face, aucune riposte. « Nos premiers éléments sont accrochés à environ seize kilomètres, précise le major Saïd Moussi, nous avons demandé un appui aérien ». Quelques instants plus tard, dans deux 4 x 4, passeur des officiers américains venus pour diriger les tirs des avions. Sous la pluie et le ciel bas il est impossible de les distinguer ; nous n'entendons que le bruit des bombes qui s'écrasent et ne voyons que les fumées noires qui s'élèvent peu après. L'artillerie égyptienne redouble d'intensité tout autour.

Quand la colonne s'ébranle de nouveau, les observateurs égyptiens qui dirigent les tirs des cacons et des missiles, expliquent : « Ils ont lancé des grenades fumigènes sans doute pour couvrir leur retraite, c'est pour cela que nous avons tiré, pour essayer de leur couper la route. Maintenant plus rien ne bouge ».

Prudemment, les blindés avancent les uns derrière les autres. Nous sommes à environ six kilomètres à l'intérieur du Koweït, et toujours aucune trace de ces barbelées lignes de défense dont on parlait tant. Le premier champ de mines apparaît pourtant un kilomètre plus loin, marqué par des piquets bas reliés par des fils de fer barbelés. Loin d'être une ligne droite, ils serpentent sans aucune logique apparente, dans ce terrain plat d'où rien ne surgit. « Restez bien dans le sillage des chars, il y a des mines partout et pas seulement dans ces barbelées », indique le commandant du bataillon, le lieutenant-colonel Saïd Abd à ses hommes. Les équipes d'ingénieurs passées devant pour reconnaître le terrain ont plus ou moins balisé une piste et, sur les bords, des traces de trous marquées par de petits tas de sable, montrent l'emplacement des mines.

La progression continue et l'on commence à voir les remblais de protection des chars irakiens, des bunkers, et, partout, des tas d'obus tirés. Nouvel arrêt et, de nouveau, le roulement de tambour des lance-roquettes et les coups secs des canons sans recul. Une demi-heure plus tard, le convoi repart. « Nous avons détruit la position d'artillerie qui nous tirait dessus, précise le lieutenant-colonel Abd., nous pouvons

continuer. Les soldats irakiens viennent de lever le drapeau blanc. »

Sur leurs blindés, les soldats égyptiens ne paraissent pas inquiets. A peine entrés au Koweït, plusieurs levaient déjà la main en faisant le « V » de la victoire. Plus loin, les colonnes se déplacent à l'emplacement même où les premiers éléments égyptiens sont déjà passés. Ils ont repris une position préparée par les irakiens et les soldats n'ont plus qu'à se glisser dans les trous de protection qui s'écrasent, il y a encore peu, leurs adversaires. Derrière leurs mortiers, les soldats alignent déjà les obus. Des unités se regroupent pour repartir de l'avant, mais le canon tonne toujours à proximité. A l'ouest, ce sont des marines qui s'ouvrent le chemin à coups de lance-roquettes multiples, alors qu'à l'est, ce sont des unités saoudiennes qui tentent aussi d'avancer.

**Un tonnerre de feu s'abat sur eux**

A écouter le témoignage des officiers présents dans ce coin, à vingt-cinq kilomètres à l'intérieur du Koweït, depuis dimanche, la seule riposte des soldats irakiens semble être de faire un dernier usage de leur artillerie, de façon imprécise, avant d'abandonner, sous le tonnerre de feu qui s'abat sur eux. Les pertes irakiennes, personne n'en parle. On ne voit que les prisonniers. Côté égyptien, elles semblent légères.

A l'hôpital de campagne installé à quelques kilomètres derrière la frontière saoudienne, les cinq chirurgiens spécialisés, tous diplômés d'universités américaines, avouent n'avoir vu passer, depuis le début de l'offensive, que cinq blessés, dont quatre souffrant de contusions et qui ont pu regagner leurs unités. « Depuis hier, nous fumons et buvons du thé, c'est tout ce que nous avons à faire », affirme le médecin-chef, qui préfère garder l'anonymat car, dit-il, « je n'ai pas le droit de vous parler ». Son hôpital est en tout cas vide, à l'exception du cinquième cas, un accident dû à la nervosité du combattant et au mauvais emploi d'un RPG (lance-roquette portatif). Même l'hé-

licoptère dont l'arrivée interrompait toutes les conversations n'amène personne. Tout va bien sur le front. A l'exception de la traumatologie, cet hôpital peut traiter tous les cas, y compris ceux qui seraient dus à la contamination chimique.

Si la crainte de voir l'Irak user de ses armes chimiques reste encore vivace, aucun signe n'a été détecté pour l'instant. Une des deux équipes tchécoslovaques affectées à cet effet, soit trente hommes spécialisés dans la décontamination, affirme s'être rendue dès dimanche au Koweït pour effectuer des prélèvements qui se sont tous révélés négatifs. Ces soldats blindés qui accompagnent une unité saoudienne remontent ce lundi pour étudier de nouveau la situation. Souriants et décontractés, ils seraient presque fiers de se trouver là, dans cette coalition hétéroclite, pas toujours facile à faire manœuvrer mais dont la progression continue.

Dans le désert, les soldats égyptiens arrivent maintenant en grand nombre pour consolider leurs positions, dans une des parties centrales du front qui leur a été allouée. C'est toute une armée qui s'installe pour le bivouac, dans le noir absolu. Les soldats déroulent des kilomètres de fils téléphoniques. D'autres prennent leur poste de garde, des camions arrivent pour ramener les prisonniers et ramasser les armes irakiennes. Tremblant, un chauffeur pakistanais se demande bien ce qu'il fait là, aux avant-postes.

Pour les Égyptiens, pas de problème. « Notre moral est haut. Nous continuons l'offensive pour libérer le Koweït. Nous le ferons », affirme le général Salah Al Halabi, commandant des troupes égyptiennes en Arabie saoudite. Dans son poste de commandement installé juste derrière un des murs de protection de la frontière saoudienne, il suit la progression de ses forces qui continuent, par centaines de véhicules, à franchir les brèches ouvertes vers le Koweït. Ses unités ont déjà fait 590 prisonniers dont 300 pour la seule journée de lundi, et rien ne semble devoir entraver la course de ses hommes pour « libérer le Koweït ».

FRANÇOISE CHIPAUX

### Les premières actions de la division « Daguet »

#### Un adversaire peu déterminé à se battre

**FRONT IRAKIEN**  
de notre envoyée spéciale

Commentant, dès le début des actions aéroterrestres, l'entrée des troupes françaises à l'intérieur du territoire irakien (nos débriefings éditoriaux), l'état-major de « Daguet » annonçait que « l'objectif qui avait été fixé [aux forces françaises] est sous notre contrôle ». Les soldats de la division « Daguet », ajoutait l'état-major, ont pu submerger un adversaire déjà diminué par les coups que lui ont portés les avions français et les missiles américains. L'état-major soulignait qu'il n'aure fait à nos régiments qu'à peine trente-six heures pour neutraliser une division adverse et franchir quelque 150 kilomètres depuis leur base de départ.

Sans doute mû par le volonté de mettre en valeur l'action française, l'état-major ajoutait même que les hommes de « Daguet » avaient été « souvent ralentis par des combattants déterminés occupant des îlots de résistance ».

Or, la version des faits, livrée ultérieurement par le commandement sur le terrain et corroborée par les journalistes des pools admis à visiter les lieux lundi 25 février était tout de même légèrement différente. En fait de « combattants déterminés », expliquent les officiers du PC du lendemain de la bataille, les hommes de « Daguet » avaient surtout rencontré « des irakiens qui ont levé les bras dès qu'ils ont vu les chars ».

Certes, des moyens importants avaient été employés pour réduire la première position irakienne sur la route de « Daguet », baptisée Rocham-

beau par les alliés (du nom du maréchal de France à la bataille de Yorktown, manière de clin d'œil à l'entité franco-américaine) et située à quelque 25 kilomètres de la frontière.

Les avant-postes irakiens de Rochambeau avaient été repérés en milieu de nuit par les marcos du 3<sup>e</sup> RIF. Après quelques tirs de mortier français, auxquels avaient répondu des contre-tirs irakiens, le général Bernard Janvier avait organisé un dispositif sophistiqué combinant des troupes hélicoptères américaines - placées sous son commandement opérationnel - des hélicoptères Gazelle français et leurs missiles Hot, ainsi que le 3<sup>e</sup> RIF et le 4<sup>e</sup> Dragons, la tout soutenu par des tirs massifs de l'artillerie américaine. Ce dispositif était entré en œuvre aux alentours de midi et, à 16 heures, tout était terminé.

La pool de presse, lundi, avait ensuite pu visiter les restes de Rochambeau. Aucune trace de combats - douilles, impacts de balles - n'y était observable, selon les membres du pool. Les chars, dont certains avaient été détruits par des missiles, paraissaient avoir été désertés par leurs occupants avant l'attaque. Des canons de 155 restaient sur le terrain, abandonnés, les véhicules canalisés les tracteurs ayant eux aussi disparu.

Si les trous et les embryons de tranchées paraissaient façonnés dans les règles de l'art, l'ensemble dégageait tout de même l'impression que ces unités avaient été abandonnées à elles-mêmes depuis longtemps.

DANIEL SCHNEIDERMAN



## LA GUERRE DU GOLFE

## La situation militaire

## Shopping dans le désert

NORD DE L'ARABIE SAOUDITE  
de notre envoyé spécial

C'est une ville posée au milieu du désert, traversée par une route et un pipeline, et dont le nom est aujourd'hui un secret militaire. Même le directeur de la banque assure en ignorant le nombre d'habitants et la distance exacte de la frontière irakienne.

Vanue de quelque camp du désert, les soldats américains arrivent le matin en tenue camouflée, encombrés par leur attirail de survie, et se jettent d'abord sur les cabines téléphoniques. Plus tard dans la journée, ils viennent acheter leur poulet-frite et leur soda au restaurant, et ressortent pour les déguster dans leur Humvee (le nouveau Jeep américain) comme au drive-in.

La Humvee est un engin qui décourage la description. Cela tient du carton à chapeau démodé

ou du panier aplati. On en croise fréquemment dans la rue principale, surmontée d'une soldate blonde platine comme dans un feuillet de la Cinq, qui tient d'une main, la mitrailleuse et, de l'autre, adresse des saluts amicaux aux passants.

Une ambiance  
militaro-estudiantine

Les soldats portent immanquablement leur fusil d'assaut M-16 en bandoulière, même si on ne voit pas bien ce qu'ils risquent d'obtenir en ville que de subir les regards - d'ailleurs plus interloqués que concupiscent - des habitants du lieu, quand elles rentrent en bande dans les restaurants, encombrés de leur quincaillerie, riant et se bousculant comme au campus.

On trouve de tout dans la ville, des brosses aux logicoles, en passant par la presse saoudienne

du jour. Même si les prix varient un peu d'un jour à l'autre, les Américains achètent sans trop marchander, les PX (boutiques installées par l'armée américaine pour les soldats) étant rares dans le secteur.

Certains commerçants ont tendu, en vitrine, un vaste drapeau tricolore, signe que l'on peut, de leur boutique, téléphoner en France, pour 15 riyals (22 francs) la minute. De sources informées, on assure que ce tarif ne serait pas très supérieur à ceux du marché qui restent mystérieux.

Parfois, dans cette ambiance militaro-estudiantine yankee, surgissent des personnages étranges. Un journaliste finlandais - « le seul en Arabie saoudite », assure-t-il - cherche à la trace d'une légion finlandaise de la légion étrangère. Des médecins militaires français arri-

vés d'un camp proche viennent téléphoner et s'approvisionner en confiseries.

Plus loin, ce groupe de soldats a posé sur la croisée de leur arme de gigantesques autocollants rouges trahissant leur nationalité : des Koweïtiens, Souriens et volubiles comme des Marseillais ou des Napoléoniens, ils vous accueillent. « French? » « Yes ». Apparemment, un problème important les tracasse. D'un geste de la jambe, ils font mine de dribbler. « France-Spain? », interrogent-ils, fiévreux. Après consultation, on leur livre le score du match en question, qu'ils accueillent avec, en arabe, des commentaires de connaissances. On leur fait remarquer que l'équipe saoudienne a une fameuse équipe de football. « Possédait », corrigent-ils, avant de disparaître dans le désert.

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Les textes saints et la guerre

« Va, mon peuple  
retire-toi dans tes chambres  
et ferme les portes derrière toi... »

## JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

C'était écrit, ou presque. « Des contrées du nord, j'écris et je fais monter contre Babel (Babylone) une assemblée de peuples qui feront la-bas campagne contre elle, et elle sera prise » (Jérémie, 50,9). Imprégnés de la lecture des textes saints et de la tradition prophétique - qui est leur activité de tous les jours - les juifs orthodoxes ont collecté quelques-uns des passages de l'Ancien Testament dans lesquels certains veulent voir un rapprochement avec la guerre du Golfe. D'autres vont plus loin et évoquent des « allusions prophétiques ».

« L'Histoire a un sens, une structure, un devenir », avance le rédacteur en chef de Kountrass, revue israélienne de pensée juive (1), qui a rassemblé certains des versets de la Bible et du Talmud que l'on cite ça et là dans les synagogues de Jérusalem.

La politique de retenue décidée par le gouvernement Shamir? Chez les juifs vengés d'Irak, ne disait-on pas que l'exil de Babylone fut relativement doux? « Les joies de la providence font que ce sont d'autres que nous qui frappent cette terre d'Irak où, durant de longs siècles, le peuple juif trouva abri et put faire éclore des générations de Sages qui nous donneront, entre autres, le Talmud de Babylone », écrit Kountrass. Le souvenir de ces « temps relativement heureux » fait écho à certains ce proverbe, évocateur de la fameuse politique de retenue : « Ne jette pas de pierre dans le puits dans lequel tu as bu. »

Allusion amusée aux mots d'ordre de la défense passive lorsque les Seud de Seddham Hussein s'abattent sur Israël, Kountrass cite aussi (26,20) : « Va, mon peuple, retire-toi dans tes chambres et ferme les portes derrière toi; cache-toi un court instant, jusqu'à ce que passe la colère... ». Et encore : « Dieu combattra pour vous; et vous, laissez-vous! » (Exode, 14,14).

Plus loin, Kountrass cite une « question originale » soumise, écrit la revue, à un grand rabbin de Bnei-Braï (près de Tel Aviv) : « Les pilotes juifs américains arrivent-ils, s'ils survolent lors de leurs missions de bombardement le site de l'antique Babylone, faire la bénédiction d'usage à Bénédictus-tu (...) qui a détruit Babel l'impie? ». Le rabbin a répondu par l'affirmative, expliquant que « même si on aperçoit Babylone du haut d'un avion ou à l'aide de jumelles, il faudra prononcer cette bénédiction ».

A. Fr. et Y. H.

(1) Kountrass, n° 26, janvier-février 1991.

## Visages de prisonniers

Les prisonniers de guerre ont-ils droit à l'anonymat? A cette question, les chaînes françaises répondent en ordre dispersé. Si, dimanche soir, aucune chaîne n'a occulté les visages des premiers prisonniers irakiens, lundi, TF 1 prenait soin de les rendre méconnaissables en brouillant l'image, alors qu'Antenne 2 les montrait à visage découvert.

La question avait déjà été posée lors de la diffusion d'images de prisonniers alliés filmées par la télévision irakienne.

M. Michel Rocard avait alors écrit au CSA pour lui préciser que les images d'éventuels prisonniers français « constituent (...) un outrage, une humiliation inouïable devant tous leurs compatriotes et les pèsent dans une situation très grave-ment attentatoire à leur dignité ».

Dès le début des hostilités, la CSA avait, après discussion avec toutes les chaînes sauf TF 1, précisé une position englobant tous les prisonniers, quelle que soit leur nationalité : la non-diffusion de « documents contraires à la dignité des personnes et aux stipulations de la convention de Genève sur les prisonniers de guerre » (le Monde daté 27-28 janvier).

Le Comité international de la Croix-rouge a rappelé, lundi 25 février, que la troisième convention de Genève, dans son article 12, stipule que les prisonniers de guerre doivent « être traités en tout temps avec humanité (...) et protégés notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les violences et la curiosité publique ».

ment attentatoire à leur dignité ». Dès le début des hostilités, la CSA avait, après discussion avec toutes les chaînes sauf TF 1, précisé une position englobant tous les prisonniers, quelle que soit leur nationalité : la non-diffusion de « documents contraires à la dignité des personnes et aux stipulations de la convention de Genève sur les prisonniers de guerre » (le Monde daté 27-28 janvier).

Le Comité international de la Croix-rouge a rappelé, lundi 25 février, que la troisième convention de Genève, dans son article 12, stipule que les prisonniers de guerre doivent « être traités en tout temps avec humanité (...) et protégés notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les violences et la curiosité publique ».

Le Comité international de la Croix-rouge a rappelé, lundi 25 février, que la troisième convention de Genève, dans son article 12, stipule que les prisonniers de guerre doivent « être traités en tout temps avec humanité (...) et protégés notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les violences et la curiosité publique ».

Le Comité international de la Croix-rouge a rappelé, lundi 25 février, que la troisième convention de Genève, dans son article 12, stipule que les prisonniers de guerre doivent « être traités en tout temps avec humanité (...) et protégés notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les violences et la curiosité publique ».

Des combats terrestres  
au retrait irakien

## LUNDI 25 FÉVRIER

10 h 30 : l'Irak annonce que ses forces du 3<sup>e</sup> corps d'armée ont effectué dans la nuit une importante contre-offensive le long de la ligne de front, refoulant les forces ennemies et de toutes les positions qu'elles avaient occupées.

10 h 30 : les Jaguar français bombardent des troupes irakiennes, indiquant des sources militaires à Paris.

11 h 25 : une colonne de quatre-vingts chars de la Garde républicaine se dirige vers les forces alliées, selon des militaires américains.

11 h 25 : un contre-torpilleur britannique a intercepté un missile Silkworm, tiré par l'armée irakienne contre le cuirassé américain Missouri.

15 h 55 : les forces françaises, qui ont pénétré de 150 kilomètres en territoire irakien, ont neutralisé une division d'infanterie ennemie et atteint leur objectif trente-six heures après le déclenchement de leur attaque, en ayant fait trois mille prisonniers, indique le commandant de l'opération « Daguet ».

17 h 00 : une « féroce bataille de chars » se déroule au sud de la ville de Koweït et les forces alliées « se débrouillent très bien », selon la télévision américaine CBS, qui cite des sources au Pentagone.

17 h 05 : le président Bush se félicite des « bonnes nouvelles » en provenance du front et affirme que le Koweït sera « bientôt libre », mais met en garde contre toute « euphorie ».

18 h 30 : des débris d'un missile Scud irakien tombent sur un bâtiment abritant des troupes américaines à Dabran, tuant vingt-sept soldats américains et en blessant quatre-vingt-dix-huit.

18 h 35 : Radio-Bagdad « félicite » les Irakiens pour « la glorieuse victoire remportée par leur armée » et affirme que les forces alliées « sont vaincues et en train de battre en retraite ».

18 h 45 : un missile sol-sol irakien qui visait Bahrein est intercepté et détruit en vol.

21 h 30 : le Conseil de sécurité se réunit en consultation, à la demande de l'URSS, afin de débattre des moyens de parvenir à une solution diplomatique.

23 h 00 : l'URSS a présenté au Conseil de sécurité de nouvelles propositions (fixation d'une date pour le début du retrait, attribution d'un court délai pour ce retrait), annonce l'agence soviétique Tass.

23 h 30 : Radio-Bagdad, citant un porte-parole officiel, annonce que les troupes irakiennes doivent se retirer et revenir sur les positions qu'elles occupaient le 1<sup>er</sup> août. « Ceci est considéré comme une acceptation pratique de la résolution 660 du Conseil de sécurité de l'ONU, selon la radio.

23 h 35 : seconde alerte au Scud de la soirée dans l'émirat de Bahreïn.

24 h 00 : la guerre continue, déclare la Maison Blanche, qui affirme ne pas avoir été informée d'une éventuelle décision de l'Irak de se retirer du Koweït.

## MARDI 26 FÉVRIER

5 h 15 : le premier bulletin du matin de Radio-Bagdad ne fait aucune allusion à l'ordre donné aux troupes irakiennes d'évacuer le Koweït, annoncé précédemment.

5 h 35 : l'ambassadeur d'Irak à POU, M. Abdul Amir Al Anbari, indique qu'il est venu au Conseil de sécurité pour communiquer l'engagement de son pays à se retirer du Koweït.

6 h 20 : aucun signe de confirmation de l'annonce d'un retrait des troupes irakiennes du Koweït, indique-t-on de source militaire américaine.

8 h 40 : selon Radio-Bagdad, Saddam Hussein adressera de manière « imminente » un discours à la nation.

9 h 00 : l'agence Tass annonce que Saddam Hussein a adressé un message au président Gorbatchev dans lequel il déclare que les troupes irakiennes ont commencé à se retirer du Koweït et seront parties « dans un bref délai ».

9 h 30 : Saddam Hussein annonce sur Radio-Bagdad que le retrait du Koweït a commencé lundi et « se poursuivra jusqu'à son achèvement ». Le président irakien affirme que le Koweït a été « constitutionnellement » une partie de l'Irak entre le 8 août 1990, jour de son annexion officielle par Bagdad, et « la nuit dernière », avec le début du retrait de l'armée irakienne de l'émirat.

9 h 44 : des signes du début d'un retrait des forces irakiennes du Koweït ont été observés, annonce à Ryad le commandant du corps expéditionnaire britannique en Arabie saoudite.

10 h 14 : l'armée irakienne a commencé à se retirer de la ville de Koweït et abandonnant son matériel, annonce-t-on de source militaire koweïtienne à Ryad.

10 h 18 : l'Union soviétique demande que le Conseil de sécurité se prononce pour un cessez-le-feu immédiat, déclare à Moscou le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Belougov. (AFP, Reuters).

Des démineurs de Mnatsakan pour le Golfe. - Une compagnie du 17<sup>e</sup> régiment du génie parachutiste (RGP) de Mnatsakan (Arménie), soit environ cent trente sapeurs, devait quitter la France, mardi 26 février, à destination du Golfe, où elle rejoindra un détachement de la même formation en Arabie saoudite. Le général Roquejeoffre, le « patron » du dispositif « Daguet », a commandé ce régiment entre 1978 et 1980.

## Craignant une reprise de l'agitation dans son pays

Le président tunisien lance  
un appel au calme

En recevant, lundi 25 février, les membres du gouvernement récemment remanié, le président Ben Ali a exprimé son « indignation » face à l'escalade « dramatique » de la guerre dans le Golfe mais, à l'intention de l'opinion tunisienne, il a lancé un appel au calme.

## TUNIS

de notre correspondant

Dans une brève allocution, M. Ben Ali a rappelé que, depuis l'été dernier, la Tunisie n'a cessé de plaider en faveur d'une solution pacifique de la crise. De même qu'elle avait dénoncé, lors de l'occupation du Koweït, « le recours à la force », elle rejette, a-t-il dit le chef de l'Etat, « la guerre de destruction et d'annihilation » menée contre l'Irak.

Mais aujourd'hui, quel que soit leur sentiment de solidarité avec « le peuple irakien », les Tunisiens doivent songer à l'avenir et tirer la leçon des événements actuels sans perdre de vue les exigences de développement du pays. Face à la gravité de la conjoncture internationale et à ses retombées négatives sur la situation économique et sociale, il importe, a souligné M. Ben Ali, « de redoubler d'efforts, de renforcer nos capacités et de compter, en premier lieu, sur nous-mêmes », car il est désormais établi que « la liberté de décision, l'indépendance et l'invulnérabilité

des pays en général se mesurent uniquement à leur indépendance économique ».

Outre ce nouvel appel aux Tunisiens à « retrousser les manches », le président a insisté sur la nécessité de préserver la cohésion nationale et de mettre fin aux discours démagogiques. « Nos positions ont toujours été claires et nettes », a-t-il déclaré, « il n'y a pas lieu de se livrer à une quelconque surenchère ou de jouer avec le sentiment des gens par quelque marchandage politique. Il n'y a pas lieu non plus de semer la confusion et le doute, ni de brandir des slogans trompeurs et de recourir à la violence ou au terrorisme dans des tentatives désespérées d'imposer son opinion par la force... ».

Ces propos, semble-t-il, s'adressaient aux islamistes, qui sont à l'origine de récents et violents désordres. Il a d'ailleurs averti qu'il n'hésiterait pas « à faire face avec la plus grande rigueur » à tout débordement. Mais, M. Ben Ali visait peut-être aussi une partie des médias et de l'opposition, qui se sont souvent employés, ces derniers temps, à exacerber les sentiments pro-irakiens des Tunisiens.

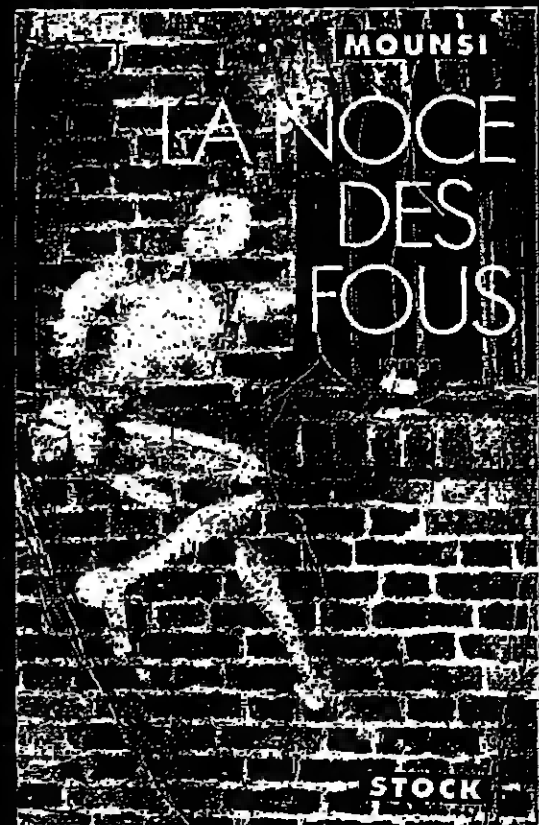
Si l'opinion demeure extrêmement sensibilisée par les événements, les marchés de « solidarité » avec l'Irak ont pratiquement cessé, depuis une semaine. Toutefois, à l'université de Tunis, des mouvements de grève ont été décelés et des heurts ont opposé, lundi, à l'entrée du campus, un groupe d'étudiants aux forces de police.

MICHEL DEURÉ

MOUNSI  
La noce des fous

Le roman de tous les déracinés  
de la banlieue noire.

Anne Chemin, Le Monde



296 pages - 95 F

Fleur de poésie poussée sur les décombres.

Fleuro Littéraire

Un style vil et emporté, où affleure un blues sombre et poisseux.

V.P. L'Événement du Jeudi

Le roman qu'aurait pu écrire François Villon s'il avait logé rue de la Folie à Nanterre.

Claude Dourthé, France Culture

Stock

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES

كلنا من الأصل



# LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions à l'offensive terrestre

## Un mort au Caire lors d'affrontements avec les forces de l'ordre

LE CAIRE

de notre correspondant  
Un étudiant est mort et neuf policiers ont été blessés après des affrontements, lundi 25 février, au Caire, entre forces de l'ordre et manifestants protestant contre l'action de la coalition anti-irakienne. Selon un communiqué publié par le ministère de l'Intérieur, l'étudiant est mort des suites d'une blessure causée par une pierre reçue sur la tête. Douze étudiants ont, par ailleurs, été arrêtés, indique le communiqué.

Plusieurs centaines d'étudiants de l'université du Caire avaient répondu à l'appel lancé par les

Frères musulmans et la gauche égyptienne pour protester contre l'offensive terrestre. Les manifestants criaient des slogans hostiles aux présidents Bush, Mubarak et même Saddam Hussein. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont eu lieu quand les manifestants ont tenté de sortir du campus. Des brigades anti-émeutes sont alors intervenues et policiers et étudiants ont échangé grenades lacrymogènes et jets de pierres. Les étudiants ont été relégués à l'intérieur de l'université, où ils ont poursuivi leur manifestation. Les forces de l'ordre ont, de leur côté, interdit le trafic dans deux rues joignant l'université, ce qui a provoqué d'énormes embouteillages. Dans

la soirée, les rues ont été rouvertes mais les policiers ont maintenu un important dispositif de sécurité.

D'autres manifestations de moindre envergure se sont déroulées dans les universités d'Ain-Hamam, au Caire, et de Mansoura. Des manifestations rassemblant quelques centaines d'étudiants avaient eu lieu la veille sur deux autres campus. Mardi matin, une autre manifestation, rassemblant des centaines de personnes, s'est déroulée au Caire. Cette fois, c'était des Koweïtiens étant l'annonce par l'Irak du retrait de ses troupes du Koweït.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## Manifestations anti-occidentales au Niger

Le Niger, dont les populations sont demeurées, comme dans le reste de l'Afrique noire, peu sensibles à la guerre du Golfe, a été le théâtre, lundi 25 février, de manifestations anti-occidentales, à-on apprit, le soir-même, à Abidjan, en Côte-d'Ivoire. Le centre culturel américain de Niamey a été, à deux reprises, la cible d'une poignée d'étudiants et d'écoliers, armés de cocktails Molotov. Les manifestants s'en sont pris également à des propriétés françaises et ont incendié une voiture du consulat de France. Ces incidents, vite réprimés, n'ont fait aucune victime.

En Algérie, près d'un millier d'étudiants ont fait un sit-in, lundi, devant le Parlement, à Alger, pour réclamer la rupture des relations diplomatiques avec les pays de la coalition anti-irakienne. Selon l'hebdomadaire du Front islamique du salut (FIS), *El Hidayah*, le mouvement algérien devait ouvrir, mardi, un bureau de recrutement à Amman, en Jordanie, pour « superviser » l'envoi de volontaires en Irak.

Au Maroc, le roi Hassan II a adressé, lundi, un message à l'émir du Koweït, à l'occasion de la fête nationale de son pays. « Nous ne

connaitrions la tranquillité d'esprit qu'après la libération du Koweït », écrit le souverain émirien, soulignant « les liens profonds de fraternité » entre les deux pays, qu'il souhaite « consolider et raffermir ». Malgré le calme qui semble prévaloir dans le royaume, on signalait, lundi soir, une tentative d'incendie d'origine criminelle, perpétrée dans la matinée contre les locaux du consulat de France à Marrakech. L'auteur de cet incident, rapidement maîtrisé, a été arrêté presque aussitôt par la police. — (AFP, AP, Reuters.)

Le nouvel équilibre des forces dans la région

## La Grèce préoccupée par le rôle croissant de la Turquie

La Grèce s'inquiète de la place grandissante prise par la Turquie dans la région, à la faveur du conflit du Golfe. Depuis le début de la crise, les conservateurs au pouvoir à Athènes s'efforcent de contrer cette montée en force d'Ankara en resserrant les liens avec Washington, grand arbitre de l'équilibre des forces en mer Egée. Craignant d'autre part l'influence d'Ankara sur les minorités musulmanes de Bulgarie et de Thrace occidentale, le gouvernement a intensifié ses relations avec Sofia.

Grèce, notamment en Crète où se trouvent deux importantes bases américaines.

M. Mitsotakis estime qu'en participant activement à la force internationale, la Grèce « ne laisse pas la Turquie faire ce qu'elle veut et avancer ses pions ». Après la guerre, Athènes demandera « un règlement des questions chypriotes et palestiniennes et ne permettra pas le démantèlement de l'Irak ». Depuis le 21 janvier, le gouvernement s'est élevé contre toute atteinte à l'intégrité de ce pays. On craint ici en effet que la Turquie ne tente de s'assurer des avantages territoriaux au détriment de l'Irak.

que. Ces efforts interviennent alors que le gouvernement turc tente de débloquent le « verrou » grec qui empêche l'application d'un protocole financier entre Douze et le rapprochement avec Ankara et Bruxelles.

La visite, fin janvier, du chef de la diplomatie grecque à Washington pour promouvoir les positions de son pays a été « un succès », selon M. Mitsotakis. M. Antonis Samaras, qui a été reçu par le président George Bush, fait exceptionnel pour un ministre grec — a demandé une aide en matière de défense et notamment des missiles Patriot que la Turquie a déjà reçus. Sur un point, le gouvernement est particulièrement satisfait : le président américain a assuré que les États-Unis « garantiront la sécurité et la prospérité de la Grèce ».

Cette petite phrase, considérée comme « un point très positif » par le gouvernement, n'est en fait, pour l'opposition, qu'une formule visant à rompre le sacro-saint équilibre de l'aide américaine à la Grèce et à la Turquie selon un rapport de 7 pour Athènes et 10 pour Ankara. L'administration américaine a en effet demandé cette année au Congrès une aide plus importante pour les Turcs. La bataille au Congrès sera cette fois, pour l'important lobby grec, plus difficile à mener que les années précédentes en raison du capital de sympathie que la Turquie a gagné grâce à son attitude dans le conflit du Golfe. Lors de sa visite dans la capitale américaine, le 19 février, le ministre turc des affaires étrangères, M. Ahmet Kurbanoğlu, a demandé de rappeler les services rendus par son pays et de confirmer le rôle majeur d'Ankara dans la région.

L'axe Athènes-Sofia

Parallèlement au resserrement des liens avec les Américains pour exercer une pression sur Ankara, les conservateurs grecs ont développé dans les Balkans un axe privilégié avec Sofia, une politique inaugurée par l'actuel chef de l'Etat, Constantinos Karamanlis, en 1974, et poursuivie par les socialistes d'Andréas Papandréou de 1981 à 1989. Les visites de hauts responsables, y compris militaires, entre les deux capitales se sont succédées ces derniers mois à un rythme accéléré. Le premier ministre bulgare, M. Dimitar Popov, se trouvait à Athènes la semaine dernière. Un mois plus tôt, M. Mitsotakis était à Sofia.

L'axe Athènes-Sofia est notamment destiné à « se protéger » de l'influence d'Ankara sur les importantes minorités musulmanes vivant dans le sud de la Bulgarie et en Thrace occidentale et qui risquent de déstabiliser à tout moment ces régions. Les Grecs et les Bulgares sont également d'accord pour nier l'existence d'une minorité macédonienne sur leurs territoires, contrairement aux thèses de Belgrade.

Cette question des minorités a été l'objet d'un rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme adressé au Congrès lors de la visite de M. Samaras aux États-Unis. Le rapport affirme notamment que les Grecs « oppriment » la minorité macédonienne et la minorité musulmane de Thrace — un point qu'Ankara a aussitôt exploité au grand dam d'Athènes. Ulcéré, le gouvernement grec a demandé « une rectification » du rapport.

La politique étrangère du gouvernement est « un flasco », a lancé récemment au parlement le chef de l'opposition socialiste, M. Andreas Papandréou. Retrouvant ses accents de chanteur de l'indépendance nationale, le leader du PASOK a fustigé la politique conservatrice qui a fait de nouveau de la Grèce « un satellite » des États-Unis. Il a accusé les conservateurs d'avoir transformé la Crète en « un tremplin » pour les opérations américaines au Proche-Orient. Refusant « un consensus aveugle » à propos de la guerre du Golfe il a demandé le retrait de la frégate grecque de la force multinationale.

Pour M. Papandréou, la Grèce s'est placée à la politique de Washington sans avoir obtenu en échange, ni a fortiori le refus du secrétaire américain, M. James Baker, de s'emparer, comme le répète depuis le début de la crise le gouvernement, les cas du Koweït et de Chypre.

Capital de sympathie

Comme tous ses prédécesseurs à la tête du gouvernement, M. Mitsotakis ne cesse d'évoquer les problèmes de sécurité d'une Grèce « menacée » par la Turquie. Il souligne la nécessité d'adhérer à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et demande que les frontières grecques soient considérées par ses partenaires européens comme les frontières de la CEE, ce qui constituerait une garantie supplémentaire vis-à-vis de la Tur-

ATHÈNES

de notre correspondant  
Pour que la Grèce tire son épingle du jeu dans le nouvel ordre international qui naît du conflit, « nous devons être du côté des vainqueurs », souligne la semaine dernière le chef du gouvernement, M. Constantinos Mitsotakis, au cours d'un débat parlementaire de politique étrangère. C'est ainsi qu'il a justifié l'envoi d'une frégate en mer Rouge aux côtés des forces de la coalition anti-irakienne et les facilités accordées aux alliés en

## Les dividendes du conflit en Egypte

L'afflux d'aide étrangère pour un allié précieux est une manne pour l'Etat mais la chute du tourisme affecte des milliers de familles

LE CAIRE

de nos envoyés spéciaux  
Les uns ont du mal à avaler cette année pillée que la guerre du Golfe leur force à absorber. Les autres ont de la peine à cacher leur satisfaction devant ce qu'ils considèrent comme une « oubaine » pour l'Egypte. Les premiers voient s'écrouler leurs projets, compromettre leur avenir, tarir leurs revenus. Les seconds, calculatrice comme les égyptiens, se félicitent de millions que représentent les remises de dettes, les dons et aides déjà obtenus par le Caire depuis le début de la crise, en août, et la participation de l'Egypte à la coalition anti-irakienne. Sans compter les promesses de prêts très avantageux et les bénéfices attendus d'une participation à la reconstruction du Koweït et de l'Irak.

Le ministre d'Etat égyptien pour la coopération internationale, M. Mouris Makramalla, a récemment indiqué que, sur une dette de 24 milliards de dollars — représentant des emprunts garantis par l'Etat — 13,6 milliards de dollars avaient déjà été accablés par les pays créanciers (il est vrai que le Fonds monétaire international cite d'autres chiffres et estime la dette extérieure de l'Egypte à 55 milliards de dollars). De plus, le Caire a les yeux tournés vers le groupe des sept nations les plus industrialisées qui pourraient remettre, selon la presse égyptienne, de 30 à 40 % des dettes contractées à leur égard, une fois qu'un accord aura été conclu avec le FMI. Certains pays créanciers, enfin, seraient prêts à annuler de 50 à 70 % des dettes égyptiennes.

Les États-Unis ont lancé le mouvement en faveur du Caire en faisant une croix sur quelque 7 milliards de dollars de dette militaire, ce qui a permis, dans un premier temps, au gouvernement égyptien d'annuler les 170 millions de dollars de la dernière tranche des intérêts dus pour 1990. En 1991, l'économie sur les intérêts qu'aurait eu à verser l'Egypte pour cette même dette militaire sera de 780 millions de dollars. Les pays du Golfe, Arabie saoudite en tête, ont

suivi la voie tracée par Washington et épargné une dette de plus de 6 milliards de dollars. Les Saoudiens ne se sont pas contentés de ce geste et ont, en plus, consenti une aide de l'ordre de 2 milliards de dollars, suivis par les Koweïtiens qui ont promis 500 millions. Depuis, des ministres européens — notamment britanniques et allemands — se sont succédé au Caire, tous porteurs de bonne parole et de non moins heureuses promesses — facilités de paiement, aides, investissements etc.

Hausse des revenus du canal

Un expert étranger, observateur de longue date de l'économie égyptienne, relève que le président Hosni Mubarak a jusqu'à présent su « capitaliser les services rendus aux États-Unis » en menant sans réserve, depuis le début de la crise, la partie arabe de la coalition anti-irakienne. Il cite à cet égard le changement radical du climat dans les discussions entre l'Egypte et le FMI qui a suivi le déclenchement de la crise et les prises de position du Caire. Jusqu'ici difficiles et conflictuelles, les négociations se sont rapidement détendues, le FMI se montrant « soudain compréhensif » des septennaires. Ce climat a bécoté gagné la partie égyptienne, qui a à son tour fait preuve de compréhension face aux directives de l'institution internationale. Enlaidies depuis longtemps, les négociations Le Caire-FMI devraient rapidement déboucher sur un accord.

En outre, le gouvernement égyptien aurait quelque peu gonflé les estimations de ce qu'a coûté au pays l'occupation du Koweït par l'Irak. Il a présenté, au début de la crise, le chiffre de 2,4 milliards de dollars, alors que, selon cet expert, la réalité tournerait plutôt autour de 700 millions de dollars.

Le pétrole et les fluctuations de son prix dues à la crise du Golfe sont également venus soutenir l'économie du pays qui a perçu,

selon les chiffres du gouvernement, 660 millions de revenus pétroliers supplémentaires en 1990 par rapport aux prévisions initiales. Du canal de Suez, l'Egypte a, dans un premier temps, tiré des recettes en augmentation, ce raisonnement essentiellement d'une brusque hausse du trafic militaire, les bateaux de guerre payant un tarif plus élevé que les navires marchands (à titre d'exemple, le porte-avions *Clemenceau* paie un droit de passage s'élevant à plus d'un million de francs et les autorités égyptiennes n'ont consenti aucun rabais aux navires de la coalition). Toutefois, les revenus du canal de Suez ont chuté en janvier.

En tout état de cause, la manne étrangère a été et sera déjà en des effets tels que, pour la première fois depuis de longues années, l'Egypte peut compter en 1991 sur une balance des paiements en excédent — en termes de règlements exigibles — même si le reste juridique des dettes reste arriéré. L'afflux de l'aide étrangère a, en outre, permis au Caire de réduire son déficit budgétaire. On assiste, remarque ce même expert, à une inversion dans le flot de dollars dont le privé est, aujourd'hui, en grande partie dépourvu à cause de la crise que connaissent des secteurs tels que le tourisme mais qui, en revanche, affluent dans les coffres de la Banque centrale.

Autre aspect de l'« oubaine » : les perspectives de reconstruction du Koweït et de l'Irak après les coups extrêmement durs que les forces armées coalisées ont porté à ces deux pays. L'Egypte entend bien être présente sur ces deux immenses chantiers même si certains hommes d'affaires et une partie de la presse égyptienne déplorent que le « marché » koweïtien ait déjà été « triché » par les Américains et les Britanniques.

Pour un homme d'affaires prospère du Caire, dont les activités ont connu une expansion ces derniers mois, l'Egypte peut tirer profit de la reconstruction dans le Golfe de deux façons : tout d'abord, note-t-il, « l'Egypte est le premier exportateur de main-d'œuvre de la région » et doit immanquablement bénéficier de l'ouverture des chantiers de très grande ampleur. La participation égyptienne, espère encore cet homme d'affaires, devrait également passer par un accroissement des exportations. Le ministre de la reconstruction, M. Hassaballa El Kafraoui, s'est montré optimiste quant aux chances des entreprises égyptiennes de bénéficier de ces nouveaux marchés, les estimant « bien placées ». Cet optimisme n'est cependant pas partagé par tous, comme l'atteste un éditorial de l'officieux *Al Akhbar*. Monssa Sabri, l'un des éditeurs les

plus influents du pays, y reproche au gouvernement égyptien son manque de dynamisme face à l'agressivité des entreprises américaines et britanniques, qui ont « rattrapé » le marché de la reconstruction du Koweït.

Le revers de la médaille

Mais les « oubaines », présentes ou à venir, ne doivent pas faire oublier le revers de la médaille. L'aspect le plus criant de ce revers est l'écroulement d'un secteur d'activité qui représentait, jusqu'à la crise du Golfe, la deuxième source de rentrées de devises. Le tourisme est aujourd'hui inexistant en Egypte. En 1989-1990 (de juin à juin) il avait rapporté 2,5 milliards de dollars et revenus bruts. De juin 1989 à juin 1990, plus de deux millions de touristes s'étaient pressés sur les bords luxueux historiques et touristiques du pays. Ils avaient dépensé 230 000 000 de dollars, 200 000 Français, un tout petit peu moins d'Américains, 120 000 Israéliens à avoir utilisé les services d'une infrastructure employant — directement ou indirectement — plusieurs centaines de milliers d'Égyptiens (700 000 selon les chiffres officiels).

On chercherait en vain à ce jour un touriste en haute Egypte. Au Caire, selon certaines estimations, le taux de remplissage « touristique » des hôtels est tombé à 5 %. Six cents agences de voyage sont désertées. Nombre d'entre elles sont au bord de la faillite et les licenciements ont commencé. Directeur d'une agence, M. Hassan Kamy, s'élève pour la première fois de sa vie « étollement abattu ». Il vit au jour le jour, a déjà mis en vente un terrain qu'il possède et pense à la vente d'autres biens personnels. Fin février, il devra licencier vingt personnes sur les cent dix qu'il emploie. S'il arrive à tenir quelques semaines encore, il estime qu'il ne pourra pas faire autrement que d'en licencier quatre-vingts autres à la fin mars, puis mettre à clé sous la porte. Encore n'avait-il pas investi dans les villages de vacances, les bateaux de croisière sur le Nil ni les cars. « Pour ceux qui l'ont fait, c'est un drame plus grand encore », estime Hassan Kamy. L'abandonnement est d'autant plus grand qu'aux tout premiers jours de la guerre les Égyptiens pensaient que celle-ci ne durerait pas plus d'une semaine. Un mois plus tard, ce sont quelques millions d'Égyptiens (à cinq personnes par famille) qui sont privés de ressources ou qui ont vu celles-ci fondre de façon dramatique sans pouvoir tabler sur un avenir immédiat

meilleur. Car tout le monde s'accorde à dire que cette reprise sera « longue et difficile » après l'arrêt des combats.

Le tourisme n'est pas le seul secteur touché. Outre, bien sûr, le choc qu'a représenté l'arrêt des versements bancaires de plus d'un million de travailleurs égyptiens en Irak et au Koweït (qui formaient une grosse part de la première source de revenus en devises du pays), d'autres activités ont eu à pâtir de la crise, comme l'agriculture. « Les exportations traditionnelles des fruits et légumes vers les pays du Golfe sont quasiment interrompues, faute de moyens de transport », explique un industriel du Caire, qui cite l'écroulement de certains prix de gros tel celui des oranges qui a diminué de moitié. Les effets de la crise du Golfe se font sentir dans « un peu tous les domaines » de l'économie, « faisant tâche d'huile », dit cet industriel qui mentionne les répercussions jusque sur le prêt-à-porter.

Le cinéma paralysé

Le cinéma égyptien — sans concurrence dans le monde arabe — n'a pas été épargné, l'un de ses principaux débouchés traditionnels étant... le Golfe. A lui seul le Koweït est le deuxième client des images « made in Cairo ». Et un précieux client puisqu'il finançait, avant l'ouragan, une bonne partie du budget moyen d'un film sorti des studios des Pyramides. Les distributeurs koweïtiens se chargeaient de plus de la vente des films dans les autres pays du Golfe. Cette source quasi automatique de revenus tarie, l'industrie cinématographique égyptienne est restée paralysée tout au long du mois d'août, avant de reprendre à vitesse très réduite puisqu'une dizaine de films seulement ont été tournés en Egypte entre août et fin décembre, soit une diminution de plus de 50 % du nombre habituel des tournages (une soixantaine de films par an). La situation est quasiment identique du côté des feuilletons télévisés, dont le principal débouché est aussi le Golfe.

En attendant que se fassent sentir les retombées de l'« oubaine » d'une aide étrangère accrue, « la situation est très dure » pour beaucoup en Egypte, reconnaît un homme d'affaires. La situation n'est pas non plus sans danger pour la paix sociale.

ALEXANDRE BUCCIANTI et YVES HELLER

DIDIER KUNZ

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous proposez une équipe de traducteurs

FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

Le président tunisien lance un appel au calme

MOUNS La noce des f

de tous les

Anne Chama

NOUVEAU

FOUR

STOCK

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



# LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions du conflit en France

## Manifestations pacifistes à Paris et en province

Plusieurs milliers de personnes (de deux à trois mille, selon la police) se sont rassemblées, lundi 25 février, place de la République à Paris, pour manifester contre la guerre et réclamer l'application d'un cessez-le-feu. Contrairement à ce qu'elle avait annoncé, la préfecture de police a toléré un défilé dans les rues de la capitale. D'autres manifestations ont eu lieu le même jour en province, notamment à Bordeaux, Carcassonne, Grenoble, Lyon, Toulon et Toulouse.

### « Halte au massacre ! »

Lorsque les premiers manifestants arrivant à la République lundi 25 février, peu après 18 heures, tous les accès à la place sont déjà bloqués par les forces de l'ordre. Il est facile de rejoindre les lieux, mais impossible d'en repartir. La préfecture de police a, en effet, autorisé le rassemblement, à la condition qu'il ne soit pas suivi d'un défilé.

Tandis que M. Denis Langlois, le principal animateur de l'appel des 75, tente de négocier une échappée vers la Bastille, la foule déboule en désordre sur la chaussée. A l'angle du boulevard du Temple, un ambrun de cortège se forme derrière les banderoles du Parti communiste et l'imposant service d'ordre de la CGT.

Vers 19 heures, celui-ci s'efface pour laisser passer les personnalités regroupées sous la banderole « Halte au massacre ! ». M. Gisèle Halimi, M. René Dumont, François Châteaumat, Maxime Gramat, André Lajoinie, Roland Laroy et Alain Krivine. La Forum pour une paix juste et globale au Moyen-Orient, le Mouvement de la paix, le comité Maintenant la paix, l'appel des 30 et les Verts précèdent les organisations de gauche et d'extrême gauche. Les organisateurs de la manifestation n'ont pu obtenir l'autorisation de quitter la République et décident, faute de mieux, de faire pacifiquement le tour de la place.

A chaque coin de rue, la tête du cortège se heurte à d'importantes forces de police. « Bush-

Mittlerand assassins ! », « Mittlerand-Rocard y en marre, c'est pour les pétroliers qu'ils vont les massacrer ! », gronde les manifestants. Devant le boulevard Saint-Martin, un pacifiste vêtu d'une combinaison « bléche grime sur un canon à eau et agit un drapeau blanc. Une dernière fois, M. Langlois essaie de négocier avec les autorités. Derrière lui, la foule, un peu nerveuse, protège : « Liberté de manifester ! »

« Assez de sang versé, il faut négocier »

Leurs papiers d'identité à la main, des habitants du quartier éprouvent les mêmes difficultés à sortir de cette nasse. Le cortège achève lentement son tour de chauffe. Finalement, il trouve une ouverture sur rue du Faubourg-du-Temple. Quelques centaines de mètres plus loin, nouveaux cordons de CRS, nouvelle halte obligée. M. Langlois consulte fébrilement un plan de Paris. Les propositions fusent : « A Fabian ! » (siège du Parti communiste), « à Jaurès ! ». Une grosse bousculade oppose des manifestants aux forces de l'ordre au bas d'une petite rue. Ce sera la seule issue laissée au cortège pour rejoindre la rue de Paris.

« Assez de sang versé, il faut négocier ». Au milieu des manifestants organisés, des gens sont descendus dans la rue, pour le premier jour depuis longtemps.

Après un passage devant la bulle de béton du siège du PCF, la manifestation s'arrête, symboliquement, au métro Jaurès, entouré par un imposant dispositif policier. Contre l'avis de quelques centaines de jeunes manifestants, qui veulent se rendre à Barbes pour exprimer leur solidarité aux communautés d'Afrique du Nord, les animateurs de l'appel des 75 décident d'appeler à la dispersion. « Ils veulent nous empêcher de manifester, il faut donc éviter tout incident », plaide M. Langlois. « T'es déjà trop ramollo », lui répond un jeune futa.

Après quelques minutes d'hésitation, la manifestation se dissipe finalement sans incident à 21 heures dans les couloirs du métro.

GILLES PARIS et JEAN-LOUIS SAUX

## Des élus socialistes de Haute-Garonne refusent la « spirale de la violence »

TOULOUSE

Le PS de Haute-Garonne est l'un des plus proches des préoccupations d'une partie de la base socialiste du département. Quelques jours avant le vote du Parlement autorisant l'engagement français au Koweït, plus de deux cents militants avaient réclaté un débat interne. Cette exigence vient d'être renouvelée. Un texte s'est diffusé ces jours derniers dans les sections socialistes. Il note les convergences entre les propositions soviétiques et celles exprimées par la France à l'ONU. Il appelle à une initiative française pour obtenir un cessez-le-feu. En dépit des campagnes d'explication lancées par la direction nationale du PS, les socialistes toulousains ne semblent pas convaincus. Certains expriment leur perplexité en déclinant les réunions de section. D'autres, à la tête des instances locales, font la grève du militantisme. Afin de manifester ses réserves à l'égard de la politique du gouvernement, le comité de ville du PS a décidé à l'unanimité de boycotter la campagne d'affichage en cours.

En signant cet appel, M. Maryse Bergé-Lavigne, sénateur, et Hélène Mignon, député et maire de Muret, toutes deux membres du courant Socialisme et République d'animé M. Jean-Pierre Chevènement, ont pris un risque calculé. Certes, elles encourrent les foudres de leur parti, qui les avait déjà mises en pénitence jusqu'au mois d'avril, leur interdisant toute prise de parole publique au nom du PS. Mais en faisant connaître à nouveau leurs convictions, tout en

refusant de s'épancher dans les médias, elles s'affirment proches des préoccupations d'une partie de la base socialiste du département.

M. Chirac : « L'Europe a été bien incapable »

POUGUES-LES-EAUX (Nièvre)

Après avoir indiqué que « l'heure n'est pas aux débats politiques et encore moins aux querelles », le président du RPR, M. Chirac, a déclaré que « ce n'est pas une raison pour ne pas réfléchir sur notre avenir, celui de notre pays, celui de l'Europe, celui du monde ». Parmi les raisons qui suscitent l'inquiétude, M. Chirac a évoqué « la fin de l'ordre mondial bi-polaire », en rappelant le rejet que ce dernier lui inspirait.

Considérant que « la détente n'est pas une chose acquise », l'ancien premier ministre a dit de l'Union soviétique qu'elle représente un système à la fois « surarmé » et « désarmé ». A ces facteurs négatifs, le maire de Paris a ajouté l'absence de l'Europe dans la guerre du Golfe. « L'Europe a été bien faible, bien divisée, bien incapable », a-t-il dit en souhaitant un renforcement des « solidarités européennes » tant sur le plan diplomatique que dans le domaine militaire. « L'absence de l'Europe a été tout à fait dramatique. (...) Nous n'avons pas d'autre solution que de suivre les Etats-Unis. L'Europe n'a pas pu peser dans le conflit », a constaté l'ancien Premier ministre. M. Chirac s'est prononcé pour « une politique de défense européenne », dotée de moyens « coordonnés ».

OLIVIER BIFFAUD

## « Il n'y a pas de menaces précises et concrètes d'attentats »

déclare M. Philippe Marchand

« Il n'est pas question de passer à une phase supérieure du plan Vigipile », a annoncé, lundi 25 février, le ministre de l'Intérieur M. Philippe Marchand, au cours d'un déplacement au Pays basque. Les mesures décidées il y a un peu plus d'un mois sont tout à fait à la hauteur de l'état de la menace. Il n'y a pas eu d'attentat terroriste lié à la situation dans le Golfe. Le ministre a précisé que, sur une centaine d'attentats commis dans le monde depuis un mois, un seul, aux Philippines, avait un rapport direct avec une « commande » irakienne.

Les services de renseignements français répètent, en effet, dans leurs rapports de synthèse qu'il n'y a pas de menaces précises et concrètes, même s'ils soulignent qu'une « menace latente » existe. Qu'aucun des subtilités de langage, les services français affirment qu'une « réaction organisée, comparable à la campagne d'attentats de 1986 ne semble pas pour l'instant à l'ordre du jour, faute de consignes directes de Bagdad, mais aussi faute de moyens ».

Les derniers appels irakiens à attaquer partout dans le monde les intérêts des pays de la coalition trouvent en France un écho limité. « Les réseaux susceptibles d'intervenir font l'objet d'une surveillance continue, assure un haut fonctionnaire chargé de la lutte antiterroriste. « Nous avons multiplié les auditions, recoupé des renseignements pour identifier tel ou tel individu. Nous en faisons sans doute un peu trop mais nous voulons ne manquer de rien », explique-t-il.

Ainsi cette intense activité des services de renseignements a permis de détecter la présence en France d'une « face cachée » de certains réseaux proches de la cause irakienne. Mais « les agents étaient dormants, sans matériel ni projet précis ». Les analystes estiment toutefois que si les commandos palestiniens sont, pour l'instant, dans un attentisme lié aux évolutions militaires dans le Golfe, ils seraient susceptibles de mettre au point une campagne de pression après la guerre lors des discussions, qui s'annoncent épineuses, sur le règlement de la question palestinienne.

D.-L. G.

## La frustration des postiers civils en mission pour la division « Daguet »

Même s'il bloque régulièrement certaines machines automatiques, le sable du désert échappé des sacs postaux en provenance d'Arabie Saoudite ne saurait empêcher le centre de Paris tri armées de remplir sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre une mission « indispensable au maintien du bon moral des 15 000 hommes de la division « Daguet ». Quotidiennement, près de trente tonnes de paquets et près de deux tonnes de lettres transitent par ce centre, installé dans la caserne Réaumur, dans la douzième arrondissement parisien, précise son sans fierté son directeur, le commandant Pierre Vachey.

Le moral de certains des quatre-vingt-cinq postiers civils détachés par les PTT, sur un total de cent-quatre-vingt personnes employées à Paris tri armées, donne parfois des signes de fléchissement. Depuis peu, circule une pétition réclamant, outre l'accroissement des effectifs, une « prime de surcroît de travail » de 1 000 francs. « Indice supplémentaire de malaise, le personnel civil a décidé de boycotter le point d'inauguration des nouveaux locaux du centre », affirme M. Bernard Martin, responsable de la CFDT, syndicat majoritaire.

Si la vive tension des derniers mois — manifestation devant la caserne en juin et dix-huit jours d'arrêt de travail en novembre pour obtenir « la reconnaissance du droit syndical » — s'est dissipée, le quadruplement du trafic postal a contribué à raviver les critiques formulées contre les autorités de tutelle que sont l'armée et la Poste. Il a également mis à jour un sentiment de frustration diffus. « Le contentieux avec le ministère des postes sur le paiement des jours de grève reste entier. Avec les militaires, les rapports se sont améliorés, mais ils ne nous prennent pas

en compte », se plaint un responsable de la division « Daguet ». « Nous sommes bien les soldats de la Poste, mais nous ne sommes pas traités comme tels », ajoute un autre responsable. « On ne joue pas les gardes-chiourme : nous sommes tous des postiers », insiste-t-il après avoir rappelé que les militaires du centre de tri, s'ils portent l'uniforme, sont des agents de la Poste, détachés au sein de l'armée. « Tout le monde se sent concerné, car chacun sait que rien ne remplace le colis du poilu et la lettre du soldat », ajoute en écho le colonel Michel Fréhaud, directeur central de la poste aux armées.

Parmi le courrier qui garnit les étagères poussées par des appâts en tenue de combat qui salomment entre les sacs en toile, une part non négligeable (20 % environ, selon les responsables) est constituée de cartes postales ou de lettres de soutien, adressées sans plus de précision à « un soldat du Golfe » ou à « un militaire français, un Breton de préférence », voire au général Michel Roquejeoffre, commandant de l'opération « Daguet ». Sur les écrans, l'examen systématique et minutieux des colis aux rayons X révèle en noir et blanc la présence de banales boîtes de conserve, de biscuits, de briquets ou, parfois, de bouteilles dont l'administration militaire ne veut pas savoir ce qu'il y a dedans.

Embarqué dans des camions bâchés, le courrier sera ensuite chargé à bord d'appareils de l'armée ou affrétés par elle. Huit à dix jours environ après avoir été posté, la lettre ou le colis sera remis à son destinataire, sur le front. Cette

## Une ville de garnison solidaire Phalsbourg, l'entraide pudique

PHALSBURG

Le soleil envahit la place d'Armes. Ses rayons printaniers ont raison des derniers tas de neige. Des enfants en vacances courent en riant sur le dallage neuf. Ils jouent à se cacher derrière la statue du général Georges Mouton, ce volontaire de 1792, ce soldat des campagnes de l'Empire, celui dont Napoléon disait « Mon Mouton est un Lion ». Phalsbourg, cité du nord du département de la Moselle, est ville de garnison. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Vauban l'a fortifiée, au XX<sup>e</sup> les Américains y ont installé une base aérienne.

De majestueuses portes de pierre et un char de la 2<sup>e</sup> DB baptisé « Bourg-le-Rein », monument posé près d'un carrefour, témoignent du passé militaire de ce chef-lieu de canton. « Phalsbourg n'a pas attendu les opérations du Golfe pour vivre en bonne entente avec les militaires », confie M. Jean Riehl, premier magistrat de la cité. Maire depuis vingt-trois ans de la commune, cet homme aux cheveux blancs se déclare « très heureux par des généralisations parfois déplorables », ou par l'exploitation médiatique des sentiments. Il souhaite respecter la pudeur de ses administrés. Comme eux, il affirme simplement : « Les familles de militaires savent que nous sommes là pour les aider si elles en ont besoin, et non pour les mater ».

C'est au mois d'octobre que des soldats du 1<sup>er</sup> régiment d'hélicoptères de combat sont partis de Phalsbourg. Des pilotes, des mécaniciens et du personnel au sol ont pris le chemin de l'Arabie saoudite. Environ deux cents hommes, précise le capitaine Dominique Germain, chargés de constituer la force de combat attachée au sein de la division Daguet. Des angegés, habitués aux missions outre-mer, aux séjours à l'étranger, « Mais pour des périodes définies », souligne le capitaine. Cette fois, la situation est différente, il y a eu l'attente, il y a eu le maintien. La guerre.

Au camp de la Horie, qui abrite le

régiment, on a tenu compte de cette nouvelle donne. De retour du Tchad, le capitaine Germain a été promu au rôle de « médiateur », responsable des relations humaines entre le régiment et les familles de soldats. « Brusquement les épouses de nos compagnons se sont retrouvées seules, obligées de s'occuper de toute la vie d'un foyer. Certaines, plus âgées, y étaient préparées, d'autres beaucoup moins. Le capitaine a tenté de résoudre une multitude de problèmes liés à l'isolement. Il a organisé des rencontres, « des théas d'après-midi », bien que l'expression ne lui plaise pas, et des repas au mess des officiers. « Il fallait que ces femmes se rencontrent, parlent entre elles de leurs problèmes et de leurs angoisses, et aussi que nous puissions leur apporter des informations ».

Un bulletin de liaison

M<sup>me</sup> Anne Hotier, la femme du colonel, l'a aidé dans cette mission de contacts. Elle a participé à la rédaction du petit bulletin envoyé aux familles, elle a rassuré des épouses inquiètes de ne plus avoir de nouvelles lorsque le régiment a quitté la cité du Roi-Khaled pour s'envoler quelque part dans les sables saoudiens. « Les réunions ont rapproché des personnes qui se fréquentaient peu, elles ont aplani les différences entre familles d'officiers et de sous-officiers et créé des relations plus naturelles entre les gens », assure le capitaine.

Le capitaine Germain trouve encore le temps d'écouter la radio pour suivre « les opérations sur le terrain » et rassurer des épouses inquiètes. Il pense à ces femmes qui préfèrent souvent ne pas trop regarder la télévision « de peur d'images violentes pour les enfants », ou par crainte d'une nouvelle alarme.

La communauté militaire se ferme légèrement sur elle-même. Les concours extérieurs ne sont pas rejetés, mais ils doivent se faire dans la discrétion. « Je repais les

épouses de militaires dans mon bureau et je les assiste si elles ont des problèmes administratifs ou besoin de carnets de chèques », explique M<sup>me</sup> Evelynne Dotter, responsable du bureau de postes. Epouse d'un officier de réserve, M<sup>me</sup> Dotter estime que sa situation personnelle l'a préparée à jouer ce rôle et, puis, « qu'entre femmes on se comprend mieux ». Elle sait répondre aux questions des « nouvelles responsables de foyer » qui découvrent les prélevements automatiques ou cherchent des contrats d'assurance. « La bouche à oreille fonctionne bien et j'ai beaucoup de visites de femmes qui apprécient une aide apportée avec discrétion ».

A ces dernières, elle a fait découvrir l'usage du fax-similé, plus rapide que l'envoi postal. Mais la courrier demeure le moyen de liaison le plus sûr. Chaque jour des centaines de lettres et une soixantaine de colis transitent par le bureau de poste de Phalsbourg à destination du Golfe. Un service auquel les préposés apportent un soin « spécial ». « Nous connaissons bien les vagues mères du camp, ajoute M<sup>me</sup> Dotter. Les facteurs se sont d'ailleurs cotés pour envoyer un colis à l'un d'entre eux parti avec le régiment ».

En terre de Moselle, l'amié ne s'extorquerait pas de façon tapageuse. La ville connaît les angoisses de certaines de ses familles mais elle refuse de l'afficher. Le maire ne souhaite pas parler de la lettre qu'il a personnellement envoyée aux familles des militaires actuellement sur le front. « Je suis là, et toute la population est là, pour les soutenir et les aider. Mais sans voyeurisme », déclare M. Jean Riehl.

Dans le soir qui descend, l'ombre de l'église assombrit la place d'Armes. Les enfants l'ont désertée. Phalsbourg se drapait dans son silence. La ville attend le retour de ses hélicoptères, ses engins bruyants contre lesquels les habitants pestent habituellement, mais qui, en ce moment, leur manquent énormément.

SERGE BOLLOCH

مكتبة من الأدب



La privatisation des terres dans deux pays d'Europe de l'Est

## En Bulgarie : des paysans qui se remettent à espérer

Deux pays de l'ancien bloc communiste, la Bulgarie et la Roumanie, viennent chacun d'adopter une loi sur la privatisation et la redistribution des terres collectivisées. Mais alors qu'en Bulgarie le texte paraît satisfaire les paysans, en Roumanie, l'opposition a refusé de le voter, jugeant qu'il fait toujours la part trop belle à l'Etat (lire ci-dessous).

SOFIA

de notre envoyé spécial

« Depuis la chute de Jivkov et du régime communiste en novembre 1989, c'est la plus grande victoire que nous ayons obtenue », déclare un journaliste bulgare. « Enfin, il y a eu quelque chose, nous avons maintenant l'impression que le système a vraiment changé », ajoute un ingénieur. A Sofia, l'adoption, vendredi 22 février, par l'Assemblée constituante de la loi sur la redistribution des terres collectivisées à leurs anciens propriétaires a été accueillie avec un enthousiasme qui tranche sur le pessimisme ambiant de populations en proie à une crise économique sans précédent.

Satisfaction d'abord de ceux, et ils sont nombreux, qui pourront

redevenir propriétaires des terres qui leur avaient été enlevées. Contrairement à d'autres pays d'Europe de l'Est où subsistait un secteur agricole privé plus ou moins important, la terre avait été totalement « nationalisée » en Bulgarie, tous les paysans ayant été contraints, sous la force ou la « persuasion », d'entrer « spontanément » dans les coopératives. Satisfaction aussi des simples consommateurs aujourd'hui privés de tout et qui espèrent que la production et la commercialisation des denrées de base seront réactivées par cette nouvelle organisation.

### L'arrêt de mort du communisme

L'adoption de la loi n'est pas allée sans mal. Il aura fallu une attaque musclée du président de la République, M. Jeliou Jeliou, à l'adresse des parlementaires, pour que ceux-ci, qui ergotaient sur le moindre article depuis plus de deux mois, se décident à passer au vote. Si la plupart des députés du Parti socialiste (ex-communiste) ont, en fin de compte, joint leurs voix à celles de l'opposition pour l'adoption de la loi, les anciens communistes auront toutefois tenté par tous les moyens d'atté-

nuer la portée de la nouvelle législation.

La fin des coopératives étatiques ne signifie pas, en effet, l'arrêt de mort du pouvoir communiste dans les campagnes puisque les dirigeants de ces coopératives constituaient, avec le maire et le secrétaire local du PC, la base du pouvoir dans les villages bulgares. Les débats ont été d'une grande intensité. On a même vu une ancienne responsable communiste pleurer en séance en invoquant l'idéal des premiers coopératives.

Pour l'essentiel, les grandes lignes de la loi sont claires ; mais il faudra encore attendre les décrets d'application pour se faire une idée précise de sa portée exacte. Tous les Bulgares propriétaires d'une terre avant la collectivisation pourront reprendre possession de celle-ci : tel est le point de départ. Des limites ont toutefois été établies. Chaque propriétaire ne pourra pas récupérer plus de trente hectares ; les étrangers ne pourront pas acheter de terre en Bulgarie, de même que les Bulgares établis hors des frontières.

### « Les avocats vont faire fortune »

Quant aux paysans qui faisaient partie de coopératives et qui n'avaient pas de terres, ils seront

indemnités ou recevront, en priorité, les terres qui appartenaient aux maires ou à l'Etat. Il sera impossible de revendre avant trois ans les terres ainsi récupérées mais celles-ci pourront être louées en fermage.

Si la loi a été accueillie avec une immense satisfaction par les Bulgares, ceux-ci sont aussi conscients de l'extraordinaire complexité de sa mise en application. Il faudra aussi dénichier dans les maires, dans les offices notariaux, voire dans les églises, les documents parfois très anciens prouvant la propriété. N'accuse-t-on pas certains dirigeants communistes locaux d'avoir brûlé consciemment les archives de leurs villages pour empêcher, ou différer, l'application de la loi ?

Dernière question enfin : où vont s'installer les « nouveaux » propriétaires qui voudront cultiver leurs terres ? « Comme ils n'auront pas de terres, répond un expert agricole, ils ont vendu leur maison. Ils vont aller chercher des terres mais ils n'ont plus de maison. »

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le procès de M. Todor Jivkov

## Les privilèges des anciens dignitaires du parti

SOFIA

de notre envoyé spécial

Dans la « salle solennelle » du palais de justice de Sofia, la même où furent « jugés » et condamnés tant d'opposants au régime communiste, comparait, depuis, lundi 25 février, l'ancien numéro un bulgare, M. Todor Jivkov. Serein, endimanché dans un costume qui le fait ressembler à Bourvil, l'accusé a été accueilli au palais par une petite centaine de personnes. Il y avait davantage de curieux que de partisans ou d'opposants. Ses avocats ont demandé d'emblée un report du procès, les droits de la défense ayant été, selon eux, violés au cours de l'instruction puisque l'ancien dictateur n'a pas été assisté de conseils durant les premiers mois de celle-ci, comme l'exige la loi. Ses défenseurs estimaient aussi que certains éléments de l'acte d'accusation n'étaient pas suffisamment étayés de preuves.

Après une interruption de plus d'une heure, la Cour a refusé cette argumentation et décidé de poursuivre les débats. La procureur, M. Krassimir Jekov, a lu ensuite

l'acte d'accusation : une longue énumération des privilèges dont bénéficiaient les dignitaires du régime, privilèges qui leur étaient fournis par les services de la sécurité sans aucune base légale. Voiture payée à des prix défiant toute concurrence, nourriture gratuite, appartement de fonction, rémunérations diverses. M. Jivkov est aussi accusé d'avoir triché lors de la rédaction d'ouvrages signés de son nom et qui en fait étaient truffés de documents administratifs.

Brouillées, certes, au regard à l'ampleur des véritables crimes commiés par l'ancien dictateur, mais brouillées qui éclairent l'aspect sordide, médiocre et mesquin de son régime. Toutefois, et le paradoxe n'est qu'apparent, si les anciens communistes souhaitent que leur ex-« patron » et son plus proche collaborateur, M. Miko Belev, également accusés de crimes, soient « jugés » au maximum, les opposants estiment que seul le procès des principaux dirigeants de l'époque, et donc du système, permettrait à la justice de triompher.

J.-A. F.

## En Roumanie : sous le contrôle étroit des autorités

BUCAREST

de notre correspondant

« La coopérative, je ne veux plus en entendre parler, je veux qu'on me redonne ma terre », martèle Dumitru Preda, soixante-sept ans, ex-paysan et coopérateur forcé du village de Sindritia, à une vingtaine de kilomètres de Bucarest. « J'avais sept hectares. En 1960, j'ai été arrêté et battu, alors j'ai donné mes terres à la coopérative, j'espère qu'on va me les rendre. »

Même si elle a laissé indifférente la classe politique et la majorité de la population de l'ancien « grenier à blé » de l'Europe, où, avant la prise du pouvoir par les communistes, la réforme agraire était la plus lancinante des questions, la loi sur la terre, assez floue, adoptée le 14 février dernier et publiée le 20 février au journal officiel, a fait naître à la fois espoir et suspicion chez les paysans roumains. Car la nouvelle « loi du fonds foncier », qualifiée de « deuxième constitution du pays » par le premier ministre roumain, donne beaucoup de pouvoir et de moyens de pression à la commission locale chargée d'établir les droits des futurs propriétaires, qui n'ont que trente jours pour se

manifeste. Soumis à une « coopération » forcée entre 1949 et 1962, les paysans constituaient l'arrière-pensée de la population active. Sur les quelque 10 millions d'hectares de terres arables du pays (il y a 15 millions d'hectares de terres agricoles), les 6,6 millions d'hectares « volontairement donnés » aux coopératives agricoles de production vont être redistribués à leurs anciens propriétaires ou héritiers, selon la surface apportée, mais dans la limite de 10 hectares par famille. Et ce, même si la superficie apportée était supérieure.

Les membres de ces « kolchozes » qui n'ont pas « apporté » de terre en recevront, dans la limite des terres disponibles, après la distribution aux anciens propriétaires. Ces terres pourront être vendues, mais le cumul de plus de 100 hectares est interdit par la loi.

Cependant, les terres arables qui n'ont pas été collectivisées dans le cadre de ces coopératives, mais de « sovkhozes » à la roumaine, les entreprises agricoles d'Etat (1,6 million d'hectares de terres arables) échapperont à la privatisation. Les propriétaires dont les terrains ont été intégrés à ces quelque 350 entreprises, qui regroupent parfois des

milliers d'hectares, recevront des actions, pour une valeur maximale de 10 hectares. Autant dire qu'ils ne contrôleront pas ces nouvelles entreprises. Les autres entreprises agricoles d'Etat (recherche, etc.) ne sont pas non plus touchées par la privatisation. Au total, ce sont près de 3 millions d'hectares (sur 15 millions) de terres agricoles qui resteront dans les mains de sociétés par actions que l'Etat contrôle pour le moment.

### Principes « leninistes »

C'est cette disposition qui a poussé le Parti paysan et le Parti libéral (opposition) à s'abstenir de voter ce texte qu'ils jugent « incomplet ». « Le gouvernement n'a pas renoncé au principe leniniste du contrôle de la terre », osera expliquer M. Corneliu Coposu, président du Parti national paysan. « L'Etat garde le contrôle de millions d'hectares. Et la loi foncière sera appliquée par des maires qui n'ont pas été élus démocratiquement mais désignés par le pouvoir, afin d'exercer une pression morale sur la population et de répartir les terres de façon arbitraire. » De plus, reprend le le-

ader du Parti paysan, les terres des coopératives qui ne seront pas dissoutes resteront aux mains de l'Etat. M. Coposu critique aussi une disposition de la loi qui laisse aux autorités locales le soin de juger si les terres distribuées sont exploitées, et d'infliger, en cas contraire, des sanctions qui peuvent aller jusqu'à la pure et simple confiscation.

Les coopératives agricoles de production peuvent aussi être transformées en associations privées ; les anciens membres des coopératives qui refusent de devenir membres des nouvelles associations recevront des dédommagements, fixés par la commission de liquidation de la coopérative, créée par les autorités locales. Si une telle association n'est pas constituée, le matériel de la coopérative est vendu aux enchères et le produit réparti entre les coopérateurs. « La coopérative nous a volés, jure le vieux paysan de Sindritia, ma terre, je la cultiverai tout seul. » Mais pour cultiver ses terres, comme tous les paysans du village, il n'a « ni tracteur ni outils », qui sont et resteront peut-être propriété de la nouvelle coopérative.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALBANIE

## Les affrontements continuent à Tirana

Un jeune homme a été tué et un autre grièvement blessé, selon des sources de l'opposition, dimanche 24 février, dans la soirée, par une patrouille militaire qui effectuait une vérification d'identité. Les deux jeunes gens auraient refusé de s'arrêter à un contrôle. Trois personnes avaient déjà été tuées ces derniers jours lors des affrontements qui avaient opposé civils et soldats près de l'école militaire.

Par ailleurs, les chars, qui avaient fait leur apparition lundi matin à Tirana, auraient été retirés, mais l'armée continuait à patrouiller dans les rues de la capitale, où la tension reste vive alors que doit commencer mardi le procès des manifestants arrêtés ces derniers jours. Une centaine de personnes seraient actuellement détenues, d'après des sources officielles.

Paris a pour la première fois réagi lundi aux événements de Tirana. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard, a affirmé que la France demandait aux autorités albanaises de « tout mettre en œuvre pour poursuivre le dialogue politique et le processus électoral libre qu'elles se sont engagées à favoriser en décembre dernier. » (AFP, AP, Reuters.)

URSS

## Six morts en Ossétie du Sud

Des affrontements ont fait six morts et huit blessés dans le village d'Avnevi, en Ossétie du Sud (Géorgie) à rapporté, lundi 25 février, l'agence Tass. Des tirs de grenades et d'autres armes ont été échangés et des unités du ministère soviétique de l'intérieur ont été pilonnées près de Tskhinvali, chef-lieu de la région, a précisé l'agence.

Selon M. Boris Pougov, ministre soviétique de l'intérieur, trente-trois personnes ont été tuées et cent quarante-cinq autres blessées dans le conflit qui oppose les Ossètes aux Géorgiens de souche. Le président de Géorgie, M. Zviad Gamsakhurdia, a proposé lundi d'engager des pourparlers de paix avec les dirigeants de cette région sécessionniste, à condition que les groupes rebelles ossètes posent préalablement leurs armes.

D'autre part, le Parlement soviétique a ordonné lundi aux Républiques sécessionnistes de l'Union de renoncer à boycotter le référendum national sur le maintien de l'Union, qui doit se tenir le 17 mars. Sept des quinze Républiques, dont les trois Républiques baltes, ont décidé de le boycotter. (AFP, Reuters, UPI.)

## La « coquille vide » du pacte de Varsovie

Suite de la première page

Artifice de pure forme, s'est empressé de préciser devant la presse le ministre polonais des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski : « L'activité militaire était l'essence du pacte de Varsovie. Si vous le privez de son essence, il ne reste plus, pratiquement, qu'une coquille vide. »

La cérémonie s'est tenue dans les salons d'un grand hôtel occidental sur les bords du Danube, à Budapest, dans cette capitale même qui, trente-cinq ans plus tôt, fut ravagée par les chars soviétiques pour avoir prétendu quitter unilatéralement le pacte de Varsovie. D'un côté, radieux, voire hilares, les anciens dissidents, prisonniers politiques, universitaires catholiques et autres opposants devenus ministres de la défense ou des affaires étrangères : MM. Jiri Diensthiir, Lubos Dubrovsky, Janusz Onyszkiewicz, Krzysztof Skubiszewski, Geza Jeszenszky... De l'autre, taciturnes et sombres, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh et son collègue de la défense, le maréchal Dmitri Jazov, en grand uniforme bardé de décorations.

Tous deux éviteront de participer à la conférence de presse finale, prétextant un « emploi du temps chargé » qui n'a trompé personne. Quelques signatures, beaucoup de photos, et c'est ainsi fini du pacte de Varsovie, créé le 14 mai 1955 et regroupant l'URSS,

la RDA, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie, pour faire pièce à l'OTAN, le traité de défense occidentale auquel la RFA venait d'adhérer. Le haut commandement avait en effet l'intention de signer le pacte le 31 mars.

### Report de la réunion du Comecon

Les ostaligues soviétiques de l'Empire est-européen ne rendent pourtant pas l'âme sans résister. En marge de la réunion de lundi, on annonçait en effet qu'une autre réunion sonnant le glas d'une autre structure moribonde de l'ancien empire, le Comecon, prévue pour mercredi au niveau des chefs de gouvernement, était reportée pour permettre « une réévaluation des positions » des Etats membres. Les Hongrois avaient en fait depuis la fin de la semaine dernière que cette quarante-sixième session du Comecon était en suspens.

Visiblement, l'URSS, sans doute aussi sous la pression de Cuba, du Vietnam et de la Mongolie, ne se résout pas à renoncer à une organisation économique multilatérale. Les règles de fonctionnement du Comecon elles-mêmes ne sont déjà plus en vigueur : le rouble transférable n'existe plus, les échanges entre pays membres se font en devises... Sans vouloir rompre tous les ponts avec l'URSS, doit-elle ont toujours besoin commercial-

ment, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ne tiennent pas à voir se perpétuer le Comecon, même sous un autre nom. M. Skubiszewski, le chef de la diplomatie polonaise, a été très clair lundi : « Je suis opposé à la création d'une forme quelconque d'organisation », a-t-il déclaré, ajoutant que la Pologne ne se sentait aucun lien avec une communauté aussi hétérogène.

Quant au démantèlement du pacte de Varsovie, bien des points montrent que Moscou ne s'y est pas pitié de gaieté de cœur. Dans une ultime tentative de sauver la face, dévoilée par les Tchécoslovaques, les Soviétiques ont posé des conditions à cette dissolution, aussi jugées « inacceptables » à Prague. L'URSS voulait que les pays membres du pacte fassent cent à des compensations financières, et trouvent des « emplois » pour tous les généraux soviétiques que le Pacte de Varsovie faisait vivre. Le caractère symbolique de cette dernière demande, en particulier, n'a pas manqué de faire sourire dans certaines capitales est-européennes.

Ces dispositions, espère-t-on, devraient être réglées à l'amiable, tandis qu'un compromis a finalement été obtenu par les Soviétiques sur la remise à une date ultérieure de la publication des décisions jusqu'ici tenues secrètes du pacte de Varsovie, publication demandée par leurs anciens partenaires. Le document final signé lundi par les membres réunis à Budapest n'a d'ailleurs pas été rendu public.

Sans parler de la partie de bras de fer qui se joue depuis deux mois entre Moscou et Varsovie sur la question du retrait des troupes soviétiques de Pologne - que Var-

sovie voudrait voir partir d'ici à la fin de l'année, mais que Moscou ne voit pas rentrer avant fin 1994, - les responsables de l'armée rouge acceptent mal de voir baisser la puissance militaire soviétique. Dans une interview hautement instructive publiée samedi 23 février par le Pravda, le maréchal Jazov fait remarquer que l'armée soviétique qui comptait 4,2 millions d'hommes lorsqu'il a été nommé ministre de la défense, en 1987, en compte aujourd'hui moins de 3 millions.

Le maréchal regrette que « dans toutes les négociations on ait laissé les Etats-Unis se trouver dans une situation avantageuse pour eux ». « Maintenant, dit-il, nous, nous réduisons nos forces, et les Américains vont venir nous contrôler, et plus d'une fois. Quant à nous, nous n'allons pas les surveiller. Eux ne nous montrent que ce qu'ils ont en Europe, alors que nous, nous avons pratiquement tout en Europe. (...) Avec la fin de l'existence de notre bloc, le rapport de forces entre l'URSS et les Etats-Unis n'est plus de un à un, mais de un et demi, voire de deux à un. »

Le ministre de la défense déplore encore que l'OTAN continue d'exister, alors que le pacte de Varsovie de sabote. « Et ceux qui, il n'y a pas si longtemps, se trouvaient dans notre bloc, sont prêts à se retourner », dit-il. C'est vrai : le vide succède au pacte de Varsovie, et cela d'inquiétude pas que le maréchal Jazov. A Prague, Varsovie et Budapest, on s'en inquiète aussi, et c'est pour cela que l'on y ménage M. Gorbatchev. Comme disait sagement lundi le premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall : « Il faut compter avec le déterminisme géographique. »

SYLVIE KAUFFMANN

## AFRIQUE

SOMALIE : la réconciliation nationale en échec

## Le clan nordiste des Issaks choisit de faire cavalier seul

NAIROBI

de notre correspondant

La réconciliation nationale en Somalie semble mal engagée après l'annonce, cette semaine, par les nordistes du Mouvement national somalien (MNS) de leur refus de participer à la conférence unitaire, convoquée pour le 28 février par le Congrès de la Somalie unifiée (CSU), qui contrôle aujourd'hui la capitale, Mogadiscio, et pratiquement tout le sud du pays.

Que recherche au juste le MNS, dominé par le puissant clan issak ? Son président, M. Abdurahmane Ahmed « Tour », a justifié sa prise de position par les « deux erreurs commises par le CSU » qui, immédiatement après la chute du président Barre, fin janvier, constituait un « gouvernement provisoire » et fixait la date de la réunion du 28 février sans consulter les autres clans somaliens.

Mais ces raisons ne sont peut-être que des prétextes pour masquer la principale préoccupation du MNS aujourd'hui, à savoir le contrôle total de la région nord. Le chef du MNS ne l'a d'ailleurs pas caché, et il est plus que probable que ses combattants vont bientôt affronter un autre clan originaire du nord de la Somalie, les Issaks, qui ont récemment quitté le MNS. En outre, M. Abdurahmane

Ahmed « Tour » a laissé planer une menace de sécession, en annonçant qu'au cours de son prochain congrès, le MNS se pencherait sur le révisio de l'acte d'union signé lors de l'indépendance, le 1<sup>er</sup> juillet 1960, entre le Sud et le Nord, colonisés respectivement par l'Italie et l'Angleterre.

Cette idée, qui séduit d'ailleurs plusieurs responsables nordistes, paraît irréaliste aux yeux des observateurs, mais elle pourrait être utilisée par le MNS pour « faire monter les enchères », dans la perspective d'une nouvelle Constitution à caractère fédéraliste. Certains vont jusqu'à prédire la formation d'un « gouvernement nord-somalien » qui pourrait égoïser ensuite sur un pied d'égalité avec les « Sudistes ».

Le fait que le MNS n'ait pas jugé utile d'envoyer une délégation ou même un représentant à Mogadiscio dès la chute de M. Syad Barre, laisse penser que les Issaks ne se préoccupent pas, pour le moment, de la réconciliation nationale. Pourtant, la Somalie a plus que jamais besoin d'unité, condition d'une stabilité politique indispensable pour gagner la confiance des donateurs et reconstruire le pays.

JEAN HÉLÈNE



## AMÉRIQUES

## Pérou : les « sept plaies » de Lima la sinistrée

Pour les habitants des bidonvilles de la capitale, le choléra qui fait des ravages n'est qu'un fléau s'ajoutant à un long cortège de misères

LIMA

de notre envoyé spécial

Huaycan, Marques, Vandalilla : autant de noms banals pour des endroits qui ne le sont guère : tous ces quartiers de Lima et de sa banlieue - et beaucoup d'autres - sont autant de zones sinistrées. Huaycan, au fond d'une vallée désertique balayée par la poussière sur une route de la Cordillère, c'est une cité grise comme le sable qui l'entoure, peuplée de soixante mille habitants. La moitié d'entre eux vivent sans eau ni électricité, et les premières maisons de briques en terre compactée laissent bien vite la place sur les hauteurs à des baraquements de planches ou de paille tressée. Le Père Ivo, qui vit là depuis une dizaine d'années, avoue n'avoir toujours pas compris « comment les gens y vivaient, ou plutôt y survivent ». Il estime que cette population venant de Lima ou des zones de violence comme Ayacucho « reflète toute la pauvreté du Pérou ». Un poste de santé publique est la seule présence de l'autorité de l'Etat. Même si un marché, des centres de soins privés et une organisation communautaire active donnent une apparence d'existence à cet ensemble, il s'agit de l'une des villes

les plus pauvres du pays. Le bourg de Marques, sur la route panaméricaine du nord, a cette même couleur de grisaille qui marque les alentours de la capitale péruvienne. Ici, dans cet enchevêtrement de maisons denses et anarchiques, vivent quinze mille personnes.

Un seul chiffre suffit à en mesurer la détresse : douze mille plats préparés (petits déjeuners, déjeuners et dîners) sont délivrés chaque jour par l'organisation humanitaire de l'Eglise, Caritas, dans ce que l'on appelle un *comedor* - un lieu de distribution de la nourriture.

## Le « jardin des cochons »

Gloria Velasquez est en charge de l'opération depuis son commencement, il y a une douzaine d'années. Lorsqu'on lui demande comment elle voit l'évolution de la situation, la réponse fuse aussitôt : « Les nécessités n'ont fait qu'augmenter ».

Trois groupes se relaient pratiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour servir les repas aux familles soigneusement identifiées

sur un registre. Le service, gratuit pour « les cas sociaux », est symboliquement payant pour les autres (50 intis, soit quelques centimes par repas).

Sur le chemin de la misère, à Lima, on peut rencontrer pire encore. Dans la région de Vandalilla, le Parque Pordino - littéralement le « jardin des cochons » - n'est autre qu'un immense amas de débris silico-argileux de pistes de terre. Des camions y circulent avec leurs puants chargements entre les masses de bois et de tôles, et les enclos où sont parqués les animaux.

Dans ce royaume de la décharge, on trie, récupère et revend à des fabricants le résultat de cette naufrage de déchets. Les camions repartent chargés de boîtes de conserve, de simples cartons ou de chiffons. Cette activité du désespoir a tout de même fait la « fortune » de certains habitants qui ont réussi à quitter cet enfer pour aller à d'autres nouveaux venus - qu'ils emploient parfois - la sale besogne et le gardiennage des cochons.

Noo loin de ce site, à quelques encablures de la mer et au côté d'une usine chimique, un véritable et gigantesque tas d'ordures « accueille » quelques entres

familles, comme celle de Leonida Espinosa, qui affirme « vivre là depuis dix ans ». Les nombreux reportages de la télévision et des journaux péruviens consacrés à ce site, nommé Oquendo, devraient prochainement conduire à sa disparition, les autorités ayant pris conscience du danger que représentait un tel cloaque. La décision de nettoyer le ravin, plusieurs fois annoncée, n'a cependant pas encore été concrétisée, même si une décision formelle a été prise de ne plus laisser s'installer de nouveaux arrivants.

Au cœur même de la capitale, en bordure du rio Rimac, à côté de la zone portuaire ou à proximité de l'aéroport, de multiples bidonvilles existent encore. La plupart de ces « quartiers » ne possèdent bien évidemment aucun équipement sanitaire, qu'il s'agisse d'un point d'eau ou de simples latrines. Les habitants s'abreuvent et utilisent pour tous leurs besoins les rios cloaqueux qui passent à leur proximité. Des conditions d'hygiène à faire frémir, d'autant que l'espace disponible se réduit peu à peu et que des cimetières semi-clandestins abondent très souvent aux environs de ces zones.

Cette misère omniprésente et qui

touche un tiers des huit millions d'habitants de Lima est aussi visible - de manière parfois plus dramatique, même si elle est moins spectaculaire - en province, d'autant plus que l'apparition du choléra n'a fait qu'ajouter aux fléaux déjà existants. La situation sanitaire du pays n'est, en effet, guère encourageante. Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire *Correa* titrait l'un de ses articles : « Les sept plaies », en soulignant : « Le choléra est seulement l'une des endémies que nous connaissons ».

La liste est effectivement longue : peste bubonique, malaria, rage, dengue, fièvre jaune, tuberculose et leishmaniose continuent de faire des ravages. Pour cette dernière maladie, qui atteint le peau ou les muqueuses en provoquant d'affreuses lésions et des complications pouvant entraîner, dans de grandes douleurs, une mort lente, un médecin de l'institut de médecine tropicale Alexander Von Humboldt estime à trente mille le nombre de personnes atteintes jusque dans les faubourgs de la capitale. Le docteur Pablo Campos souligne aussi le handicap que constitue le coût du traitement de cette maladie en progression. Selon lui, un minimum de

3 000 francs est nécessaire par patient. Toujours à titre d'exemple, la tuberculose atteint au Pérou un taux de un pour mille, considéré par les spécialistes comme le plus élevé d'Amérique latine.

Le docteur Félix Bruceno, responsable d'un programme d'aide de Caritas, affirme aussi que « dans les quartiers marginaux et misérables, le taux de dénutrition avoisine maintenant 60 % ». L'épidémie de choléra qui sévit au Pérou révèle donc l'état de décomposition d'un pays dont la population n'avait pas atteint, il y a peu de temps encore, un tel degré de pauvreté et de vulnérabilité.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

vingt-trois paysans tués par le Sender lamineux. Les guérilleros du Sender lamineux ont tué vingt-trois membres d'une milice paysanne, samedi 23 février, en attaquant à coups de fusils, de machette et de couteau le village andin d'Ocano, dans la région d'Ayacucho. Les milices paysannes collaborent avec les troupes gouvernementales dans la répression contre la guérilla. - (Reuters)

## ASIE

MONGOLIE

## Le PC renonce au marxisme-léninisme

Le Parti populaire révolutionnaire mongol (PPRM, communiste) au pouvoir en Mongolie a abandonné les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, a déclaré lundi 25 février son secrétaire général, M. Gombojavyn Otchirbat, lors de l'ouverture du 20<sup>e</sup> congrès du parti. « Si les noms de Marx et de Lénine ne figurent pas dans la nouvelle plateforme, c'est parce qu'il est évident aujourd'hui que l'idéologie qui a prévalu depuis des décennies n'est plus adaptée à de nombreux aspects de la vie actuelle », a-t-il affirmé. « Le PPRM se trouve à un tournant de son histoire » et « tolère maintenant de multiplier points de vue, au lieu d'une seule forme de dogmatisme théorique ».

Le PPRM poursuit néanmoins « le but du socialisme scientifique par des voies démocratiques », a ajouté M. Otchirbat. Un autre dirigeant a récemment déclaré que le PPRM n'avait jamais été communiste, ses idéaux ayant été définies après que l'URSS eut imposé le stalinisme en Mongolie dans les années 30. - (Reuters)

THAILANDE

## Le roi apporte son soutien à la junte

Le roi Bhumibol a apporté mardi 26 février son soutien au coup d'Etat de samedi dernier. Dans une proclamation, le souverain, qui est très respecté dans son pays, a déclaré que le putsch était justifié « parce qu'il apparaît que le gouvernement du premier ministre Chatchai Choonhavan n'est pas parvenu à administrer le pays d'une manière qui lui assure la confiance du peuple et n'a pas réussi à maintenir l'ordre ».

Le roi a, dans sa proclamation, nommé officiellement président du Conseil national de maintien de l'ordre le chef de la junte, le général Sunthorn Kongsompong, et « demandé à la population de rester calme et à tous les fonctionnaires de suivre les ordres du général Sunthorn ». Ce dernier a indiqué qu'une Constitution intérimaire serait promulguée dans les tout prochains jours et qu'un nouveau gouvernement, composé de civils et de militaires, serait mis en place d'ici environ une semaine.

Selon le chef de l'armée, le général Sachinda Kraprayon, le prochain premier ministre devrait être un civil.

Tandis que la police procédait à l'arrestation de quatorze étudiants de l'université Ramkhamhaeng, à Bangkok, qui protestaient contre le coup d'Etat, le général Sunthorn a par ailleurs reconnu que le putsch avait terni l'image de pays stable et démocratique de la Thaïlande. Il s'est dit préoccupé par la suspension de l'aide américaine, « mais nous devons savoir nous tenir sur nos pieds », a-t-il ajouté.

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré lundi que « la France déplore le coup d'Etat en Thaïlande et l'interruption du processus démocratique ». Il a « demandé la libération immédiate du premier ministre ainsi que de toute personne arrêtée au cours de ce coup de force », « la fin de la loi martiale et le respect des aspirations démocratiques du peuple thaïlandais ». - (UPI, AP)

CORÉE DU SUD

## Les dirigeants du parti gouvernemental seraient impliqués dans un scandale

TOKYO

Le scandale politico-foncier qui a ébranlé la semaine dernière le monde politique coréen (le *Monde* du 20 février) semble devoir s'étendre. Le parti gouvernemental a en effet dit admettre, samedi 23 février, que trois de ses plus hauts dirigeants, en contact constant avec le président Roh Tae-woo, avaient signé un document approuvant le projet qui est au centre de ce scandale.

Seraient mis en cause M. Kim Young-sam, président du conseil exécutif du parti, et les deux autres coprésidents, MM. Kim Jong-pil et Park Tae-jun. Ancien premier ministre du dictateur Park Chung-hee, M. Kim Jong-pil fut par le passé mêlé à certains scandales. M. Kim Young-sam a, pour sa part, nié être impliqué dans cette affaire. Ancien opposant ayant rallié la majorité, ce dernier est un

candidat potentiel à la succession de M. Roh.

Cette confirmation officielle de l'implication des plus hauts dirigeants du Parti démocrate-libéral semble étayer les accusations lancées la veille par le chef de l'opposition, M. Kim Dae-jung, selon lesquelles, le président chercherait à « étouffer » cette affaire. M. Kim a demandé un vote de confiance au Parlement ainsi que le limogeage du ministre de la justice.

En relation avec ce scandale, neuf personnes, dont cinq députés et un conseiller du président, ont déjà été arrêtées. Elles sont accusées d'avoir reçu 1,4 million de dollars en pots-de-vin. La semaine dernière, M. Roh avait limogé deux de ses ministres chargés des affaires économiques. Il s'agit du plus grave scandale depuis son arrivée au pouvoir en 1988. Ph. P.

EN BREF

EL SALVADOR : cinq militaires américains tués dans un accident d'hélicoptère. Cinq conseillers militaires américains sont morts, lundi 25 février, dans l'accident de leur hélicoptère, qui s'est abîmé dans le lac Ilopango, à l'est du Salvador. L'appareil venait de décoller d'une base militaire du pays quand il a eu des problèmes mécaniques. - (UPI, Reuters)

MALI : attaque contre une mine de phosphates. Une attaque armée a été menée, dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 février, contre l'usine de phosphates de Bourem, située à une centaine de kilomètres de la ville de Gao, dans le nord-est du pays, ont annoncé, lundi, les autorités gouvernementales. Selon le ministère de la défense, ce raid de « brigands » a fait deux morts, deux disparus et trois blessés. Le nord du Mali a été le théâtre de violents affrontements, l'en dernier, entre les rebelles touaregs et l'armée. - (AFP)

ZAIRE : libération du directeur régional du journal *Elima*. Le journaliste Nassoso Ramazani, directeur régional du quotidien *Elima*, a été libéré, vendredi 22 février, et a quitté le prison de Goma (est du pays), où il était détenu depuis deux semaines pour « outrage à la magistrature », a rapporté, lundi, l'agence officielle AZAP. M. Ramazani avait été arrêté à la suite d'un article où il dénonçait la corruption et les « bavures » judiciaires (le *Monde* du 23 février). - (AFP)

Reprise des cours à l'université de Lubumbashi. Le gouvernement a annoncé, vendredi 23 février, la réouverture de la 1<sup>re</sup> mars, de l'université de Lubumbashi (sud-est du pays), fermée depuis mai. Des affrontements entre étudiants et policiers, survenus sur le campus universitaire dans la nuit du 11 au 12 mai 1990, avaient fait officiellement un mort et treize blessés. Ce bilan avait été contesté par la presse belge et par Amnesty International, selon lesquelles plusieurs dizaines d'étudiants auraient été tués par les forces de l'ordre. - (AFP)

BANGLADESH : les élections du 27 février

## La « veuve » contre l'« orpheline »

Plus de soixante-deux millions d'électeurs doivent participer au scrutin parlementaire du 27 février. Pour la première fois depuis l'indépendance du Bangladesh en 1971, une élection se déroule dans des conditions démocratiques. Un gouvernement neutre en effet a été nommé après la chute de l'ancien président Ershad, le 6 décembre dernier, provoquée par un vaste mouvement populaire.

DACCÀ

de notre envoyé spécial

Le général Hussain Mohammad Ershad est candidat dans cinq circonscriptions, situées dans son fief du district de Rangpur, dans le nord-ouest du pays. Il compte sur son aura de « fils du pays », et aussi sur les dons financiers dont il a fait profiter la région, pour être élu au Jatiya Sangsad, le Parlement. Emprisonné dans une ville du quartier résidentiel de Gulshan depuis la victoire du mouvement destiné à « restaurer la démocratie », et « à éliminer le dictateur », il n'a évidemment pas pu faire campagne. S'il devient

député, il ne recouvrera pas pour autant la liberté. Son procès a été ajourné, mais les charges qui pèsent sur lui rendent son acquittement improbable.

La participation au scrutin, ainsi que celle de ses partisans du parti Jatiya, constituant cependant une manifestation d'un retour à des normes politiques plus démocratiques. Le chef d'Etat intérimaire, l'ancien président de la Cour suprême, M. Shehabuddin Ahmed, a conservé une attitude impartiale envers les deux principales protagonistes de ces élections, Sheikh Hasina Wajed, chef de file de la Ligue Awami, et le général Khaleda Zia, présidente du Parti national du Bangladesh (BNP).

Les 270 candidats (298 sièges sont à pourvoir) du Jatiya se sont montrés très discrets au cours de la campagne électorale, craignant des représailles. La rumeur courait que le général Ershad restait vivace, même si celui-ci conserve une réelle popularité dans les milieux liés à l'institution militaire. Selon les normes en vigueur dans la région, la campagne a été pacifique : « salement » une dizaine de morts et 800 blessés. Le gouvernement n'a cependant

prie aucun risque : 375 000 représentants des forces de l'ordre ont été déployés autour des 24 000 bureaux de vote. M. Shehabuddin Ahmed a été engagé à veiller au déroulement démocratique du scrutin et a invité quatre-vingts observateurs internationaux.

## Les deux « ladies » et « leurs » disparus

Le débat a pris la forme d'un combat à fleurs dans plus en plus aigües entre les deux « sœurs ennemies » qui, querelleuses, se disputent le scrutin, s'accusent mutuellement de « terrorisme », et l'unité du mouvement populaire qui avait commencé à se lézarder moins de cinq jours après le départ de M. Ershad, les deux « ladies » se présentent devant les électeurs en mettant en avant le souvenir de « leurs » disparus, dont chacune tire sa légitimité politique : Sheikh Hasina est la fille du premier chef d'Etat du Bangladesh, Mujibur Rahman, assassiné en août 1975 et le général Khaleda Zia est la veuve du président Ziaur Rahman, assassiné en mai 1980.

Les « assassins » sont d'ailleurs présents dans cet étrange théâtre politique en la personne des anciens colonels Farooq Rahman et Abdur Razhid, deux des officiers responsables de la mort de « Mujib », aujourd'hui chefs de file du Parti de la liberté. Le BNP, dont l'influence au sein de l'armée est bien supérieure à celle de la Ligue Awami, a tenté - en vain - de conclure une alliance électorale avec la Jammet-Islami, la plus puissante formation islamique. Ses liens avec l'armée font l'objet de critiques de M. Hasine Wajed, pour laquelle « il n'y a aucune différence entre le BNP et le Jatiya : les deux ont été formés par des généraux dont la base populaire était circonscrite aux casernes ».

Pour la Ligue Awami, qui dispose de réelles racines provinciales et d'une bonne organisation, le scrutin sera un « référendum contre le type de régime Zia-Ershad ». M. Hasina rappelle en outre la lutte historique et les « sacrifices » du « père de la nation », Mujibur Rahman, et affirme sa détermination à instaurer un régime démocratique, c'est-à-dire parlementaire. L'argument est contesté par la

bégum Zia, qui souhaite conserver l'actuel système présidentiel. Le BNP ne se prive pas de rappeler que c'est « Mujib » lui-même, qui, en 1975, avait introduit le système du parti unique.

Pour faire bonne mesure, la « veuve » insiste sur le fait que la perte de l'« orpheline » (Sheikh Hasina) n'a empêché de participer aux élections de 1986 organisées par le général Ershad. La Ligue Awami vise une victoire lui permettant d'atteindre une majorité des deux tiers, condition sine qua non pour réformer la Constitution et instaurer un régime parlementaire.

Il est probable que, dans la meilleure des cas, elle devra se contenter d'une majorité simple. La période véritablement critique commencera au lendemain du scrutin : quel que soit le vainqueur, il devra compter sur une opposition puissante qui l'empêchera à bien des égards de gouverner. Un blocage est donc probable. Comme toujours, une telle situation poserait la question du rôle de l'armée. Celle-ci a été de facto au pouvoir pendant quinze ans, ce qui laisse des habitudes, et peut-être des regrets. LAURENT ZECCHINI

CELINE TARDI  
VOYAGE  
AU BOUT DE  
LA NUIT



384 PAGES 185 Frs.

هكذا من الأدب

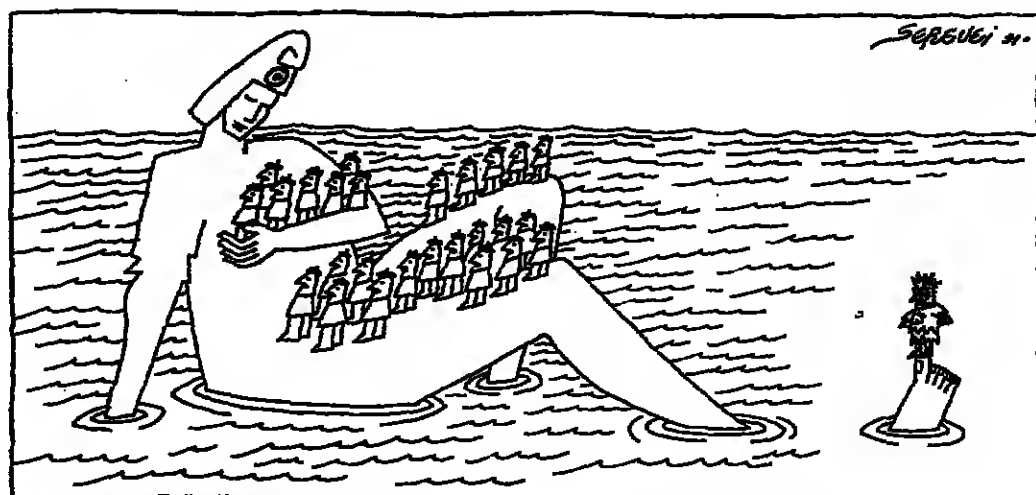
Emeutes  
meurtrières

DIAGONALE



## POLITIQUE

### Les manifestations à Saint-Denis-de-la-Réunion



#### Le ministre des DOM-TOM se rend sur place

M. Louis Le Penzec, ministre des DOM-TOM, a quitté Paris, mardi 26 février en début de matinée, pour la Réunion afin de « définir avec les responsables élus et le préfet les moyens d'un retour à une situation normale ».

« Le gouvernement met tout en œuvre pour que le calme soit rapidement rétabli et le dialogue réouvert », avait déclaré M. Le Penzec, lundi à RFO. « Les coupables, avait-il ajouté, devront assumer devant la justice la responsabilité de leurs actes. De même, les lois qui protègent la liberté d'expression doivent être appliquées. Aucun particulier ne peut s'en affranchir ».

M. Le Penzec estime que les événements de la Réunion « expriment l'acuité des difficultés que connaissent certains quartiers » de Saint-Denis. Une « attention particulière » sera portée à plusieurs d'entre eux, dont celui du Chaudron. Une mission de la délégation interministérielle à la ville se rendra sur place « dans les jours prochains ». « Cette politique », ajoute M. Le Penzec, « ne peut se faire en un jour. Elle est aussi l'affaire de tous les habitants et de leur responsabilité ». « M. Le Penzec en a appelé à chaque Réunionnais afin de « rappeler que la violence ne résout jamais rien et pour que le calme et la raison l'emportent ».

AUX DIJOU

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

## Emeutes meurtrières

Suite de la première page

On se presse de regagner sa « case », c'est-à-dire des immeubles vides de la cité Michel-Debré. Blancs, Noirs, Réunionnais de toutes origines, et même métropolitains : le flot s'écoule lentement. On entend les explosions sèches et sporadiques des grenades lacrymogènes lancées à quelques centaines de mètres de là par les forces de l'ordre. Les pompiers, dans l'indifférence générale, s'efforcent d'éteindre les incendies.

Partout à Saint-Denis les commerçants, les restaurateurs et les patrons de bistrot ont fermé boutique. La ville s'est vidée de ses habitants. En milieu de soirée, les casseurs se sont déplacés vers les Camélias, autre quartier populaire, et s'en sont pris à tous les magasins sur leur passage. Sur le chemin de la Montagne, secteur résidentiel, quelques personnes ont dressé un barrage de fortune avec quelques grosses pierres. Des vœux pieux brûlent, empêchant toute circulation.

Au milieu de la nuit, un nuage de fumée nauséabonde recouvre Saint-Denis. Sur les ondes des radios locales et de la télévision, des élus lancent en vain des appels au calme. Dans la journée, les gardes avaient utilisé un hélicoptère pour lancer des grenades lacrymogènes et, au début de la nuit, le préfet s'est rendu dans la zone industrielle du Chaudron, escorté par deux véhicules blindés à roue.

#### Chômage record

Le bilan est lourd : sept morts dans la nuit de lundi à mardi, selon les pompiers et la police. Ces sept personnes ont péri carbonisées dans l'incendie d'un grand magasin de meubles, ensevelies sous un plafond effondré après qu'un cocktail Molotov eut mis le feu aux locaux.

Mardi matin, chacun essayait, comme M. Chane-Ki-Chune derrière les grilles de son journal, de trouver une explication à ces

scènes de violence et de pillage, à ces morts. Malaise social ? Mal de vivre dans une île laminée par le chômage ? Les ennus de Télé Free-DOM avec la justice, qui sont à l'origine des premières manifestations, sont aujourd'hui bien éloignés des préoccupations des casseurs et des jeunes désœuvrés du Chaudron. Les appels à manifester lancés par les responsables de cette chaîne de télévision privée auront été tout au plus le détonateur d'une tension latente.

Dans cette île des records (35 % de la population active au chômage, près de cinquante mille bénéficiaires du RMI, cent mille illettrés et un chiffre record de parieurs au Loto et au PMU), la violence s'exprime au quotidien. Il ne se passe pas une semaine sans un mort à l'arme blanche, abattu le plus souvent au sabre à cannes, généralement au terme d'une stupide querelle d'ivrognes. Cette violence touche aussi les familles : les abus sexuels sur les enfants concernent les trois quarts des familles suivies par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

#### Opulence et misère

Ce mal de vivre pulse aussi ses racines dans la désarticulation de l'économie locale. Sur ce bout de terre qui émerge au beau milieu de l'océan Indien, on est passé en moins d'un demi-siècle d'une économie de plantations de type colonial à une économie de type occidental. Cette mutation, douloureuse, conséquence du passage de la vieille colonie au statut de département français en 1946, a laissé des milliers de personnes sur les bas-côtés du développement.

La Réunion, l'opulence côtoie la misère. La mise en place du revenu minimum d'insertion a été le révélateur de la paupérisation de nombreux couches de la population dans une île où s'acharne

depuis plus de quarante ans à privilégier le social au détriment de l'économie. Toute la vie économique locale — y compris les activités de transformation — repose sur les transferts financiers de la métropole. La balance commerciale du département est catastrophique : plus de 10 milliards de francs d'importations pour moins de 1 milliard d'exportations, essentiellement du sucre, du rhum, des mélasse, et quelques essences végétales.

An cours de ces trente dernières années, la structure même de la société réunionnaise a été déstabilisée par une organisation socio-économique aberrante. Les fonctionnaires bénéficient d'une prime qui représente 53 % du salaire de base métropolitain, alors que, dans le secteur privé, le SMIC est inférieur de 20 % à celui de la métropole. La fonction publique représente un tel lobby dans ce département que ni les gouvernements de droite ni les gouvernements de gauche n'osent l'affronter.

Les fonctionnaires étaient d'ailleurs appelés à faire grève, mardi 26 février, pour protester contre les propositions faites au gouvernement dans le rapport Ript et qui tendent à corriger les inégalités sociales outre-mer en supprimant progressivement, entre autres mesures, le prime dite « de vie chère » dont bénéficient les agents de la fonction publique.

Comment être Français sans bénéficier pleinement de tous les droits sociaux attachés à cette citoyenneté ? C'est le débat qui domine aujourd'hui à la Réunion. Mais il est piégé, si l'on s'en tient à la manière dont les politiques locales le nourrissent.

Les Réunionnais revendiquent l'égalité sociale avec la métropole mais passent curieusement sous silence l'égalité économique. Or les structures de production à la Réunion sont très loin du niveau de celles de la métropole.

Il y a plus de vingt ans, un groupe local de réflexion — le Comité du progrès — avait proposé de négocier avec Paris une « manière réunionnaise d'être français ». Cette « manière » reste à inventer.

AUX DIJOU

## Echéances

doses de remèdes « miracles » si incertaines que leur absorption tient du baccarat. À chaque phrase, devant ce que nous sommes mesquins comme un détail « shocking », un cheveu sur la soupe : le scandale du Mal.

P ARCE qu'elle est symptomatique et mouvement du corps, autant que de l'âme, la littérature a toujours entretenu des rapports privilégiés et éclaircis avec la maladie. On aimerait lire une histoire complète de ces liens. On y mesurerait ce que nos bibliothèques auraient perdu sans l'épilepsie de Dostoevsky et celle dont Flaubert se croyait atteint, sans l'écueil de Verlaine et d'Hemingway, sans l'asthme de Proust et de Queneau.

Avec des variantes, chaque pathologie nous rend suspects nos corps, nos chers complices des jours radieux et y installe le baccarat de l'infirmité, le rebours. L'approche de la disparition physique et le baccarat de la copie à remettre évoquent le même type de déroulement, de lutte, de perte d'événement, contrairement.

Fau le tuberculose imposait aux malades une patience et une foi traditionnelles dans le grand repos. Si on en croit ses derniers victimes — Gide, Monn, Camus, Barthes, Nourissier, Boudard, — il s'ensuivait une gourmandise de l'instant, non une détresse devant l'ineffable. Le soupçon de contagiosité n'était pas sans effet sur les rapports amoureux entre malades, et sur l'idée que n'en faisaient les autres, mais la maladie ne signalait pas une différence sexuelle jugée infamante par le grand nombre, comme le sida. La « poitrine » était regardée avec une méfiance trouble, parfois avec envie, non avec répulsion.

On se traitait des atteintes du bacille de Koch, et le flimton l'e vaincu ; la virus du sida, lui, ne fait pas de quartier, et les remèdes tardent. Malgré ces perspectives ténébreuses qui ne devraient laisser place, pense-t-on, qu'à l'épouvante, les témoignages de Jean-Paul Aron, de Guy Hocquenghem et d'Hervé Guibert manifestent une curiosité intacte pour les détails furtifs ou réels des gens et des choses croisés en chemin. La leçon ainsi donnée n'amplifie pas l'être sous le menace de l'échéance.

Comment imaginer la gêne de Dieu devant

cette veillance ? Il suffit de nous observer quand, bien portants, nous nous rendons à l'hôpital en visite. Malgré nous, nous nous retonons de respirer à fond, pour le cas où des microbes rôderaient. Au passage, nous admirons et nous craignons les personnels de santé qui passent jours et nuits à côtoyer la souffrance, l'angoisse. Par les portes entrebâillées ou au chevet du malade, on évite d'apercevoir les sauteurs de goutte-à-goutte, on dirait, d'avoir été trop longtemps regardés à la lueur des veilleuses. Et on sort en pressant le pas, comme on referme les livres de douleur, tout à la tâche bestiale que ce ne soit pas encore son tour, rêvant bourgeois, et course joyeuse vers la mer, au premier beign.

S ENTIMENT de l'échappée belle : sentiment stupide de précarité, et sans gloire. J'ai connu des artistes qui rougissaient d'avoir dépassé sur terre l'âge de leurs idoles. « A mon âge, Molière était mort depuis longtemps », s'attristait Jean Anouilh, le matin glacé où il enterrait son ami Barresque. Sous-entendu : la vie est mal faite, d'autres que moi seraient plus utiles, ce sont les meilleurs qui s'en vont... C'est l'ennui, avec la mort, on ne peut dire sur elle que des platitudes. Les familles en deuil l'ont compris : de plus en plus, elles évitent les défilés de condoléances.

Est-ce l'approche de l'an 2000 ? Beaucoup d'écrivains, quand ils ne ruminent pas leur propre fin, annoncent des oracles collectifs. La fin des livres et des cultures d'Europe serait en vue. Notre époque de communication sans consistance et de rage de l'argent aurait bientôt raison de nos anciennes extases. Ce n'est pas un hasard si Verne l'a menacé de cette fin d'hiver. L'Histoire et l'Art semblent ensemble dans les eaux pâles de la légende : quel tentant livret d'opéra ?

« Ah, n'être pas né ! », ressassent les nihilistes, à la suite de Cléon. « Quiconque ne met pas fin à sa vie perd le droit de médire de l'existence », répondait par avance Camus. Pendant ce temps, les oiseaux, écoutez-les, anticipent le printemps, sans coup férir. Déjà, en 40, quel bel été ce fut ! La guerre aime ces contrastes-là. L'offensive du Gotha se découpa, à jamais, sur un dimanche somptueux de majesté, de miséricorde. Les échéances se croisent sans se reconnaître.

« Tout le sentir doit devenir lumière », conseillait Job Bousquet, à qui 14 avait pourtant fait de tout son corps un trou.

## Télé Free-DOM défie la loi depuis cinq ans

C'est une décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel qui a provoqué les émeutes de la Réunion. En obtenant l'arrêt des émissions de Télé Free-DOM, les « sages » ont brusquement dévié, aux yeux de l'opinion insulaire, l'incarnation d'une censure aussi lointaine qu'incompréhensible de la liberté d'expression.

D'un point de vue strictement juridique, le CSA succède à la CNCL, Télé Free-DOM est confortablement installé dans l'illégalité et apparaît aux yeux des téléspectateurs réunionnais comme la seule alternative à la télévision publique RFO. Après avoir longtemps hésité à rouvrir ce dossier brûlant, le CSA a résigné, le 30 mai 1989, à rétablir la légalité audiovisuelle en lançant une nouvelle compétition pour une fréquence.

Le docteur Sudre pose à nouveau sa candidature, mais on lui préfère Antoine Réunion, dont le tour de table réunit les grands entrepreneurs du département. La décision, rendue publique le 2 mai 1990, provoque déjà une nuit d'émeutes à Saint-Denis.

La CSA tente de négocier. Il propose d'attribuer une seconde fréquence à Télé Free-DOM si la télévision pirate se plie à la légalité et interromp ses émissions pirates pendant quelque temps. Le docteur Sudre refuse le compromis. Il ne reste plus au CSA qu'à demander, le 16 novembre 1990, au procureur de la République le saisissement de la chaîne pirate. Le préfet, conscient des risques, a longtemps hésité avant d'envoyer les forces de police démanteler l'émetteur. Mais Antoine Réunion, qui partage désormais son autorisation avec la chaîne cryptée Canal Réunion, ne pouvait commencer ses émissions en mars sans que l'ordre soit rétabli sur les éthers.

Lundi 25 février, on déplore au CSA les émeutes de Saint-Denis, mais les « sages » n'étaient pas disposés à faire marche arrière. Ils n'entendent pas perdre la face au moment où ils s'approprient à rouvrir un autre dossier laissé en souffrance par la CNCL : celui de la télévision privée aux Antilles. En Martinique et en Guadeloupe, cinq stations pirates défient aussi depuis des années la légalité en reprenant purement et simplement les émissions transmises par les satellites américains au-dessus des Caraïbes.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

## Une élection municipale

Saône-et-Loire : Tournon

(1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 3 930 ; vot. 2 167 ; abst. 44,86 % ; suffr. expr. 2 088.

Liste de M. Bustois, maj. pré. : 1 100 (52,68 %), 20 élus ; liste de M. Georges Mazenot, div. d. : 759 (36,35 %), 5 élus ; liste de M. Hervé Bosio, écoln. : 229 (10,96 %), 1 élu.

[Cette élection intervenait à la suite de dissensions au sein du conseil municipal. En décembre, M. Roger Gauthier, PS, maire élu en 1989, démissionnait de son poste. Il était remplacé par

M. Bustois, qui présentait au préfet, le 25 janvier dernier, la démission d'un tiers des conseillers municipaux. Cette démission, acceptée le 28 janvier, a donc entraîné le renouvellement de l'ensemble du conseil.

À son premier tour, l'élection municipale de mars 1989, sur 4 050 inscrits, 2 719 votants et 2 660 suffrages exprimés (abst. 32,86 %), la liste de M. Gauthier, maj. pré., avait obtenu 1 370 voix (51,50 %), 20 élus ; la liste de divers droite de M. Mazenot, 934 voix (35,11 %), 5 élus ; la liste de M. Jean-Claude Vassier, PC, 127 voix (4,77 %) ; la liste de M. Bosio, 229 voix (8,60 %), 1 élu.]

364 PAGES



## SOCIÉTÉ

## SCIENCES

Vers une entente internationale pour harmoniser la recherche

## Les scientifiques resserrent les rangs

La coopération scientifique internationale, notamment pour la gestion des grands équipements, était au programme d'une réunion à laquelle assistaient, samedi 23 et dimanche 24 février à New-York, MM. Allan Bromley, conseiller scientifique du président George Bush, Youri Ouspysky, son homologue soviétique auprès de M. Mikhaïl Gorbatchev, Wataru Mori, membre du conseil scientifique du premier ministre japonais, Filippo Pandolfi, commissaire chargé de la recherche et de la technologie à la Communauté européenne, Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, et William Stewart, conseiller scientifique du premier ministre britannique.

## NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Cette rencontre, qualifiée d'« informelle », n'en témoigne pas moins de la volonté des pays industrialisés de limiter les coûts astronomiques qu'entraîne la course au gigantisme dans certains domaines de la recherche.

8 à 10 milliards de dollars : c'est le prix qui devra payer les États-Unis pour construire le *superconducting super collider* (SSC), un accélérateur de particules géant qui, estimés à 10 milliards de dollars, est financé par le département de l'énergie du CERN en 2001 ou 2002. Ils rencontrent les plus grandes difficultés à financer cet énorme engin, au point de solliciter une participation des Européens. Mais ces derniers, soucieux de préserver leur leadership mondial dans le domaine de la physique des hautes énergies, ont décidé de contre-attaquer en lançant le projet *Large*

hadron collider (LHC), un peu moins performant que le SSC mais beaucoup moins cher, grâce à l'utilisation du tunnel qui abrite déjà le LEP.

Le feuilleton se complique cependant avec l'entrée en scène des Japonais. Ces derniers sont en effet très désireux d'accueillir chez eux l'*international thermonuclear experimental reactor* (ITER), un nouveau « chaudron » de 5 milliards de dollars à l'aide duquel la communauté scientifique internationale, pour une fois d'accord, se propose de poursuivre ses efforts pour maîtriser la fusion nucléaire, l'énergie qui anime les étoiles et fait briller le Soleil (le Monde du 14 novembre 1990). Les Soviétiques, qui n'ont plus, semble-t-il, les moyens de poursuivre seuls cette quête du Graal commencée il y a une trentaine d'années, soutiennent les Japonais, dont l'offre leur semble intéressante. L'Europe hésite encore entre trois sites sur son sol (Cadarache en France, Ispra en Italie, ou Karlsruhe en Allemagne). Les Américains ont choisi la semaine dernière San Diego (Californie), mais s'inquiètent les Européens, pourraient bien se désister en dernier ressort en faveur du Japon, en échange d'un soutien financier japonais à leur accélérateur géant SSC.

## Sortir de la spirale

Ces luttes sourdes se mènent aussi dans d'autres domaines comme l'espace ou, avec cependant moins d'intensité, les télécommunications. Les projets scientifiques exigent d'énormes puissances de calcul, comme le décryptage du génome humain. La récession économique aide, les États-Unis, la première puissance scientifique mais aussi la plus frappée par la crise du Golfe, ont décidé les premiers de tenter de briser cette spirale infernale. La réunion de ce week-end à New-York est le premier témoignage de cette volonté nouvelle.

Il était difficile, sur un sujet aussi délicat, de commencer par une « grand-messe » médiatique. M. Allan Bradley a donc choisi la discrétion, sous la forme d'une invitation lancée à ses collègues soviétique, japonais et européens par la commission Carnegie, l'un de ces organismes de mécénat privé dont l'Amérique n'a le secret. Il n'est pas inutile de préciser, cependant, que cette organisation, créée en 1988, compte M. Bradley lui-même parmi ses fondateurs, et fut l'un des plus sûrs soutiens de M. Bush pendant sa campagne pour la présidence. Et les participants se sont permis de refuser la participation des collaborateurs des ministères de la recherche allemand et italien que ces derniers, indisponibles, voulaient déléguer à la réunion.

## De la défense à l'agriculture

Si le président Bush ne cache pas son intérêt pour la science, cette initiative américaine doit sans doute beaucoup à M. Bradley, un ancien chercheur en physique des particules ayant, notamment, travaillé avec des équipes françaises du CNRS et qui, comme tous les physiciens, est très conscient de l'importance d'une étroite coopération internationale en matière scientifique, souligne M. Curien. « Il n'y avait, poursuit le ministre français, non pas de prendre des décisions, mais de débiter des questions scientifiques intéressantes à la fois le groupe des Sept (les pays les plus industrialisés) et les Soviétiques, et susceptibles d'être évoquées aux prochains sommets des chefs d'État ».

Le problème des grands équipements fut, bien entendu, évoqué, et les participants ont proposé qu'une concertation des différents pays concernés puisse être menée avant même le lancement des projets. L'exemple de la Fondation euro-

péenne de la science, créée il y a une vingtaine d'années dans ce but, fut avancé. D'autre part, M. Curien a insisté pour que les États-Unis « prennent un intérêt plus marqué » au programme de recherche international en biologie « Frontières humaines ». Il a souhaité que, dans ce domaine et pour le décryptage du génome humain, les échanges puissent être plus rapides grâce à une harmonisation – qui reste à mettre en place – entre les grandes banques de données internationales. Tous les participants, et notamment M. Ouspysky, ont souligné que des mesures soient prises pour assurer un meilleur équilibre des échanges de scientifiques autour du monde.

Prenant acte de la nouvelle donne géopolitique mondiale, M. Bradley a évoqué la possibilité de recherches en matière de « sécurité » avec l'URSS et les pays d'Europe de l'Est. Liés aux problèmes de défense, ces travaux ne porteraient pas directement sur de nouveaux armements, mais sur des domaines plus théoriques et fondamentaux comme la gestion des systèmes complexes. Enfin, les participants se sont penchés sur les initiatives susceptibles de favoriser la prise en compte sur le plan scientifique des demandes des pays en voie de développement, notamment en matière d'agriculture et de nutrition.

Signe supplémentaire du désir américain d'ouverture en matière scientifique, cette réunion informelle devait être suivie de la première réunion d'un comité ad hoc de coopération scientifique et technique entre la CEE et les États-Unis (baptisé groupe consultatif mixte CEE-USA), lundi 25 et mardi 26 février à New-York, sous la présidence conjointe de MM. Bromley et Pandolfi.

JEAN-PAUL DUFOUR

## JUSTICE

Simone Weber devant les assises de Meurthe-et-Moselle

## Le délicat dossier de Marcel Fixard

Il y a plus d'un mois, les jurés de la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle se penchaient sur le premier crime prêt à Simone Weber. Lundi 25 février, à l'heure des plaidoiries des parties civiles, la nouvelle évocation de l'empoisonnement de Marcel Fixard a ramené la cour dans un épisode presque oublié de ce procès qui a souvent pris les allures d'un feuilleton.

## NANCY

de notre envoyé spécial

« Le dossier Fixard est un dossier délicat », a dit M. Josè Lagrange, du bureau de Nancy, ne le conteste pas. Et s'il avance ce propos prudent en commençant sa plaidoirie, c'est bien parce qu'il ne veut pas égarer la difficulté de sa tâche. En perquisitionnant chez M. Weber lorsqu'elle a été arrêtée pour s'expliquer sur la disparition de Bernard Hettier, les policiers ont découvert des objets et des documents qui ont conduits à suspecter l'existence d'un autre crime. En 1980, M. Weber aurait empoisonné Marcel Fixard, un homme de soixante-dix ans qu'elle aurait fausement épousé quelques jours plus tôt alors qu'elle n'avait que quarante-neuf ans.

## « Avez-vous donc une âme ? »

« Dans un premier temps elle a décidé de la pitié », soutient M. Lagrange, qui a soigneusement démonté le mécanisme d'un dossier dont il connaît tous les recoins. Pour lui, l'affaire commence le 25 janvier 1980 par une fausse vente de la maison de M. Fixard à Simone Weber. Devant un notaire peu attentif, c'est un figurant qui aurait joué le rôle du vendeur. Dès lors, Marcel Fixard se trouvait « en sursis » puisque Simone Weber était à la merci du moindre incident qui permettrait de découvrir la supercherie. Le 22 avril 1980, M. Weber devenait M. Fixard. Un rapport de gendarmerie atteste que le retraité avait effectivement l'intention de se marier, aussi M. Lagrange accepte cette éventualité « au bénéfice du doute ». Mais il n'aurait pas matérialisé cette intention et, selon l'avocat, ce mariage aurait, lui aussi, un faux. C'est la même « figurant » qui aurait signé l'acte de mariage d'une « patte de chat » sans ressemblance avec la véritable signature d'un retraité de l'armée. « Vous ne l'avez pas épousé. Qu'il ait vendu sa maison, il n'en sait rien. Qu'il se soit marié, il n'en sait rien. A tout instant il peut apprendre qu'il est marié. Il vient donc de

rentrer dans le couloir des condamnés à mort ».

Le mobile étant écarté, M. Lagrange estime que « l'arme du crime » est constituée par la digitaline que M. Weber a achetée. Sur ce point les experts s'étaient montrés plus réservés. La dose aurait été insuffisante et les spécialistes se sont refusés à faire des hypothèses sur la fragilité du cœur de Marcel Fixard. M. Lagrange franchit donc la passe en appuyant sur le mot « digitaline » en quantité pour réaliser « un crime parfait ». Certes, il ne cache pas que sa démonstration n'est étayée par aucune preuve ni sur les faux ni sur le crime. Il y a pourtant ce faux témoignage que Simone Weber ne conteste pas, tout en lui reconnaissant la qualité de « demi-faux » puisqu'il se veut l'agacement seulement du concretiser la volonté du retraité, qui aurait clairement exprimé le désir d'en faire son héritier. M. Lagrange l'évoque sans insister car il est convaincu : « Tout est clair, il y a trop de hasards, trop de coïncidences ». Le manque de preuves lui fait dire : « Avec des raisonnements comme ceux-là on aurait acquitté de grands criminels ». D'ailleurs il estime que « l'intime conviction » n'a pas besoin de « la preuve absolue » et que douter dans cette affaire c'est se montrer « naïf ou candide ». Toutefois, sa robe lui fait dire : « S'il y a un doute, vous acquitterez ».

Mais, depuis l'ouverture de ce procès, il est apparu qu'une journée ordinaire devait obligatoirement comporter un chapitre sur la personnalité de M. Weber. Et pour M. Anne-Lise Bloch cet aspect du dossier qui empoisonne les débats depuis le début est élevé au niveau de la preuve. Elle s'adresse directement à l'accusée pour lui demander : « Madame Simone Weber, avez-vous donc une âme ? » Car l'avocate n'en est pas convaincue et elle rejette le rôle que Simone porte sur son chemise, en parlant de « démon ». Faut-il que les ricaneurs de la salle, au cours de l'audience, trouvent un écho dans le procureur et que ce dernier exprime à haute voix les murmures d'une partie du public qui fait la queue pour voir la « sorcière » ? M. Bloch cède à la tentation en le qualifiant de « diabolique », event d'associer son visage au Portrait de Dorian Gray d'Oscar Wilde, pour lui dire : « Il suffit de vous regarder et de vous écouter pour comprendre que, si le diable existe vous lui avez vendu votre âme ».

MAURICE PEYROT

Selon un rapport remis à deux ministères

## Une nouvelle société pourrait aider à commercialiser la recherche publique

La France souffre de ne savoir assez bien tirer un parti commercial des travaux de recherche effectués dans les laboratoires publics. Le constat n'est pas nouveau. L'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), qui avait été créée en 1969 pour assurer ce rôle auprès du CNRS, s'était au fil du temps écartée de cette mission pour se consacrer davantage au financement de l'innovation dans les entreprises.

Pour combler cette lacune, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, et M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, avaient demandé en juillet dernier à M. Jean-Claude Derian, directeur pour la technologie du groupe bancaire CIC, un rapport sur les moyens à mettre en œuvre.

Le rapport que vient d'achever M. Derian préconise la création d'une société « de valorisation et de transfert ». Sa mission serait double : d'une part, conseiller les laboratoires publics en matière de brevets, licences et transfert de savoir-faire, pour les aider à se protéger commercialement ; d'autre part, investir financièrement dans des projets de développement en partenariat avec des industriels.

M. Jean-Claude Derian préconise pour cette société un statut de société en commandite par action (SCA). Le structure commanditaire, assurant le contrôle et la direction de la société, serait composée majoritairement d'actionnaires du secteur public (établissements de recherche et ANVAR). Les actionnaires commanditaires, pourvoyeurs de capitaux, seraient également majoritairement issus du secteur public, « une rémunération normale des capitaux pendant ses dix premières années d'existence » ne paraissant pas possible à l'auteur. Il estime entre 50 et 60 millions de francs les besoins en fonds propres nécessaires.

Ces idées, jugées « astucieuses et séduisantes » par M. Didier Holleaux, responsable du dossier au cabinet de M. Hubert Curien, devraient donner au nouvel organisme « plus de souplesse que ne le permettrait le statut d'agence de

l'ANVAR », en ce qui concerne en particulier la rémunération des chercheurs et la prospection dans les labos. Elles seront examinées plus à fond dans les semaines qui viennent avec des représentants du ministère de l'Industrie et les organismes de recherche concernés. Ils étudieront en particulier la possibilité de réunir les fonds nécessaires, et s'assureront qu'il n'y a pas d'obstacle à la constitution d'une SCA avec des fonds publics. La société pourrait être créée cet automne pour un démarrage effectif dès le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

A. K.

## EN BREF

■ Mise au point d'un substitut sanguin dérivé du sang de vache. Un substitut sanguin dérivé du sang de vache va être expérimenté sur l'homme pour la première fois aux États-Unis, à l'annonce, lundi 25 février, son fabricant, la société Biopure Corp. de Boston (Massachusetts). Les premiers tests de ce produit, baptisé Hemopure, sont également autorisés au Canada et viseront à déterminer son innocuité pour l'homme. (AFP.)

■ Premier traitement efficace autorisé, aux États-Unis, contre l'hépatite C. La Food and Drug Administration (FDA) a autorisé, lundi 25 février, le premier traitement présentant une certaine efficacité contre l'hépatite C, à partir d'injections d'interféron alpha, un interféron humain obtenu par recombinaison génétique. En 1989, deux études publiées dans *The New England Journal of Medicine* avaient montré que ce traitement pouvait avoir une certaine efficacité contre l'hépatite C (le Monde du 2 décembre 1989). L'hépatite « non A non B » transmise par le sang et les produits sanguins est responsable de la majorité des hépatites liées aux transfusions. (AP, AFP.)

■ Marseille : l'inspecteur Gandino conteste sa mutation devant le tribunal. — Présidée par M. Claude Parodi, la première chambre du tribunal correctionnel de Marseille a

## RELIGIONS

Chef de l'Eglise anglicane

## L'archevêque de Cantorbéry est favorable à l'ordination de femmes

Entré en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier dernier, Mgr George Carey, nouvel archevêque de Cantorbéry, a pris position, pour la première fois en tant que chef spirituel d'une communauté anglicane qui réunit 70 millions de fidèles à travers le monde, en faveur de l'ordination des femmes.

Il a déclaré, lundi 25 février à Londres, que le fait de continuer à interdire des femmes-prêtres dans l'Eglise d'Angleterre nura « à l'implication des évêques et des clercs ». Il a annoncé que les femmes seraient ordonnées prêtres d'ici quelques années. Ajoutant même : « L'idée selon laquelle seul un homme peut

représenter le Christ devant l'autel constitue une très grande hérésie ».

C'est la fermeté de cette prise de position du nouvel archevêque de Cantorbéry qui surprend. Mgr Robert Runcie, prédécesseur de Mgr Carey, avait toujours louvoyé entre les différentes tendances de l'Eglise d'Angleterre, très divisée jusqu'à dans sa hiérarchie sur cette question de l'ordination des femmes. Favorable au principe, il avait toujours voté contre dans les scrutins décisifs lors des synodes de l'Eglise d'Angleterre.

Dans les Eglises anglicanes aux États-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande, des femmes sont déjà ordonnées prêtres depuis une dizaine d'années. Certaines même sont devenues évêques depuis le vote obtenu en juillet 1988 à la conférence anglicane de Lambeth. Mais l'Eglise établie d'Angleterre, fondatrice et de loin l'Eglise la plus nombreuse de la communion anglicane, n'a toujours pas admis le sacerdoce des femmes. Elle est engagée dans un processus de consultation très long qui, au mieux, n'aurait pas pu déboucher avant plusieurs années par des votes au Parlement britannique.

Outre les raisons théologiques qui opposent partisans et adversaires de l'ordination des femmes (le plus hostile étant l'archevêque de Londres, qui, en cas de rupture de la tradition, menace même de créer une « Eglise anglicane en exil »), ce sont des raisons œcuméniques qui, jusqu'à présent, expliquaient la lenteur de décision des autorités de l'Eglise d'Angleterre. Le rapprochement avec l'Eglise catholique, manifesté notamment par des visites du pape à Cantorbéry et de Mgr Runcie au Vatican, serait compromis si l'Eglise d'Angleterre se mettait à ordonner des femmes prêtres, selon l'évolution que vient d'annoncer Mgr George Carey. A plusieurs reprises, le Vatican avait mis en garde l'Eglise d'Angleterre. En 1986, le cardinal Villot, alors président du secrétariat à l'Unité des chrétiens, avait notamment affirmé que « selon une tradition jamais interrompue, les Eglises catholique et orthodoxe n'ordonnaient prêtres que des hommes et qu'aucune autre Eglise ne pouvait se considérer comme autorisée à changer cette tradition ».

H. T.

## ÉDUCATION

## M. Claude Tournier président de l'université de Valenciennes

M. Claude Tournier, professeur à l'École nationale supérieure d'ingénieurs de mécanique énergétique de Valenciennes (ENSIMEV), a été élu, le 21 février, président de l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis. Il succédera à M. Pierre Tison, dont le mandat s'achève au mois d'avril prochain.

[Né le 24 mai 1945 à L'Étoile (Jura), M. Claude Tournier est ingénieur, diplômé, en 1969, de l'École nationale supérieure d'électricité et de mécanique de Nancy, où il a commencé sa carrière universitaire. Docteur en sciences, il est arrivé à l'université de Valenciennes en 1974. Directeur du département génie mécanique et productique de l'institut universitaire de technologie (1979-1984), il a ensuite dirigé le laboratoire de mécanique des fluides de l'école d'ingénieurs (ENSIMEV) de l'université.]

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES

## FAITS DIVERS

## Deux hommes tués à Paris lors d'une fusillade avec la police

Deux hommes ont été tués par balles au cours d'une fusillade avec des policiers, mardi 26 février vers 1 heure, sur la place de la République, à Paris. Peu auparavant, un groupe de trois hommes armés avaient agressé un chauffeur de taxi, place Saint-Michel, l'obligeant à les conduire sous la menace de leurs armes. Arrivé place de la République (dixième arrondissement), le chauffeur du taxi a réussi à alerter la police en venant heurter un fourgon de police-secours, qui se trouvait là.

Armés de pistolets automatiques, les trois malfaiteurs ont alors ouvert le feu sur les gardiens de la paix, avant de tenter de s'enfuir. Dans la fusillade qui s'est ensuivie, deux des malfaiteurs ont été mortellement atteints, tandis que leur complice était gravement blessé. Il n'y a eu aucune victime du côté des forces de l'ordre.

L'identification des trois hommes est en cours à la police judiciaire. L'un d'eux a déjà été identifié et serait, selon les policiers, « un vieux cheval de retour du banditisme ». L'enquête a été confiée à la brigade de répression du banditisme (BRB) de la police judiciaire parisienne.

Diagnos

A

Les enf

هكذا من الأدلة



SCIENCES • MEDECINE

Diagnostic posthume pour Abraham Lincoln

Le président américain était-il atteint du syndrome de Marfan ? La biologie moléculaire permet de décrypter « post mortem » le patrimoine héréditaire des organismes vivants

A la suite d'un symposium consacré il y a quelques jours à la santé de Lincoln, le Musée national américain de la santé et de la médecine a annoncé la mise en place d'un comité de huit experts chargés d'étudier les problèmes à la fois techniques et éthiques que soulève le décryptage, cent vingt-six ans après sa mort, de l'ADN du président des Etats-Unis.

Jusqu'à présent, la recherche des pathologies dont avait pu, de leur vivant, souffrir les hommes célèbres, était à la fois technique et éthique. L'évolution de l'art médical et la fiabilité relative des documents disponibles limitaient en effet considérablement la portée de ces travaux. Et cette recherche passionnante d'un point de vue historique se limitait généralement, au terme d'une quête bibliographique, à des hypothèses invérifiables.

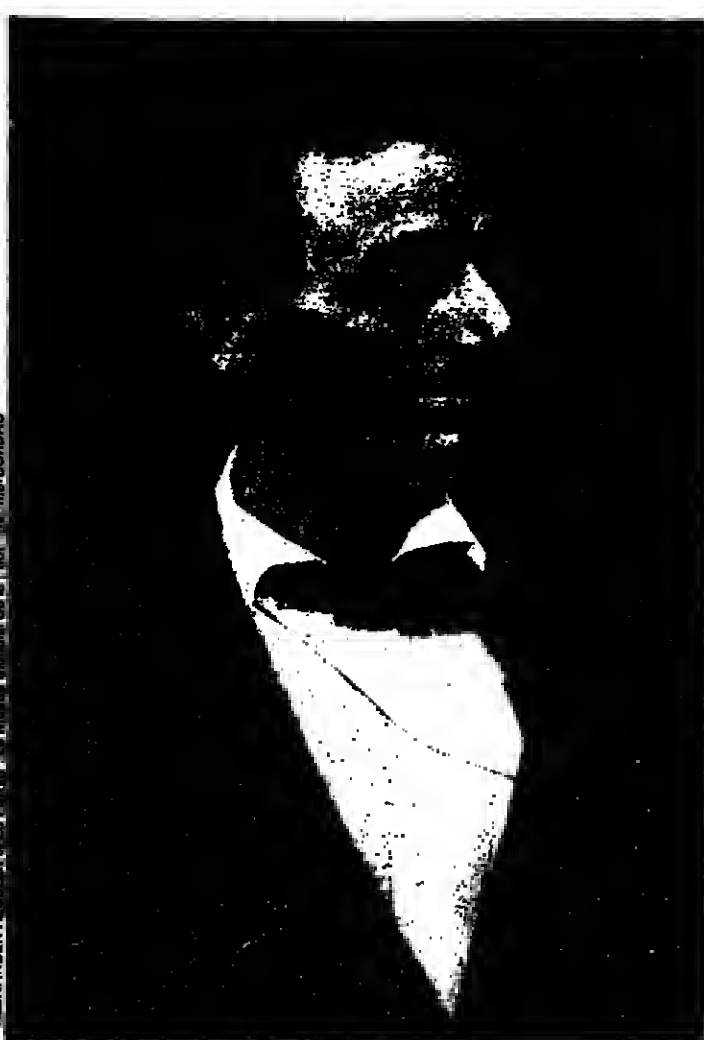
Les temps néanmoins pourraient rapidement changer grâce à l'apport de la biologie moléculaire ainsi qu'à différentes techniques qui permettent de décrypter, longtemps après leur mort, les quelques fragments d'ADN - molécule support du patrimoine héréditaire - encore disponibles.

Le dernier en date, et sans aucun doute le plus passionnant de ces diagnostics à travers les siècles, concerne Abraham Lincoln. Il ne s'agit bien évidemment pas ici d'enquêter sur la cause du décès du président américain (il fut assassiné le 14 avril 1865) mais de confirmer, de la manière la plus objective qui soit, si Lincoln était ou non atteint d'un syndrome décrit il y a près d'un siècle à Paris par Antoine Marfan, professeur de pédiatrie, syndrome qui, depuis, porte son nom.

« Un projet tout à fait excitant »

Il s'agit là d'un ensemble de symptômes ayant pour origine une anomalie du tissu conjonctif. On compte en France près de trois mille personnes touchées par le syndrome de Marfan (1), chez lesquelles on observe une série d'altérations au niveau du squelette, de l'œil (exophtalmie du cristallin) et du système cardiovasculaire avec notamment des lésions aortiques souvent responsables de décès prématurés.

Les malformations du squelette sont les plus spectaculaires. Il s'agit de personnes de grande taille, pré-



Abraham Lincoln en 1860

sentent un allongement des membres, en particulier au niveau distal, et fréquemment victimes de déformations importantes de la colonne vertébrale (cypho-scoliose). On observe par ailleurs chez elles une configuration particulière du thorax, dit « en entonnoir » ou « en brèche » ainsi qu'une laxité anormale des ligaments.

Compte tenu de ce tableau, certains éléments laissent penser depuis plusieurs années aux spécialistes qu'Abraham Lincoln était atteint de cette affection héréditaire.

Il ne s'agissait toutefois d'une hypothèse, cette entité pathologique postérieure à la mort du président américain n'ayant pu être diagnostiquée de son vivant. Or, une série de coïncidences font que l'on devrait bientôt pouvoir, à plus d'un siècle de distance, dire de quoi il retourne.

Le musée américain dispose en effet dans sa collection d'une série de tissus prélevés lors de l'autopsie de Lincoln (2). Il s'agit de taches de sang sur le tissu d'un vêtement médical, de deux boucles de cheveux (correspondant à cent quatre-

vingts follicules pileux d'une longueur de 5 centimètres) ainsi que de sept fragments osseux pesant, au total, une dizaine de grammes et provenant de la région crânienne touchée par la balle de l'assassin.

« L'idée d'examiner l'ADN de Lincoln est un projet tout à fait excitant, explique le docteur Mark E. Neely Jr, directeur du Lincoln Museum (Fort-Wayne, Indiana). Durant plus de vingt ans, la question du syndrome de Marfan est restée ouverte. J'aimerais que l'on puisse enfin clore le dossier. Abraham Lincoln était très discret sur sa santé, mais on sait qu'il avait une solide physique de pionnier. On peut penser que le syndrome de Marfan l'a mené mais sans véritablement l'affecter. »

Ce projet ne va pas sans soulever quelques controverses. « Nous avons une mission de préservation, et non pas de destruction, estime pour sa part le docteur Marc S. Micozzi, directeur du Washington Museum.

« Avant de tester ces fragments, il faudra lever certaines hypothèses politiques, éthiques et scientifiques. » Le projet de recherche proposé par le docteur Darwin J. Prochop, professeur de biochimie et de biologie moléculaire (Philadelphie), vise, dans un premier temps, à extraire l'ADN qui peut encore contenir les prélèvements biopsiques effectués sur le cadavre. Il s'agit ensuite d'« amplifier » cet ADN grâce à la technique connue depuis nous sous le nom de PCR (polymérase chain reaction), permettant ainsi de disposer d'un matériau suffisant pour décrypter certaines informations du patrimoine héréditaire de Lincoln. Il s'agit en l'occurrence d'analyser une région particulière du chromosome 15.

(1) A l'origine de ce qui existe depuis quelques années dans la plupart des pays industrialisés, une association des personnes atteintes de la maladie de Marfan vient de se créer en France. Elle vise notamment à établir un lien entre les malades, à collecter le maximum d'informations sur cette pathologie, ainsi qu'à « inciter les familles à consentir aux prélèvements sanguins, et à un travail de recherche génétique pour retracer le chemin du gène ».

Cette association est présidée par M<sup>me</sup> Annette Belloncle, ASMAA-BP 63-95 160 Moissamont.

(2) Ce musée détient 17 000 échantillons biologiques parmi lesquels plusieurs prélèvements tissulaires provenant de présidents de chefs militaires des Etats-Unis.

Plusieurs récentes publications spécialisées permettent en effet de poser que c'est sur le bras long de ce chromosome que se situe le gène à l'origine du syndrome de Marfan, gène dont l'identification est annoncée pour

les mois à venir. Les recherches ont notamment porté sur le patrimoine génétique de huit familles finlandaises ayant chacune trois membres atteints du syndrome.

JEAN-YVES NAU  
Suite page 14

Eugénisme éclairé

La connaissance de plus en plus fine du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine ne peut plus, aujourd'hui, être présentée comme une simple quête scientifique. Comme on pouvait, sans difficulté il est vrai, le prévoir, elle soulève jour après jour une série de problèmes médicaux et éthiques qui, s'ils n'autorisent aucune réponse définitive, imposent d'être publiquement posés.

A ce moment, le cas du syndrome de Marfan, comme celui du « retard mental lié à l'X fragile », (le Monde daté 17-18 février), résume de façon exemplaire quelques-unes des graves questions qui sont ici soulevées. Car l'identification des « signaux génétiques » de ces affections conduira inévitablement, comme pour d'autres maladies héréditaires, à la mise au point de tests de dépistage prénatal. Que conviendrait-il, dès lors, de faire vis-à-vis de pathologies qui, si elles correspondent à une réduction de l'espérance de vie ou des facultés intellectuelles, ne sont en rien incompatibles avec une existence que l'on peut s'accorder à qualifier de « normale ».

Face à un diagnostic prénatal positif dans une famille à risque, les généticiens proposent-ils à tous coups un avortement thérapeutique et, si oui, sur quelles bases ? L'action médicale peut-elle véritablement, dans ce domaine, se borner à un « conseil génétique », et ne pas directement participer à la mise en œuvre d'un eugénisme plus ou moins éclairé ?

Un article qui vient de paraître dans le *Journal International de Bioéthique*, signé du Dr Werner Schmid (Institut de génétique médicale, université de Zurich) met en lumière quelques-unes de ces nouvelles difficultés (1). Il souligne notamment l'eug-

mentation très importante en Suisse de la pratique des examens de diagnostic prénatal et rappelle que, dès aujourd'hui, plus d'une trentaine de maladies génétiques peuvent couramment être dépistées avant la naissance, une liste qui à l'évidence ne cessera de s'allonger.

Ira-t-on dans ce domaine jusqu'à invoquer, comme avec l'interruption volontaire de grossesse, la possibilité pour un médecin de ne pas participer à un geste qui heurte sa conscience ? Où et comment situer ici la frontière entre un normal posé et un pathologique à venir ?

Conscient des questions qui se posent et se poseront dans ce domaine, le Conseil de l'ordre des médecins a, fort opportunément, choisi d'ouvrir, le 9 mars prochain, son troisième congrès international d'éthique médicale sur ce thème. Trop souvent ici les questions soulevées renvoient au caractère légitime de l'interruption de grossesse.

Comment, dit-on en substance, pourrait-on remettre en cause la pratique de l'avortement pour un fœtus porteur d'une anomalie génétique alors même qu'on autorise l'avortement de fœtus tout à fait sains ? On ne peut pas, pour autant, ne pas observer que le modèle moderne déploie en outre le processus de vie un arsenal diagnostique qui, fort malheureusement, n'équilibre encore sinon aucune perspective du moins aucun geste thérapeutique.

J.-Y. N.

(1) « Etat actuel des connaissances scientifiques et de leurs applications au diagnostic prénatal » du Dr Werner Schmid, *Journal International de Bioéthique* (daté de décembre 1990).

Les enfants du talc Morhange

Les victimes d'intoxication à l'hexachlorophène ont souffert, selon une étude de l'OMS, de retards dans leur développement intellectuel

REFUS de s'alimenter, fièvre, vomissements, convulsions, coma : en avril 1972, d'innombrables symptômes ont entraîné la mort de trente-neuf nourrissons. Ce n'est qu'un mois d'écoulement de la même année que le ministère de la santé parvenait à trouver un point commun dans ces décès et mettait en garde les familles contre l'utilisation d'un talc pour bébés, le talc Morhange. L'étude de 1 600 dossiers suspects localisés dans les Ardennes et dans l'Aube permettait d'identifier 204 intoxications à partir d'un antiseptique puissant, l'hexachlorophène (HPC), introduit par erreur dans 600 kilos de talc à un taux toxique de 6,3 %. L'HPC, un phénol chloré dérivé du diphenylméthane, avait été découvert en tant que bactéricide puissant en 1939 aux Etats-Unis par W. S. Gump et commercialisé par la firme suisse Glaxo.

A des doses considérables, l'HPC, en pénétrant dans le sang à travers la peau, peut provoquer des lésions du système nerveux qui se traduisent par une détérioration de la substance blanche, le myéline, qui entoure les nerfs. Des vacuoles, c'est-à-dire des cavités, se forment dans cette substance qui prend une apparence spongieuse, et ces lésions peuvent être à l'origine d'une compression, voire d'une section des fibres nerveuses. Si l'on connaît les risques d'intoxication signalés à l'hexachlorophène, on ignorait le devenir à long terme des nourrissons intoxiqués, même en l'absence de signes neurologiques classiques.

Une étude, dont les premiers résultats viennent d'être rendus publics par l'Organisation mondiale de la santé (1), porte sur l'évolution et le devenir de ces enfants, seize ans après leur intoxication. Dès la survenue de l'accident, a été constitué un groupe témoin, n'ayant pas fait l'objet d'une intoxication, mais comparable aux victimes pour l'âge, le sexe, le rang de la fratrie et le statut socio-économique de la famille. Après une analyse menée par le médecin de famille qui a porté sur l'apprentissage et l'usage du langage, de la lecture, sur la mémorisation ainsi que sur le cursus scolaire, les résultats obtenus par 56 enfants intoxiqués et 53 témoins ont été répartis en quatre classes : « supérieure », « normale », « inférieure », « médiocre ».

Résultats contradictoires

Ils montrent que « les enfants intoxiqués par l'HPC présentent des capacités éducationnelles inférieures à celle du groupe témoin ». Et l'on peut affirmer que certaines lésions du système nerveux central observées pendant la phase aiguë de l'intoxication par l'HPC (vacuolisation de différents étages de la partie blanche du système nerveux central) sont irréversibles et laissent subsister des handicaps neurologiques majeurs. A partir de ces résultats, on peut s'interroger sur les conséquences à terme de l'exposition subaiguë et chronique à l'HPC, conclut l'étude.

L'HPC était utilisé sous d'autres formes, dans d'autres indications, et s'était révélé particulièrement eff-

cace pour lutter contre les infections à staphylocoque doré, très graves chez les nouveau-nés. En outre, avant son interdiction, en France, au tableau des substances vénéneuses en 1972, ce produit était utilisé dans la fabrication de nombreux cosmétiques : mousses de bain pour bébés, démaquillants, déodorants, dentifrices.

Jusqu'en 1981, il entraînait dans la composition d'un savon chirurgical dérivé sur ordonnance, le Phisohex, à une concentration de 3 %. « L'usage de ce produit a été conseillé pendant longtemps pour les enfants à la naissance afin de les protéger contre les infections cutanées. De cette façon, des enfants ont pu être mis dans les conditions d'une intoxication avec d'éventuels effets à long terme. Sur les 1 600 dossiers que nous avons étudiés, à la suite de l'affaire du talc Morhange, cinq enfants, qui présentaient manifestement des signes d'intoxication par l'HPC avaient pourtant fait l'objet de soins avec un talc Morhange sans hexachlorophène et l'intoxication coïncidait à l'utilisation d'autres talcs ou de Phisohex à base d'HPC », remarque le docteur Gilbert Martin-Bouyer, l'un des experts judiciaires dans le procès de l'affaire Morhange.

De nombreuses études, aux résultats parfois contradictoires, se sont succédées sur la toxicité de l'hexachlorophène, notamment par diffusion transplacentaire. En 1974, Shuman remarquait que, sur 284 enfants décédés ayant subi une autopsie, 82 prématurés de moins de 1 400 grammes avaient eu une encéphalo-

pathie vacuolaire ayant coïncidé avec des bains d'hexachlorophène à 3 %. Le risque des enfants exposés à l'HPC était, selon les résultats de cette étude, 18,8 fois supérieur à ceux des nouveau-nés non exposés.

En revanche, en 1978, une étude australienne du docteur V. D. Puckham sur les préparations à base d'hexachlorophène utilisées comme antiseptique dans les soins du nouveau-né conduisait à l'absence d'effets secondaires néfastes lors de l'emploi d'émulsion à 3 % et de talc à 0,5 % si l'on suivait les recommandations du fabricant, liées notamment au rinçage et à l'emploi du produit uniquement sur des peaux saines. Sur 63 vacuolisations du système nerveux central observées sur 81 765 naissances à l'Hôpital royal des femmes à Melbourne entre 1959 et 1969, aucune n'avait été observée chez des enfants de moins de 2 kilos, ce qui pourrait correspondre au seuil de susceptibilité liée au poids. Aujourd'hui, il faut bien admettre qu'on ignore toujours à quelle concentration exacte l'HPC s'avère toxique.

MARTINE LARONCHE

(1) Cette étude effectuée avec un contrat de recherche de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés de Paris a été réalisée, en 1987 et 1988, sous la direction du docteur Martin-Bouyer, directeur de recherche à l'INSERM. Ses résultats viennent d'être publiés dans la *Revue épidémiologique hebdomadaire* de l'OMS (février 1991).

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE **S**AVENIR  
UNIVERS-MATIERE  
LES INFINIS EN QUESTION

L'ADMIRABLE JONCTION DE  
L'INFINIMENT PETIT ET  
DE L'INFINIMENT GRAND

AU MEME SOMMAIRE

AVALANCHES  
Les pistes sous haute surveillance  
MEDECINE  
Cancer du sein, les espoirs de la génétique  
EVOLUTION  
L'homme et ses parasites  
TECHNOLOGIE  
Les robots apprennent à marcher

EN VENTE PARTOUT 24F



## SCIENCES • MEDECINE

## Hittites en Valachie

Les mythes et les croyances indo-européens survivent au fin fond de la Yougoslavie

Il existe trois mondes, « le monde supérieur, le monde médian et le monde inférieur, qui va jusqu'aux épaules, on se ceint autour du cou ». En disant cette formule, la vieille dame valaque qui vit dans le village de Rudna-Glava à une centaine de kilomètres à l'est de Belgrade, M<sup>me</sup> Georgina Duric, a dénoué machinalement son écharpe dont elle a entouré, pour les désigner précisément, son cou, puis sa taille et enfin ses genoux. Comment cette vieille dame illettrée connaît-elle les trois mondes dont Georges Dumézil a démontré l'existence et l'importance dans toutes les cultures indo-européennes ? C'est mon père qui me l'a raconté et mon père l'a appris de son père.

Ainsi, dans une campagne reculée de Yougoslavie, les mythes et les croyances indo-européens sont-ils toujours vivants. Comme ils l'étaient, il y a quelques millénaires ou quelques siècles, lorsqu'ils ont été mis par écrit par les Hittites vers 1650 avant Jésus-Christ, par les Indiens vers 900 avant notre ère, par les Grecs vers 700 avant Jésus-Christ, par les Scandinaves aux alentours de 1000 de notre ère.

## Venus d'où et quand ?

D'où venaient les Indo-Européens ? D'Asie centrale ? Du Caucase ? On ne peut le dire. Quand sont-ils arrivés en Anatolie, en Inde, en Europe où ils se sont mêlés à des populations dites « autochtones », c'est-à-dire déjà installées, mais elles-mêmes venues ou ne sait quand d'où on ne sait où ? Peu à peu sans doute, entre le II<sup>e</sup> et le I<sup>er</sup> millénaire avant Jésus-Christ. La seule chose dont on soit sûr, c'est que ces bandes et ces tribus, qui se sont ultérieurement diffu-

rencées en Hittites, en Indiens, en Persans, en Celtes, en Grecs, en Romains, en Slaves, en Germains, en Scandinaves avaient, au départ, une origine commune comme en témoignent, sans discussion possible, leurs mythes anciens communs et leurs langues toutes apparentées les unes aux autres, même si elles sonnent très différemment à l'oreille.

Il y a deux ans, Emilia Masson, Yougoslave d'origine et chargée de recherche au CNRS, avait expliqué des bas-reliefs ornant le sanctuaire rupestre hittite de Yazilikaya (en Turquie, à quelque 150 kilomètres à l'est d'Ankara) et des textes hittites grâce à des documents, abondants mais méconnus, recueillis depuis le début du siècle et conservés au musée ethnographique de Belgrade (le Monde du 1<sup>er</sup> mars 1989). Elle avait ainsi expliqué des rites hittites par lesquels les morts parvenaient dans le monde de l'immortalité et ceux qui marquaient la fin de l'année et la naissance de l'année suivante (1).

Dans son nouveau livre, *Le Combat pour l'immortalité. Héritage indo-européen dans la mythologie anatolienne* (2), Emilia Masson montre que les similitudes ne s'arrêtent pas aux rites mais se retrouvent dans les mythes et les croyances. Grâce aux Valaques, qui constituent encore plus que les autres populations slaves du sud des Balkans un véritable conservatoire ethnologique, elle a pu comprendre des tablettes hittites retrouvées dans les ruines du bâtiment des archives royales de Hattusa (la capitale hittite qui était près du village actuel de Bogazkale, à environ 150 kilomètres à l'est d'Ankara).

Ces tablettes sont particulièrement intéressantes : elles sont les plus anciens documents écrits indo-européens ; elles sont la simple transcription – la transcription brute, pour ainsi dire – de récits transmis oralement et sont donc rédigées dans la langue quoti-

dienne « vulgaire » sans la poésie et le souffle épique qui marqueront les rédactions littéraires postérieures que sont, par exemple, les *Veda* indiens, l'*Illiade* et l'*Odyssée* grecs ou les sagas scandinaves.

Pendant longtemps, ces tablettes ont été négligées : elles sont difficiles à lire tout à la fois parce qu'elles sont bien souvent en fragments et parce que leur langue est familière ; en outre, on pensait – sans preuve – que les mythes, qui y étaient racontés dans des récits tout simples, venaient plus des populations indigènes – dont on ne sait rien – antérieures aux Hittites indo-européens que de ces derniers. En fait, il s'agit bien de la version la plus ancienne connue des mythes indo-européens tels qu'ils avaient été apportés en Anatolie quelques siècles plus tôt par les Hittites et leurs proches cousins, les Louvites et les Palaïtes.

Cela fait d'autant plus regretter que Georges Dumézil, par un malheureux concours de circonstances, n'ait jamais travaillé sur les Slaves du Sud et fort peu sur les Hittites, lui qui a toujours recherché les formes des mythes les plus anciennement écrites.

## L'importance du fait de naître

Une des ressemblances les plus étonnantes entre les textes hittites et les usages valaques concerne la « naissance ». Autrefois chez les Hittites comme actuellement chez les Valaques, deux femmes interviennent au moment des naissances. La première, sage-femme ou matrone, « celle qui fait naître », s'occupe physiquement de l'accouchement. La seconde, la « nourrice », procède aux rites d'initiation du nouveau-né. Elle est en charge, en quelque sorte, « du fait de naître ». Elle coupe le cordon, elle soulève trois fois l'enfant en récitant des formules pour lui assurer une longue vie. Elle lave le nouveau-né et l'habille avec les vêtements qu'elle



M<sup>me</sup> Georgina Duric sépare, avec son écharpe, le monde supérieur et le monde médian des Indo-Européens

apportés. En somme, elle assure au nouveau-né l'introduction dans le monde des hommes, autrement dit le passage du non-être à l'être.

Autre correspondance instructive : celle qui concerne l'« Arbre du monde » ou « Arbre de vie » et qui, dans toutes les traditions indo-

européennes, fait communiquer les trois parties du monde cosmique. Les branches représentent le ciel ; le tronc symbolise le monde médian, le nôtre ; les racines, bien entendu, appartenant au monde d'en dessous.

L'« Arbre de vie », appelé souvent « Grand Arbre », était un objet de culte chez les Hittites, les Germains, les Scandinaves, les Slaves et il est encore très « enraciné » chez les Valaques. Ces derniers nous apprennent ainsi que l'espèce ne fait pas le « Grand Arbre ».

En revanche, l'endroit est déterminant : il doit être situé dans un pré ou un pâturage dépourvu de plantation et proche d'une source. Là, les respectables vieillards de la communauté le choisissent et le désignent à la vénération des générations futures, qui feront de ses abords leur « place centrale ».

Le livre d'Emilia Masson est un livre d'érudition. La lecture, parfois un peu difficile, apporte toutes sortes d'idées nouvelles et de rapprochements très surprenants. Ainsi le non-spécialiste y sera-t-il mis en communication directe avec les Indo-Européens d'autrefois, les Hittites en particulier, mais aussi avec nos cousins, pas si lointains en définitive, de l'Inde, de la Grèce, de la Scandinavie, etc. et les rares Indo-Européens, les Valaques en tout premier lieu, qui vivent encore dans nos mythes millénaires.

YVONNE REBEYROL

(1) *Les Douze Dieux de l'immortalité, croyances indo-européennes à Yazilikaya*, Editions des Belles Lettres, collection « Vécus des mythes », 260 pages, illustrations, 150 francs.

(2) *Le Combat pour l'immortalité. Héritage indo-européen dans la mythologie anatolienne*, Presses universitaires de France, collection « Ethnologies », 320 pages et 20 planches hors-texte, 198 francs.

## Diagnostic posthume pour Abraham Lincoln

Suite de la page 13

L'incertitude quant à l'identité exacte de ce gène pourrait être très rapidement levée grâce à l'apport complémentaire de travaux menés sur la fibrilline, une glycoprotéine de grande taille normalement présente dans le derme humain, et dont la synthèse est anormale chez les personnes victimes du syndrome de Marfan. Or, il semble, selon les dernières informations connues dans ce domaine, que le gène dirigeant la synthèse de cette protéine soit précisément situé sur le chromosome 15. On peut dès lors raisonnablement penser que le puzzle génétique et moléculaire du syndrome de Marfan sera comblé lorsque l'on disposera de l'ADN du seizième président des Etats-Unis.

Reste à savoir – une fois les questions éthiques résolues – si l'on parviendra à extraire cet ADN. Quelques récentes tentatives ont montré à quel point l'identification post mortem à partir du patrimoine génétique pouvait être plus difficile qu'on ne l'imaginait jusqu'alors. Ce fut notamment le cas, récemment évoqué dans le cadre du procès de Simone Weber, devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle, avec l'échec de l'identification d'un tronc humain par les spécialistes de la société Appligène d'Ilklich (Bas-Rhin).

## Le folle d'une momie

« Cette identification n'a pas été possible à cause des mauvaises conditions de conservation des tissus », explique M. Daniel Dnpré (Appligène). Les phénomènes de putréfaction ont en effet pour conséquence de dégrader la structure de l'ADN et dès lors, il n'est plus possible de mettre en œuvre les techniques des empreintes génétiques. Tout ici est affaire de cas d'espèce. On peut penser que sur un cadavre conservé dans un état très sec ou à très basse température, il est possible, même après un certain temps, d'extraire de l'ADN.

Pour le professeur Axel Kahn, il peut être possible de retrouver, sur des prélèvements biopsiques osseux notamment, suffisamment d'ADN pour entreprendre, avec l'aide de la PCR, de passionnantes recherches diagnostiques post mortem.

C'est ainsi, ces dernières années, que des scientifiques ont pu extraire l'ADN du loup marsupial de Tasmanie, disparu au début du siècle, ainsi que des restes humains vieux de treize mille ans, retrouvés dans des tourbières, ou encore des fragments de momies égyptiennes vieux de quatre mille ans. On a aussi pu montrer, en 1989, la présence d'une « mutation silencieuse rare » dans un fragment d'ADN provenant d'un morceau de foie d'une momie nubienne datant de quatre mille ans.

## Au-delà de l'anecdote

L'an dernier enfin, dans une fort intéressante communication faite à l'Académie des sciences, un groupe de chercheurs français proposait une autre méthode permettant d'analyser l'ADN, mais non pas à partir de restes de tissus mous (dont la conservation demeure exceptionnelle), mais sur des restes osseux (3).

« Jusqu'à présent, les travaux réalisés sur l'ADN en archéologie n'ont toujours utilisé que des restes de tissus mous dont la conservation est un événement rare, limité dans le temps, et à des circonstances ou des environnements particuliers », expliquent-ils. Etant donné que les restes paléontologiques sont retrouvés sous forme d'os ou de dents, il nous a semblé indispensable d'essayer d'étendre à ces vestiges les résultats obtenus sur les tissus mous. Ce groupe de chercheurs annonçait ainsi avoir réussi à extraire et à visualiser l'ADN humain dans des dents et des os anciens de cent cinquante à cinq mille cinq cents ans provenant de différents gisements archéologiques du sud de la France.

« Notre travail a permis de montrer pour la première fois qu'il était possible de mettre en évidence, d'amplifier et de déterminer la séquence de l'ADN obtenu à partir de dents ou d'os anciens. Le principal obstacle à surmonter lors de ce type d'étude appliquée à l'homme est la contamination possible des échantillons par de l'ADN humain actuel, précisent-ils. En conclusion, nous pensons devoir insister sur l'importance de ce type d'ouvrage qui devrait permettre d'avoir accès à des informations nouvelles sur les populations anciennes, humaines

ou animales, et notamment dans l'étude de la phylogénèse, la génétique des populations anciennes et la détermination des restes osseux non identifiables anatomiquement. Les applications de cette méthode nouvelle devraient permettre de modifier de fond en comble l'étude des restes archéologiques en ouvrant la voie à une analyse moléculaire des ossements paléontologiques.

Ainsi, au-delà de l'anecdote ou du simple spectaculaire, l'apport des derniers développements de la biologie moléculaire pourrait constituer un fantastique outil de connaissance, révolutionnant l'étude de la phylogénèse. Un outil qui, à partir de quelques traces infinitésimales de la molécule support de l'hérédité, laisserait espérer une nouvelle compréhension du vivant à travers les siècles.

JEAN-YVES NAU

(3) « Amplification de prélevement d'ADN mitochondrial à partir de dents et d'os anciens », Cette communication est signée de M<sup>me</sup> et MM. Catherine Haan, Vincent Laudet, Michel Sakka, Agnès Bégué et Dominique Stehelin. Elle a été publiée dans les comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris (tome 310 série III, p. 365-370, 1990).

**Le Monde**

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant

directeur de la publication

Bruno Frippey

directeur de la rédaction

Jacques Guis

directeur de la gestion

Manuel Lucbart

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Thierry Farnet

Philippe Hermon

Jacques-François Simon

Daniel Vermet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUERE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-26

Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : 40-80-30-10

la cité

Le Monde

avec le concours de l'I.N.A. pour l'audiovisuel

mercredi 13 mars

jeudi 14 mars

Accès libre sur inscription

ciité des Sciences et de l'Industrie

30 avenue Corentin Cariou

75019 Paris

Métro Porte de la Villette

Renseignements :

40 05 73 32

مكتبة من الأدب



















BILLET

Boeing sans peur

La guerre du Golfe n'est-elle qu'une courte et désagréable parenthèse dans le développement inéluctable de l'aviation commerciale ? Et les Casseurs qui ont prédit une crise sans précédent du transport aérien en seront-ils pour leur frayeur vaine ? A écouter le premier constructeur d'avions du monde, Boeing, on serait tenté de le croire.

Comme il a fait à intervalles réguliers, l'avionneur américain actualise ses prévisions jusqu'en l'an 2 005 et ses calculs s'avèrent particulièrement optimistes. Pas de problème pour la demande, aujourd'hui tarie par les combats. M. John Hayhurst, vice-président marketing de Boeing Commercial Airplane, voit plus loin :

« Historiquement, chaque fois que le marché a subi une interruption dans son développement, déclare-t-il, il s'est toujours rétabli à des niveaux de progression supérieurs à ceux qu'il connaissait auparavant. La force de l'économie internationale est vitale pour notre marché ; or le monde est aujourd'hui en bien meilleure santé qu'au cours des deux précédentes crises de l'énergie. » Et M. Hayhurst de conclure en exaltant l'excellence des niveaux de productivité, l'abandon de la main-d'œuvre qualifiée et l'ouverture des marchés : « Tous les éléments de base sont en place pour une économie mondiale florissante. »

Les compagnies aériennes seront de plus en plus rentables grâce à une stabilisation du cours du pétrole à 21 dollars. Les baisses de tarifs qui s'ensuivront inciteront les clients à multiplier leurs voyages. La responsabilité des prévisions de Boeing prend la consistance des aéroports, l'endossement des transports et le manque de pilotes ont été pris en compte. Boeing n'hésite donc pas à évaluer à 5,2 % la croissance annuelle du trafic au cours des quinze prochaines années.

Pour les avions neufs, ces lendemains qui chantent signifieront la vente de 9 000 avions à réaction, pour une valeur de 617 milliards de dollars (3 150 milliards de francs) d'ici à 2 005. Chaque année, les compagnies aériennes prendront livraison de nouveaux appareils pour 41 milliards de dollars (210 milliards de francs), à comparer à une moyenne annuelle de 16 milliards (81 milliards de francs) au cours des deux dernières décennies.

Autrement dit — comme le chante le « tube » américain — « don't worry, be happy ». C'est-à-dire : pas de panique !

A. F.

M. Charasse confirme qu'il n'y aura pas d'impôt de guerre

Le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, s'est félicité, lundi 25 février sur France Info, de la décision de l'émir du Koweït, le cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah, de verser un milliard de dollars (cinq milliards de francs) à la France pour contribuer à la libération de son pays. « C'est un geste que j'apprécie », a commenté le ministre, qui en a conclu « qu'il n'y aura pas d'impôt de guerre » pour les Français.

Les Koweïtiens ont versé 6,6 milliards de francs à la Grande-Bretagne, qui est plus engagée que nous. Donc cela rétablit l'équilibre des choses. « Cinq milliards de crédits supplémentaires qui tombent dans l'escarcelle de l'Etat, c'est autant de mou supplémentaire qui est donné au gouvernement pour éviter d'imposer trop d'efforts aux budgets ministériels, ou éventuellement demain aux contribuables », a aussi expliqué M. Charasse.

Le Koweït accorde un milliard de dollars à la France

Le prix de l'engagement

par Erik Izraelowicz

Pour aider la France à financer sa participation à la guerre, le Koweït va lui verser 1 milliard de dollars (environ 5 milliards de francs). L'émir du Koweït l'a fait savoir directement, lundi 25 février, au président de la République. Une bonne nouvelle pour les finances de l'Etat. M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, n'a pas manqué de s'en féliciter immédiatement. Un don toujours bon à prendre, mais les Français aimeraient sans doute aussi participer plus activement à la prochaine reconstruction du pays.

Le chèque que l'émir s'apprête à signer « est un geste que j'apprécie », a commenté lundi soir M. Charasse, ajoutant : « C'est une grosse contribution, mais qui n'a rien d'exceptionnel. » Effectivement, le Koweït avait l'intention sur quel projet d'extraction de pétrole, nous sommes surtout présents en Arabie saoudite ; visiblement, le porte-parole de la firme refuse de parler de l'après-guerre alors que le conflit n'est toujours pas terminé. Mais la société d'Hemmer-Smith, qui a été le siège des activités « Proche-Orient » de Bechtel, n'attend pas que l'ours soit tué avant d'en vendre la peau. L'appel d'offres qu'elle vient de lancer pour une unité de dessalement de l'eau de mer, un générateur électrique et des cuisines roulantes de chantier, l'atteste.

Le Japon et ceux qui ont de puissantes forces militaires mais pas beaucoup de moyens financiers (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France). Tels des mercenaires, ces derniers travaillent donc au service de l'ensemble du camp anti-irakien avec l'argent des premiers.

L'effort de guerre des Etats-Unis — le pays le plus endetté du monde — est ainsi financé pour l'essentiel par l'Arabie saoudite, le Japon et la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne a reçu des fonds de ses propres pays. Le Koweït, en particulier, lui a déjà annoncé une aide de 1,3 milliard de dollars (environ 6,6 milliards de francs). Londres étant sur le terrain avantagé engagé que Paris. Ces deux ne seront pas limités : d'ores et déjà, et malgré l'importance de leur fortune, le Koweït et l'Arabie saoudite ont fait connaître leur intention d'emprunter sur les marchés internationaux. Qui seront les

prêteurs ? Les Allemands et surtout les Japonais.

Jusqu'à la fin du mois de janvier, refusant d'avoir à faire la manche, Paris affirmait pouvoir financer son effort de guerre sans aide extérieure. Début février, l'analyse a changé. Le gouvernement a fait savoir à Bruxelles qu'il est prêt à accepter un soutien de la part de ses partenaires de la CEE non engagés militairement. Le premier ministre, M. Michel Rocard, avait discuté avec l'émir du Koweït à Taïf le 14 février de l'offre d'une aide financière. Elle est aujourd'hui acquise.

Les Français n'auront donc pas à faire des sacrifices excessifs. L'opération « Daguet » et ses coûts indirects devraient peser autour de 6 milliards de francs. L'aide koweïtienne couvre pratiquement ces dépenses. M. Charasse a pourtant réaffirmé la nécessité de réaliser 12 milliards d'économies budgétaires, un montant évalué en tenant compte du cadeau koweïtien. Mais ce don por-

met au ministre du budget d'annoncer avec fermeté qu'il n'y aura pas d'impôt de guerre.

Comme d'autres pays, notamment la Turquie, l'Egypte et la Jordanie, la France reçoit des dons pour sa contribution à la libération du Koweït. Il semble toutefois qu'elle soit pour l'instant quelque peu à l'écart des grandes négociations autour de la reconstruction du pays. Les marchés sont importants, gigantesques — un coût total qui avoisinerait déjà les 100 milliards de dollars. Ils sont presque totalement monopolisés par des firmes américaines et britanniques. (Lire ci-dessous.) Espérons, pour la délégation d'industriels français qui doit se rendre à Taïf les 9 et 10 mars prochain, avec à sa tête M. Jean-Marie Rausch, le ministre du commerce extérieur, que tous les contrats importants n'auront pas été déjà attribués.

La reconstruction de l'émirat

Les entreprises britanniques refusent de laisser les Américains s'emparer seuls du marché koweïtien

Les entreprises internationales se battent pour arracher les contrats pour la reconstruction du Koweït après la guerre. En reconnaissance de l'effort militaire des Etats-Unis, les autorités koweïtiennes en exil ont attribué l'essentiel des premiers contrats à des firmes américaines. La maîtrise d'œuvre de cet effort est la plus souvent assumée par les filiales britanniques de ces multinationales américaines qui se taillent le part du lion du chantier du siècle.

LONDRES

Correspondance

Le building de verre et de métal qui émerge de sa masse les petites maisons victorienne de Hammersmith Road, dans l'ouest de la capitale, ne paie guère de mine. Impression trompeuse : c'est à Bechtel House, siège de la filiale britannique de la Bechtel Corporation, l'une des plus grosses entreprises mondiales de construction, que se prépare la remise sur pied de l'industrie pétrolière du Koweït. Bechtel Corp., compagnie basée à San Francisco, a en effet été choisie par le « programme d'urgence » pour la reconstruction du Koweït (KERP) comme maître d'œuvre de ce chantier prioritaire de l'après-guerre. La Kuwait Petroleum Company (KPC) a par ailleurs Bechtel Corp.

Rien de signé avant la libération

C'est que l'affaire est de taille : la remise en marche de l'industrie pétrolière pourrait coûter quelque 20 milliards de dollars (plus 100 milliards de francs), à en croire l'Oxford Institute for Energy Studies, un think tank spécialisé dans les affaires énergétiques, qui a tenu compte dans ses estimations de la politique de la terre brûlée pratiquée par les Irakiens.

« Nous avons eu des conversations avec les Koweïtiens, qui nous ont invité à participer à la reconstruction de leur pays mis à sac.

Rien ne sera signé avant la libération du Koweït. L'essentiel des premiers contrats à des firmes américaines, la maîtrise d'œuvre de cet effort est la plus souvent assumée par les filiales britanniques de ces multinationales américaines qui se taillent le part du lion du chantier du siècle.

Bechtel UK est aussi partie prenante de l'accord passé le 22 janvier entre le gouvernement koweïtien, via le KERP, et le service de génie de l'armée de terre américaine (US Army Corps of Engineers - USACE), portant sur un premier contrat de 46 millions de dollars pour dresser un état des lieux et planifier la phase d'urgence de reconstruction de quatre-vingt-dix jours. On estime à 300-350 millions de dollars le coût total de cette première tranche de travaux. Chaque contrat de sous-traitance de l'USACE vaut entre 2 et 6 millions de dollars. L'armée américaine a défini sept domaines prioritaires : routes et réparations, ponts, égouts, traitement des eaux, installations portuaires, aéroports, électricité.

Bechtel UK est aussi bien placé pour le travail de reconstruction générale. Le consultant américain Ralph M. Parsons Company est favori pour coordonner le super-chantier. Les conversations entre le KERP et certains groupes américains sont déjà très avancées. Citons Raytheon (aéroports), qui a fait récemment paraître une petite annonce dans la presse spécialisée londonienne ainsi libellée : « A la recherche de fournisseurs pour systèmes de navigation, de contrôle aérien, de ballons... pour la reconstruction du Koweït. Raytheon Service Company (Etats-Unis)-Valeur : 3,7 millions de dollars ».

L'automne britannique de Bechtel négocie la création de joint-ventures communes avec des

filiales de groupes de travaux publics britanniques. Les noms de Trafalgar House, Costin et Taylor Woodrow — bien implantés au Koweït avant la guerre en raison du rôle historique joué par la Grande-Bretagne, ex-puissance tutélaire — sont couramment cités. Parmi les autres compagnies américaines mentionnées figurent : Saniya Fe (gaz), Fluor Daniel, McDermott et Foster Wheeler (pétrochimie).

KERP propose et Taïf dispose

Mis en place à Washington avant même le début des hostilités, sous la direction du représentant koweïtien auprès de la Banque mondiale, le Kuwait Economic Reconstruction Project est chargé d'attribuer les fameux contrats de reconstruction. Mais la décision finale appartient au directeur de la commission, M. Ibrahim Al Sabreen, ancien secrétaire d'Etat au logement basé à Daman (forte est de l'Arabie saoudite), au vingt-deuxième étage de l'hôtel Oberoi. Ce dernier dépend directement de l'émir du Koweït et du premier ministre, le prince héritier, installés à Taïf. Le KERP propose, Taïf dispose.

Les responsables britanniques, qu'ils soient politiques ou appartenant au monde des affaires, ne cachent pas leur inquiétude de voir l'essentiel des contrats accordés à des compagnies américaines, en reconnaissance du rôle joué par les Etats-Unis dans le conflit. « Nous ne travaillons pas contre les Américains. Il n'empêche que, soutenus par leur gouvernement, ils font la pluie et le beau temps. Même si le Koweït est un gros morceau et qu'il y a de la place pour tout le monde, il faut se battre », reconnaît-on chez le consultant W. S. Atkins, qui s'est placé sur les rangs. A la fin du ministère britannique du commerce et de l'industrie, les entrepreneurs d'Albion n'ont eu que deux jours pour soumettre leurs propositions à l'USACE, contre quinze jours pour les sous-traitants américains. Après intervention expresse des autorités de Londres auprès du Pentagone, un

délai supplémentaire de sept heures leur a été généreusement accordé.

Les milieux koweïtiens de Londres se veulent apaisants : « Les Américains ont beaucoup fait pour l'émirat, mais pas tout. Les Koweïtiens savent reconnaître ceux qui les ont soutenus dans la guerre contre l'Irak », affirme M. Christopher Keen, directeur général de l'United Bank of Kuwait, un établissement très actif dans le financement des contrats de reconstruction ; les Français et les autres ne seront pas oubliés. Reste que l'orgueil des Français, fascinés dans le passé par l'Irak, et qui avaient délaissé le Koweït, risque d'être mis à rude épreuve dans l'attribution des grands contrats.

La merie koweïtienne est-elle trop belle ? Le principal point noir dans ce tableau concerne le problème du financement du coût de la reconstruction, qui pourrait atteindre 50 milliards de dollars sur dix ans. Les engagements pris par le gouvernement en exil pour soutenir l'effort de guerre des coalisés atteignent 20 milliards de dollars. Or les revenus financiers des placements effectués sur les places internationales avant l'invasion devraient s'élever à 9 milliards de dollars en 1990.

Pour la City, les responsables de la « tirelire » koweïtienne ont le choix entre trois formules pour payer l'énorme chantier de l'après-guerre : la liquidation des avoirs extérieurs, les emprunts auprès de banques internationales en se servant des avoirs extérieurs (par exemple les revenus du pétrole) comme garantie, la constitution de joint-ventures avec des associés étrangers.

Tel n'est pas le moindre paradoxe de cette situation qui en compte tant. En fin de compte, les conditions financières proposées par les soumissionnaires passeront avant que les facteurs politiques dans les choux stratégiques des Koweïtiens en mal de liquidités. Pour l'heure donc, rien n'est encore joué.

MARC ROCHE

Les avoirs des banques pourraient être débloqués à la mi-mars

Les avoirs des banques commerciales koweïtiennes, qui avaient été soustraits à la convoisie irakienne en l'endemain du 2 août, pourraient être débloqués à la mi-mars, indique-t-on de source bancaire koweïtienne à Londres. Au fil des mois, il est progressivement devenu clair que le gouvernement de M. Saddam Hussein n'était pas en mesure de mettre la main sur les avoirs de l'émirat.

La date initialement prévue du 25 février, jour de la fête nationale koweïtienne, a été reportée. La banque centrale du Koweït, temporairement installée à Londres, n'a pas encore obtenu, semble-t-il, l'accord de toutes les banques centrales occidentales impliquées dans l'opération de gel des avoirs koweïtiens. Dès que l'institut d'émission de l'émirat aura obtenu cet accord, il pourra procéder au règlement des transactions interbancaires, bloquées depuis l'entrée des chars irakiens à Koweït-Ville.

La levée du gel des opérations des banques concerne sept établissements koweïtiens (Al Ahli Bank, Bank of Kuwait & Middle East, Burgan Bank, Commercial Bank of Kuwait, Gulf Bank, Kuwait Real Estate Bank, The Industrial Bank of Kuwait). Les deux principales banques de dépôt koweïtiennes, l'United Bank of Kuwait et la National Bank of Kuwait, disposent du statut de banque britannique.

Les trois banques d'investissement koweïtiennes ont introduit leur propre requête pour obtenir les licences nécessaires pour pouvoir opérer sur les grandes places financières. La Kuwait International Investment Company (KIIIC) a déjà obtenu l'autorisation de la Federal Reserve Bank américaine.

La suspension du gel des dépôts koweïtiens — qui ne concernerait pas les particuliers — devrait satisfaire les banques occidentales, dont les opérations avec l'émirat sont parfois ralenties par les lourdes procédures d'autorisation. « C'est trop compliqué. On sait ce qu'il advient dans ces cas là... » remarque un banquier français.

M. R.

PÉTROLE =

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	25 fév.	Variation par rapport à la veille
• WTI (West Texas Intermediate) à New York à la clôture	17,94	+ 0,03
• Brent à Londres à l'ouverture	16,60	+ 0,25

Les marchés pétroliers, à l'image de la veille, étaient encore calmes, jeudi matin, malgré une légère hausse des cours du brut à Londres dès l'ouverture. Selon un spécialiste, les marchés restent dans une phase de consolidation. Les niveaux de cours sont proches de ceux qui étaient pratiqués avant que ne débute la crise du Golfe. Techniquement, le pétrole brut a déjà trop baissé, et fondamentalement la pression est toujours à la baisse, à moins que les Saoudiens ne décident de freiner leur production.

Réaménagements de la dette pour le Nigéria, le Mozambique et le Niger

Le Club de Paris a accepté, le 25 février, le principe d'opérations limitées de conversion (sur près de 10 % de la dette du Nigéria à son égard, estimée à plus de 16 milliards de dollars (80 milliards de francs). La part de la dette qui sera l'objet de cet accord sera convertie en monnaie locale, la naira (1 naira = 0,55 franc). Les fonds recueillis serviront au financement de projets d'environnement ou d'investissements directs dans l'économie nigérienne.

C'est la deuxième fois que le Club de Paris, qui traite la dette publique des Etats-membres, accepte de mettre en œuvre cette

procédure jusqu'à présent utilisée principalement pour les rachats de dettes privées. La première expérience d'un rachat de dette publique avait porté en septembre 1990 sur la créance du Maroc.

La France et le Mozambique ont en outre signé le 25 février un accord portant sur l'annulation par Paris de la dette mozambicaine, d'un montant de près de 800 millions de francs. Cette décision est intervenue alors que le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Michel Camdessus, avait demandé la semaine dernière aux créanciers du Mozambique d'annuler la dette de ce pays,

estimée à 4,2 milliards de dollars (21 milliards de francs).

La semaine passée, la France avait contribué avec la Suisse et la Banque mondiale au rachat de la dette bancaire du Niger, d'un montant de 108 millions de dollars (540 millions de francs). Le gouvernement de Niamey a pu tirer à hauteur de 10 millions de dollars sur le fonds spécial de la Banque mondiale, créé en 1989 pour financer ce type d'opérations. Grâce à ce don, le Niger, conseillé par Paris, pourra racheter ses créances contre de nouvelles, dont la valeur représentera seulement 18 % des créances existantes.

Gel des salaires à Air Inter

Selon des sources syndicales, la direction de la compagnie Air Inter a annoncé que, en raison de la chute de la demande (- 18,6 % depuis le début de février) et des pertes d'exploitation (160 millions de francs pour le premier trimestre 1991) qui en ont résulté depuis le début de la guerre du Golfe, elle gèlerait les salaires du personnel tout au long de l'année 1991.

Cette mesure concerne aussi bien le rattrapage salarial au titre de 1990 — que les syndicats évaluent à 0,8 % — que les salaires de l'ensemble des 10 800 membres du personnel de la compagnie.

Cette mesure, qui rappelle le

dispositif arrêté par la maison-mère Air France, devrait être complétée par un plan de rigueur que la direction doit rendre public devant le comité central d'entreprise du 26 février. Dans un communiqué, les syndicats SNPT (autonomes), CGT et USPNT (ouvriers techniques) déclarent que « la guerre du Golfe n'est qu'un prétexte à des modifications structurelles préméditées de longue date ».

UTA, la troisième compagnie du groupe Air France, annoncera le 8 février les économies qu'elle entend réaliser à son tour pour corriger les effets d'une chute de 20 % environ de son trafic.





## SOCIÉTÉ MÈRE

Le Conseil d'administration de CEMENTS FRANÇAIS, réuni le 22 février, a examiné les comptes de l'exercice 1990.

Hors éléments exceptionnels, le résultat net de CEMENTS FRANÇAIS ressort à 578 millions de francs (+ 7 %) et la capacité d'autofinancement à 842 millions (+ 2 %). Après les éléments exceptionnels, le résultat net de la Société mère s'élève à 909 millions de francs.

## GROUPE

Les principaux chiffres consolidés devraient être les suivants :

- Chiffres d'affaires : 15,5 milliards de francs (+ 24 %);
- Résultat net total : 1,3 milliard de francs (+ 16 %);
- Part du groupe : 1,1 milliard de francs (+ 9 %);
- Capacité d'autofinancement : 2,3 milliards de francs (+ 21 %).

\* Avant rémunérations prioritaires des fonds propres (ORA, TSDI, actions préférentielles); après rémunérations prioritaires, la part du groupe dans le bénéfice consolidé devrait être d'environ 975 millions de francs.

## DIVISION DU TITRE

Conformément à la décision de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration a fixé au 22 mars 1991 la date à laquelle sera opérée la division des titres par trois, par échange de chacune des actions actuelles, de 75 francs nominal, contre trois actions nouvelles de 25 francs.

CEMENTS FRANÇAIS SUR MINITEL : 36 16 CLIFF

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique QSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A37 puis QSP

Vente sur saisie au palais de justice de PARIS Jeudi 7 mars 1991 à 14 h 30 en 2 lots avec faculté de réunion

**à PARIS-8<sup>e</sup> 90, rue La Boétie**  
et passage communal G-3 sans numéro

1<sup>er</sup> Lot **BOUQUET** au rez-de-chaussée (Lot n° 37) avec accès par escalier privatif à un local au sous-sol (Lot n° 38).  
escalier A - 1<sup>er</sup> étage (Lot n° 3) 4 Pces Pseles - Cais. Gd Débar. W.-C. relié au lot n° 37 par un escalier intérieur, au sous-sol une Cave n° 8

2<sup>e</sup> Lot **APPT** escalier A 2<sup>e</sup> étage (Lot n° 4) 5 Pces Pseles - Cais. Cabinet Toilette - débarras et W.-C.  
au 6<sup>e</sup> étage - n° 6, 7 et 8 (lots n° 13, 14 et 15)

**3 CHAMBRES DE SERVICE**  
MISES A PRIX : 1<sup>er</sup> Lot 1 000 000 F - 2<sup>e</sup> Lot 500 000 F  
S'adresser à M<sup>re</sup> DRIGUEZ avocat 6, rue Saint-Philippe-du-Roule à Paris 8<sup>e</sup>  
Tél. : 42-25-78-41 - Pour vis. s/pl. chaque Mardi et Jeudi de 14 h à 17 h

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de PARIS le Jeudi 14 mars 1991 à 14 h 30, en un seul lot

**un IMMEUBLE à PARIS**  
(8<sup>e</sup> arrondissement)

17, avenue F.-D.-Roosevelt

Élevé sur caves et terre-plein, d'un rez-de-chaussée de trois étages carrés et d'un quatrième étage sous combles

Mise à prix : 60 000 000 F  
Pour tous renseignements et visites s'adresser à M<sup>re</sup> DURCKES-DILLY, avocat à Paris (16<sup>e</sup>), 3, rue Faustin-Hélie - Tél. : 45-04-85-88 et au greffe du tribunal de grande instance de Paris

VENTE sur saisie immobilière, au palais de justice à BOBIGNY le MARDI 12 MARS 1991, à 13 h 30 - EN UN LOT

**LOGEMENT 2 P** rez-de-chaussée - Bât. D

1 P. et 2 Débaras, au 2<sup>e</sup> étage. Bât. D - REMISE rez-de-cha. Bât. E

UNE CUISINE et W.-C., au 1<sup>er</sup> étage. Bât. E

**10, bd CARNOT - VILLEMOMBLE (93)**

M. à P. : 250 000 F - S'adresser à M<sup>re</sup> BOURGEOIS-BOUQUET à AULNAY-SOUS-BOIS (93) - 3, av. Général Faidherbe

Tél. : 48-66-62-68 - M<sup>re</sup> BOUDRIOT et VIDAL, DE VERNEUIL, avocats à PARIS (8<sup>e</sup>) - 55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - Tous avocats TGI BOBIGNY - S/pl. pour vis. le 1<sup>er</sup> MARS 1991, de 11 à 12 h.

Vente sur succession vacante au palais de justice de NANTERRE le JEUDI 14 MARS 1991, à 14 h

**TERRAIN de 1 017 m<sup>2</sup>**  
avec petit pavillon en mauvais état

**ANTONY (Hauts-de-Seine)**  
1, boulevard Colbert

MISE A PRIX : 1 500 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Régis WAQUET, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine, 56, rue Raymond-Barbet 92000 NANTERRE - Tél. : 47-24-64-09 (de 14 h 30 à 15 h 30). Et sur les lieux pour visiter le JEUDI 7 MARS de 11 h à 12 h.

VENTE s/saisie immob. aux enchères public, à l'audience des Créances du Tribunal de Commerce de ROCHFORT-SUR-MER, le 13 MARS 1991, 9 h

La Touche-Tréville, rue Chauzy, le 13 MARS 1991, 9 h

**IMPORT. ENSEMBLE IMMOB. à ST-GEORGES-D'OLERON (17)**

au lieu dit « LE MOULIN DU DOUET » - SUP. TOT. 1 HA. 38 A. 11 CA à us. d'HABITATION, de COMMERCE et de LOISIRS

M. à P. : 300 000 F - Enchères par Minist. d'avocat près T.G.I. de ROCHFORT-SUR-MER - S'adresser à M<sup>re</sup> BENAÏLEUD Serge, avocat, 67, av. La Fayette 17300 ROCHFORT-SUR-MER - Tél. : 46-89-02-25. Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de ROCHFORT-SUR-MER - Tél. : 46-87-09-35

Vente sur saisie au palais de justice de CRÉTEIL (94) Jeudi 7 mars 1991 à 9 h 30

**APPARTEMENT à NOGENT-SUR-MARNE (94130)**

33, bd de Strasbourg - composé de Galerie - Débaras - Salon - Living-room - 2 ch. - S.-de-Bas - Cais. - W.-C. - Cave au sous-sol

M. à P. : 500 000 F - S'adresser à M<sup>re</sup> TEL MAGLO

à CRÉTEIL (94000) 4, allée de la Toison-d'Or - Tél. : 49-30-01-85.

Pour vis. s/pl. le 5 MARS 1991 de 14 h à 15 h

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice d'EVRY (91) rue des Mazères, Mercredi 13 MARS 1991, à 14 h

**UN APPARTEMENT de 4 P.P. à BRUNOY (91)**

42, rue des Trois-Chênes - au 4<sup>e</sup> étage et CAVE

M. à P. : 100 000 F - S'adresser à M<sup>re</sup> Laurent DÉTILLE, avocat à BRUNOY (91), 8, av. du Maréchal-Ney

Tél. : 60-46-11-11 - Tous avocats TGI EVRY - s'adresser pour visiter

**Le Monde**

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

## ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

Malgré une baisse de 0,4 % en fin d'année

## La production nationale de la France a augmenté de 2,8 % en 1990

La production nationale de la France - mesurée en termes de produit intérieur brut (PIB) marchand - a baissé de 0,4 % au quatrième trimestre 1990 par rapport au trimestre précédent. Cette baisse fait suite à une forte progression enregistrée au troisième trimestre (+ 1,3 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB marchand a augmenté de 2,8 % (nos dernières éditions du 26 février).

D'une certaine façon, il semble que le dernier indice de l'année 1990 ait corrigé ce qu'avait excédé la progression enregistrée au cours de l'été. Hypothèse d'autant plus plausible que les comptes trimestriels, s'ils ont l'avantage d'indiquer rapidement l'évolution des grands agrégats économiques, comportent des faiblesses : les informations sur les investissements et les mouvements de stocks, notamment, sont fragiles et souvent révisés.

Demeure la question de savoir si la crise du Golfe a beaucoup, un peu ou pas du tout ralenti une croissance économique déjà en voie de freinage. Les indications fournies par les comptes du quatrième trimestre ne sont pas claires. Car si l'on compare les rythmes de croissance au premier et deuxième semestres, on s'aperçoit - ce qui est une surprise - qu'ils sont à peu près les mêmes : 1 % et 0,9 %.

Reste que la production industrielle n'a cessé de baisser en fin d'année depuis son point haut d'octobre. Après la forte progres-

sion du troisième trimestre (+ 2,3 %), le recul a été sensible au quatrième (- 4 %). Il a été le fait de toutes les branches à l'exception des biens d'équipement ménager. Le recul a été particulièrement fort pour la production de matériel de transport terrestre (- 8,1 %) et pour les biens intermédiaires (- 4,1 %). La baisse a été moins forte pour l'industrie des biens d'équipement professionnel (- 1,5 %) et pour celle des biens de consommation courante (- 1 %).

Qu'en sera-t-il au premier trimestre 1991 ? Un nouveau phénomène de compensation se sera-t-il produit ? Toujours est-il que les investissements des entreprises ont baissé et que les stocks se sont

réduits, mais que la consommation des ménages a augmenté (+ 0,5 %), de même que les exportations (+ 2,5 %), ce qui n'est pas le signe d'un marasme économique. Sur l'ensemble de l'année 1990, le PIB marchand a augmenté de 2,8 %, après + 4 % en 1989 et + 4,3 % en 1988. La consommation des ménages, elle, a augmenté de 3,1 %, ce qui est beaucoup et équivalent aux progressions enregistrées en 1988 et 1989. Quant aux investissements des entreprises, s'ils ont ralenti la cadence, leur croissance n'en est pas moins restée assez forte : + 4,6 %, après + 6,7 % et + 10,8 %. Une fin d'année pleine d'ambiguïté.

AL. V.

## M. Rocard demande un rapport sur le financement du logement

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a demandé le 20 février, dans une lettre de mission adressée à M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, la mise en place d'une commission spécifique, chargée d'une étude exhaustive des circuits financiers qui concourent à la construction de logements (livret A, épargne-logement, fiscalité de l'immobilier, crédits promoteurs...).

Dans la perspective du marché unique de 1993, il est non seulement nécessaire de prévoir l'harmonisation de la fiscalité mobilière, mais aussi de la fiscalité immobilière. Il est de plus souhait-

able que les investisseurs ne soient pas systématiquement découragés de placer leurs avoirs dans la pierre.

Cette commission, placée sous la présidence de M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNF, sera composée de spécialistes de la finance et de représentants des administrations intéressées. La liste n'en est pas encore connue. Les résultats de ces travaux devraient être fournis courant mai, afin que le gouvernement puisse s'en saisir avant les grands arbitrages budgétaires du début de l'été.

## CEE

La réunion des Douze sur l'Union économique et monétaire

## La Communauté pourrait imposer des sanctions économiques aux Etats membres

Quel devra être le degré d'intégration des politiques économiques des Douze lorsque sera atteinte la troisième étape du programme d'Union économique et monétaire (UEM), un objectif qui se profile pour les dernières années de la décennie ? Les ministres des finances ont planché sur ce thème lors de la réunion de la conférence intergouvernementale du lundi 25 février, à Bruxelles. Les échanges sont approuvés nettement avec, grosso modo, trois positions en présence, celles de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, et de la France.

**BRUXELLES**  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Les ministres étaient invités à se placer dans l'hypothèse de la troisième étape, celle au cours de laquelle, selon les intentions exprimées par onze Etats membres lors du Conseil européen à Rome en octobre 1990, il existera une banque centrale commune pratiquant une politique monétaire unique au service d'une monnaie unique.

Logiquement, les Britanniques, qui continuent à récusar ce triple objectif - M. Norman Lamont, le chancelier de l'Echiquier, l'a répété, - ne veulent pas davantage entendre parler d'intégration économique que d'intégration monétaire. Ils plaident pour une coordination renforcée mais se gardent d'aller au-delà, estimant que la politique économique, pour ce qui est des principales décisions, doit continuer à être gérée de manière nationale, autonome.

Le rêve des Allemands, rallié par raison d'Etat mais l'esprit plein de réticences au projet d'UEM, est assurément de voir fonctionner, au cours de la troisième étape, une banque centrale européenne, parfaitement indépendante, éditrice, au détail près, du modèle de la Bundesbank, dotée à la stabilité des prix ainsi qu'à celle de la monnaie unique (un écu dessiné à l'image du mark) et mise à l'abri des extravagances, toujours à craindre, de l'action gouvernementale.

Cette conception précautionneuse a conduit M. Horst Köhler, le secrétaire d'Etat aux Finances, à insister pour que le futur traité mette l'accent sur les grands principes devant animer l'UEM (marchés ouverts, convergences, toujours plus de convergences), mais en assignant une mission circonscrite à la surveillance multilatérale des politiques économiques. Pour Bonn, il revient à chacun des pays membres de mettre en œuvre de manière autonome la politique économique conforme aux besoins de l'UEM, à l'exception, notable toutefois, de la discipline budgétaire, sans doute parce que des écarts en la matière pourraient gêner la gestion de la banque centrale.

**Surveillance multilatérale**

Les Allemands, appuyés par les Néerlandais mais, en réalité, moyennant des nuances, par la majorité des Etats membres, plaident pour une politique budgétaire rigoureuse. Le futur traité devrait faire référence à l'interdiction de déficits budgétaires excessifs et, selon les Allemands aussi que les Néerlandais - mais d'autres pourraient suivre, - préciser cette interdiction (pas de déficit allant au-delà des investissements publics productifs, ou bien encore déficit plafonné à un pourcentage du PNB).

Des sanctions - recommandations rendues publiques adressées aux pays défaillants et, éventuellement, suspension des versements provenant du budget communautaire - pourraient être envisagées. Les Britanniques sont opposés à cette idée de sanctions à laquelle les pays du sud, pourtant les moins certains de pouvoir conduire une politique budgétaire rigoureuse, sont prêts à souscrire s'ils obtiennent l'assurance que le système fonctionnera de façon équilibrée.

Les Français, les Belges, les Ita-

liens, les Espagnols ont une tout autre idée de ce que devrait être une gestion collective de la politique économique. M. Pierre Bérégovoy, une fois de plus, mis en garde contre un système qui installerait la primauté du monétaire... et de la banque centrale commune. Il préconise une répartition des pouvoirs entre le conseil des ministres des finances des Douze et la banque centrale plus équilibrée, d'où sa proposition de « gouvernement économique européen ». Outre le souci de permettre aux gouvernements, dont l'objectif unique n'est pas la stabilité monétaire, de continuer à intervenir dans les affaires, on considère de plus en plus à Paris qu'une gestion simplement coordonnée des politiques économiques trouve vite ses limites, comme l'a illustré récemment le débat franco-allemand sur les modalités de financement de la construction de l'axe-RDA.

Les Français entendent donc que la surveillance multilatérale, c'est-à-dire l'exercice de pilotage concerté des politiques économiques, soit élargi au-delà de la discipline budgétaire. Ils sont appuyés, en particulier, par les Belges. M. Philippe Maystadt, leur ministre, a ainsi insisté sur la nécessité d'y inclure la politique fiscale, le « *clamping fiscal* » pratiqué par certains gouvernements (les Belges pensent tout particulièrement au Luxembourg) pouvant mettre en péril, a souligné M. Maystadt, les tentatives accomplies pour limiter le déficit budgétaire. M. Bérégovoy, tout en reconnaissant la nécessité de faire la classe au déficit budgétaire excessif, estime qu'il conviendrait, pour en juger, de faire preuve d'une certaine souplesse et semble donc hériter à l'idée d'en définir les paramètres dans le traité, voire dans une législation dérivée.

Les Allemands ont annoncé leur intention de préciser, ce mardi, leur point de vue sur le volet monétaire de l'UEM et, en particulier, sur le contenu de la seconde étape. Eternelle question suscitée par ce dossier, Bruxelles se demande s'ils vont rester fidèles à l'orthodoxie du rapport De la Monnaie (et du mandat que les chefs d'Etat et de gouvernement des Onze ont confié en octobre 1990 à la conférence intergouvernementale) ou bien s'ils s'en écarteront pour tenir compte des réticences de M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, à l'idée d'instaurer prématurément une banque centrale européenne.

PHILIPPE LEMAITRE

## ÉTRANGER

Prévue pour faciliter les exportations de technologies vers l'Est

## La réunion du Cocom est ajournée

La réunion « à haut niveau » du Cocom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations), prévue pour les 27 et 28 février à Paris, a été reportée de six à huit semaines et remplacée par une réunion plus technique du comité exécutif de cet organisme. Ce comité, qui regroupe dix-sept pays - les membres de l'OTAN, moins l'Islande, mais plus le Japon et l'Australie, - a pour mission de contrôler les ventes de technologies vers les pays de l'Est. Mais, avec l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest, ces contrôles avaient commencé d'être assouplis. La réunion devait en particulier alléger les contrôles dans les domaines de l'informatique, de l'aviation et des télécommunications.

Selon certaines sources européennes, des raisons d'ordre technique sont à l'origine de ce report. Dans le domaine de la télécommunications en particulier, le débat porte sur les limitations au débit et à la longueur d'onde des réseaux exportables. En revanche, les motifs cités par le *Financial Times* sont beaucoup plus politiques : il s'agit d'une part des affrontements récents dans les pays baltes, et d'autre part des problèmes posés par les exportations vers les pays en voie de développement, comme l'Irak, d'autre part. Certains membres du Cocom redouteraient en effet que la vente de technologies sensibles aux pays de l'Est ne facilitent ensuite l'achat de ces technologies par des pays du tiers-monde. Dans les milieux autorisés français, les raisons évoquées par le quotidien britannique sont jugées « absolument fausses ».

## Le parquet de Stuttgart ouvre deux enquêtes sur le président de Mercedes

Le parquet de Stuttgart a ouvert deux enquêtes sur le président du directoire de Mercedes-Benz AG, M. Wolfgang Niefer, pour coups et blessures et fraude fiscale.

M. Niefer, soixante-deux ans, est accusé d'avoir blessé en mai dernier à Rome une passante allemande de vingt-huit ans en l'écrasant contre un mur après avoir perdu le contrôle d'un bus. Selon le magazine *Der Spiegel*, M. Niefer avait, sans permis, pris le volant de ce bus avec des responsables de Mercedes-Italie, après un repas au restaurant. La police, arrivée sur les lieux une heure après l'accident, n'avait pas trouvé trace du bus, ajoute le journal, précisant que la victime a dû subir quatre opérations à la jambe.

D'autre part, le parquet a été alerté l'automne dernier par une lettre anonyme accusant le président de Mercedes-Benz d'avoir fait construire chez lui une ébenisterie aux frais de la société et de ne pas avoir déclaré cette acquisition au fisc. Le responsable de la firme automobile a démenti cette accusation, affirmant qu'il avait lui-même payé les frais de cette cheminée, a ajouté le porte-parole du parquet.

M. Niefer, soixante-deux ans, siège depuis 1962 au directoire de Mercedes-Benz AG, société qui regroupe l'ensemble de l'activité automobile (voitures et camions) du groupe Daimler-Benz.

**L'homme le plus long s'habille chez CAPEL**

CAPEL prêt-à-porter grandes tailles  
• 74, boulevard de Sébastopol 75003 Paris  
• 26, boulevard Malesherbes 75008 Paris  
• Centre Com. Maine-Montparnasse 75015 Paris  
• 13, rue de la République, 68001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg  
• 81, rue Nationale, 59000 Lille

## DERNIER NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**

ARTS ET SPECTACLES

هنا من الأصل



الصحف

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PERVALOR  
SICAV DOMINANTE ACTIONS FRANÇAISES

**DIVIDENDE 1990 : 39,53 F, mis en paiement le 12 février 1991 (+ crédit d'impôt de 3,04 F pour les personnes physiques, ou de 2,87 F pour les personnes morales).**

**RÉINVESTISSEMENT DU COUPON : En exonération de droits d'entrée jusqu'au 12 mai 1991.**

**PERFORMANCE AU 28/12/1990 : + 9,70 % par an depuis la création, coupon net réinvesti.**

**OBJECTIFS DE PLACEMENT : Équilibre entre valorisation et revenu à travers un investissement en valeurs françaises (75 % minimum) réparti entre actions et obligations.**



CONJUGUONS NOS TALENTS.

**L'HIERMÈS Editeur T. (1) 46 34 07 70**  
**LA PENSÉE JURIDIQUE**  
**avant et après LE CODE CIVIL**  
par Paul DUBOUCHIKT  
Diffusion MEDITIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

TECHNOLOGIES

Quand la conjoncture limite les voyages d'affaires  
**Se réunir par téléphone**

Avec la guerre du Golfe, de nombreuses entreprises ont limité les déplacements de leurs cadres. Ceux-ci découvrent les vertus des téléconférences et visioconférences. Toute une palette de produits et de services sont désormais à leur disposition.

Depuis le début de la guerre du Golfe, téléphone, télécopie, audioconférence et visioconférence connaissent un développement sans précédent. France Télécom a enregistré une croissance moyenne de 30 % des réservations de visioconférences en janvier, et nombre de petites entreprises, vendeurs de services ou d'équipements dans ce domaine connaissent aussi un afflux de demandes. Car il existe toute une palette de services pour dialoguer, échanger images et documents sur les lignes téléphoniques du monde entier. A tel point que des sociétés de conseil (comme TPECI, filiale de Polygone informatique) ont parfois créé des départements spécialisés pour le choix, la mise en place et l'utilisation de ces équipements.

● **Système le plus simple**, la réunion par téléphone, aussi appelée téléconférence, permet de faire dialoguer au téléphone jusqu'à 150 personnes théoriquement (70 semblent être néanmoins le maximum dans les faits) simultanément. Elle se pratique soit en réservant un service, une heure à l'avance auprès de son agence commerciale France Télécom - le tarif à payer est quasiment celui des communications ordinaires - soit en s'abonnant au service d'une société privée spécialisée dans l'organisation de téléconférences, comme Genesys. Moyennant un abonnement annuel de 2 300 francs,

la société attribue à son client un numéro de téléphone qui servira exclusivement aux réunions par téléphone. Ce numéro est communiqué à tous les participants potentiels des réunions, qui peuvent ensuite se réunir sur rendez-vous ou, de façon plus informelle, à l'importe quel moment. Radio-France utilisait ce système depuis le début de la guerre du Golfe pendant une demi-heure tous les jours pour ses réunions de rédaction avec ses 47 correspondants régionaux. Au coût de l'abonnement, il faut ajouter 1,55 franc par minute et par participant, et le tarif habituel des communications ; ce qui revient à 1 200 francs (plus le prix de l'abonnement initial) pour une co-présentation de une heure entre un interlocuteur situé à Paris et cinq autres en province.

Il est aussi possible de s'équiper en propre du système qui permet d'établir des téléconférences. France Câble et Radio, filiale de France Télécom, fournit le matériel moyennant 150 000 francs pour une réunion à six personnes.

**Des images et des images**

● **Plus sophistiquée**, l'audioconférence permet de faire des téléconférences avec une qualité de transmission du son nettement supérieure à celle des liaisons ordinaires, tout en transmettant simultanément des documents, textes et graphiques. Les communications passent par le réseau Numéris qui permet de transmettre voix, images et données. Pour établir une audioconférence, il faut soit aller dans un studio spécialement équipé (service proposé par France Télécom ou des sociétés pri-

viées), soit s'équiper en propre du matériel nécessaire.

Depuis la mise en service du réseau Numéris, de plus en plus d'entreprises proposent ce type d'équipement. Il s'agit parfois d'un matériel spécifique : c'est le cas du terminal Axel de France Câble et Radio. Son prix varie entre 60 000 et 150 000 francs selon les périphériques graphiques qui lui sont connectés : imprimante, tablette graphique pour saisir les documents à envoyer, scanner pour digitaliser des images, écrans de visualisation.

Le coût des communications est ensuite celui du réseau Numéris, soit 220 francs de l'heure. Il est aussi possible d'utiliser un micro-ordinateur ordinaire (PC ou compatible ou Macintosh) et de le doter des interfaces nécessaires pour communiquer sur le réseau Numéris, envoyer des graphiques. La société Transnumeric propose ce matériel, à base de PC.

● **Enfin, la visioconférence** est le *net plus ultra* des systèmes de réunion à distance, puisqu'elle permet de transmettre non seulement la voix, les textes ou graphiques, mais aussi les images des participants. Là encore, plusieurs solutions existent sur le marché : des plus rudimentaires, avec une qualité de son moyenne et une transmission d'images un peu saccadée, à la plus sophistiquée alliant un son hi-fi et une transmission d'images presque aussi bonne qu'à la télévision.

Pour des visioconférences de qualité, mieux vaut utiliser un équipement spécifiquement conçu pour cet usage. Ce qui est possible soit dans l'un des trente studios publics de France Télécom (une heure de visioconférence coûte 3 828 francs avec les États-Unis, 12 284 francs avec le Japon) ; soit en s'équipant d'un studio privé. France Câble et Radio a signé la cession d'un studio pour ce type d'équipement au début de cette année. Elle émane de Rhône-Poulenc, qui utilisera le système principalement pour dialoguer depuis Paris, avec sa filiale américaine Rorer. Il co-côte 250 000 francs en moyenne pour une salle, le prix pouvant atteindre 2 millions de francs pour un matériel très sophistiqué. La société VTS (Telecom Video System) commercialise pour 370 000 francs un studio mobile que l'on peut donc transporter d'un bureau à l'autre, en fonction de la personne qui souhaite tenir la réunion, pourvu que la pièce soit dotée d'une prise Numéris.

Moins sophistiqué mais aussi moins onéreux (7 000 à 9 000 francs par poste, plus le prix du micro-ordinateur), et très souple d'utilisation, un studio de visioconférence sur Macintosh est commercialisé par la société Heapsys. Les documents et les images des intervenants s'affichent sur l'écran de l'ordinateur.

ANNIE KAHN

**Mettre en oeuvre des stratégies viables pour les années 90**

**M. Yoh Kurosawa, le nouveau président de la Banque industrielle du Japon (IBJ), précise les priorités de sa banque dans un monde financier en pleine évolution.**



M. Yoh Kurosawa, Président. "Nous avons pour tradition de toujours partager les hauts et les bas des moments avec nos clients."

IBJ s'est récemment dotée d'une nouvelle équipe de direction présidée par M. Yoh Kurosawa. Sa mission est d'aider la banque à traverser la période agitée que vit le monde de la finance, à l'intérieur comme à l'extérieur du Japon.

Grand, l'esprit vif, M. Kurosawa est connu pour la clarté de ses opinions et la force avec laquelle il exprime ses vues et ses décisions. Il a été l'un des tout premiers banquiers à prendre conscience de la gravité du problème de l'endettement des pays en voie de développement.

Grâce à sa politique prévoyante, IBJ a évité les pires conséquences de la déréglation.

La plupart des banques japonaises éprouvent des difficultés à l'heure actuelle en raison du fait que le processus de déréglation n'a pas été mené à son terme dans le pays. Si les taux d'intérêt ont été largement libéralisés, freinant l'expansion des prêts, les obstacles empêchant le développement de nouvelles activités, notamment les opérations boursières et de placement, subsistent.

IBJ, dont l'activité principale est le prêt aux entreprises, n'a pas connu autant de difficultés que les grandes banques commerciales ou municipales. "Nous sommes avantagés par le fait que nous avons seulement 28 succursales au Japon et 5 000 employés, alors que les banques municipales possèdent souvent jusqu'à 500 succursales et 20 000 employés. Cela nous permet de fonctionner avec des marges plus réduites", explique M. Kurosawa. 90% du profit d'IBJ est déjà lié aux taux du marché, contre 60 à 70% seulement pour les grandes banques

municipales. En dépit des obstacles empêchant le développement de nouvelles activités, IBJ continue de répondre aux besoins en perpétuelle évolution des entreprises clientes. La banque a acquis une position solide comme commissionnaire et conseiller sur les marchés d'obligations de Tokyo, ainsi que dans le secteur du conseil en fusions et en acquisitions. Elle a par ailleurs développé des opérations boursières et de placement à l'étranger.

**Une banque japonaise différente**

Mais il souligne que sa banque doit aller encore plus loin. "Nous butons toujours sur le fait de réduire la confiance de nos clients et de nous développer en même temps qu'eux. Nous avons pour tradition de toujours partager les hauts et les bas des moments avec nos clients, et nous continuerons à le faire, en maintenant notre perspective à long terme, même dans cette période d'évolution très rapide des pratiques et des tendances financières", promet-il.

La banque occupe une position unique au Japon, bénéficiant du fait qu'elle a une grande variété de contacts industriels et gouvernementaux. 90% des 200 plus importants groupes industriels figurent au rang de ses clients. Les raisons de cette solide implantation s'expliquent par l'histoire d'IBJ. Créée en 1902 pour fournir des fonds à long terme en faveur du développement de l'industrie et des infrastructures japonaises ainsi que pour promouvoir le développement du secteur boursier, IBJ a toujours été indépendante, c'est-à-dire, non liée à l'un des groupes industriels de l'après-guerre (zaibatsu) ou de l'après-guerre (keiretsu). Elle a ainsi été en mesure de gagner la confiance

de sa clientèle, des compagnies appartenant à des groupes industriels très divers. Respectée pour son indépendance, IBJ est également réputée pour la qualité de ses services. IBJ a régulièrement été classée en première position pour la qualité de ses services bancaires en général, dans le sondage réalisé chaque année par le journal "Nihon Keizai" auprès des directeurs de la comptabilité et des finances. Elle n'a pas quitté la première place depuis la création de ce sondage.

**Des raisons d'être optimiste dans le domaine de la finance mondiale**

L'expansion rapide des banques japonaises à l'étranger était, tout récemment encore, cause de malaise dans les cercles bancaires européens et américains. Mais depuis quelque temps, il semble que ces mêmes milieux s'inquiètent plutôt de l'éventualité d'un retrait rapide et en bloc des filiales étrangères, qui serait imposé par des difficultés financières. IBJ maintiendra ses filiales, assure M. Kurosawa. "Nous allons maintenir notre expansion, mais pas question de se retirer. Nous avons certes fermé notre succursale de Beyrouth, mais les circonstances étaient différentes. Nous considérons que les problèmes actuels ne sont pas structurels mais cycliques. Nous attendons la reprise avec confiance".

S'agissant de l'Europe, il observe que la part de l'Allemagne dans l'économie de la communauté européenne, en train de passer d'un tiers à 40%, devient prédominante. "Le Royaume-Uni a pris une sage décision en rejoignant ce qui se révèle être, en réalité, le bloc Deutschmark".

IBJ a une approche prudente par rapport aux pays de

l'Europe de l'Est, chacun étant apparemment à des groupes industriels très divers. "La situation est très différente selon les pays."

IBJ a misé sur l'avenir de la place financière de Paris en ouvrant en septembre 1990 une banque d'affaires : la BANQUE IBJ (FRANCE) S.A.

IBJ (FRANCE) a pour but de promouvoir les marchés français tels que les actions, obligations, SICAV, etc., auprès des investisseurs japonais et de proposer à des clients français des produits d'investissement en Yen et en devises en coopération avec le réseau international de IBJ.

Pou de temps après sa création, IBJ (FRANCE) a été nommée co-lead manager pour l'émission de 1,5 milliard d'ECU réalisée par le Trésor français.

IBJ a aussi récemment créé une société de conseil à Vienne en collaboration avec Creditanstalt-Bankverein, afin d'apporter à ses clients japonais des informations et des conseils sur l'Europe de l'Est. Elle estime que la Tchecoslovaquie et la Hongrie sont les mieux placées pour attirer les investissements étrangers. L'Allemagne, qui a salué la décision de la Hongrie d'ouvrir ses frontières avec l'Autriche, joue un rôle important dans ce processus.

IBJ donne d'autre part à ses succursales étrangères les moyens de répondre de manière plus efficace aux besoins locaux, en assurant la promotion à des postes supérieurs des employés recrutés sur place. 90% des personnes employées dans ses succursales étrangères sont recrutées localement.

"Pour nous, les diverses succursales et filiales d'IBJ ne sont pas seulement des endroits où l'on fait des profits, ce sont aussi des communautés dont l'IBJ est membre à part entière."

**IBJ**  
INDUSTRIAL BANK OF JAPAN

IBJ Banque Industrielle du Japon Siège social : 3-3 Minatojima 1-chome, Chiba-ku, Tokyo 100, Japon Téléphone : 81-(3) 3214-1111 Téléc. J2226  
Branche à New York  
New York, Los Angeles, Chicago, San Francisco, Houston, Atlanta, Washington, Toronto, Vancouver, Mexico, Panama, Rio de Janeiro, São Paulo, Grand Cayman, Nassau, Londres, Paris, Madrid, Rome, Düsseldorf, Luxembourg, Zürich, Milan, Rome, Vienne, Belgrade, Singapour, Hong Kong, Djakarta, Kuala Lumpur, Bangkok, Pékin, Shanghai, Canton, Haïphong, Séoul, Sydney, Melbourne, Perth

Conçu par la CEE pour accélérer la production de normes  
**Le Livre vert sur la normalisation suscite les critiques de l'AFNOR**

Les normes sont des armes stratégiques dans la bataille économique. Les pouvoirs publics ont, ces dernières années, multiplié les initiatives pour que les industriels français prennent conscience de cet enjeu. Mais le Livre vert sur la normalisation, récemment rendu public par la CEE, pourrait bouleverser l'équilibre des pouvoirs en place.

Depuis quelques mois, les organismes nationaux de normalisation, l'AFNOR en France, le BSI en Grande-Bretagne ou le DIN en Allemagne sont en émoi. La CEE vient en effet de leur diffuser un Livre vert, ensemble de préconisations destinées à accélérer la production de normes européennes avant l'ouverture du marché unique. Si chacun s'accorde sur la nécessité de remplir cet objectif - 800 normes doivent encore être adoptées avant le 31 décembre 1992, soit pratiquement une norme par jour, trois fois plus que durant les années précédentes - les moyens mis en oeuvre pour y parvenir sont beaucoup plus discutables. Ils conduiraient à une quasi-liquidation des organismes nationaux de normalisation, dont le pouvoir et les moyens financiers seraient considérablement affaiblis. Plus grave, estime M<sup>me</sup> Florence Nicolas, directrice des affaires européennes et internationales de l'AFNOR, « le Livre vert ignore l'essence même de la normalisation ».

Il en remet en cause certains principes fondamentaux, ce qui pourrait en réduire l'efficacité. Par exemple, jusqu'à présent toutes les normes étaient élaborées sur la base d'un consensus, seul moyen, estime Florence Nicolas, de voir les normes entrer en application, celles-ci n'ayant pas un caractère réglemen-

taire. Or, le Livre vert propose de remplacer les consensus par un système de décision à la majorité qualifiée. Autre exemple : une norme n'est actuellement adoptée qu'après avoir été soumise à une enquête publique de six mois maximum. Le Livre vert propose de réduire ce délai à deux mois, ce qui serait irréaliste vu le temps nécessaire pour traduire les textes, puis les faire parvenir aux intéressés (industriels, représentants des consommateurs, etc.), et obtenir leur réponse.

Enfin, le nouveau système risquerait de réduire au silence tous les « petits » : petites entreprises, consommateurs, petits pays, qui n'ont pas les moyens de financer des groupes de pression bruxellois et ne seraient plus représentés dans les nouvelles institutions. Le « Système européen de normalisation » décrit dans le Livre vert prévoit en effet la création de deux nouvelles structures : le conseil européen de normalisation, chargé d'établir la politique globale, et le conseil d'administration européen de la normalisation, responsable de l'exécutif. « Cette vision très centralisée ne peut fonctionner que dans un monde idéal, sans intérêts nationaux et parlant une seule langue », estime Florence Nicolas. Ces organismes seraient financés par la vente de normes (source actuelle de revenus des organismes nationaux) et s'en trouveraient réduits d'autant et par les industriels qui souhaiteraient participer aux travaux.

Conscient de la nécessité de réformer le système actuel, l'AFNOR est en train de rédiger un ensemble de propositions. Les autres pays européens ont encore deux mois pour faire de même, les commentaires sur le Livre vert devant parvenir à la Commission avant le 28 avril.

A. K.

**4<sup>e</sup> Conférence Internationale et Exposition TOOLS'91**

Technologie des Langages et Systèmes par Objets

CNIT Paris La Défense, 4-8 mars 1991

Le rendez-vous mondial des praticiens du logiciel par objets.

● **TUTORIAUX** comprenant 18 thèmes sur deux jours : présentation et comparaison de langages (Eiffel, Smalltalk, C++, Beta), méthodes formelles, bases de données, analyse et conception, gestion de projet.

● **CONFÉRENCE TECHNIQUE** : 8 sessions sur deux jours.

Président du comité de programme : Jean Bézuvin (Univ. de Nantes)

Personnalités scientifiques oratrices : Adèle Goldberg (USA, créatrice de Smalltalk), Larry Constantine (USA, créateur de la conception structurée), Cliff Jones (GB, créateur de VDM), Bertrand Meyer (USA, créateur d'Eiffel), François Baccellon (France, créateur d'O2), Brian Henderson-Sellers (Australie, promoteur des techniques d'analyse), Steve Cook (GB), Ivar Jacobson (Suède).

Secrétariat TOOLS'91 : Tel : (1) 40.56.03.58 Fax : (1) 40.56.05.81



# MARCHÉS FINANCIERS

Les conséquences du rapprochement avec la Communauté européenne

## Le groupe suédois Wallenberg veut un contrôle à 100 % de Saab Scania

La famille Wallenberg, qui détient le premier empire industriel et financier suédois, veut assurer son contrôle sur Saab Scania (automobile et aviation). Déjà détentrice de 28 % des actions et de 58 % des droits de vote, elle propose d'en acquérir 100 %. Cette offre, pour un prix de 40 % supérieur au cours de Bourse, lui coûtera 12,8 milliards de couronnes.

La Suède veut se rapprocher de la Communauté européenne et modifier en conséquence sa législation. Le capitalisme scandinave doit s'adapter. Ainsi, les lois qui privilégient les propriétaires suédois dans la répartition du capital des sociétés ou créent des classes différentes d'actions avec des droits de vote inégaux vont disparaître.

Première touchée par la réforme à venir : la famille Wallenberg, dont la banque fondatrice a été créée en 1856, mais dont l'empire sur l'industrie et la banque suédoise, remonte aux années 30. Grâce à la législation actuelle, le groupe possède des participations décisives dans un ensemble remarquable d'entreprises qui, réunies, représentent environ 40 % de la Bourse de Stockholm.

Les Wallenberg détiennent 4 % des actions du géant des télécommunications Ericsson, mais 40 % des droits de vote. Au sein d'ASEA, la célèbre firme de robots et d'électromécanique qui possède elle-même 30 % d'ABB, la famille ne contrôle que 27 % des droits de vote. Mais elle y fait la loi. L'empire comprend aussi Electrolux (électroménager), Hasselblad (appareils photo), Atlas Copco

(industrie minière), SKF (roulements à billes), Astra (pharmacie), Stora (papier), S.E. Banken et Skandia (banques et assurances), etc. Sans oublier, bien entendu, Saab Scania, présent dans l'automobile (cette division en pertes dont General Motors a repris 50 % l'an passé), les camions (collaboration avec Volvo) et la construction aéronautique (chasseurs de l'armée suédoise).

Mieux assurer le contrôle de cette entreprise était nécessaire d'abord pour écarter toute tentative de rachat suédois ou étranger. L'an dernier déjà, les Wallenberg ont dû racheter au prix fort (4,3 milliards de couronnes, soit 4 milliards de francs) les actions accumulées en Bourse par le financier suédois Sven-Olof Johansson. Or, il semble qu'ils aient envie de recommencer, ayant ces dernières semaines racheté 1,4 % des actions.

La seconde raison de la proposition de reprendre 100 % des titres Saab Scania repose sur les liquidités de cette entreprise, qui pourraient être mobilisées pour d'autres opérations du même type dans les autres parties de l'empire. Les syndicats s'en inquiètent, qui démontrent par avance tout détournement de la « caisse » de Saab Scania.

Les Wallenberg ne pourront pas acquérir une solide majorité dans toutes les entreprises sous leur contrôle. Même aidés par les liquidités récupérées ici ou là, même au prix d'un fort endettement, ils devront éboiser et opérer un tri. Fin janvier dernier, ils ont cédé Alfa-Laval (machines pour laiteries) au géant suisse Tetra-Pak pour 14,4 milliards de francs. Le paysage du capitalisme suédois s'en trouvera transformé.

E. L. B.

Le déficit des paiements courants de la Grande-Bretagne s'est creusé en janvier. Après le bon résultat du mois de décembre, le déficit de la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne s'est de nouveau creusé en janvier, selon les statistiques gouvernementales publiées lundi 25 février. Il a atteint, en données corrigées des variations saisonnières, 1,23 milliard de livres (12,15 milliard de francs), contre 855 millions en décembre. Les échanges de produits pétroliers, excédentaires à hauteur de 119 millions de livres en décembre, ont enregistré un déficit de 109 millions en janvier. La situation du commerce extérieur britannique est tout de même meilleure qu'il y a un an, puisque le déficit des comptes courants de novembre et décembre 1990 et de janvier 1991 s'est élevé à 3,01 milliards de livres contre 6 milliards au cours du trimestre équivalent de l'année précédente.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### Bonne croissance des résultats 90

Le Conseil d'Administration de la Banque, réuni le 14 février 1991 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

Le total du bilan atteint 4.442 millions de Francs contre 4.261 millions de Francs en 1989, malgré une conjoncture délicate et une situation internationale incertaine. La progression des dépôts de la clientèle de 22 % ainsi que la croissance de 16 % des crédits à la clientèle permettent au bénéfice net de l'exercice 1990 d'atteindre 11.760.402 Francs, en augmentation de 33 % par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes seront soumis à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires convoquée pour le 23 mai 1991.

**REPUBLIC  
NATIONAL BANK  
OF NEW YORK  
(FRANCE)**



Avec Le Monde sur Minitel  
**Calculez vos impôts  
rapidement**

36-17

Tapez IMP91

### NEW-YORK, 26 février

#### Retour à la case départ

La semaine a failli débuter sur une note brillante lundi à Wall Street. Mais après un démarrage rapide, qui devait mener l'indice Dow Jones à 2 838,86 à midi, le célèbre thermomètre du marché américain s'écroula à 2 807,87, sur une baisse insignifiante de 1,49 point (-0,05 %).

Le bilan de la journée est cependant resté positif. Sur 2 226 actions, 823 ont monté, 631 ont baissé et 472 n'ont pas varié.

De l'avis des spécialistes, les investisseurs, après avoir réagi très favorablement aux excellentes nouvelles en provenance du Golfe, ont jugé préférable d'être avec prudence. Le marché américain a déjà très largement anticipé une victoire rapide des troupes de la coalition. Dès lors, sans nouveaux rebondissements dans l'immédiat, beaucoup ont décidé de prendre leurs bénéfices.

En outre, disait-on autour du « Big Board », si la conjoncture économique s'améliore aux États-Unis après la guerre, il n'est plus de tout certain que la Réserve fédérale ait disposé à relâcher encore sa politique de crédit.

Le rendement des obligations diminue et 183,82 millions de titres ont été échangés, contre 218,82 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 26 février	Cours du 25 février
Alcoa	84,34	81,12
AT&T	33,24	32,88
Boeing	14,38	14,14
Chemical Bank	46,78	46,58
Eastman Kodak	46,78	46,58
Exxon	83,78	82,78
General Motors	38,38	38,18
IBM	123,34	123,14
ITT	55,14	55,12
Johnson & Johnson	101,12	100,88
Merck	88,14	87,34
Pharmacia	148	146
Union Carbide	73,14	72,34
Wendover	30,18	30
Yarn Corp.	84,34	84,12

### LONDRES, 26 février

#### Haussée modérée

Les valeurs ont terminé en hausse, lundi, au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Fantasia des cent grandes valeurs s'est apprécié de 0,9 %, à 2 336,5, soit un gain de 0,9 %. Il avait été pressé de plus de 88 points au milieu de séance. Le volume des échanges s'est élevé à 535,5 millions de livres, contre 449,1 millions vendredi.

Cette progression s'est accompagnée d'une réaction aux achats enregistrés par les forces armées contre l'Irak dans leur offensive terrestre et a été encouragée par les gains de Wall Street à l'ouverture. Toutefois, la publication du déficit de la balance britannique des services de commerce, en fin d'après-midi, ont réduit l'enthousiasme en fin de séance.

Le déficit des paiements courants de la Grande-Bretagne s'est creusé en janvier. Après le bon résultat du mois de décembre, le déficit de la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne s'est de nouveau creusé en janvier, selon les statistiques gouvernementales publiées lundi 25 février. Il a atteint, en données corrigées des variations saisonnières, 1,23 milliard de livres (12,15 milliard de francs), contre 855 millions en décembre. Les échanges de produits pétroliers, excédentaires à hauteur de 119 millions de livres en décembre, ont enregistré un déficit de 109 millions en janvier. La situation du commerce extérieur britannique est tout de même meilleure qu'il y a un an, puisque le déficit des comptes courants de novembre et décembre 1990 et de janvier 1991 s'est élevé à 3,01 milliards de livres contre 6 milliards au cours du trimestre équivalent de l'année précédente.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

Bon augmentera l'impôt sur le revenu. — Alors qu'un renchérissement de la taxe sur l'essence de 20 à 25 pennes (de 85 centimes) par litre est acquis depuis quelques jours, les partis dirigeants de l'Allemagne ont décidé, lors d'une réunion lundi 25 février, de relever aussi de 5 % l'impôt sur le revenu. Ainsi, ils espèrent combler un besoin de financement d'environ 30 milliards de marks (102 milliards de francs), surtout dû à l'aggravation de la situation économique en ex-RDA. La décision est un peu surprenante parce qu'une augmentation d'un point de la TVA était généralement attendue. Mais le gouvernement de Bonn a abandonné cette idée, évidemment en raison des problèmes techniques : la trésorerie allemande a besoin de recettes fiscales supplémentaires cette année et un renchérissement de cette taxe ne produirait ses effets qu'en 1992. Néanmoins une augmentation ne semble pas exclue à l'avenir.

### PARIS, 26 février

#### Optimisme prudent

La Bourse de Paris a, lundi, débuté positivement le déclenchement de l'offensive terrestre des armées coalisées au Koweït et en Irak, tout en observant une certaine modération, qui n'avait pas forcément été de mise lors du début des hostilités le 17 janvier dernier. En nette hausse de 1,49 % dès les premières échanges, l'indice CAC 40 ne devait plus varier par la suite.



20150101

# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 25 FEVRIER

Cours relevés à 18 h 02

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS					VALEURS				
Composant	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
3084 CALE 25	3085	3085	3085	+0.02	Composant <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Dernier cours</td><td>%</td><td>Composant<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Dernier cours</td><td>%</td><td>31</td><td>Echo 25</td><td>31</td><td>31</td><td>+0.02</td></td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>Composant<td>VALEURS</td><td>Cours précédent<td>Dernier cours</td><td>%</td><td>31</td><td>Echo 25</td><td>31</td><td>31</td><td>+0.02</td></td></td>	Dernier cours	%	Composant <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Dernier cours</td><td>%</td><td>31</td><td>Echo 25</td><td>31</td><td>31</td><td>+0.02</td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>31</td> <td>Echo 25</td> <td>31</td> <td>31</td> <td>+0.02</td>	Dernier cours	%	31	Echo 25	31	31	+0.02
328 BAP 77	328	328	328	+0.02	328 BAP 77	328	328	328	+0.02	328 BAP 77	328	328	328	+0.02	32	Echo 25	32	32	+0.02
348 BAP 77	348	348	348	+0.02	348 BAP 77	348	348	348	+0.02	348 BAP 77	348	348	348	+0.02	33	Echo 25	33	33	+0.02
368 BAP 77	368	368	368	+0.02	368 BAP 77	368	368	368	+0.02	368 BAP 77	368	368	368	+0.02	34	Echo 25	34	34	+0.02
388 BAP 77	388	388	388	+0.02	388 BAP 77	388	388	388	+0.02	388 BAP 77	388	388	388	+0.02	35	Echo 25	35	35	+0.02
408 BAP 77	408	408	408	+0.02	408 BAP 77	408	408	408	+0.02	408 BAP 77	408	408	408	+0.02	36	Echo 25	36	36	+0.02
428 BAP 77	428	428	428	+0.02	428 BAP 77	428	428	428	+0.02	428 BAP 77	428	428	428	+0.02	37	Echo 25	37	37	+0.02
448 BAP 77	448	448	448	+0.02	448 BAP 77	448	448	448	+0.02	448 BAP 77	448	448	448	+0.02	38	Echo 25	38	38	+0.02
468 BAP 77	468	468	468	+0.02	468 BAP 77	468	468	468	+0.02	468 BAP 77	468	468	468	+0.02	39	Echo 25	39	39	+0.02
488 BAP 77	488	488	488	+0.02	488 BAP 77	488	488	488	+0.02	488 BAP 77	488	488	488	+0.02	40	Echo 25	40	40	+0.02
508 BAP 77	508	508	508	+0.02	508 BAP 77	508	508	508	+0.02	508 BAP 77	508	508	508	+0.02	41	Echo 25	41	41	+0.02
528 BAP 77	528	528	528	+0.02	528 BAP 77	528	528	528	+0.02	528 BAP 77	528	528	528	+0.02	42	Echo 25	42	42	+0.02
548 BAP 77	548	548	548	+0.02	548 BAP 77	548	548	548	+0.02	548 BAP 77	548	548	548	+0.02	43	Echo 25	43	43	+0.02
568 BAP 77	568	568	568	+0.02	568 BAP 77	568	568	568	+0.02	568 BAP 77	568	568	568	+0.02	44	Echo 25	44	44	+0.02
588 BAP 77	588	588	588	+0.02	588 BAP 77	588	588	588	+0.02	588 BAP 77	588	588	588	+0.02	45	Echo 25	45	45	+0.02
608 BAP 77	608	608	608	+0.02	608 BAP 77	608	608	608	+0.02	608 BAP 77	608	608	608	+0.02	46	Echo 25	46	46	+0.02
628 BAP 77	628	628	628	+0.02	628 BAP 77	628	628	628	+0.02	628 BAP 77	628	628	628	+0.02	47	Echo 25	47	47	+0.02
648 BAP 77	648	648	648	+0.02	648 BAP 77	648	648	648	+0.02	648 BAP 77	648	648	648	+0.02	48	Echo 25	48	48	+0.02
668 BAP 77	668	668	668	+0.02	668 BAP 77	668	668	668	+0.02	668 BAP 77	668	668	668	+0.02	49	Echo 25	49	49	+0.02
688 BAP 77	688	688	688	+0.02	688 BAP 77	688	688	688	+0.02	688 BAP 77	688	688	688	+0.02	50	Echo 25	50	50	+0.02
708 BAP 77	708	708	708	+0.02	708 BAP 77	708	708	708	+0.02	708 BAP 77	708	708	708	+0.02	51	Echo 25	51	51	+0.02
728 BAP 77	728	728	728	+0.02	728 BAP 77	728	728	728	+0.02	728 BAP 77	728	728	728	+0.02	52	Echo 25	52	52	+0.02
748 BAP 77	748	748	748	+0.02	748 BAP 77	748	748	748	+0.02	748 BAP 77	748	748	748	+0.02	53	Echo 25	53	53	+0.02
768 BAP 77	768	768	768	+0.02	768 BAP 77	768	768	768	+0.02	768 BAP 77	768	768	768	+0.02	54	Echo 25	54	54	+0.02
788 BAP 77	788	788	788	+0.02	788 BAP 77	788	788	788	+0.02	788 BAP 77	788	788	788	+0.02	55	Echo 25	55	55	+0.02
808 BAP 77	808	808	808	+0.02	808 BAP 77	808	808	808	+0.02	808 BAP 77	808	808	808	+0.02	56	Echo 25	56	56	+0.02
828 BAP 77	828	828	828	+0.02	828 BAP 77	828	828	828	+0.02	828 BAP 77	828	828	828	+0.02	57	Echo 25	57	57	+0.02
848 BAP 77	848	848	848	+0.02	848 BAP 77	848	848	848	+0.02	848 BAP 77	848	848	848	+0.02	58	Echo 25	58	58	+0.02
868 BAP 77	868	868	868	+0.02	868 BAP 77	868	868	868	+0.02	868 BAP 77	868	868	868	+0.02	59	Echo 25	59	59	+0.02
888 BAP 77	888	888	888	+0.02	888 BAP 77	888	888	888	+0.02	888 BAP 77	888	888	888	+0.02	60	Echo 25	60	60	+0.02
908 BAP 77	908	908	908	+0.02	908 BAP 77	908	908	908	+0.02	908 BAP 77	908	908	908	+0.02	61	Echo 25	61	61	+0.02
928 BAP 77	928	928	928	+0.02	928 BAP 77	928	928	928	+0.02	928 BAP 77	928	928	928	+0.02	62	Echo 25	62	62	+0.02
948 BAP 77	948	948	948	+0.02	948 BAP 77	948	948	948	+0.02	948 BAP 77	948	948	948	+0.02	63	Echo 25	63	63	+0.02
968 BAP 77	968	968	968	+0.02	968 BAP 77	968	968	968	+0.02	968 BAP 77	968	968	968	+0.02	64	Echo 25	64	64	+0.02
988 BAP 77	988	988	988	+0.02	988 BAP 77	988	988	988	+0.02	988 BAP 77	988	988	988	+0.02	65	Echo 25	65	65	+0.02
1008 BAP 77	1008	1008	1008	+0.02	1008 BAP 77	1008	1008	1008	+0.02	1008 BAP 77	1008	1008	1008	+0.02	66	Echo 25	66	66	+0.02
1028 BAP 77	1028	1028	1028	+0.02	1028 BAP 77	1028	1028	1028	+0.02	1028 BAP 77	1028	1028	1028	+0.02	67	Echo 25	67	67	+0.02
1048 BAP 77	1048	1048	1048	+0.02	1048 BAP 77	1048	1048	1048	+0.02	1048 BAP 77	1048	1048	1048	+0.02	68	Echo 25	68	68	+0.02
1068 BAP 77	1068	1068	1068	+0.02	1068 BAP 77	1068	1068	1068	+0.02	1068 BAP 77	1068	1068	1068	+0.02	69	Echo 25	69	69	+0.02
1088 BAP 77	1088	1088	1088	+0.02	1088 BAP 77	1088	1088	1088	+0.02	1088 BAP 77	1088	1088	1088	+0.02	70	Echo 25	70	70	+0.02
1108 BAP 77	1108	1108	1108	+0.02	1108 BAP 77	1108	1108	1108	+0.02	1108 BAP 77	1108	1108	1108	+0.02	71	Echo 25	71	71	+0.02
1128 BAP 77	1128	1128	1128	+0.02	1128 BAP 77	1128	1128	1128	+0.02	1128 BAP 77	1128	1128	1128	+0.02	72	Echo 25	72	72	+0.02
1148 BAP 77	1148	1148	1148	+0.02	1148 BAP 77	1148	1148	1148	+0.02	1148 BAP 77	1148	1148	1148	+0.02	73	Echo 25	73	73	+0.02
1168 BAP 77	1168	1168	1168	+0.02	1168 BAP 77	1168	1168	1168	+0.02	1168 BAP 77	1168	1168	1168	+0.02	74	Echo 25	74	74	+0.02
1188 BAP 77	1188	1188	1188	+0.02	1188 BAP 77	1188	1188	1188	+0.02	1188 BAP 77	1188	1188	1188	+0.02	75	Echo 25	75	75	+0.02
1208 BAP 77	1208	1208	1208	+0.02	1208 BAP 77	1208	1208	1208	+0.02	1208 BAP 77	1208	1208	1208	+0.02	76	Echo 25	76	76	+0.02
1228 BAP 77	1228	1228	1228	+0.02	1228 BAP 77	1228	1228	1228	+0.02	1228 BAP 77	1228	1228	1228	+0.02	77	Echo 25	77	77	+0.02
1248 BAP 77	1248	1248	1248	+0.02	1248 BAP 77	1248	1248	1248	+0.02	1248 BAP 77	1248	1248	1248	+0.02	78	Echo 25	78	78	+0.02
1268 BAP 77	1268	1268	1268	+0.02	1268 BAP 77	1268	1268	1268	+0.02	1268 BAP 77	1268	1268	1268	+0.02	79	Echo 25	79	79	+0.02
1288 BAP 77	1288	1288	1288	+0.02	1288 BAP 77	1288	1288	1288	+0.02	1288 BAP 77	1288	1288	1288	+0.02	80	Echo 25	80	80	+0.02
1308 BAP 77	1308	1308	1308	+0.02	1308 BAP 77	1308	1308	1308	+0.02	1308 BAP 77	1308	1308	1308	+0.02	81	Echo 25	81	81	+0.02
1328 BAP 77	1328	1328	1328	+0.02	1328 BAP 77	1328	1328	1328	+0.02	1328 BAP 77	1328	1328	1328	+0.02	82	Echo 25	82	82	+0.02
1348 BAP 77	1348	1348	1348	+0.02	1348 BAP 77	1348	1348	1348	+0.02	1348 BAP 77	1348	1348	1348	+0.02	83	Echo 25	83	83	+0.02
1368 BAP 77	1368	1368	1368	+0.02	1368 BAP 77	1368	1368	1368	+0.02	1368 BAP 77	1368	1368	1368	+0.02	84	Echo 25	84	84	+0.02
1388 BAP 77	1388	1388	1388	+0.02	1388 BAP 77	1388	1388	1388	+0.02	1388 BAP 77	1388	1388	1388	+0.02	85	Echo 25	85	85	+0.02
1408 BAP 77	1408	1408	1408	+0.02	1408 BAP 77	1408	1408	1408	+0.02	1408 BAP 77	1408	1408	1408	+0.02	86	Echo 25	86	86	+0.02
1428 BAP 77	1428	1428	1428	+0.02	1428 BAP 77	1428	1428	1428	+0.02	1428 BAP 77	1428	1428	1428	+0.02	87	Echo 25	87	87	+0.02
1448 BAP 77	1448	1448	1448	+0.02	1448 BAP 77	1448	1448	1448	+0.02	1448 BAP 77	1448	1448	1448	+0.02	88	Echo 25	88	88	+0.02
1468 BAP 77	1468	1468	1468	+0.02	1468 BAP 77	1468	1468	1468	+0.02	1468 BAP 77	1468	1468	1468	+0.02	89	Echo 25	89	89	+0.02
1488 BAP 77	1488	1488	1488	+0.02	1488 BAP 77	1488	1488	1488	+0.02	1488 BAP 77	1488	1488	1488	+0.02	90	Echo 25	90	90	+0.02
1508 BAP 77	1508	1508	1508	+0.02	1508 BAP 77	1508	1508	1508	+0.02										



URSS : M. Gorbatchev a désigné son équipe

## Le « nouveau » gouvernement soviétique se caractérise par la continuité

Après plus de deux mois de réflexion, M. Gorbatchev a désigné, lundi 25 février, vingt-trois membres de son « cabinet des ministres », que dirige M. Ventsen Pavlov. Le Soviet suprême de l'URSS devra se prononcer à partir de jeudi sur la composition de ce gouvernement, qui se caractérise par une grande continuité.

Aucun changement d'envergure n'apparaît en effet dans la liste soumise par le président soviétique à son Parlement, et qui s'ajoute aux précédentes nominations approuvées en janvier : deux premiers vice-premiers ministres (M.M. Dogoujev et Valchik) et deux vice-premiers ministres (M.M. Laverov et Maslounov) avaient été alors désignés, ainsi que les personnes reconduites à la tête des ministères-clés du maintien de l'ordre : le maréchal Iazov à la défense,

M. Krinitchkov au KGB et M. Pougov à l'intérieur.

Aujourd'hui, on voit revenir à la vice-présidence du conseil un autre représentant du complexe militaro-industriel : M. Lev Rjabev, qui occupait la même fonction auprès de M. Rykov depuis 1989, après avoir fait presque toute sa carrière dans le nucléaire militaire. Vladimir Tchoubarov, qui préside depuis 1989 le comité d'Etat au travail et aux affaires sociales, est lui aussi promu vice-président du gouvernement, de même que M. Fedor Senko, ancien dirigeant de l'agriculture en Biélorussie et qui a été nommé dans cette catégorie de responsables.

Deux ministres techniques font encore leur apparition : M. Goussakou, directeur des télécommunications, et M. Tchoubaïev, directeur de l'agriculture. Mais tous deux sont d'anciens piliers des mêmes ministères : M. Tchoubaïev a notamment été pendant toute la perestroïka vice-président du Gosagroprom, le super-ministère que M. Gorbatchev avait confié à son ancien associé de Stavropol, M. Mounikhovski, et dont l'échec a été universellement reconnu.

Au total, dix-sept des vingt-trois membres annoncés lundi ont été purement et simplement reconduits à leur poste, et certains sont parfois même des survivants d'une autre époque : M. Nikolai Komarov, ministre des chemins de fer depuis novembre 1982, est à nouveau proposé, malgré

les vigoureuses critiques que lui a valu pendant toutes ces années la paralysie croissante du système ferroviaire. Sans parler du maréchal Iazov, en place depuis bientôt quatre ans, deux autres ministres occupent le même poste depuis 1985.

Plusieurs portefeuilles en suspens

Plusieurs portefeuilles restent encore à attribuer, notamment celui des relations économiques extérieures (actuellement M. Konstantin Katouchchev), de la santé, de l'éducation, de l'industrie militaire et d'autres secteurs industriels. A moins que plusieurs de ces ministères ne soient supprimés, ou regroupés avec d'autres. Notons en particulier l'absence de toute nomination dans les industries pétrolière et minière, ainsi que dans le bâtiment. On attend aussi avec curiosité de connaître le sort qui sera réservé au comité d'Etat aux approvisionnements industriels, le fameux Gosnab, devenu, avec son énorme appareil, un symbole du système dit « de commandement administratif ».

Notons pourtant que ce système peut fort bien survivre à un allègement du gouvernement fédéral. Certes, la réduction du nombre de ministères se poursuit, puisque M. Pavlov a annoncé un gouvernement de 55 membres - en y incluant les premiers ministres des quinze Républiques - soit 40 titulaires de

portefeuilles fédéraux. C'est un progrès par rapport au gouvernement Rykov constitué à l'été 1989, qui comptait 57 ministres et 60 membres en tout (avec les vice-présidents du gouvernement sans portefeuille), sans compter les représentants des Républiques.

Mais ce nombre n'est pas à lui seul un critère de décentralisation : le gouvernement stalinien, prototype du système décrit, ne comptait à la mort du dictateur que 34 ministres fédéraux, à quoi s'ajoutaient treize présidents et vice-présidents du conseil. A la chute de Khrouchtchev en octobre 1964, on n'en était encore qu'à 41 ministres en tout, soit à peu près autant que ce que promet aujourd'hui M. Pavlov.

En fait, c'est principalement pendant le règne de Brejnev, sous l'effet des nouvelles technologies exigeant de nouveaux ministères sectoriels, qu'avait surtout sévi l'inflation administrative : le nombre des ministères avait doublé en vingt ans, passant de 47 en janvier 1966 à 88 en 1981 et à 93 en 1984, pendant l'inter règne de Tchernenko. C'était alors l'« âge d'or » de la nomenclatura. Mais il faudra plus que ces remaniements pour faire perdre à cette nomenclatura son pouvoir et réformer en profondeur l'économie soviétique.

MICHEL TATU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Fruit défendu

QUAND ils ont appris cette nuit, tapie dans leurs abris, que Saddam était prêt à retirer ses troupes du Koweït, ils ont dû paniquer, les mecs : Pourvu qu'un ait le temps de se rendre éventuellement à l'appel, pour la plupart, des gamins, crevant de soif, crevant de faim, la tête échauffée, depuis des semaines, par ce bruit d'enfer, par ce feu tombé du ciel.

Capturés, tu parles ! Libérés, ils se sont jetés sur la bouffe qu'on leur a balancée à même le sol, à même le sable, sous l'œil inquisiteur et cruel des caméras, avant de grimper en criant merci : Merci, Allah est grand ! et de denser de joie à l'arrière des camions des forces alliées, armes brandies, en signe de bienvenue.

Impitoyables, les Saoudiens. Pas question de laisser ces balourds, ces indécents d'agents de renseignements yankees interroger les EPW, les prisonniers de guerre ennemis, autrement que par écrit, sur ce qui se passe à l'arrière des lignes irakiennes. Si, si, c'est marqué dans *Time*. Même qu'ils l'ont un peu ambré : Dites, ça fait déjà quarante-huit heures qu'on leur a soumis notre formule... Désolé,

ils n'ont pas eu le loisir d'en prendre connaissance. Ou encore : il y a une réponse, là, qui nous intrigue, est-ce qu'un pourrait pas en savoir davantage ? Certainement pas ! Ce sont nos frères, attention, nos hôtes, des halis, des pèlerins en route pour La Mecque. Un peu de respect, je vous en prie !

Ramarquez, côté américain, ils sont pas mal traités non plus. D'accord, ils couchent sans la tente, mais, bon, douches, lavabos, toilettes, il y a tout le confort. Les rations, pareilles que les nôtres, respectant les préceptes de la religion musulmane. Les masques à gaz s'empilent dans un coin, à portée de la main. Et chacun est libre d'envoyer des cartes postales, vous inquiétez pas, tout va bien, à sa famille, invitée à remplir à son tour un coupon-réponse transmis par le Croix-Rouge.

Déjà qu'ils étaient près de vingt mille hier à courir se réfugier dans les bras des soldats de la liberté, qu'est-ce que ça va être aujourd'hui ! Moi, si j'étais Saddam, je déguerpisais rien que pour ça. Pour pas permettre à mes hommes de goûter à ce fruit défendu : « cette pomme, la démocratie. Vapez que ça les chassé de son paradis !

Les effets de la guerre du Golfe et la détérioration de la situation économique

Le chômage augmente de 0,4 %

Le chômage a de nouveau augmenté en janvier, selon les statistiques publiées le 26 février par le ministère du travail. En données brutes, la hausse est de 1,4 % en un mois, avec 2 647 000 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, soit 35 400 de plus qu'en décembre dernier. En données corrigées des variations saisonnières, elle est de 0,4 % en un mois (10 400 de plus) et de 1,8 % en un an (44 900 de plus), et porte le nombre de chômeurs à 2 542 000. Le taux de chômage par rapport à la population active, qui était revenu à 8,9 % en octobre 1990, s'élève maintenant à 9,1 %.

Entraînés depuis la fin de l'été dans un cycle d'aggravation, on savait que les chiffres du chômage, pour le premier mois de l'année, ne seraient pas bons. Mais on ne pouvait imaginer qu'ils enregistreraient aussi clairement les signes d'un attentisme dû tant au ralentissement de l'activité que, pour la première fois, aux effets économiques de la guerre du Golfe. Les offres d'emploi déposées à l'ANPE pour des postes de travail à temps complet assortis d'un contrat à durée indéterminée baissent de 13,4 % en données corrigées par rapport à janvier 1990. Ce qui

tend à prouver que les entreprises ont freiné leur mouvement d'embauches.

L'augmentation des demandeurs d'un emploi se concentre sur les hommes (+ 5,3 % en un an) et sur les femmes (+ 5,9 %) âgés de vingt-cinq ans à quarante-cinq ans. Autrement dit, ce sont les adultes, appartenant au noyau dur des salariés, qui sont les victimes de la situation. Ce que confirme M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui note dans son communiqué un « tassement » de l'emploi industriel affectant particulièrement les hommes. Enfin, dernier indice qui va dans le même sens : le nombre de indemnisés en raison du chômage partiel connaît une flambée très révélatrice des tensions sur le marché du travail. La hausse atteint les 232 % par rapport à l'an passé avec un total de 450 000 journées indemnisées en un mois.

Fléchissement des créations d'emplois

Cette orientation, qui peut n'être que passagère et conjoncturelle, et ne correspond sans doute pas à un retournement, intervient cependant au moment où se confirme un fléchissement de la création d'emplois, en tendance longue. Selon les premières estimations, 48 000 emplois supplémentaires auraient été créés au quatrième trimestre de 1990. De 0,3 % en données corrigées, l'augmentation est modeste et

ramène la hausse pour l'ensemble des douze mois à 1,6 %, c'est-à-dire à la création de 222 000 emplois, alors que 850 000 avaient été dégagés au cours des trois années précédentes. Or, on évalue à 150 000 la progression annuelle de la population active.

Bien que l'accroissement moyen d'inscription à l'ANPE ait encore reculé de 6 jours en un an, pour revenir à 359 jours grâce aux dispositions prises en faveur des chômeurs de longue durée, ce sont encore les demandeurs d'emploi, pris dans la nasse, qui voient faire les frais de l'actuelle détérioration. De 216 jours, la durée moyenne d'attente avant de retrouver un emploi a augmenté de dix jours en un an. Le volume des sorties des listes a diminué de 4,7 % depuis janvier 1990, les reprises d'activité reculant de 13,6 % et les départs en stages baissant de 27,5 %.

Parallèlement, le flux des entrées nouvelles dans le chômage s'est accru de 18,9 % en données brutes. Cela pourrait signifier que les entreprises n'ont voulu s'ajuster rapidement, en comprimant leurs effectifs, en ne renouvelant pas les contrats à durée déterminée et les missions d'interim. Si elle se confirmait, cette hypothèse ne pourrait satisfaire M. Soisson, qui incite les employeurs à préserver « les chances d'une reprise rapide de l'économie ».

ALAIN LEBEAUME

Le commerce extérieur déficitaire de 5,8 milliards de francs en janvier

La balance commerciale de la France a de nouveau été fortement déficitaire en janvier. Avec des exportations qui ont atteint 98,6 milliards de francs et des importations qui se sont élevées à 104,4 milliards de francs, le déficit a frôlé les 10 milliards de francs, ce qui est une contre-performance assez rare. En 1990, seul le mois de septembre avait été aussi mauvais.

Après correction des variations saisonnières - méthode qui permet de mieux dégager une tendance - le déficit apparaît moins important (- 5,8 milliards de francs). Il n'en est pas moins supérieur de presque 1 milliard de francs au déficit moyen mensuel de l'année dernière (4,2 milliards). Ainsi « corrigés », les exportations, avec 101,3 milliards de francs, progressent de 12,5 % par rapport à décembre mais diminuent de 4 % par rapport à janvier 1990. Les importations, quant à elles, progressent de 7 % en un mois et de 1,4 % en un an.

La balance des seuls produits manufacturés a été déficitaire de 6,2 milliards de francs, si l'on prend en compte le commerce du matériel militaire. C'est un mauvais résultat puisque le déficit moyen mensuel de 1990 avait été de 4,8 milliards de francs. La dégradation est donc nette. Sans le matériel militaire, le déséquilibre a

atteint en janvier 7,7 milliards de francs contre 7,1 milliards de francs en moyenne mensuelle 1990. Il a été vendu huit Airbus en janvier pour 1,8 milliard, contre neuf en décembre pour 2,2 milliard de francs. L'économiste n'explique que 400 millions de la dégradation constatée.

Le déficit avec la CEE a été de 2,5 milliards de francs, soit moins que la moyenne de 1990. Un bon point : le déséquilibre de nos échanges avec l'Allemagne n'a été que de 1,5 milliard de francs, contre 3,5 milliards de francs en moyenne l'année dernière. Encore n'était-il pas rare d'enregistrer avec l'Allemagne des déficits de 5 milliards de francs par mois. Incontestablement, la réunification et les importations massives qu'elle provoque bénéficient beaucoup à l'économie française.

En revanche, la récession américaine et la faiblesse du dollar nous sont très défavorables, puisque notre déséquilibre avec les Etats-Unis a atteint en janvier 3,8 milliards de francs, soit 36 % de plus (1 milliard tout rond) qu'en 1990. D'une certaine façon, l'ouverture allemande efface les vents mauvais venus d'outre-Atlantique et d'outre-Manche, la Grande-Bretagne en récession achetant elle aussi moins à l'étranger.

AL. V.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Débats

La guerre du Golfe : « Un grand dessin pour la paix », par Joseph Rovan ; « Le devoir des intellectuels », par Mustapha Chérif... 2

La guerre du Golfe... 3 à 8

Les élections

au Bangladesh

La « veuve » et l'orphelin... 10

L'épidémie de choléra

au Pérou

Lima, une capitale sinistrée... 10

Diagonales

« Échecs », par Bertrand Poirot-Delpech... 11

SOCIÉTÉ

Eglise anglicane

L'archevêque de Cantorbéry favorable à l'ordination de femmes... 12

Recherche scientifique

Les pays industrialisés veulent coordonner leurs travaux... 12

SCIENCES ♦ MÉDECINE

« Diagnostics posthume pour Abraham Lincoln » Les enfants du tueur Norwège • Hittites en Valachie... 13 et 14

CULTURE

La révélation

d'un cinéaste portugais

Avec *Sauvages* de la maison

jeune, Joao Cesar Monteiro offre une comédie au ton inédit... 15

Art islamique au MAAO

La présentation des collections marocaines confirme la vocation pacifique du Musée des arts africains et océaniques... 18

ÉCONOMIE

Transports aériens

Les prévisions optimistes de Boeing... 19

La production nationale

en augmentation

Le PIB en hausse de 2,8 % en 1990, mais en baisse au dernier trimestre... 20

TECHNOLOGIES

Comment se réunir par téléphone • La CEE et la normalisation... 21

Services

Abonnements... 2

Carnet... 16

Marchés financiers... 22-23

Météorologie... 18

Mots croisés... 16

Radio-Télévision... 18

Spectacles... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Les annonces classées se trouvent dans le cahier initiales folio 1 et 2.

Le numéro du « Monde » daté 26 février 1991 a été tiré à 640 043 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 février

Baisse

A l'image des autres places financières internationales, la Bourse de Paris a enregistré une baisse mardi matin après l'annonce, par Saddam Hussein, du retrait de ses troupes du Koweït. L'indice CAC 40, après s'être déprécié de 0,49 % à l'ouverture, perdait 1,42 % en fin de matinée dans un marché calme. Du côté des plus forts replis, figuraient Berger, Salomon et Sommer Alibert. En hausse, on notait Cégid, Métrologie et CCMC.

Chapo

Galère CHAPO 302 rue St-Jacques 75006 PARIS • Tél. 45 51 95 70 34 02 03 25 36 • Tél. 10 50 72 02 05

**Nouvelles Collections de LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT**

avec la garantie d'un grand maître tailleur

**COSTUMES-MESURE** à partir de 2 490 F

**PANTALONS 3/4 VESTONS 1 890 F** 3 000 francs

**Luxeuses draperies anglaises**

**Fabrication traditionnelle**

**TAILLEURS, JUPES, VESTES**

**MANTEAUX et PARDESSUS**

**UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES**

**LEGRAND Tailleur**

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

**LE LIVRE DU JOUR MARABOUT**

*René Khatib*

*Le Liban*

Origine et essor du monde arabe

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

**PIRELLI**

Inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale

**CAPÉLOU**

57 AV. DE L'EMPELIERE - 92100 NANTY - Tél. 1 24 10 30 40 - 100 000 000 000 000

CHAPU 1350



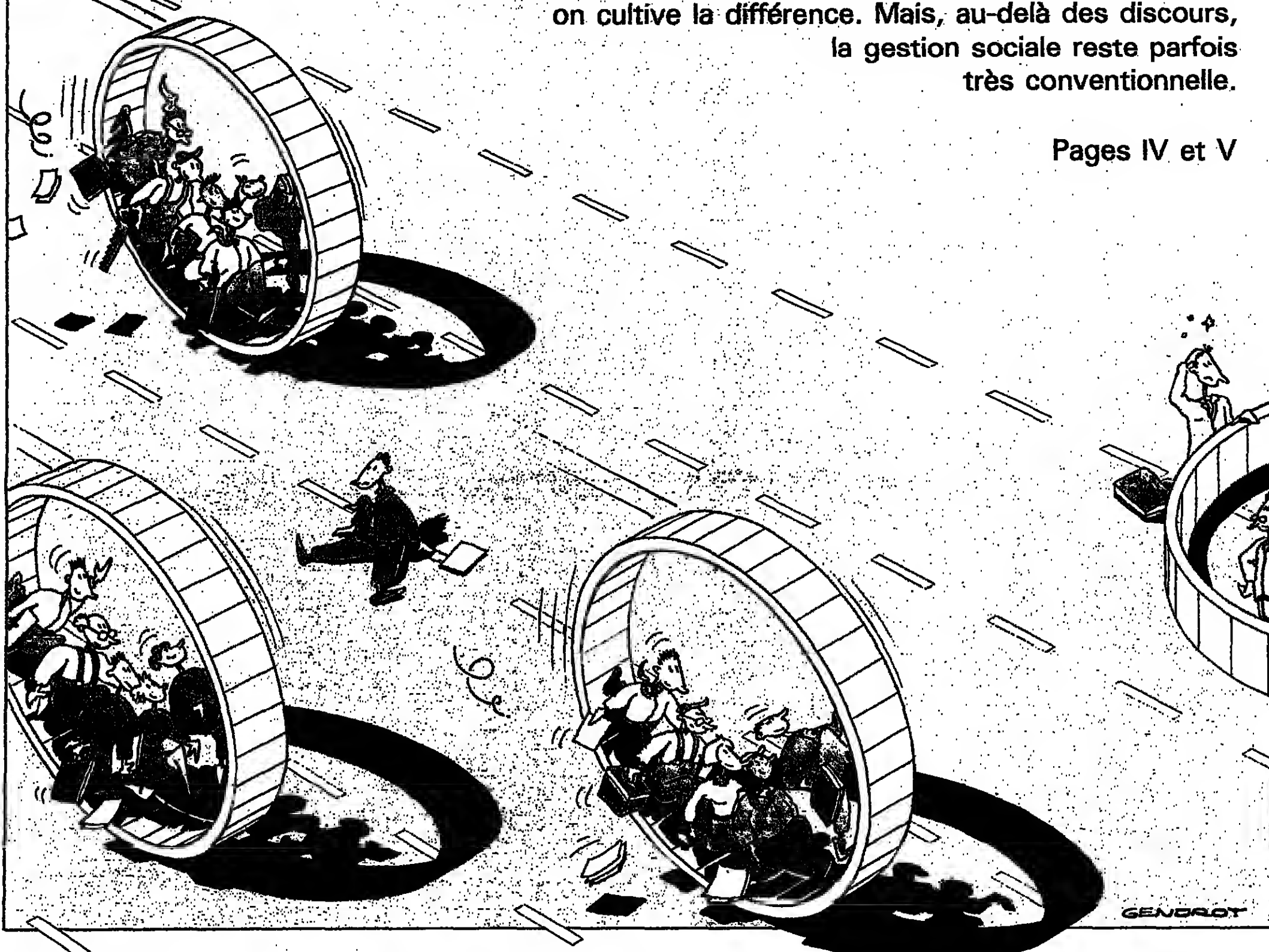
# INITIATIVES

CAMPUS • EMPLOI

## LE DILEMME DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Dans ce grand ensemble, qui emploie 1,4 million de salariés, on cultive la différence. Mais, au-delà des discours, la gestion sociale reste parfois très conventionnelle.

Pages IV et V



### SOMMAIRE

#### Explorer l'éducation scientifique

Le physicien français Goery Delacôte, qui vient d'être nommé à la direction de l'Exploratorium de San-Francisco, voudrait faire du célèbre musée américain un centre d'expérimentation sur la pédagogie scientifique. III

#### Industrie : il faut encore des ouvriers

Les emplois dans les entreprises ne sont pas tous très qualifiés. Comment les pourvoir quand le niveau s'élève ? La réforme de l'orientation scolaire en fin de troisième pourrait être une réponse. VI

STAGES EN ENTREPRISE. III

**8 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI**

### 3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI DATE MARS	MARDI DATE MARS	MERCREDI DATE JEUDI
Section C Economie	Section D Economie	
Dirigeants	Fonction Commerciale	CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES
Juristes	Cadres	International
Gestion	Informatique	
	Secteurs Pointe	



## ECHOS

Un concours  
pour les techniciens

Un concours destiné aux étudiants de deuxième année de BTS et de DUT de mécanique, productique et automatique est organisé, avec le soutien des AGF et de Peugeot SA, par le junior entreprise de l'Ecole supérieure de commerce de Compiègne, « Com's », pour le compte d'une entreprise spécialisée dans la fonderie et les alliages, Favi. Les participants devront répondre à un questionnaire technique avant le 15 mars. Le prix, une 205 Peugeot GTI, sera remis le 16 mai.

► Renseignements : Rozenn Penhélou et Christian Collahe, Com's, Ecole supérieure de commerce de Compiègne. Tél. : 44-70-17-99.

Une Sup de Co  
à Troyes

L'Ecole supérieure de commerce de Troyes ouvrira à la rentrée 1992. Une convention a été signée, le 29 janvier, par le vice-président de la CCI de Paris au nom des groupes HEC et ESCP, et par le président de la CCI de Troyes et de l'Aube. Les deux établissements parisiens assureront l'ingénierie pédagogique de cette école cadette. Un comité de pilotage a été constitué, comprennent des universitaires, des représentants de l'économie locale et des organismes consulaires.

► Renseignements : Anne-Marie Zeltz, chargée de la communication à la CCI de Troyes et de l'Aube. Tél. : 25-73-16-71.

EDF-GDF parraine  
l'INSA de Lyon

L'INSA (Institut national de sciences appliquées) de Lyon vient de signer un accord de partenariat avec le pôle EDF-GDF de la région Rhône-Alpes. Cet accord, qui concerne les promotions 1991 et 1992 du département Génie énergétique de l'INSA, prévoit l'organisation de conférences sur des sujets liés à l'énergie, des visites d'usines, l'accueil d'étèves en stage et leur parrainage par des ingénieurs d'EDF-GDF. Des enseignements technico-scientifiques sont aussi prévus, ainsi qu'une assistance au voyage de fin d'année – cette année en Tchécoslovaquie, – sur le thème « énergie et environnement ». EDF, qui dispose à Lyon d'un centre d'ingénierie, d'un centre national pour l'exploitation, d'un service « études et projets thermiques et nucléaires » et du centre national d'équipement hydraulique, espère ainsi favoriser le recrutement de ses ingénieurs.

► Renseignements : à l'INSA, M. Lallemand, chef du département Génie énergétique ; tél. : 72-43-82-00. Au centre régional d'information et de communication d'EDF-GDF : Marc Gentes ; tél. : 78-94-46-85.

Des stages  
sur 3615 LE MONDE

Le Monde étend son service télématique pour les étudiants. Depuis le mois de janvier, ceux-ci peuvent consulter sur le 3615 LEMONDE un service d'offres de stages proposés par le Centre de développement des techniques d'enseignement (C D T E), qui fournit une carte d'abonnement multiservices au prix de 149 F. L'accès aux offres de stages se fait en composant le 3615 LEMONDE, puis STAGE. Les entreprises désireuses de recruter des stagiaires peuvent également transmettre leur proposition par Minitel. Ce nouveau service s'ajoute à celui que nous proposons depuis quatre ans sur les résultats aux concours des grandes écoles.

## TRIBUNE

## LES NOUVEAUX ACTEURS SOCIAUX

par Yves Lasfargue

CONTRAIREMENT aux apparences, il y a de plus en plus d'acteurs sociaux. Plus augmente le richesse économique de notre pays, plus se diversifient les acteurs sociaux. S'il est évident que les acteurs traditionnels, syndicats de salariés ou syndicats patronaux, perdent de leur influence, il est non moins évident que de nouveaux acteurs apparaissent, et pour certains réapparaissent, dans le champ social : collectifs de salariés (infirmières, SNCF), mouvements d'étudiants et de lycéens, défenseurs de l'environnement, groupes « femmes », groupes anti-TGV, associations des malades du sida ou des victimes des accidents de la route, et bien d'autres, parfois très locaux et très éphémères.

Société de consommation  
et client-roi

Jusqu'au milieu des années 60, en France, dans une société de pénurie, les revendications les plus immédiates étaient économiques et concernaient l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés. Cette situation correspondait à une représentation simpliste, issue du marxisme, des rapports sociaux limités à une lutte entre deux adversaires bien distincts : d'un côté le patronat, d'un autre côté les syndicats représentant les salariés. Le duel patron-salariés éclipse tous les autres conflits. A la société de production correspondait pour certains la lutte pour la dictature du prolétariat.

Le développement de la société de consommation a rendu la réalité

société plus complexe. Emergent de nouvelles demandes sociales, jusqu'alors cachées, moins liées à la rémunération du travail et plus liées à la consommation, à l'éducation, à l'environnement, à la santé et au partage du pouvoir. Ces demandes différentes, parfois contradictoires, mettent en lumière des conflits jusqu'alors occultés, et provoquent l'émergence de nouveaux acteurs sociaux.

La société de consommation s'accompagne de l'apparition du concept de « client-roi ». La prise en compte du leitmotiv « le client a toujours raison » bouleverse les habitudes des entreprises. D'une attitude introvertie, tournée vers la résolution des problèmes des acteurs internes, l'entreprise est obligée de passer à une attitude extravertie, plus à l'écoute des acteurs externes. Tout se passe comme si nous étions passés de la dictature du prolétariat à la royauté du client.

Souvent, ces nouveaux acteurs sociaux tendent à s'opposer à l'acteur social « travailleur ». Le consommateur veut des banques, des services publics, des magasins disponibles à tout moment, et ouvre le plus longtemps possible. Ce n'est pas toujours l'avis des salariés de ces activités. L'automobiliste veut pouvoir commander une voiture parfaite (« zéro défaut »), toujours plus personnalisée, avec des délais de livraison de plus en plus réduits.

La satisfaction de ce type de demande n'améliore pas toujours les conditions de travail des salariés des constructeurs, qui devront travailler selon une organisation « à flux ten-

du », c'est-à-dire conformément à une organisation qui supprime les stocks intermédiaires. Cette organisation permet une grande flexibilité et une nette amélioration de la qualité des produits, mais accroît le stress des salariés, qu'ils soient ingénieurs, contremaîtres ou ouvriers, puisque disparaissent les stocks qui les sécurisent en cas de panne ou d'avarie. De même, l'acteur social « défenseur de l'environnement » va faire triompher de nouvelles exigences, tout à fait normales, mais dont le respect va, parfois, compliquer considérablement le travail des entreprises et, par là même, le travail des salariés. L'acteur social « collectif de lycéens » entre, lui aussi, en conflit avec l'acteur social « travailleurs des lycées » en demandant plus de pouvoir dans la gestion et plus de disponibilité chez les enseignants.

Les désirs  
du producteur  
et du consommateur

Plus l'économie de production et de pénurie s'éloigne, plus la troupe des acteurs sociaux se diversifie. Malgré cela, si nous avons l'impression de la disparition des acteurs sociaux, c'est que les acteurs traditionnels, très structurés, avec des porte-parole uniques et centralisés et des moyens d'action spectaculaires (grèves, défilés...), perdent de leur influence. Chacun d'entre nous appartient à plusieurs groupes sociaux, et l'appartenance au groupe des salariés n'est plus aujourd'hui considérée comme l'appartenance prédominante, ce qui explique la désynchrone. Il nous faut gérer les contra-

dictions liées aux différences d'intérêt de ces divers groupes. L'un des enjeux des prochaines années sera la gestion de ces conflits personnels, il nous faudra arbitrer en permanence entre les désirs du producteur et les désirs du consommateur. Conflits d'autant plus difficiles à régler que nous sommes les deux à la fois selon le moment de la journée ou de la semaine ! Il nous faudra refuser de consommer le dimanche si nous ne voulons pas travailler le week-end.

Depuis quinze ans, les conflits sociaux ont généralement tourné à l'avantage de l'acteur social « consommateur », ou de l'acteur social « actionnaire ». Les années 90 devront être celles d'un réajustement au profit des salariés, d'autant plus que les bas salaires n'ont pas disparu et que les conflits patrons-salariés, bien qu'atténués, persistent. Puisque nous sommes à la fois consommateurs et salariés, et de plus en plus actionnaires, c'est aussi dans nos esprits que devra s'opérer ce réajustement.

Il n'est pas normal, par exemple, que le travailleur accepte de satisfaire sur-le-champ tous les caprices du consommateur, caprices plus souvent dictés par la publicité que par le besoin réel. La diversification des acteurs sociaux est nécessaire à la bonne marche de la société. L'observation des catastrophes entraînées, dans les pays de l'Est, par la prééminence d'un seul acteur social le confirme : quand la force de l'acteur social « producteur » n'est pas équilibrée par d'autres forces, le service au client et l'écologie en souffrent !

Les entreprises doivent être à l'écoute des nouveaux acteurs sociaux, même si ceux-ci sont parfois trop égoïstes et trop éphémères. Mais les entreprises doivent d'abord être attentives à travailler avec les organisations syndicales, car la gestion et la négociation des conflits nécessite des acteurs structurés, stables, permanents, responsables et non corporatistes. Les salariés et les entreprises ont besoin des organisations syndicales. Mais celles-ci, pour garder leur utilité sociale, devront s'adapter aux nouvelles demandes sociales et nous aider à concevoir des projets de société plus équilibrés que la dictature du prolétariat ou que la royauté du client.

► M. Yves Lasfargue est directeur du centre de recherches de l'Institut français de gestion (IFG).

## Vers la disparition des branches professionnelles

L'évolution de la demande n'est pas le seul moteur de l'évolution des acteurs sociaux. Les changements technologiques vont, eux aussi, provoquer des bouleversements dans la structure des acteurs, en particulier dans la structure des syndicats. En effet, en France, les rapports sociaux sont organisés à trois niveaux : national, branche professionnelle et entreprise. La structure du syndicat de salariés ou des syndicats patronaux tient compte de ces trois niveaux : toutes les grandes organisations sont des confédérations de syndicats de branche.

Cette organisation, qui a découpé et émietté le tissu industriel et social (il y a

plus de trois cents conventions collectives nationales !), date du dix-neuvième siècle, époque à laquelle une branche (métallurgie, chimie, textile...) correspondait à un regroupement cohérent d'entreprises travaillant les mêmes matières selon les mêmes processus, correspondant à des technologies spécifiques.

Or les technologies sont de moins en moins spécifiques (bureautique, robotique, nouveaux matériaux...) et il est évident que les frontières entre les branches sont et seront remises en question par les évolutions technologiques. C'est déjà le cas pour la nouvelle branche « bancassurance » : la remise

en cause du découpage traditionnel banques-assurances est imposée en grande partie par la généralisation de l'informatique. De même, les nouveaux matériaux remettent en question les découpages métallurgie-chimie-bois-textile. Autre exemple : le place des constructeurs d'ordinateurs est-elle vraiment dans la métallurgie ?

Il est probable que dans vingt ans, les branches professionnelles auront disparu, car un découpage par branche professionnelle n'est plus cohérent avec le fait que les technologies ne sont plus spécifiques à une activité : il vaut mieux s'y préparer dès aujourd'hui.

Y. L.

## LA LIBRAIRIE DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les dernières parutions de livres plus spécialement destinées aux étudiants et aux enseignants.

Sociétés  
de l'animal à l'hommeSous la direction  
de Philippe Brenot

Ce recueil est le fruit des Quatrième Journées internationales d'écologie humaine, qui se sont tenues à Bordeaux, en décembre 1988. Privilegiant l'approche pluridisciplinaire pour comprendre l'homme et les systèmes humains, elles ont porté sur le thème des sociétés (les journées précédentes, sur les origines et sur le langage, ont également été publiées chez L'Harmattan). Le recueil présente, après une analyse d'Edgar Morin sur le concept de société, les contributions du biologiste Rémi Chauvin (sociétés animales), du paléo-anthropologue Yves Coppens (sociétés pré-humaines), de l'anthropologue Georges Balardier (sociétés traditionnelles), et du sociologue Michel Crozier (sociétés modernes et postmodernes), ainsi que les principales interventions des participants au colloque, qui ont apporté le point de vue d'autres disciplines comme la psychiatrie, l'économie, la théologie ou la médecine.

► L'Harmattan, collection « Convergences », 188 p., 110 F.

Encyclopédie économique  
(deux tomes)par Xavier Gresse,  
Jacques Mairesse  
et Jean-Louis Reiffers

Cette encyclopédie économique, la première en langue française depuis celle éditée par François Perroux en

1960, présente un tableau d'ensemble « aussi clair et pertinent que possible » des connaissances de la science économique. Le résultat tient dans deux forts volumes représentant cinquante-huit chapitres et près de trois mille cinq cents pages. Chaque thème est traité par des spécialistes réputés, souvent universitaires, mais aussi fonctionnaires ou hommes d'entreprise : soixante-treize auteurs

au total, tous francophones. Le premier tome est consacré aux perspectives, aux méthodes, aux concepts et développements théoriques fondamentaux de l'analyse économique. Le second passe en revue l'organisation et les secteurs de l'économie nationale et internationale : populations et migrations, éducation, modes de vie, patrimoines et revenus, industries, banques et finances, télécommunications.

en cause du découpage traditionnel banques-assurances est imposée en grande partie par la généralisation de l'informatique. De même, les nouveaux matériaux remettent en question les découpages métallurgie-chimie-bois-textile. Autre exemple : le place des constructeurs d'ordinateurs est-elle vraiment dans la métallurgie ?

Il est probable que dans vingt ans, les branches professionnelles auront disparu, car un découpage par branche professionnelle n'est plus cohérent avec le fait que les technologies ne sont plus spécifiques à une activité : il vaut mieux s'y préparer dès aujourd'hui.

Y. L.

L'histoire médiévale  
en France,  
bilan et perspectivesTextes réunis par Michel Balard,  
préface de Georges Duby

Créée en 1969 sous l'impulsion d'Edouard Perroy, la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public dresse le bilan de vingt années de recherches. Il ne s'agit pas d'une bibliographie exhaustive, mais d'un choix des travaux les plus significatifs. Vingt-deux contributions dues à près de soixante-dix médiévistes témoignent du chemin parcouru dans le sillage de l'école française des Annales : thèmes privilégiés et états des problèmes, nouvelles approches, grands chantiers, méthodes de travail... Une première série d'articles traite des « histoires » – urbaine, rurale, économique et sociale, des mentalités religieuses, intellectuelles, littéraires – de la France médiévale. Un autre volet concerne les grandes aires géographiques et culturelles : Occident, monde arabo-musulman, Byzance, Afrique, Italie, péninsule ibérique... Le recueil rend également compte de l'apport des sciences auxiliaires de l'histoire médiévale et de l'archéologie – ou du rôle de l'information en histoire médiévale.

► Le Seuil, collection « L'univers historique », 596 p., 220 F.

Marianne Rougé

## BIBLIOGRAPHIE

Le Droit  
du travail  
temporaire

Complémentaire et différent de l'ouvrage d'Eric de Fiequimont et Daniel Marchand (Éditions Delmas), le livre de Gilles Bélier et Laurence Berthonneau répond au même besoin. Sous-titré et modifié au gré des alternances politiques, le droit du travail temporaire était devenu difficile à cerner au travers de ses évolutions. La loi de juillet 1990 met fin, on l'espère définitivement, à cette période d'incertitudes, et il devient possible de fixer les choses. Comme son titre l'indique, cet ouvrage n'est pas un recueil pratique, une sorte de vade-mecum du directeur d'agence d'intérim. Il a pour objet le droit et les règles qui régissent cette activité, les missions et le statut des personnes. Il fournit également des éléments de jurisprudence ainsi que toutes les indications sur les limites légales à la profession. De manière générale, et compte tenu de la personnalité des auteurs, il est conçu comme un outil juridique, à partir duquel il est possible de s'interroger sur ce secteur d'activité, dans toutes ses composantes, de la formation professionnelle au rôle des partenaires sociaux, en passant par l'environnement international.

► Le Droit du travail temporaire, par Gilles Bélier et Laurence Berthonneau, Éditions Lamy, 374 pages, 240 francs.

UN METIER D'AVO

Une filière Administrative

POUR VOTRE EMPLOI

أكاد من الأدلة



IRS SOCIAUX

## Explorer l'éducation scientifique

Goery Delacôte, physicien français, vient d'être nommé à la direction de l'Exploratorium de San-Francisco. Il voudrait faire du célèbre musée américain un centre d'expérimentation sur la pédagogie scientifique

L'EXPLORATORIUM de San-Francisco, créé en 1969 par le physicien Frank Oppenheimer (frère de l'inventeur de la bombe A), et dirigé par lui jusqu'à sa mort en 1985, est l'un des plus célèbres musées de sciences du monde. Sollicité à l'issue d'un appel d'offres international, Goery Delacôte, physicien français, vient d'en prendre la direction (le Monde du 22 décembre 1990). Son projet : adjoindre à cet outil d'exploration de la science un centre de recherche et d'innovation sur l'éducation scientifique dans les médias, à l'école et dans les musées.

Si cet établissement a acquis une telle notoriété, c'est d'abord parce que Frank Oppenheimer y a érigé l'exploration en méthode d'apprentissage des phénomènes scientifiques. Ici, le public apprend en expérimentant. Ensuite, Frank Oppenheimer a su montrer le lien entre deux disciplines a priori antagonistes : l'art et la science. Ainsi les expériences proposées dans ce musée sont-elles élaborées conjointement par des artistes et des scientifiques. « Les deux s'intéressent aux mêmes phénomènes naturels que sont, par exemple, la lumière et le mouvement », expliquait Frank Oppenheimer (le Monde du 4 juillet

1982). La science et l'art sont, tous les deux, nécessaires pour comprendre la nature et ses relations avec l'être humain. Enfin, ce musée a une vocation éducative. Des « explainers », jeunes lycéens employés à temps partiel, guident le public. « Ici, tous les visiteurs s'engagent les uns les autres », soulignait Frank Oppenheimer.

Pour reprendre la direction de ce centre, il fallait donc trouver un scientifique ouvert sur l'art et l'éducation. Goery Delacôte était l'homme de la situation. A cinquante et un ans, il a été directeur du laboratoire interuniversitaire de recherche sur l'enseignement des sciences physiques et de la technologie (IRESP), président du conseil scientifique de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), responsable du contenu scientifique des expositions permanentes du Musée de La Villette et directeur de l'information scientifique et technique du CNRS. Recherche, pédagogie, muséologie, communication : à son nouveau poste, Goery Delacôte va pouvoir conjuguer ses quatre thèmes favoris.

Le principe de fonctionnement de l'Exploratorium ne devrait pas changer. « C'est en menant une action que le visiteur trouve des réponses à

des questions qu'il a lui-même amenées à se poser », explique Goery Delacôte. Or quand un problème est posé sous forme de question, il est déjà à moitié résolu. Ce musée doit donc rester un générateur de questions. Il a fait ses preuves : il est aimé à la fois de la communauté scientifique et du public, car ici les gens ne se sentent pas égarés par la science. Au contraire, ils s'en rapprochent. Ce fonctionnement, je le prends comme un acquis, une méthode de travail, un style.

DES OUTILS HYPERMÉDIAS. Mais l'Exploratorium devrait connaître un nouveau développement selon trois directions. Première idée : accompagner la révolution en cours des sciences cognitives, c'est-à-dire la connaissance du fonctionnement de l'esprit humain. « Une quantité de travaux sont faits sur la mémoire, le langage, les interfaces homme-machine. Nous devons les faire connaître. »

Deuxième axe : créer un centre pour l'expérimentation et la mise en œuvre de nouvelles stratégies d'enseignement pour les sciences. Dans ce centre, les stagiaires (des professeurs, des responsables de musée, des chercheurs) pourront apprendre à utiliser, mais aussi à mettre au point des outils hypermédias. Sur

ces « livres élaborés » que sont l'ordinateur, le vidéodisque, le CD ROM, on peut entrer non seulement du texte, mais aussi du son, des images, fixes ou animées. Ainsi, l'information est potentiellement disponible sous de multiples formes : définitions écrites, banques de données, interviews de chercheurs, reportages dans des laboratoires, mise en scène d'expériences. L'intérêt de tels outils est leur souplesse. « Ils peuvent parfaitement être utilisés en autoformation. L'utilisateur y prend ce qu'il veut, navigue dans cette base d'informations comme il l'entend. Grâce à ces instruments, il existe autant d'itinéraires d'apprentissage que de personnes. »

Autre priorité pour ce centre de formation : réfléchir au processus de transmission des connaissances.

Généraliser, les méthodes et supports d'enseignement sont réalisés par des spécialistes d'un domaine particulier. A tous les enseignants concernés d'utiliser ensuite ces méthodes. « Or il est difficile de s'approprier un cours à l'école quand on n'a pas soi-même été assésé », explique Goery Delacôte. C'est pourquoi il propose de substituer à ce modèle, dit du Topdown (on diffuse vers le bas une méthode conçue par le haut), celui de

l'expertise partagée ou du compagnonnage cognitif.

A connaissance égale, certains professeurs savent enseigner, d'autres non. Les premiers possèdent une réelle « expertise » de la transmission des connaissances. Reste à l'expliquer, à la discuter, afin qu'elle serve de guide et non de modèle à imiter.

Le centre souhaité par le nouveau directeur de l'Exploratorium réunira des enseignants et des chercheurs autour de cet objectif : décortiquer une démarche intellectuelle, par définition abstraite, pour pouvoir ensuite la communiquer.

Ce qu'il en attend ? Un accroissement de la productivité de l'enseignement. « Nous qui contribuons au passage des résultats obtenus dans nos laboratoires vers les applications industrielles, nous nous soucions peu d'emprunter certaines des méthodes employées par nos collègues industriels pour passer du prototype à la production de masse. Pourquoi ? L'ingénierie éducative est-elle si peu développée ? En réfléchissant à des processus différents de transmission des savoirs, en transférant à des outils nouveaux, comme les hypermédias, une partie de l'apprentissage, il doit être possible d'obtenir un enseignement plus efficace et moins coûteux. » Comme ce pédagogue est aussi un adepte de la communication, il envisage la création d'un centre qui pourrait être baptisé « Sciences et médias ». Réfléchir aux liens qui peuvent exister entre sciences et médias, apporter aux journalistes, reporters radio ou TV ce qui sort des laboratoires afin qu'ils le diffusent auprès du plus large public, mais aussi qu'ils y puisent une source d'inspiration pour le design, la publicité... Vaste programme !

Enfin, Goery Delacôte envisage la création d'une sorte de prix Nobel de l'enseignement scientifique. « Une société qui ne sait plus enseigner est une société malade. Il me paraît très important de mettre en valeur les enseignants. Aujourd'hui, chacun travaille dans son coin, le système éducatif est une routine. Il faudrait mettre en valeur des actions exemplaires, pour attirer des gens de talent, créatifs. Il est nécessaire de penser de nouveaux modes d'organisation de l'enseignement et de mettre en évidence un lieu de référence. J'espère que celui-ci en sera un. C'est sur ce programme que je me suis engagé. »

Marina Jullienne  
[Zé]p

## STAGES

Le service JOBSTAGE du CITE est désormais accessible en ligne directement : 3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CITE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en écrivant au 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

**Marketing**  
Lieu : Pantin. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 2. Mission : assistant de gestion pour le lancement d'une nouvelle division dans la société. 14952.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Embarquement possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 1 commercial et/ou ressources humaines. Mission : marketing direct et téléphonique auprès des entreprises. 14951.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 + %. Profil : bac + 2 marketing. Mission : développement du service par des actions de marketing auprès des sociétés. 14943.  
Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Embarquement possible.

**Informatic**  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 4. Mission : développement programme gestion commerciale. 17897.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 4 500 F + prime éventuelle. Profil : bac + 4. Mission : intégrer dans une équipe de développement UNIX. C + base de données relationnelles. 17881.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2 RACF 1 + DUT électronique. Mission : maintenance du poste PC MS DOS. Mission : un technicien de maintenance en micro-informatique ayant déjà une

**Gestion**  
Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Embarquement possible. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 BTS/DUT. Compétences : gestion, mise à jour et formation sur logiciels de gestion. Sauter 11691-11692-11693.  
**Comptabilité**  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3 compt. sur Harpagon. Mission : aide à la réalisation des opérations du bilan. 12637.  
**Commercial**  
Lieu : Trappes. Date : avril. Durée : 5 semaines. Ind. : à définir. Profil : bac + 1 mini. Mission : acquérir formation de commercial. 15696.  
**Vente**  
Lieu : Brétigny-sur-Orge. Date : juin. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F par mois. Profil : bac + 2, véhicule indispensable, expérience du phoning ou vente. Mission : mener une action de marketing direct conception, lancement, suivi. 16795.  
Lieu : Evry. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Embarquement possible. Ind. :

**Communication**  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 35 F/H. Profil : bac + 2 éco, gestion, droit et langues. Mission : accueil, orientation et information du public d'affaires vers les organismes adaptés. 18822.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4. Mission : recherche documentaire, analyse et rédaction de notes de synthèse. 18833.  
**Électronique**  
Lieu : Les-Bois-Monluc. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 1/2. Mission : montage et tests de micro-ordinateurs. 20663.  
Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Embarquement possible. Ind. : à convenir. Profil : bac + 2 BTS électronique. Mission : technico-commercial sédentaire, encadrement d'une équipe commerciale. 20662.

**Technique**  
Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 1 ou REP électronique (niveau), expérience en électricité ou alarmes sonores. Mission : travail en atelier ou sur site. 22544.  
**Secrétariat**  
Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Embarquement possible. Ind. : à définir. Profil : bac ou REP Word 5, steno, bonne orthographe. Mission : secrétaire adjointe au secrétaire de la direction générale. 24790.  
Lieu : Bourg-la-Reine. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 BTS ou équivalent, allemand, anglais. Mission : secrétaire trilingue, allemand obligatoire, travail dans petite équipe très variée. 24785.  
Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Embarquement possible. Ind. : 6 800 brut. Profil : bac. Mission : correspondant commercial sédentaire, contact

phonique avec clientèle, TTX, T1 et commande. 24782.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 6 500 brut. Profil : Bac, Macintosh SEN 40, anglais. Mission : secrétaire bilingue, sens de l'accueil et organisation. 24771.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 à 3 500 F. Profil : bac + 1/2 anglais, dactylo. Mission : assister le secrétaire du chef de produit du marketing santé animale internationale. 24768.  
**Droit**  
Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 6 mois minimum après baccalauréat. Ind. : à convenir. Profil : bac + 4 maîtrise droit privé, civil, bonne lecture des codes. Mission : conseil juridique par téléphone, réponse appels abonnés (droit, logement, assurance). 23580.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, connaissance élevier, DEA affaires ou autre. Mission : jeune fille. Droit des affaires. 23582.  
Et de nombreux autres stages sur le 3615 JOBSTAGE. Pour tous renseignements, contactez le CITE au 47-35-43-43.

## ENSPTT

LE MANAGEMENT DES ENTREPRISES DE RÉSEAU

## UN METIER D'AVANCE POUR LES GESTIONNAIRES

La gestion avancée des entreprises de réseau (\*) demande des cadres supérieurs et dirigeants aux compétences nouvelles :

- France Télécom, la Poste et leurs filiales,
- les entreprises publiques et privées fonctionnant en réseau,
- recherchant des spécialistes et des managers présentant ce profil nouveau.

Diplômés des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, d'IEP, universitaires titulaires d'un 2<sup>e</sup> cycle, ayant de bonnes connaissances en gestion, vous pouvez l'acquérir grâce aux cursus avancés de l'ENSPTT.

(\*) dans les domaines du transport, de l'énergie, de la banque et de la finance, de la communication...

## Une filière Administrateurs

Cadre dirigeant avec le titre d'Administrateur des PTT, France Télécom, La Poste, leurs filiales, le ministère des PTE.

- Recrutement sur concours.
- Epreuves d'admissibilité : 22, 23 et 24 mai 1991.
- Clôture des inscriptions : 22 avril 1991.
- Formation rémunérée : ENA (12 mois) + cursus ENS (14 mois) + stages.

économie des entreprises de réseau / droit de la communication / gestion des systèmes d'information et de communication / management des organisations / gestion des ressources humaines / finances et gestion financière / marketing / comptabilité et contrôle de gestion / gestion de la production / outils et techniques de communication / langues étrangères...

## Une filière Entreprises

Cadre dirigeant dans le secteur public ou privé des grandes entreprises de réseau.

- Recrutement sur dossier et entretiens.
  - Date limite de dépôt des candidatures : 24 mai 1991.
  - Entretiens : 2<sup>e</sup> quinzaine de juin 1991.
  - Scolarité : cursus ENS (14 mois) + stages facultatifs.
- Ouvrent à des étudiants ou à des candidats en situation professionnelle.

POUR VOTRE INFORMATION, NUMERO VERT 05 22 82 82

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS  
Direction de la communication - 37/39, rue Dareau - 75014 Paris - Tél. : (1) 42 79 44 76 / 44 91

## Nouveautés "Que Sais-je?"

Les institutions monétaires en Europe, par R. Raymond - N° 1261.

L'art médiéval, par X. Barral et I. Altet - N° 2518.

Les vertes, par G. Sainteny - N° 2554.

Adler et l'Adlérisme, par G. Mormin et R. Viguié - N° 2558.

Les procédures fiscales, par D. Richer - N° 2565.

Les cours administratives d'appel, par M. Gentot et H. Oberdorff - N° 2566.

La communication, par L. Sfez - N° 2567.

Les pays baltes, par P. Lorot - N° 2584.

Histoire du sport, par R. Thomas - N° 337.

Les politiques des revenus, par J. Lecaillon et C. Morrisson - N° 1222.

L'égyptologie, par D. Valbelle - N° 1312.

Calcul différentiel complexe, par D. Leborgne - N° 2560.

La politique agricole commune, par F. Teulon - N° 2568.

Le développement de l'enfant, par L. Maury - N° 2574.

Les parcs de loisirs, par R. Languar - N° 2577.

La politique, par N. Tenzer - N° 2583.

Chaque volume 128 pages. 32 F.

puf

COLLECTION "QUE SAIS-JE?"  
L'encyclopédie au format de poche



L fut un temps où l'économie sociale, chère au militant Michel Rocard, tenait la place qu'occupe aujourd'hui l'économie mixte, vantée par le candidat Mitterrand. Personne ne savait très bien ce qu'était, chacun se perdait dans les définitions et les contours, et tout le monde essayait d'en saisir la réalité économique, à défaut d'être séduit par ce qui pouvait ressembler à une aimable utopie.

Quelques années plus tard, on n'est guère plus avancé. Il existe bien un secrétaire d'Etat, à ce point discret qu'il ne paraît pas toujours convaincu, et un délégué national issu de la « famille », dont la fonction est de rassurer sur le

sérieux de cette alternative, mais l'image reste floue aux yeux de l'opinion. De quoi parle-t-on ? Même le CIDES (Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale), malgré ses efforts incessants, ne parvient pas à faire sortir le concept de son ghetto. Il est vrai qu'il est désavantagé par son sigle : « jeunes » et « dirigeants » fleurissent un peu trop l'organisation patronale en crise de puberté. Ce qu'il n'est pas.

« UN HOMME, UNE VOIX ». Par approximation, et a priori par opposition avec le secteur traditionnel, il est pourtant possible de cerner les frontières, et de dire ce qui appartient ou pas à l'économie sociale, de près ou de loin. A commencer

par les références historiques permettant de situer le mouvement à l'aube de la révolution industrielle, qui mêlent Fourier et Proudhon, les premières mutuelles constituées dans une optique solidaire, et non d'assurance, le « familialisme » de Godin, les coopératives ouvrières — celle des Verreries d'Albi et les coopératives de consommateurs. Avec « un homme, une voix », un slogan résumant l'intention et le programme, censé répliquer au pouvoir du patron et aux exigences de l'actionnaire, donc de l'argent. Bref, il s'agit d'un projet d'entreprise différente, qui accepte les règles économiques sans déifier le profit, et reste attachée à des missions huma-

nistes. Ce serait un peu la réponse sociale au déchaînement libéral, selon l'idée que s'en fait Patrick Vivier, directeur libre de la pensée rocardienne, s'appuyant, pour sa démonstration, sur Ferdinand Brandel, qui estimait que la logique du capitalisme, loin de correspondre à tous les besoins, était la disparition du marché.

Secrétaire général du CIDES, Pascal Docival développe une autre argumentation et propose cinq grandes catégories d'entreprises de l'économie sociale qui, toutes, apportent un « supplément d'âme, un supplément de pouvoir », dans l'association du capital et du travail, mais parfois, également, dans les rapports avec

les fournisseurs, les actionnaires et les clients. Ainsi les coopératives ouvrières de production (SCOP) où les salariés sont les propriétaires de l'entreprise. Décrites au moment de l'affaire Manufrance, mal en point quand elles furent utilisées pour prolonger la vie de canards boiteux au plus fort de la crise, elles se consolident. Globalement, 1 400 SCOP comprennent 45 000 sociétaires, emploient 33 000 salariés, et réalisent 12 milliards de francs de chiffre d'affaires.

**MODÈLE COMPLET.** Ainsi les sociétés — mutuelles de santé ou d'assurance, associations, coopératives, banques — dont se sont les clients ou les usagers, la

## La réussite de l'écomusée d'Alsace

En conjuguant vertus associatives et logique d'entreprise, ce musée à « ciel ouvert » attire 360 000 visiteurs par an

A U départ, en 1972, la volonté d'un groupe d'étudiants, soucieux de ne pas voir disparaître de vieilles maisons alsaciennes promises à la démolition et désireux de les réhabiliter, in situ, avec des moyens de fortune. Aujourd'hui, la volonté de créer un trait d'union entre l'ancien univers rural et le récent passé industriel, par la restauration d'une ancienne mine de potasse. Simultanément, la volonté d'une commune alsacienne de réhabiliter ses friches industrielles, afin d'y accueillir des activités de loisirs, en constituant une réserve foncière faite de terrains pollués par le sel. Résultat : la création en 1982 du premier musée en plein air de France, que dirige l'association Maisons paysannes d'Alsace (MPA).

Un exemple de réussite de l'économie sociale où, chose rare, vertus associatives et réalisme économique se conjuguent harmonieusement. Aujourd'hui, sur la commune d'Ungersheim (Haut-Rhin), située entre Colmar et Mulhouse, l'écomusée reçoit annuellement 360 000 visiteurs payants, venus pour l'essentiel des deux départements alsaciens, mais aussi d'Allemagne et de Suisse. Le but des visiteurs est de redécouvrir, outre la vie villageoise traditionnelle, un patrimoine humain ingénieusement recomposé.

En projet, la rue du vingtième siècle. Pour ce faire, à titre d'exemples, l'écomusée a récupéré une imprimerie, celle des Editions d'Alsace, de Colmar, qui fut dans l'Alsace allemande l'un des fleurons de la presse professionnelle ; une chocolaterie de 1910 ; un tramway du début du siècle, qui assurait la liaison entre Bâle et Leymen ; une église servant aux cultes protestant et catholique, ainsi qu'une synagogue ; une ferme des années 30 ; une scierie... Au programme de l'écomusée, pour les années à venir : la



réhabilitation du carreau de mine Rodolphe, et de ses machines de 1850, gîte de la potasse. Et un objectif : atteindre la barre des 700 000 visiteurs par an en poursuivant une animation et une fréquentation actuellement établies sur quarante-quatre dimanches par an.

**ÉCONOMIE TRIPLAITE.** « L'écomusée est un exemple quasi unique d'économie tripartite. Y sont associés les pouvoirs publics, le secteur associatif et l'investissement privé », commente son président, Marc Grodewold, en évoquant ses nombreux projets, qui devront décaler leur « rentabilité propre ». Des ventes à la horti-que, des restaurants et des prestations diverses devraient permettre d'amortir les investissements.

La structure de fonctionnement est double, ce qui fait son originalité. L'association Maisons paysannes d'Alsace, issue d'une initiative privée, et qui emploie en saison une centaine de personnes, « garde un rôle prépondérant tant du point de vue philosophique, par la garantie de l'éthique, que du point de vue économique, par l'accueil des aides publiques dans le cadre d'opérations de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine local ». « Cette structure, ajoute-t-on, a permis d'ancrer l'écomusée dans l'esprit de partenaires très variés ».

En revanche, l'exploitation est distincte de la propriété qui revient à l'association MPA. Elle est assurée par une société privée, Ecomusée, structurée pour accuei-

lir des capitaux privés nécessaires au fond de roulement et aux investissements de nature commerciale. Pourquoi le statut de société anonyme pour un musée ? « Par volonté d'indépendance et de crédibilité auprès des différents partenaires tels que la MACIF, la Banque populaire, le Crédit mutuel », répond Marc Grodewold, qui souligne que les porteurs du projet détiennent 50 % du capital. « Nous ne voulons pas d'une connotation de gentil bénévolat », surenchérit Gérard Schmidt, directeur financier de l'écomusée. Il s'agit de réaliser l'union entre le service culturel, la passion associative... et la logique de l'entreprise. »

Jean Menanteau

## Recrutement : concilier deux cultures

Fin la cooptation.

Il faut des professionnels qui adhèrent au projet

A priori, rien d'extraordinaire. Comme leurs confrères du secteur privé, les cotisations de l'économie sociale font appel à des cabinets de recrutement spécialisés, soumettent parfois leurs candidats à des analyses graphologiques et peuvent même se retrouver aux prud'hommes quand les choses tournent mal. Une façade qui cache mal cependant la complexité des procédures d'embauche ou de licenciement. « Nous vivons sous la tension de plusieurs cultures », explique Jean-Claude Dumoulin, directeur général de l'Union nationale des foyers et services pour les jeunes travailleurs : la culture militante et la culture d'entreprise. Il faut arriver à concilier les deux. C'est un pari délicat, et plus particulièrement au moment d'un recrutement ou d'une séparation. »

Qui plus est, ce dilemme est plutôt récent. Il y a encore une quinzaine d'années, témoignent beaucoup de responsables du secteur, l'économie sociale vivait surtout par cooptation. Militants et permanents constituaient le vivier des salariés. Un choix qui a souvent coûté cher à beaucoup de ceux qui ont, depuis, mis la clé sous la porte. « Aujourd'hui, nous avons compris que nous devions assumer notre statut d'entreprise », explique Jean Bastide, président du Conseil national de la vie associative. Nous avons besoin de compétences et de technicité. Quittons le maelström militant-affectif. »

**LE TEMPS DE L'AMATEURISME.** L'évolution est notable. « Quand je fais appel à un cabinet de recrutement extérieur, précise Jean Bastide, c'est pour qu'il teste la valeur professionnelle du candidat. Nous vérifions ensuite, au cours d'entretiens, qu'il n'est pas indifférent à notre projet militant. » Un dosage fort

savant, et peut-être plus facile à obtenir une fois « l'ahérisé percé ». L'expérience de VVF semble plaider pour cette hypothèse. En 1986, l'actuel numéro six du tourisme français — si l'on retient ses capacités d'hébergement — a dû se séparer d'une centaine de salariés. « La baisse du nombre de journées d'activité, en raison d'un calendrier scolaire peu équilibré, nous a contraints à serrer les boulons, se souvient un responsable. Ce déchirement ne s'est traduit par aucun licenciement sec. Mais la crise a entraîné une cassure. Nous avons compris que nos exigences de professionnalisme restaient insuffisantes. Le temps de l'amateurisme était révolu. »

**LE RÔLE DE L'ÉTAT.** Compétences et adhésion forment, malheureusement, un cocktail explosif en cas de licenciement. Les séparations s'avèrent, dans la grande majorité des cas, très douloureuses. « Une entreprise classique constitue des débâcles », menace d'avertissements. Très rares sont les responsables de notre secteur qui utilisent ces armes », ajoute Jean-Claude Dumoulin. Toutefois, les entreprises de l'économie sociale dressent aujourd'hui avec soin les contrats de travail, confisqués, presque systématiquement, à des juristes. C'est un premier pas. Mais difficile d'imaginer aller plus loin. Rares ainsi sont celles qui pensent en termes de gestion prévisionnelle de l'emploi. « Pour une raison simple, insiste immédiatement Jean Bastide, c'est que beaucoup d'entre nous ont pour partenaire financier l'Etat, et nous sommes souvent les premières victimes des coupes budgétaires. » Et ce, sans grand espoir de changement.

Marie-Séverine Boudet

## Des relations hiérarchiques flexibles

Responsabilités partagées et convivialité allègent l'organisation

« N OUS employons les règles classiques de l'entreprise en matière de gestion, de management et d'organisation », explique-t-on chez VVF, organisme de tourisme social qui emploie 900 salariés permanents et environ 2 000 saisonniers. « Il n'est pas question de supprimer la hiérarchie mais, chez nous, elle n'est pas cloisonnée par strates imperméables comme c'est souvent le cas dans les entreprises capitalistes, et le souci de l'humain sous-tend toutes nos actions. » Les grandes entreprises mutualistes vivent une double hiérarchie, celle des élus bénévoles et celle de la technocratie salariale.

Les sociétaires des 3 000 caisses locales du Crédit Mutuel élisent les conseils d'administration et leurs présidents, qui votent eux-mêmes pour les vingt et une fédérations régionales. Là se trouve le vrai pouvoir : déterminer les orientations stratégiques. « Mais l'évolution des nécessités techniques de l'environnement bancaire peut provoquer un décalage entre les élus, si ceux-ci les méconnaissent, et les 22 000 gestionnaires sala-

riés s'ils oublient la prééminence morale des administrateurs », note Michel Mayer, directeur des relations humaines de la Confédération nationale du Crédit Mutuel. Pour lui, un cadre de la caisse centrale doit avoir deux légitimités, celle de sa fonction régionale et celle de sa direction générale, calquées sur la double impératif de rentabilité économique et de fidélité philosophique.

**PETITS CHEFS.** Double hiérarchie aussi à la MACIF : 3 300 000 sociétaires élisent 22 membres sur 26 au conseil d'administration, les 4 autres étant salariés. Pour Gérard Andrech, directeur général de la région Ile-de-France et président du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale, « entre le directeur et le salarié de base, il n'y a que deux ou trois niveaux intermédiaires. Nous évitons les petits chefs. Les responsables délèguent beaucoup et la convivialité est la règle. Mais l'autorité s'exerce, et naturellement le contrôle. »

Dans les SCOP, les pratiques sont variées. A l'imprimerie contemporaine, en Loire-Atlantique, il n'y a pas de chef de fabrication, la responsabilité est partagée entre plusieurs salariés.

Chacun des vingt sociétaires-propriétaires est impliqué dans la marche de l'entreprise. Ou bien il est parmi les sept membres du conseil d'administration, élu en assemblée générale, ou bien il fait partie d'une des cinq commissions de travail, et on prend garde que chaque salarié sociétaire exerce à son tour chacune des responsabilités, sinon les deux à la fois. Il faut un an de maison pour être sociétaire et à partir de ce stade, les salaires sont rigoureusement identiques. Utopie ? Selon son président, c'est l'entreprise privée la plus performante de la région.

Chez Berriat Bâtiment, une entreprise grenobloise de 30 personnes, le chef d'atelier a autorité sur les ouvriers pendant le travail. Mais en assemblée générale tous les associés sont à égalité. « La hiérarchie chez nous n'est pas gommée, mais elle est atténuée », explique-t-on. « Les dirigeants sont mandatés pour faire fonctionner l'entreprise et ils doivent rendre des comptes, plutôt deux fois qu'une. »

Liliane Delwasse

## Double besoin de formation

L A formation est un objectif prioritaire pour les entreprises de l'économie sociale. Paut-être plus d'ailleurs que dans le secteur privé. A cela, deux raisons essentielles : le retard à rattraper d'abord. Longtemps, le secteur s'est contenté d'embaucher des militants, avant de s'intéresser à de véritables apécies. Aujourd'hui, la prise de conscience des impératifs économiques tend à plus d'exigence.

Second point : le forte concentration de jeunes dans l'économie sociale, souvent embauchés de manière précaire, via des contrats à durée déterminée. Les actions de formation du secteur se traduisent donc en grande partie par la mise en place de contrats de qualification, qui représentent plus d'un contrat jeune sur deux, soit dix fois la moyenne nationale.

**DEUXIÈME CHANCE.** Complément logique à ces orientations, la recherche de statut pour des professions souvent exercées par des jeunes, mais sans véritable reconnaissance. Exemple type : la création, début 1989, d'un diplôme d'aide à domicile, le

certificat d'aptitude aux fonctions d'aide à domicile (CAFAD). Matière d'œuvre de l'opération, Uniformation, la fondation d'assurance-formation du secteur, qui regroupe six mille trois cents entreprises et dont la tâche s'avère souvent difficile. « Les trois quarts de nos adhérents, explique l'un des responsables, ont moins de cinquante salariés ; il n'y a pas de comité d'entreprise et donc aucune information sur la formation. Notre travail consiste alors dans des activités de conseil. »

Pour les autres, c'est vrai qu'il faut parfois tout reprendre de zéro ; un handicap, largement compensé, par une éthique qui offre une deuxième chance aux salariés concernés et ce, plus que dans le secteur privé. « Nous présentons un grand avantage », insiste Jean-Louis Baudard, responsable du service des relations humaines à Renouveau, association de tourisme : une raison d'être qui irrigue la plus-value de la formation. »

**ÉVALUATION.** Beaucoup de responsables d'entreprises de l'économie sociale évoquent ainsi « accorder plus

de temps à de jeunes embauchés pour qu'ils se mettent dans le coup, qu'ils se prolongent leur période de formation ». Mais, en même temps, les exigences de compétences et de technicité laissent de moins en moins de place aux formations amateu-ristes. C'est ainsi que le tourisme social a voulu déployer ses efforts vers la formation des jeunes, souvent des saisonniers. « Nous avons créé une commission nationale paritaire emploi-formation du tourisme social et familial », explique Jean-Louis Baudard, pour accueillir au mieux les jeunes peu qualifiés et souvent en situation d'échec scolaire. Au bout d'une année de contrat de qualification, chaque jeune doit réaliser un projet.

Il faut donc une véritable évaluation. Cette démarche vient d'être officialisée par la récente signature d'un contrat d'études prévisionnelles entre le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle et la branche du tourisme associatif.

M.-B. B.



RS SOCIAUX

INITIATIVES  
EMPLOI

# L'ÉCONOMIE SOCIALE

aussi sociétaires ou adhérents, qui détiennent le capital et qui peuvent, théoriquement, en orienter la stratégie. A titre d'exemple, on y trouve, pélo-mélie, la Mutualité pour le régime complémentaire (25 milliards de prestations), la MACIF, la MAIF, etc., pour l'assurance. Village-vacances-famille (VVF) pour le tourisme, les groupements de commerçants et des banques telles que le Crédit agricole, le Crédit mutuel, les Banques populaires et le Crédit coopératif.

D'autres combinaisons sont possibles. Dans les coopératives agricoles ou d'artisans, les fournisseurs du produit à vendre possèdent l'entreprise. C'est le cas de la marque Yoplait. Avec la CANA (Coopérative agricole de Nantes-Ancenis), le modèle devient complet. Les agriculteurs, le personnel et les clients figurent dans le capital. Enfin, il faut encore citer les entreprises associatives gérant des services publics ou faisant appel à la générosité. Les donateurs, l'Etat ou les collectivités en sont alors les propriétaires réels et cela donne Médicos du monde, parmi d'autres organisations.

Présentée de cette manière, le monde de l'économie sociale est immense, présent dans le quotidien de tous les Français. Le secteur comprend 160 000 entreprises, totalise un chiffre d'affaires de 2 500 milliards de francs, emploie 1,4 million de personnes, soit 6 % de l'effectif salarié, concerne au bas mot 25 millions d'utilisateurs, pèse 30 % du marché de l'assurance automobile et 40 % de la multiplicité d'habitation.

SCHIZOPHRENE. Oui, mais. Différentes par leurs fondements, leurs vocations, les entreprises de l'économie sociale le sont-elles dans leur gestion au jour le jour, dans leurs attitudes avec leurs salariés, offrent-elles un autre visage du monde du travail? Rien n'est moins sûr, ou plutôt, il semble bien qu'il y ait autant de réponses que de collectifs agissants. Militier en travaillant ou prétendre à la citoyenneté dans l'entreprise ne sont pas des options faciles à mettre en œuvre quand il faut cohabiter avec des bénévoles, qui ont quelquefois le pouvoir, avec un patron qui est aussi un élu, quand il faut tenir compte des élus au conseil d'administration et des adhé-

rents qui sont aussi des clients. On frise la schizophrénie, à passer d'une casquette à l'autre.

Et puis, que reste-t-il de l'éthique et du dessein d'origine ou, avec le temps, de la volonté d'associer chacun aux décisions? Bien souvent, l'aventure particulière de l'entreprise se résume à celle d'un homme au charisme évident, un Marc Grodewald, un Jacques Vandier (président de la MACIF), un Georges Reno. Pour un Edmond Maire venu à la tête de VVF, rares sont les successions bien préparées, dans la forme comme dans l'esprit. Il arrive que le projet initial ne soit plus celui du personnel ou, au contraire, que celui-ci serve à justifier des conditions d'emploi déplorables au nom d'un idéal commun, le plus souvent

Alexis Leboucq

## L'inévitable individualisation salariale

Même pour les rémunérations, les entreprises de l'économie sociale se rapprochent des lois du marché. Avec un plus pour les bas salaires

«**N**OUS sommes certes une banque de l'économie sociale, mais nous sommes une banque. En une phrase, Jacques Doublé, conseiller du président du Crédit coopératif, a résumé le dilemme auquel sont confrontées la quasi-totalité des entreprises de l'économie sociale en matière salariale. Certes, les principes de solidarité les incitent à relever les bas salaires et à plafonner ceux des dirigeants, mais « l'écart par rapport au marché doit être supportable », reconnaissent tous les spécialistes.

Banques et assurances semblent avoir franchi le pas, y compris en matière d'individualisation. Ainsi, au Crédit coopératif, outre les augmentations générales, la direction et les syndicats négocient l'enveloppe réservée aux augmentations officiellement consacrées aux « promotions » et aux « réajustements ». Celles-ci ne sont pas négligeables : 1,25 % de la masse salariale cette année. Une troisième enveloppe (1 % en 1991) est dévolue aux primes individuelles, ce principe liées aux résultats.

DISTINGUER LES MEILLEURS. Dans le groupe GMF, autre poids lourd de l'économie sociale, l'analyse ne semble pas très différente : la FNAC, qui emploie plus de la moitié des effectifs du groupe, a individualisé les salaires des cadres depuis plusieurs années, et les responsables de la branche assurances reconnaissent « aller dans le même sens ». « Même les mutuelles enseignantes cherchent à distinguer les meilleurs », commentent-ils.

Si certains se souviennent du slogan « à chacun selon ses besoins », Hugues Shille, directeur général du groupe de consultants Ten, organisé sous forme coopérative, préfère, lui, « à chacun selon son travail ». Ainsi, ses consultants sont payés sous forme de salaires variables selon le nombre de jours de travail facturés

pendant la période. A chaque fois, les choix ont été débattus, la démarche a fait l'objet de l'adhésion, je ne dirais pas de tout le monde, mais du plus grand nombre », affirme Marcel Caron, qui ne cache pas pour autant les crises auxquelles la SCOP a été confrontée.

La première, c'était vers 1976, lorsque quatre ouvriers d'un même service ont quitté la SCOP parce qu'on leur proposait un meilleur salaire ailleurs. La deuxième, beaucoup plus sérieuse, eut lieu en 1978, lors de la modification du statut juridique des SCOP. « Une personne n'avait abandonné son statut d'associé », elle souhaitait rester dans l'entreprise en tant que salariée. Ce que nous ne pouvions admettre », raconte Marcel Caron. Le conflit fut long et douloureux.

«**A**ujourd'hui, l'imprimerie emploie quelque cinquante-cinq personnes. Son chiffre d'affaires est de 20 millions de francs. « Depuis sa création, l'imprimerie a franchi cinq étapes de dévelop-

pelement. A chaque fois, les choix ont été débattus, la démarche a fait l'objet de l'adhésion, je ne dirais pas de tout le monde, mais du plus grand nombre », affirme Marcel Caron, qui ne cache pas pour autant les crises auxquelles la SCOP a été confrontée.

La première, c'était vers 1976, lorsque quatre ouvriers d'un même service ont quitté la SCOP parce qu'on leur proposait un meilleur salaire ailleurs. La deuxième, beaucoup plus sérieuse, eut lieu en 1978, lors de la modification du statut juridique des SCOP. « Une personne n'avait abandonné son statut d'associé », elle souhaitait rester dans l'entreprise en tant que salariée. Ce que nous ne pouvions admettre », raconte Marcel Caron. Le conflit fut long et douloureux.

«**Q**uand on m'a expliqué que, si je voulais rester, il faudrait obligatoirement devenir associé

trois adhérents à l'esprit. » Patricia, vingt-six ans, et Jean-Louis, vingt-sept ans, font partie de ceux-là. « Quand on m'a expliqué que, si je voulais rester, il faudrait obligatoirement devenir associé

trois adhérents à l'esprit. » Patricia, vingt-six ans, et Jean-Louis, vingt-sept ans, font partie de ceux-là. « Quand on m'a expliqué que, si je voulais rester, il faudrait obligatoirement devenir associé

## Militer pour un supplément d'âme

L'ambition, le pouvoir, l'argent, pourquoi pas? A condition de ne pas perdre l'essentiel...

«**J**E milite en militant, en dormant, en travaillant. » On croyait la race éteinte, mais elle existe encore. Brigitte Croff, directrice de l'association La source, qu'elle a créée en 1983 en fait partie. Aujourd'hui, épaulée par la Fédération mutualiste parisienne, l'organisme compte quatorze salariés cadres. Son objectif est toujours d'aider à vivre à leur domicile les personnes en train de mourir. Résultats à l'appui, Brigitte s'efforce de démontrer qu'il est possible d'éviter l'entrée en institution. Elle milite aussi pour que ces emplois à domicile ne se transforment pas en ghettos, mais qu'ils au contraire diplômés et non-qualifiés s'y retrouvent.

Les idées que défend Pierre Moreau, gérant de la coopérative grenobloise Chemin faisant, un bureau d'études de dix salariés spécialisés dans la rénovation de bâtiments, visent aussi à l'épanouissement des individus. Pour cet ancien syndicaliste, l'important dans la coopérative, c'est qu'elle « reconnaisse la citoyenneté » des salariés.

Choisissons vitres, portes ouvertes, la transparence au quotidien n'est pas toujours facile à vivre, « par manque de temps ou par difficulté à gérer un problème ». Mais Pierre Moreau se dit « assez vigilant sur ce point ». Du coup, le voilà qui milite pour regrouper le réseau des coopératives et des entreprises classiques, à condition qu'elles aussi valorisent la participation de

leurs salariés. Leader dans sa région et dans son entreprise, Pierre Moreau ne cache pas son goût du pouvoir, mais du « véritable pouvoir, celui qui résulte de la force de ses propres convictions, du savoir-faire, et de l'expérience reconnue par les autres ».

CONVAINCRE. Bernard Coffre, le directeur du personnel d'Acome, une coopérative de fabrication de câbles et de produits pour le bâtiment, qui compte pourtant un millier de salariés, s'estime, lui aussi, militant. Il a travaillé une vingtaine d'années dans des entreprises classiques. Pour lui, la coopérative est un bon modèle d'organisation. « Quand il y a beaucoup de concertation, les salariés sont plus motivés. On n'impose pas, mais il faut convaincre ».

## Un patron élu, ancien syndicaliste

«**C**OMMENT nous avons fondé Chèque Déjeuner? Nous nous sommes mis à vingt-quatre pour réunir 10 000 francs. A l'époque (en 1984), je touchais 525 francs des ASSÉDÉS, sur lesquels je versais une pension alimentaire de 400 francs, et j'avais un garçon de quinze ans à ma charge. Georges Fina, le bouillonnant fondateur de la première société coopérative de production (SCOP) émettrice de titres restaurants, aime bien forcer un peu le trait de son personnage hors norme. Fils d'immigrés portugais, diplômé de l'école communale de Francville-la-Garenne en Seine-et-Oise, cet ancien ouvrier tessier a fondé Chèque Déjeuner... après avoir été battu dans un congrès fédéral de Force ouvrière, où il était permanent syndical. « J'étais chômeur et aucun patron ne voulait de moi à cause de mon passé syndical, il

fallait bien que je trouve quelque chose... »

Un quart de siècle plus tard, Georges Fina peut se targuer d'avoir fait mouche. Avec 106 millions de francs de chiffre d'affaires en 1989 et 3,4 milliards de francs d'émissions de chèques déjeuner, sa société est le deuxième plus gros émetteur de titres restaurants français (avec 37 % du marché national) après le groupe ACCOR. Entre-temps, la SCOP est devenue le groupe Acacias, qui chapeaute aussi des filiales de restauration collective et de fabrication de chèques. La coopérative vient, de surcroît, de mener un pied sur le scène internationale en signant.

SYNDICATISME A 85 %. Un succès qui, selon Georges Fina, n'envie rien à l'esprit coopératif de Chèque Déjeuner. « Il faut dissocier, estime-t-il, le travail, qui est le même dans une SCOP que dans une entreprise capitaliste, et l'esprit coopératif, qui est tout le

reste... » Tout le reste, depuis les symboles, comme ce portrait de Jaurès, accroché dans le bureau de ce patron élu par ses salariés, jusqu'au mode de fonctionnement interne de l'entreprise, dont 162 des quelque 200 salariés sont sociétaires. La convention collective est un modèle du genre : « Il est du devoir de chaque travailleur d'être syndiqué », lit-on par exemple dans son article 3, et, de fait, 85 % des salariés sont affiliés à un syndicat.

ne lésine pas sur le budget consacré à la formation professionnelle, qui s'est, élevé en 1990 à « quatre ou cinq fois l'obligation légale ».

Les nouveaux salariés se voient remettre une abondante documentation, avant d'être pris en charge par les animateurs coopératifs (25 à 30 % du personnel) chargés d'entretenir la flamme, sans compter les stages de sensibilisation à leur rôle de sociétaire.

«**Q**uand on m'a expliqué que, si je voulais rester, il faudrait obligatoirement devenir associé

trois adhérents à l'esprit. » Patricia, vingt-six ans, et Jean-Louis, vingt-sept ans, font partie de ceux-là. « Quand on m'a expliqué que, si je voulais rester, il faudrait obligatoirement devenir associé

trois adhérents à l'esprit. » Patricia, vingt-six ans, et Jean-Louis, vingt-sept ans, font partie de ceux-là. « Quand on m'a expliqué que, si je voulais rester, il faudrait obligatoirement devenir associé

trois adhérents à l'esprit. » Patricia, vingt-six ans, et Jean-Louis, vingt-sept ans, font partie de ceux-là. « Quand on m'a expliqué que, si je voulais rester, il faudrait obligatoirement devenir associé

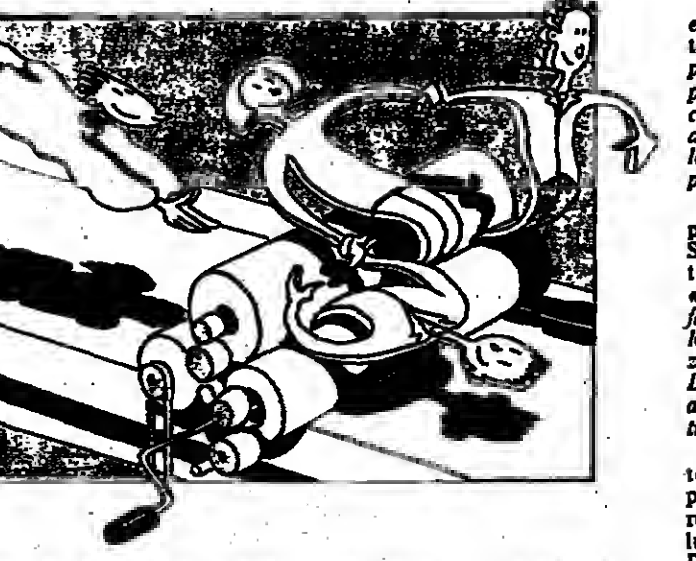
trois adhérents à l'esprit. » Patricia, vingt-six ans, et Jean-Louis, vingt-sept ans, font partie de ceux-là. « Quand on m'a expliqué que, si je voulais rester, il faudrait obligatoirement devenir associé

## Vingt-trois ans de la vie d'une SCOP

Garder un esprit « coopératif » suppose une vigilance de tous les instants. Même à l'imprimerie artésienne

«**A**ujourd'hui, l'imprimerie emploie quelque cinquante-cinq personnes. Son chiffre d'affaires est de 20 millions de francs. « Depuis sa création, l'imprimerie a franchi cinq étapes de dévelop-

pelement. A chaque fois, les choix ont été débattus, la démarche a fait l'objet de l'adhésion, je ne dirais pas de tout le monde, mais du plus grand nombre », affirme Marcel Caron, qui ne cache pas pour autant les crises auxquelles la SCOP a été confrontée.



d'ind, ceux qui viennent rejoindre l'équipe ne sont pas forcément volontaires : ils cherchent avant tout un travail, mais, assure Marcel Caron, je pense quand même que, parmi les nouveaux, deux sur

et donner à la SCOP un pourcentage de ma rémunération, j'ai un peu tiqué, se souvient Patricia. Et puis après, je me suis rendu compte que cette entreprise était différente des autres, que toutes les décisions, ou presque, étaient prises en commun.

Bien sûr, les relations ont un peu évolué. Les membres de la SCOP ne partagent plus systématiquement le repas de midi. « Mais on organise souvent des fêtes », constate Jean-Louis. « Et lorsqu'on a déménagé dans la zone industrielle, ajoute André Leclercq, beaucoup, jeunes et anciens, sont venus faire la peinture le samedi ».

En ce début 1991, les fondateurs de la SCOP s'apprennent à partir. La SCOP n'ayant pas réussi à produire un dirigeant, il lui a fallu chercher à l'extérieur. Dans cette perspective, elle a recruté, en 1985, comme directeur général adjoint, le descendant d'une grande famille du Nord, Ignace Motte. Ce gestionnaire, qui a fait sa carrière au sein de la Confédération générale des SCOP, connaissait bien l'im-

primerie Artésienne pour en avoir fait le diagnostic en 1982. La greffe n'a pourtant pas été facile, reconnaît lui-même Ignace Motte. « Lorsque j'ai présenté ma candidature au conseil d'administration, deux ans après mon arrivée, j'ai été élu assez difficilement. »

« Ignace, c'est un impatient, il ne sait pas attendre. Les gens ont sans doute voulu lui faire savoir par leur vote que tout n'était pas gagné. Mais, au fond, ils sont persuadés qu'il peut être un bon chef d'entreprise », commente Marcel Caron qui, tout en gardant le poste de PDG, a d'ores et déjà passé les commandes à son dauphin. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991, Ignace Motte est directeur général de l'imprimerie. Bien acceptée par les jeunes, son arrivée suscite quelques inquiétudes parmi les anciens. Pas facile de tuer le père.

Catherine Leroy



# Industrie : il faut encore des ouvriers

L'allongement des études éloigne les jeunes des métiers techniques.  
Un rapport voudrait réformer l'orientation en fin de classe de troisième

A mesure que se rapproche l'échéance de l'objectif de 80 % de bacheliers pour une classe d'âge en l'an 2000, des réticences se manifestent discrètement dans les milieux de l'entreprise industrielle. Non pas que la nécessité de l'élevage du niveau de formation soit contestée, mais plutôt parce que les professionnels commencent à s'inquiéter des conséquences d'indésirables effets pervers qui viendraient s'ajouter au profond mouvement de désaffection pour les métiers techniques ou manuels. L'allongement des études pénaliserait à terme l'industrie, qui manque déjà de main-d'œuvre qualifiée.

La dernière démonstration de cet état d'esprit, qui a pris l'allure d'un long réquisitoire, a été fournie, le 4 décembre dernier, par Dominique de Calan, directeur de la formation à l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), lors de la présentation de son rapport sur l'orientation des élèves en fin de troisième devant le Haut Comité de l'éducation nationale. En présence de Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, et de membres du cabinet de Lionel Jospin, il s'est attaché à prouver que les choix opérés à ce moment précis de la scolarité, autant par les conseils de classe que par les enfants et les parents, pouvaient être pernicieux. Non seulement la somme des spirales individuelles, exprimées sur la base d'une représentation favorable aux cursus de formation générale, ne coïncide pas nécessairement

avec les besoins sociaux, mais les parcours proposés aux élèves n'ont souvent aucun rapport avec la réalité économique, et moins encore avec l'évolution des métiers.

**MEILLEURE ORGANISATION.** Comme la thèse n'est pas facile à défendre, Dominique de Calan, ardent propagandiste d'une filière technique qui ne se limiterait pas aux bacs professionnels, s'est cependant efforcé de prévenir l'attaque de ses détracteurs. Dans son schéma, une meilleure organisation de la scolarité des jeunes entrés dans le second cycle par la voie technologique ou professionnelle suppose que l'égalité des chances soit garantie, contrairement à aujourd'hui. Les bacheliers professionnels doivent pouvoir accéder à l'enseignement supérieur court (BTS, sections de techniciens supérieurs, instituts universitaires technologiques) ou même être assurés de pouvoir différer dans le temps leur formation supérieure. Ici, comme pour les autres niveaux, la fluidité impose de recourir à la formation continue, à l'alternance et — pourquoi pas ? — aux commodités de l'apprentissage pour remplacer l'acquisition des compétences dans la durée.

Ces propositions s'appuient sur une série de constats. De 1984 à 1986, 15 % des entreprises industrielles éprouvaient des difficultés de recrutement en ouvriers qualifiés. En octobre 1989, la moitié étaient gênées par l'extension du phénomène. Parallèlement, on assiste à un mouvement de « substitution » en faveur des catégories de niveau IV (bac), des

emplois théoriquement dévolus aux niveaux V (CAP, BEP), mouvement qui ne pourra aller qu'en s'amplifiant tant en créant des situations socialement difficiles à gérer. D'ores et déjà, l'insertion professionnelle des bacheliers se fait au détriment de l'industrie puisque 73,6 % d'entre eux se retrouvent dans la fonction tertiaire, dont 38,6 % dans le tertiaire de bureau. Même les titulaires d'un bac technique de la série F sont touchés, qui ne s'orientent qu'à 37,6 % vers l'industrie, tandis que les diplômés de la série G (technologie tertiaire) et les séries générales littéraires connaissent des difficultés d'emploi.

Compte tenu des tendances actuelles, la situation risque d'être encore plus catastrophique à l'avenir. Avec l'allongement de la scolarité et la création des bacs professionnels, 70 % des jeunes en fin de troisième étaient dirigés vers la classe de seconde en 1990, soit sept points de plus que cinq ans auparavant. Ils devraient être 73 % en l'an 2000. 25 % seulement étaient orientés vers le BEP (deux points de moins), ce qui correspond à une préparation professionnelle, et les sorties vers la vie professionnelle, évaluées à 4,18 %, diminuaient de moitié. Ils ne seront plus que 23 % en l'an 2000, les sorties vers la vie active se stabilisant à 3,8 %. Clairement, la filière du BEP, qui perd des effectifs, ne sert plus sa vocation : la moitié des élèves de deuxième année coïncident des études, dont un bac professionnel, et l'autre moitié quitte l'école, contre les trois quarts en 1985 et peut-être dix en 2000. En l'an 2000, on estime que 50 % des élèves de BEP iront vers un bac professionnel et 20 %, seulement, vers la vie active.

**MOUVEMENT DE BASCULE.** L'attirance se confirme. De 1985 à 1989, le taux d'accès en classe de terminale s'est accru de dix



points, passant de 36,6 % à 46,9 %. La terminale « classique » ou le bac professionnel représentent maintenant 50,2 % d'une classe d'âge. Les écarts entre les académies se réduisent, qui ne sont d'ailleurs plus que des retards de quelques années correspondant de moins en moins à des caractéristiques socio-économiques. Dès lors, les sorties vers la vie professionnelle au niveau V vont se raréfier : elles étaient de 23,2 % en 1990 ; elles dépasseront à peine 10 % en l'an 2000. Les sorties de niveau IV en deuxième année de bac professionnel vont grimper, de 3,7 % en 1990 à 14,2 % en 2000. Le mouvement de bascule va déplacer les curseurs : les sorties dans le premier cycle vont diminuer (de 15,6 %

en 1990 à 9,8 % en 2000), ainsi que celles du deuxième cycle (de 27,1 % en 1990 à 24 % en 2000) alors que les sorties en terminale augmentent (de 53,9 % en 1990 à 64,1 % en 2000).

Tout cela ne serait pas grave si les perspectives de promotion sociale des parents, les perspectives de carrière des jeunes et l'adéquation des formations dispensées s'ajustaient parfaitement à la situation du marché du travail et si un tel processus d'éloignement pas la future population active des emplois de l'industrie. C'est pourquoi, bien plus qu'une remise en cause de l'objectif ou d'une réforme de l'éducation, l'intervention de Dominique de Calan porte sur la procédure d'orientation, qui doit être révi-

sée, capable d'apprécier les capacités en emplois de l'industrie et soucieuse de rendre valorisantes les voies professionnelles et technologiques.

Actuellement, l'orientation est ressentie comme un processus d'exclusion et produit souvent un sentiment de relégation. Les parents eux-mêmes lient la réussite sociale à la poursuite d'études longues, et les enseignants ne les orientent que rarement en mesure de faciliter la construction d'un projet personnel, note Dominique de Calan, « en cohérence avec la réalité de l'économie et ses perspectives d'évolution ». Il faudrait élargir le champ des vœux de la famille, faire en sorte que l'orientation ne soit pas synonyme d'échec ou d'affection, améliorer la représentation sociale des métiers, notamment par de l'information. Suivent un certain nombre de propositions : favoriser l'aide du professeur principal, faire jouer un rôle de conseiller au conseil de classe, justifier, établir un partenariat entre les classes et l'entreprise et — pourquoi pas ? — des conventions entre l'éducation nationale et des branches professionnelles, créer des réseaux de personnes pour développer la connaissance des milieux professionnels, ouvrir l'entreprise aux enseignants et créer une instance nationale de réflexion et d'échanges sur ces questions.

Un premier fait est significatif. Une telle réflexion n'a pas provoqué de levée de bouilliers ou entraîné de vastes opérations pour la contrer. Cela laisse supposer que, contrairement, les différents « acteurs » prennent conscience des difficultés contenues dans un mot d'ordre — 80 % de bacheliers en l'an 2000 dans une classe d'âge — que personne ne peut récuser.

Alain Leboucq

## Etudiants sans frontières

L'AIIESEC gère des milliers d'échanges de stages internationaux.  
La France est le deuxième pays d'accueil

CAROLINE SUCAET a quitté l'université de la Sorbonne en 1990 pour suivre un stage à Issy-les-Moulineaux, au Centre de formation aux réalités internationales (CEPRI). Bien intégrée dans son entreprise d'accueil, elle organise des séminaires et des congrès « intra et interentreprises ». De la métropole flamande à la région parisienne, la distance n'est pas bien grande, mais les mentalités changent. « Ici, les gens sont plus chaleureux et restent en groupe. Peu de Français sont bilingues », constate-t-elle.

Il est vrai que Caroline, de langue maternelle néerlandaise, a appris « le français de l'âge de 8 ans, l'anglais à 13 ans et l'allemand à 16 ans ». Puis, elle est partie chez des amis en Espagne, et parle désormais couramment l'espagnol. Une langue qu'elle devra utiliser bientôt, car, une fois son travail achevé au CEPRI, elle effectuera un nouveau stage d'un an dans une entreprise mexicaine. A 23 ans, elle a déjà terminé son dernier cycle d'études en commerce international à l'UFSIA, l'université Saint-Jacques d'Aviers.

C'est par l'intermédiaire de l'Association internationale d'étudiants en science économique et commerciale (AIIESEC) que Caroline a décroché ses stages. Fondée en 1948, par des ressortissants de sept pays européens, l'AIIESEC est aujourd'hui la plus grande association étudiante du monde. Avec 55 000 membres répartis dans soixante-dix pays, elle gère des milliers de stages à l'étranger, à travers les cinq continents.

**CROISEMENTS FINIS.** Depuis l'année dernière, la gestion du fichier est informatisée. Cela permet d'établir des croisements plus fins entre les demandes des entreprises et les souhaits des étudiants, en fonction des zones géographiques, de la durée du stage, de son contenu, du profil de l'étudiant ou du poste... Sept mille sociétés, des grands groupes industriels aux PME, ont accueilli des stagiaires de l'AIIESEC en 1990, pour des périodes de deux à douze mois. Les étudiants, dont

certain ont terminé leurs études, sont rémunérés au moins au salaire minimum en vigueur dans le pays. L'association s'occupe de leur hébergement et de l'obtention des visas.

L'Allemagne, qui reçoit chaque année par ce biais 900 stagiaires, est la première terre d'accueil. La France arrive en deuxième position, avec en moyenne 400 stagiaires étrangers par an. Viennent ensuite les Etats-Unis, l'Italie, l'Espagne et l'Angleterre, qui accueillent environ 350 étudiants chacun. « Nous voulons garder la deuxième place, mais c'est difficile », affirme Patrick Holland, vice-président de l'association, qui souhaite que les pouvoirs publics français participent financièrement à l'accueil des étudiants étrangers, « comme c'est le cas en Allemagne, à travers un organisme spécialisé ».

Quoi qu'il en soit, les étudiants travaillant dans les entreprises françaises apprécient, dans l'ensemble, leur séjour dans l'Hexagone. En particulier, les Scandinaves : « Ils aiment beaucoup notre mode de vie, même si le rythme est différent. Ils travaillent plus intensément chez eux et quittent le bureau plus tôt », affirme Patrick Holland. « Contrairement aux préjugés, ajoute-t-il, il ne déplairait pas à beaucoup d'étudiants allemands de rester deux ou trois ans dans une société française ».

L'Europe est en marche : l'essentiel des échanges de l'AIIESEC s'opère à l'intérieur du Vieux Continent. Pour 72 %, les stagiaires étrangers en France en 1989-1990 sont des Européens, en majorité de la CEE. Viennent ensuite les Américains et les Canadiens (15 %), les Africains (9 %), puis les ressortissants d'Amérique latine (2 %) et d'Asie-Océanie (2 %). Dans l'autre sens, les étudiants français partent surtout en Europe (76 %), en Amérique du Nord (10 %) et en Afrique (6 %), un contingent avec lequel l'AIIESEC souhaite développer les échanges.

Laurent Marcellin

## L'âge de raison d'ENVIE

Lancée en 1984 à Strasbourg  
cette entreprise d'insertion vient d'ouvrir son sixième centre en Ile-de-France

ET de six! Après Strasbourg, Marseille, Tours, Saint-Etienne et Le Mans, le sixième association ENVIE vient de voir le jour en Ile-de-France. ENVIE, comme Entreprise nouvelle vers une insertion économique, ENVIE, pour aider des jeunes et des moins jeunes en difficultés et leur remettre le pied à l'étrier du travail via la réparation et la vente d'électroménager d'occasion (le Mans du 2 mars 1988). ENVIE, qui s'active aujourd'hui le pas de la région parisienne et a ouvert, depuis le mois d'octobre, son plus gros centre d'insertion.

Perdue au milieu de la zone industrielle de Mont-Compans, dans le nord de la Seine-et-Marne, à 300 mètres du dépôt régional des magasins Darty qui lui vendent, au prix de la ferraille, des modèles usagés de toutes marques — les « monstres », — l'association a rapidement répliqué un décor désormais traditionnel. Un atelier où les quelque vingt-cinq garçons sélectionnés en production travaillent par petits groupes, sous l'œil attentif de cinq « pros » du dépannage d'électroménager. Un dépôt où deux cents frigidaires, machines à laver, cuisinières, attendent, dans la pénombre, de connaître leur sort : la réparation ou les pièces détachées. Une poignée de voitures de dépannage, d'occasion elles aussi, qui attendent devant la porte d'aller approvisionner le magasin d'Aulnay-sous-Bois ou les locaux de la communauté Emmaüs de Neuilly-sur-Marne.

**MAIN-FORTE.** Car les compagnons de l'abbé Pierre ont une fois encore tendu la main à ceux d'ENVIE pour monter le centre de la région parisienne.

Outre une subvention de 400 000 francs et des relais de trésorerie indispensables pour faire la jonction avec les fonds publics, la communauté a prêté main-forte pour repêcher cet ancien hangar de fruits et légumes et dégrader une partie des locaux pour la vente des modèles d'ENVIE.

Il reste aujourd'hui à fonctionner comme une entreprise car, pour Pierre Roth, responsable de l'association de la région parisienne, ce débat a été tranché une fois pour toutes : « C'est en faisant de l'économique que nous ferons du social et non l'inverse », affirme-t-il. Et pour se border des accusations de « faire de l'argent sur le dos des publics en difficultés », il cite volontiers le modèle de la communauté Emmaüs, qui redistribue ses bénéfices en soutenant d'autres projets sociaux.

A charge pour ENVIE-Ile-de-France d'honorer sa première règle d'or : « Réaliser 70 % des recettes sur les ventes. » « Il va falloir faire preuve d'imagination car les clients ne sont pas ici aussi faciles à toucher qu'en province », reconnaît Pierre Roth. « Et si nous sommes bien repérés comme une entreprise d'insertion, précise cet ancien responsable de Mission locale, nous ne le sommes pas encore en tant que vendeurs. » D'autant que les réseaux traditionnels d'information à destination des publics désargentés marchent plutôt mal et les travailleurs sociaux, qui rabattent 60 % de la clientèle, rechignent parfois à « faire de la publicité à une entreprise ».

Les frontières entre les départements sont écartées de murs à franchir : pourquoi telle casale primaire de Seine-et-Marne, installée de surcroît à

Melun, dans le sud du département, informait-elle des assurés sociaux de l'existence d'un magasin de vente en Seine-Saint-Denis? Les règles de fonctionnement budgétaire des municipalités n'arrangent rien : « Allez expliquer à votre banquier qu'un bureau d'aide sociale paye au mieux à 90 jours! », lâche Pierre Roth.

**UN DÉBUT.** Quelques pistes ont toutefois été explorées avec succès. Une vingtaine de modèles sont ainsi exposés une fois par semaine dans les locaux du comité d'établissement de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, et des affichettes sont également diffusées au sein de l'usine de L'Oréal de Clichy-sur-Seine (Hauts-de-Seine). « Mais ce n'est qu'un début... »

La recherche de la clientèle n'est pas la seule difficulté à laquelle se trouve confrontée la toute jeune association. Il lui faut aussi gérer sa taille. « Trente-trois postes d'insertion (vingt-six en production et sept en logistique) constituent un maximum, estime Pierre Roth, au-delà, on ne peut plus veiller sur tout. » Déjà, les relais hiérarchiques se sont multipliés : cinq chefs d'équipe — plus à l'aide, de surcroît, dans la réparation de circuits de refroidissement retors que dans le management de jeunes en difficultés — un chef d'atelier et un directeur.

Rien à voir donc avec l'organisation des associations du Mans ou de Tours qui emploient moins de dix personnes. « Nous sommes obligés d'être fermes sur la discipline et les horaires car on ne peut pas se permettre d'enrayer la production », reconnaît Pierre Roth. « Ce qui signifie aussi, ajoute-t-il, que nous ne pouvons pas embaucher non

plus les cas les plus désespérés surtout dans cette période de démarrage de l'association. »

Restent les impensables : ainsi le directeur d'ENVIE vient-il d'organiser une table ronde sur la guerre du Golfe pour canaliser des conflits qui n'auraient pas manqué d'éclater entre des gérants dont plus de la moitié sont d'origine maghrébine.

Parallèlement, la création du centre francilien a permis de muscler la tête de pont nationale du réseau, installée à Marseille sous la responsabilité de Martin Spitz, l'un des deux fondateurs d'ENVIE. Cette tête de réseau doit aujourd'hui conserver intacte la philosophie de l'association tout en favorisant l'essaimage dans toute la France, voire au-delà. Quatre autres centres devraient ainsi voir le jour cette année à Lille, Angoulême, Lyon et Grenoble et une réflexion est engagée avec la Crédit coopératif pour monter une opération dans le Maghreb. ENVIE-développement assure aussi un rôle de conseil et d'audit en mettant au point avec le soutien de spécialistes, des procédures comptables et sociales unifiées.

C'est aussi une façon pour le groupe de se tisser une mémoire, à défaut de pouvoir mesurer l'impact réel du passage de ces jeunes à ENVIE : « La seule chose que nous savons d'eux, affirme Pierre Roth, c'est que six mois après leur départ 60 % d'entre eux ont un boulot ou une formation... »

Valérie Devillechabrolle

ENVIE, centre commercial de Chanteloup, 93600 Aulnay-sous-Bois. Tél. : 64-27-68-88.

ملكا من الاصل



# A.T. KEARNEY

recherche plusieurs

## SENIOR CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU, EXPÉRIMENTÉS

• A.T. KEARNEY Management Consultants est un des trois premiers groupes de conseil en stratégie et management dans le monde avec 1 000 consultants dont 350 en Europe. Sa mission est d'aider les directions générales de grandes entreprises industrielles et de services à se développer et à améliorer rentabilité et compétitivité.

• A.T. KEARNEY recherche pour son bureau de Paris des candidats de haute valeur, diplômés des grandes écoles (X, Mines, Ponts et Chaussées, Centrale, Telecom, ENA, HEC, ESSEC...) avec une expérience réussie dans le conseil ou l'entreprise (industrie, services et banques...). Évidemment ces candidats devront avoir une excellente maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand.

Prière d'adresser votre candidature à A.T. Kearney,  
30, avenue GEORGE-V - 75008 Paris



## RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT LES CLES DE NOTRE EVOLUTION

Rattaché au Directeur Industriel, votre objectif est de concevoir, mettre en œuvre et faire évoluer les produits qui font et feront notre succès. Vous définissez et mettez en œuvre une démarche homogène de Recherche et Développement. Avec l'équipe R & D (2 personnes), vos interlocuteurs principaux sont les chefs de produits Marketing et les responsables de la Production.

De formation ingénieur agro-alimentaire ou équivalent, vous avez acquis dans ce secteur d'activité une expérience diversifiée plus spécifiquement dans la R & D. Votre passion pour ce métier fait qu'au delà de votre indéniable compétence scientifique vous souhaitez organiser, communiquer, bref être un acteur reconnu dans l'entreprise.

L'anglais serait un atout supplémentaire.

Rejoignez LAMY LUTTI, confiseur et chocolatier, (500 personnes, 500 millions de francs de C.A.), entreprise relevant le défi européen par l'implication et la formation constante des hommes et par la construction d'une nouvelle unité industrielle de 40 000 m<sup>2</sup> à TOURCOING (Nord). La rémunération sera attractive pour un candidat de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et C.V.) à notre conseil Pierre ELOY, sous la référence J244/LM à : RPC - 629, avenue de la République - 59800 LILLE.



Raymond Poulain Consultants

## QUAND LA FONCTION PERSONNEL DEVIENT OPÉRATIONNELLE

Un Groupe industriel international, aux premiers rangs mondiaux sur ses marchés.  
Une filiale de plus de 4000 personnes.  
A Paris Ouest, un siège social récent, qui rassemble 200 collaborateurs et qui porte l'image de la société.  
C'est sur ce terrain que vous exercerez vos responsabilités de

### Gestion Administrative du Personnel et de Direction d'Etablissement.

Votre formation supérieure (Bac + 5) et votre solide expérience (10 ans environ) de l'Administration du Personnel en milieu industriel vous permettront de gérer, en relation avec le DRH et les directions opérationnelles, le Personnel d'une importante Division de la filiale et de contribuer activement à l'évolution de nos outils et de nos procédures dans ce domaine.

Vous saurez aussi prendre en charge la gestion, l'animation et le développement des Ressources Humaines du Siège.

Votre technicité, vos qualités de contact, d'organisation et de management (vous dirigerez une équipe de 30 personnes) assureront votre réussite dans ces fonctions et dans notre Groupe.

Votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée) sera traité avec toute garantie de confidentialité. Il nous sera directement transmis, sous la référence RC/5410, par

AD' COM  
32, rue Pierret - 92200 Neuilly-sur-Seine

## CHARGE DE RESSOURCES HUMAINES Alsace

TIMKEN, leader mondial des roulements à rouleaux coniques, satisfait les besoins d'une clientèle internationale particulièrement exigeante du point de vue technologique (automobile, avionique, mécanique de précision, ...). Sa direction des ressources humaines France, basée en Alsace, étoffe ses structures par l'intégration d'un spécialiste de la fonction personnel. Collaborateur direct du directeur des ressources humaines, il participera à la définition et à la mise en œuvre de l'ensemble d'une politique de personnel ambitieuse (formation, communication, recrutement, politique de l'emploi et des salaires).

Cette opportunité intéressera un diplômé de l'enseignement supérieur de type ESC ou DESSGP, ayant acquis une expérience de quelques années dans ce domaine ou un généraliste de l'entreprise sensibilisé par cette fonction. Au-delà d'un réel professionnalisme, ce poste exige sens des relations humaines et engagement personnel. La connaissance de l'anglais est, bien sûr, indispensable pour réussir cette mission évolutive. Ecrire à M. GOMEZ en précisant la référence A/6796M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.15 code PA)

TIMKEN  
LA PASSION DU FUTUR

PA Consulting  
Group  
Creating Business Advantage

## Directeur de l'Aménagement d'un grand département d'Ile-de-France

L'une des clés de l'important essor économique de notre département est notre volonté de réaliser les investissements en liaison étroite avec une réflexion innovatrice et volontariste sur l'aménagement, l'urbanisme et les transports des 30 prochaines années.

Rattaché à un Directeur Général Adjoint, votre mission sera triple : élaborer et animer les options et priorités de développement à long terme ; diriger une équipe d'une vingtaine de collaborateurs, coordonner les intervenants externes ; assurer le contact avec les collectivités locales afin de développer l'urbanisme en collaboration avec celles-ci.

Fonctionnaire titulaire, vous avez, à 30-35 ans, acquis dans une fonction similaire des compétences et une technicité affirmées dans l'aménagement, l'urbanisme et les transports, au sein d'un service de l'Etat, d'une Région, d'un Département ou d'une Commune importante. Votre personnalité, vos capacités d'adaptation, de travail en équipe, de dialogue seront parmi les critères déterminants du choix.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avant le 19 mars 1991 sous référence ALDEV 01 M à notre Conseil EQUIPES ET ENTREPRISES 3, rue de la Bouze 75002 PARIS - qui la traitera en toute confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

## La C.C.I. de Meurthe-et-Moselle recrute

### SON DIRECTEUR « COMMERCE EXTÉRIEUR »

PROFIL :  
- Formation supérieure.  
- Expérience significative à l'export.  
- Pratique langues étrangères.

MISSION :  
- Diriger le département « Com. Ext. »  
- Encadrer des missions, représenter la C.C.I.  
- Promouvoir l'exportation des entreprises.

Lettre manuscrite, CV, photo et présentations à : Monsieur le Directeur général, C.C.I. 64, 40, rue Henri Poincaré, 54042 Nancy-Cedex.

## LA MAIRIE D'ARGENTEUIL (Val-d'Oise) 94 000 habitants,

recherche sur quartier Val-d'Argent Nord  
15 000 logements en contrat de sortie D.S.G.

### UN CHEF DE PROJET

Vous définirez une politique globale pour le quartier en fixant une stratégie et des priorités d'intervention.

Vous animeriez les relations entre habitants, élus, partenaires extérieurs et coordonneriez l'ensemble des actions mises en œuvre sur le quartier.

A 30 ans ou moins, vous avez une formation universitaire de type bac+3 minimum et avez acquis une expérience de coordination et de montage de projet.

Pour ce poste, envoyer lettre, CV + photo à :  
M. le Député Maire d'Argenteuil  
BP 721 95107 - ARGENTEUIL CEDEX

## CIGNA France Compagnie d'Assurance recherche pour la FRANCE son

### RESPONSABLE DES SERVICES DE PREVENTION INCENDIE (L.C.S.)

CIGNA est une compagnie d'assurances étrangère spécialisée dans les Risques Industriels. Le rôle du L.C.S. est d'étudier / aider à la gestion des programmes de prévention et de protection de nos principaux clients.

Le poste à pourvoir est un poste clé au sein de la Compagnie. Le candidat, diplômé en Génie civil ou Chimique ou Mécanique ou Electrique aura une expérience de 3 à 5 ans dans l'un de ces domaines, ainsi qu'une expérience concrète de management pour animer une équipe d'ingénieurs et d'inspecteurs.

Anglais courant indispensable.  
Adresser votre candidature, CV, photo à  
CIGNA France - Département  
des Ressources Humaines  
14, rue Balbu - 75009 PARIS

CIGNA



## LE CONSEIL GÉNÉRAL DES LANDES

recrute  
par voie de mutation, détachement ou en qualité de contractuel  
SON DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ESPACE RURAL

NATURE DU POSTE :  
• Chargé de la mise en œuvre des politiques départementales en matière d'agriculture, d'équipement rural, de politique de l'eau, de protection de l'environnement.  
• Responsable d'une équipe de 15 personnes.  
• Assure une mission de coordination et suivi sur plusieurs autres services rattachés.

PROFIL :  
• INGÉNIEUR des sciences du vivant (agronome, IGREF...) possédant déjà une expérience dans le secteur agricole.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. à :  
M. le Président du Conseil général des LANDES  
Direction du personnel  
23, rue Victor-Hugo  
BP 269 - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

## CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT D'AUDITEURS DE JUSTICE

Tout au long de sa carrière, le magistrat exerce, au service de la protection des libertés, des fonctions variées, exigeant dynamisme et esprit de décision, mais aussi sens des contacts humains. Bacheliers titulaires d'une licence ou diplôme équivalent, agents publics ayant ou non quatre ans d'ancienneté, 190 places sont offertes au concours d'accès externe et interne à l'ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE en 1991. Ce concours permettra après une scolarité rémunérée d'accéder à toutes les fonctions de la Magistrature de l'ordre judiciaire. Les candidats intéressés doivent s'adresser d'ores et déjà auprès du Procureur du Tribunal de Grande Instance situé dans leur ressort. Les épreuves auront lieu les 9, 10, 11, et 12 Septembre 1991. Renseignements :

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE  
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX CEDEX -  
Téléphone : 56.00.10.23 - 56.00.10.24



# Le Monde des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

## AMENAGEMENT ET SYSTEMES DE TRANSPORTS

### CHARGE D'ETUDES

Un groupe privé français de tout premier plan offre un poste motivant de "Chargé d'études".

Ce poste conviendrait à un candidat Sciences Po, DESS, ESC ou Ingénieur, ayant environ deux ans d'expérience études dans le domaine de l'aménagement et du déplacement de personnes. Il sera à même de mener avec autonomie des études impliquant l'intégration de données qualitatives et quantitatives sur des plans démographiques, économiques, ... et de les présenter à des interlocuteurs de haut niveau.

La réussite dans ce poste, outre d'excellentes qualités d'analyse, de synthèse, d'ouverture d'esprit, implique un solide dynamisme et des qualités relationnelles marquées.

Large perspectives d'évolution vers des postes opérationnels.

Poste à PARIS.

Ecrire sous réf. 9 D 2010-1M  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris



## ingénieur généraliste,

vous disposez d'une solide expérience de la FORMATION PROFESSIONNELLE.

SITUÉS EN ISERE, NOUS SOMMES L'UN DES TROIS PLUS IMPORTANTS ORGANISMES PROFESSIONNELS TERRITORIAUX DE LA MÉTALLURGIE.

Nous vous proposons de venir nous aider, appuyé sur un existant de haute qualité, à réussir le lancement d'un nouvel outil de Formation aux techniques de fabrication les plus performantes, selon un fonctionnement tout à fait innovant.

Rattaché au Directeur général, en relation étroite avec nos Dirigeants et nos partenaires, vous participerez à la définition de nos stratégies, à l'organisation de nos formations, à l'animation des équipes administratives et pédagogiques. Vous aurez à élaborer les budgets de fonctionnement et à veiller à leur réalisation.

Ecrivez à Daniel MARTINON, consultant (réf. 3979 LM)



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
94, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE  
LILLE - PARIS - STRASBOURG  
LYON - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec



## un DIRECTEUR de SERVICE ARCHEOLOGIQUE CONTRACTUEL

Chargé d'organiser, de conduire et de contrôler l'exécution de l'ensemble des activités et des missions confiées au Service Archéologique de la Ville de LYON.

Vous préparez et organisez, en accord avec la Direction Régionale des Antiquités Historiques et la Municipalité, les interventions du Service dans les domaines administratif, technique et scientifique. Véritable manager, vous élaborez le programme des interventions des équipes, coordonnez leurs activités et contrôlez le travail fait. Homme de communication, vous assurez liaisons et comptes-rendus auprès des services centraux de la Ville.

Responsable du budget du service, vous veillez également à l'exécution, dans la service, de toutes les directives et recommandations émanant de l'administration municipale (personnel, discipline, hygiène et sécurité, finances, etc.).

Vous justifiez d'une formation universitaire : BAC + 4 minimum. Tous renseignements peuvent être obtenus auprès du Monsieur le Directeur de la Division des Affaires Culturelles - Tél : 78.27.71.31, poste 41.00.

Adresser candidature et CV à la Division du Personnel VILLE DE LYON - Service Recrutement - Mairie Annexe 1 place Louis Pradel - BP 1065 - 69205 LYON cedex 1.

Nous sommes une Société de Conseil en management

Nous recherchons pour notre DÉPARTEMENT JURIDIQUE

## UN CONSULTANT SPÉCIALISÉ EN DROIT IMMOBILIER

De formation I.C.H. ou DESS DROIT IMMOBILIER, vous avez acquis au cours de 3 ou 4 années d'expérience, de solides connaissances en législation des loyers, vente et promotion immobilières, co-propriété...

Homme ou Femme de dialogue, vous avez le sens des responsabilités et le goût du travail en équipe.

Envoyez votre candidature détaillée à M. Marc SOUBAIGNE  
Directeur des Relations Humaines  
Société S V P  
70, rue des Rôtiers  
93400 SAINT-OUEN



MUTUELLE NATIONALE RECRUTE D'URGENCE

## CHEF DE GROUPE COMPTABLE

35/45 ans

Niveau BTS. Connaissance informatique progiciel (mini/micro). Non cadre. Salaire : 170 KF +

Ecrire sous réf. « SP » à MNPL  
29, rue Turbigo 75002 PARIS

L'Agence Nationale pour la Création et le Développement des Nouvelles Entreprises recherche un

## CHARGÉ D'ETUDES (H/F) ÉCONOMISTE DE L'ENTREPRISE

Niveau 3<sup>e</sup> cycle - Expérience indispensable de la conduite d'études

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à François TEYSSIER  
ANCE, 142, rue du Bac - 75007 Paris

BUREAU VAN DIJK INGENIEURS CONSEILS

recherche, pour une mission à durée déterminée  
• Pour la constitution des fonds documentaires de la Bibliothèque de France :

## UN BIBLIOTHECAIRE

ou documentaliste spécialisé en Sciences Économiques et/ou Juridiques, de niveau licence ou DEA dans ces disciplines, assorti d'un diplôme de bibliothécaire ou de documentaliste.

• Pour la rédaction en anglais de notices bibliographiques :

## UN DOCUMENTALISTE (H/F)

scientifique bilingue anglais/français possédant une maîtrise ou équivalent en Sciences de la Vie ou Sciences des matériaux.

Ces postes sont à pourvoir immédiatement.

Adresser CV, lettre manuscrite au BUREAU VAN DIJK  
57, Boulevard de Montmorency - 75016 Paris.

## Cadre statisticien économiste

Vous serez chargé de :  
• mener des études quantitatives, descriptives et de simulation, préalables aux décisions de politique sociale et aux négociations (gestion prévisionnelle des emplois, organisation du travail, ...)

Ces fonctions impliquent de nombreux contacts avec les différentes unités d'ADP et les partenaires sociaux. De formation supérieure (école d'ingénieurs, 3<sup>e</sup> cycle), vous êtes débutant ou avez une première expérience dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre candidature sans référence CB/906 à AEROPORTS DE PARIS - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi Orly Sud 103 - 94396 ORLY Aéroport cedex.

PRENEZ L'AÉROPORT



## consultant : recrutement et conseil

Nos partenaires-clients sont des Sociétés Internationales "High Tech". Nous les assistons et les conseillons dans la recherche de leurs collaborateurs et la constitution de leurs équipes. Dans cet univers professionnel spécifique, les recrutements font appel, soit aux ressources des annonces d'offres d'emploi, soit aux apports de l'approche directe. Nous vous confions un ensemble de missions et vous en avez la responsabilité complète depuis la définition des postes jusqu'au suivi de l'intégration des cadres engagés chez nos partenaires-clients, et ce, dans un véritable esprit de Conseil et de Service. Si notre équipe et nos outils informatiques vous apportent le support et les moyens nécessaires à la réalisation de vos recherches, vous êtes dépendant impliqué activement dans leur mise en œuvre et leur animation. Et vous pouvez être totalement dévoué à votre rôle de Conseil car vous n'avez pas à développer de clientèle. Vous avez une expérience de trois à quatre années de recrutement en entreprise ou en Société de services et vous souhaitez valoriser ce savoir-faire dans un domaine industriel en constante évolution. Adresser votre dossier en précisant vos souhaits de rémunération à Joëlle DUJOUR, qui traitera confidentiellement chaque candidature.

ALPHA CDI 20, avenue André Malraux 92300 LEVALLOIS-PERRET



## MAIRIE DE MEAUX-77

recrute dans le cadre de l'opération de développement social et urbain du quartier de la Pierre Collinet

## UN ADJOINT AU CHEF DE PROJET

Agent de développement social ayant de bonnes capacités d'animateur de terrain.

Il travaillera en étroite collaboration avec le chef de projet, il assurera la coordination des actions avec les acteurs sociaux et les habitants, et la conduite des réunions.

Il travaille en partenariat au sein de l'équipe de M.O.U.S. constitué.

Envoyer CV et lettre de motivation à M<sup>me</sup> ZERBIS

HOTEL DE VILLE DE MEAUX,  
Place de l'Hôtel-de-Ville, 77100 MEAUX

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen recrute pour son Département « Études Économiques »

## UN CADRE CHARGÉ D'ETUDES Spécialisé en AMÉNAGEMENT

### MISSION :

- Réaliser des études de faisabilité économique.
- Prendre les contacts avec les collectivités territoriales et agences, accueillir les entreprises et les investisseurs.
- Utiliser les outils informatiques créés pour promouvoir les parcs d'activités et les implantations d'entreprises.

### PROFIL :

- Diplôme de l'enseignement supérieur avec spécialisation en aménagement.
- Expérience des politiques d'aménagement de zones d'activités et, si possible de l'immobilier d'entreprises.
- La pratique de la micro-informatique est un atout.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo à CCI de Rouen, Département EEA, BP 641, 76007 ROUEN-CEDEX.

CONTINENT ASSURANCES

## ORGANISATEUR

Vous êtes de formation supérieure (Bac + 4) et vous possédez une expérience de 2 ou 3 ans de la fonction dans le secteur tertiaire.

Votre goût pour le conseil, vos capacités d'analyse, de synthèse et vos qualités relationnelles vous permettent de rejoindre notre équipe parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence OR, à la DRIH, Gauthier Assurances, 62 rue Richelieu, 75002 Paris.

أنا من الأصل



50.000.000

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'Informatique

... Le Monde • Mercredi 27 février 1991 IX

**MANDUCHER**

transformation de matières plastiques

*La Passion d'Entreprendre*

## INFORMATICIEN CHEZ MANDUCHER

Dans un environnement essentiellement IBM (AS 400, 9375, micro-informatique bureautique), une vingtaine de spécialistes proposent et appliquent des solutions performantes et adaptées dans des domaines aussi variés que la gestion, la CAO-DAO et l'informatique industrielle. Notre projet de développement et d'optimisation de notre réseau de communication concrétise notre souci d'efficacité dans nos relations avec nos partenaires.

De niveau BTS, Maîtrise (MAGE, MST), Ingénieur, vous êtes fort d'une première expérience. Nous vous proposons de rejoindre la Direction du Système d'Information qui gère et organise l'ensemble de l'informatique MANDUCHER.

Vous avez l'esprit d'équipe et de service. Pédagogue, persuasif, vous avez le sens de la communication : vous pouvez être l'un de nos responsables.

### ORGANISATION

Vous avez pour mission d'établir des diagnostics pour faciliter la mise en œuvre du système d'information de notre société. Vous mettez à jour les problèmes, analysez les dysfonctionnements et proposez les solutions correctives au sein d'un plan d'action. De formation Ingénieur, vous possédez impérativement une expérience en milieu industriel. (sous réf. O/T.91)

### MICRO-INFORMATIQUE

Vous définissez et actualisez la politique micro-informatique de la société : en relation avec les Chefs de projets, vous intégrez le système "micro" dès la conception des applications informatiques et vous apportez votre soutien aux utilisateurs par une écoute des besoins et par l'analyse des innovations du monde "micro". Une connaissance du milieu industriel est nécessaire. (sous réf. M/T.91)

### SYSTÈME RÉSEAU

Vous assurez l'installation, le bon fonctionnement et l'évolution de l'ensemble des logiciels système et réseau. La disponibilité du réseau, son évolution et les aspects "sécurité" dépendent directement de vous. Appui technique de l'équipe informatique, vous prenez également en charge la veille technologique et représentez la compétence technique de la société auprès des fournisseurs. (sous réf. SR/T.91)

### Méthodes, Qualité, Administration de données

Vous concevez, structurez et actualisez le plan d'action méthodologique du système d'information. Vous contrôlez et coordonnez la définition de l'ensemble des données de la société.

De plus, vous assistez les autres services et les utilisateurs dans la pratique d'outils méthodologiques, vers un objectif de qualité et de productivité. (sous réf. MQ/T.91)

### Exploitation quotidienne

Vous assurez la production informatique au quotidien dans les meilleures conditions de qualité et de fiabilité (résolution rapide des incidents, suivi et rapports...) et ce, pour l'ensemble des ressources (ordinateurs en salle, périphériques légers, matériel réseau).

Responsable des tâches opérationnelles, vous effectuez un suivi de production des travaux et validez la phase finale de la mise en production.

Vous encadrez une petite équipe et savez être polyvalent dans le traitement des problèmes. (sous réf. EQ/T.91)

**MANDUCHER**

2200 collaborateurs CA : 1,4 Md F 8 sites industriels

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi (lettre de motivation, CV, photo et préférences) à l'adresse suivante : MANDUCHER, Direction des Affaires Sociales, 34 rue Paradis, BP 2009, 01102 Oyonnax. Nous sommes attentifs aux candidatures de personnes handicapées.

*Envie de Technologie  
et de contacts humains?  
Ingénieur Service-client H.P.*

### JEUNE INFORMATICIEN OU ÉLECTRONICIEN

Notre originalité consiste à être d'abord un grand constructeur capable de proposer à ses clients une gamme complète de services, avant, pendant et après la vente. Et en ce domaine, nous sommes leader sur le marché. DATAPRO nous a classés n° 1.

Notre originalité repose sur des Ingénieurs Service-client, formés en permanence, responsables et capables de veiller, conseiller et intervenir sur les plus petits systèmes d'information comme sur les plus importants réseaux internationaux. Nos ingénieurs s'impliquent totalement dans l'exploitation des systèmes de leurs clients et anticipent leurs évolutions. Ils savent mener de façon autonome les actions de prévention et coordonner les différentes interventions, avec la garantie de disposer de toute la puissance humaine et technologique Hewlett-Packard.

Notre objectif est double : maintenir la pérennité des investissements de nos clients et assurer le plein rendement de leurs systèmes, préparer nos équipes à évoluer ensuite vers différentes missions : support technique, support logiciel, management ou vente.

Jeune Ingénieur, informaticien ou électronicien, débutant ou ayant une première expérience, vous aussi, mettez votre originalité au service de nos clients.

Les postes sont à pourvoir à Paris, en région parisienne, et en province (Lyon, Rouen, Strasbourg, Aix-en-Provence, Grenoble).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo), sous référence CEI/91A/LM, en précisant votre préférence géographique, à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.



**HEWLETT  
PACKARD**

### B.G.A.

Société spécialisée en analyse de modèles financiers en forte expansion cherche son

### RESPONSABLE INFORMATIQUE

Vous avez une formation d'ingénieur, et justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans. Vous avez la responsabilité de :

- mettre en place l'infrastructure informatique (DOS/UNIX),
- suivre et contrôler les projets informatiques,
- trouver des solutions aux besoins spécifiques.

Merci d'adresser votre candidature et CV à : Joanne de Marichalar, B.G.A., 11, rue Marcellier, 75002 Paris

**MISSION  
LEADER**

**d'** formation scientifique, diplômés d'une école d'ingénieur ou universitaire, vous souhaitez participer au développement de projets d'envergure nationale et internationale. Vous êtes intéressés par les domaines de l'informatique distribuée, les réseaux, sur micros, stations de travail et serveurs UNIX.

Dès votre arrivée dans le groupe, vous recevrez une formation intensive (6 mois) de très haut niveau, vous permettant d'acquérir une véritable expertise informatique pour devenir

### INGÉNIEUR D'ETUDES

Vous évoluerez au sein de petites équipes dans un environnement stimulant et de haute technicité, ouvert sur les standards du marché.

Motivés pour évoluer vers les techniques de pointe? Alors, saisissez cette opportunité!

Adressez vite votre dossier de candidature sous réf. M.26.02 à BULL - Martine RAZAFI Service Recrutement - 94, avenue Gambetta 75990 Paris cedex 20.

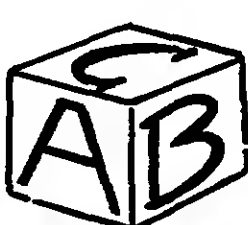
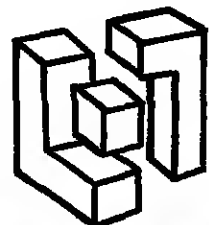
Réseaux  
et systèmes  
d'information

**Bull**



# Le Monde de l'Informatique

## Brassez les compétences



### Ingénieurs Etudes Logiciel Débutants

**BULL INGENIERIE** (filiale de BULL et CAP-SESA) est devenue en quelques années un expert reconnu dans les domaines de l'architecture de réseaux, de l'intégration de systèmes ainsi que de la sécurité logique. Une croissance significative (40 %/an), un melting pot interne - source d'enrichissement -, une culture technique très marquée, situent incontestablement BULL INGENIERIE en pole position pour relever les défis technologiques au plan européen.

Dans le cadre de projets d'intégrations de systèmes, vous participerez aux travaux d'intégration, à l'élaboration des spécifications techniques, à la qualification de chaînes de liaison et au développement de logiciels de réseau.

Votre environnement ? UNIX, GCOS 6, DNS, GCOS 7, DOS, OS 2, Microprocesseurs.

Issus d'une grande école d'ingénieurs, vous avez un intérêt marqué pour la technique et l'intégration de systèmes. De votre capacité à travailler en équipe et de votre engagement personnel, dépendra votre évolution rapide vers un poste de Chef de projet.

Brassez ensemble nos idées ! Adressez-nous votre candidature (lettre, CV, photo) à BULL INGENIERIE - Direction des Ressources Humaines Mme Dominique BAILLY 12 rue de Paris - BP 59 78230 LE PECQ ou répondez-nous sur 3615 LM.



### 1ère SESSION 1991

### Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • dégagés des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M252C5, à Honoré Informatique - 62, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

**HONORÉ Informatique**

### Ces hommes qui maîtrisent.

### Informatique Industrielle • Automatisation de production Supervision en réseau • GFAO

Vous avez une passion pour les process industriels ? Vous désirez progresser dans le monde de l'informatique répartie, du control process, de la vision artificielle, et des SGBD relationnels ? C'est possible en intégrant Arc Industrie, une SSI à taille humaine aux références prestigieuses, privilégiant le travail de jeunes équipes.

### CHEFS DE PROJET INGENIEURS D'ETUDES

Ingénieurs/BAC + 4 OS/2, DOS, UNIX, Réseaux locaux

Vos compétences pointues, votre autonomie et votre volonté d'implication accompagneront notre recherche de la qualité. Votre formation, votre salaire et votre intérêt aux résultats seront à la hauteur de vos ambitions.



Merci d'adresser votre candidature CV photo lettre manuscrite à Philippe Roussel 2, Avenue de la Cristallerie 92310 Sèvres

### Dans le cadre de son activité HIGH-TECH SYSTEMES GRAPHIQUES HAUTES PERFORMANCES POUR LA DEFENSE AERIENNE

Au sein du groupe MERLIN GERIN **SECRE** 800 personnes dont 250 Ingénieurs

### RECRUTE

### SPECIALISTE SYSTEMES DE COMMUNICATIONS

Vous maîtrisez le développement des protocoles de réseaux locaux (2 ans d'expérience). Vous participerez à l'analyse et à la réalisation de notre projet.

### SPECIALISTE LOGICIEL D'APPLICATION

Vous avez une expérience confirmée (4 à 5 ans) en conception et développement. Nous vous proposons d'intervenir sur des systèmes de simulations tactiques dans un contexte international.

### SPECIALISTE SGBD

Vous avez une première expérience (1 à 2 ans) en développement (de préférence en C) et vous avez utilisé un SGBD type Informix ou Oracle.

Vous prendrez en charge la réalisation d'un logiciel, utilisé pour gérer des plans de vol.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite) sous référence 66/1 à notre Direction du Personnel 214 rue du Fbg St Martin 75010 PARIS.



Leader de l'industrie mondiale des matériaux de construction (35 milliards de CA, 33 000 personnes) recherche pour sa filiale CEMENTS LAFARGE (7 milliards de CA, 4 700 personnes) son

### RESPONSABLE DE L'ARCHITECTURE DU SYSTEME INFORMATIQUE

Rattaché au Directeur des Systèmes et de l'Organisation Informatique, vous participerez à l'élaboration de la politique du système d'information. Pour améliorer la productivité et assurer la cohésion de son architecture et de son évolution • Vous encadrerez les ingénieurs chargés de la performance du système et du réseau • Vous définirez les choix techniques futurs et conduirez leur mise en œuvre • Vous conseillerez les chefs de projets et l'ensemble de l'équipe informatique dans le choix de leurs solutions.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé ayant un minimum de 5 ans d'expérience avec la pratique de la conception et de l'optimisation d'architectures de systèmes distribués. La connaissance des solutions DIGITAL EQUIPMENT et la pratique de l'anglais constituent des atouts supplémentaires.

La réussite dans le poste suppose outre la compétence technique, des capacités de conception, d'organisation et d'animation.

La taille du groupe et ses activités variées offrent à un candidat de vœux des perspectives d'évolution motivantes et diversifiées.

Poste situé à SAINT CLOUD siège de la société.

Ecrire sous réf. 9 A 2105-1M. - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75015 Paris



### BANQUE SPECIALISEE DE PREMIER PLAN

### Auditeur Informatique

Au sein de notre équipe, jeune et pluridisciplinaire, d'audit interne, vous deviendrez notre spécialiste informatique et interviendrez auprès du réseau, du siège et des filiales afin de détecter les dysfonctionnements et en analyser leurs causes et leurs solutions.

Vous prendrez en charge, pour la moitié de votre temps, des missions informatiques (fiabilité des systèmes et applications, sécurité des opérations, ...) l'autre moitié étant consacrée à des missions de contrôle interne.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune auditeur informatique (2 à 4 ans d'expérience en cabinet ou en inspection bancaire) ou bien un ingénieur informaticien possédant d'excellentes connaissances financières et comptables. (Déplacements à prévoir).

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous référence 181 à

**MEDIA PA** 50/54, rue de Sully, 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

### Chef de Projet

### Réseaux Neuraux

Situé à Nantes, notre centre de Recherche et de Développement poursuit sa croissance.

Mission : Intégré au sein d'un département "reconnaissance, vision et architecture", vous mettez en place et entraînez un atelier logiciel de modèles de réseaux neuronaux, avec application au traitement d'images et à la reconnaissance des formes.

Au sein d'une équipe à taille humaine, vous valorisez votre potentiel technique (grande école avec spécialisation informatique). Une formation en traitement du signal et reconnaissance des formes sont nécessaires. Votre goût pour la recherche avancée et, une première expérience sur les réseaux neuronaux sont des "PLUS" pour la fonction.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. RN/44/LM, à notre conseil :



**Interrégions Consultants**  
10, rue de la Villa Maria - 44000 NANTES



### INGENIEURS LOGICIEL

Plusieurs années d'expérience ou débutants pour le développement d'applications temps réel industrielles.

Vous maîtrisez plusieurs des techniques suivantes :

- l'automatisation de systèmes,
- les langages C, Ada, ou assembleurs pour famille 68000 ou 68000,
- les systèmes d'exploitation UNIX, RMK II.

Une formation aux méthodes du génie logiciel (Analyse et Conception Orientée-Objet, maîtrise de la Qualité, conduite de projet) vous sera assurée.

**CORELIS**, groupe indépendant de SSI créé en 1988, avec un effectif de 200 personnes, en forte croissance, vous offre une carrière ouverte.

Merci d'adresser votre cand. à S. LECLERC, Z.A. de Courtabouff, 2 avenue de la Banque, B.P. 110, 91944 LES ULIS Cedex A.

هذا من الأصل



55.1 من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 27 février 1991 XI

## Le Monde des Secteurs de Pointe

# Le CNET, le plus court chemin entre aujourd'hui et demain

*Vous êtes ingénieur, débutant ou 1ère expérience, et passionné par la recherche et les techniques de télécommunication.*

Reconnu mondialement pour ses compétences et ses réalisations d'avant-garde telles que la commutation temporelle, le RNIS, les télécommunications spatiales, le visiophone, le Centre National d'Etudes des Télécommunications (CNET) vous propose aujourd'hui de participer à ses grands projets de recherche fondamentale et appliquée.

Vous travaillerez ainsi avec les plus grands experts scientifiques et industriels français et internationaux sur la conception, la mise au point et la mise en place des systèmes et services que l'industrie développera.

Autonome et possédant le goût du travail en équipe et des contacts, vous trouverez un environnement professionnel évolutif où tous les moyens vous seront donnés pour exprimer votre créativité dans des domaines aussi variés que :

- le traitement du signal
- la communication avec les mobiles
- les réseaux intelligents
- les réseaux d'entreprise...

Que vous soyez universitaire ou issu d'une grande école, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à : Patrick MAILLET, CNET, Secrétariat Général, Direction de la Gestion des Ressources Humaines, 38/40 rue du Gal Lederc, 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

FRANCE  
TELECOM  
UN AVENIR D'AVANCE

cnet

CONTEXTE

## L'ENVIE

Nous sommes spécialisés dans la fabrication d'outillages consommables pour machines-outils. Avec 300 personnes, nous sommes leader en France et réalisons 50 % de notre activité à l'export. Afin de participer à notre développement, nous recherchons notre

### RESPONSABLE METHODES ET INDUSTRIALISATION

Dans le cadre d'un important processus de fabrication, vous construisez l'avenir en optimisant notre productivité et nos méthodes d'industrialisation. Très au fait de l'évolution des technologies, vous améliorez les procédés existants et en recherchez de nouveaux.

A 30-35 ans, vous êtes ingénieur Mécanicien (AM, ENI, etc...). Homme d'études et de réflexion, vous possédez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans une entreprise de mécanique utilisant des équipements de pointe : CN, robotique, automates programmables.

Ce poste basé en région stéphanoise offre une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'écrire sous réf. 1737/M ou de téléphoner à notre conseil : Pierre ZENTAR  
PRO CONSULTANT - 18, rue Rougel  
de Lisle - 42000 SAINT-ETIENNE  
Tél. 77.33.88.33 - Fax : 77.25.73.47

PRO consultant

RCL

Notre société, parmi les leaders du marché (1,6 milliard de CA, 3 unités de production fortement automatisées), recherche pour son usine de Marseille un

### Jeune ingénieur de production (A.M., INSA...)

Responsable de l'atelier de conditionnement, il aura à animer une équipe de 70 personnes, à gérer les impératifs de production, de qualité, de délais dans le cadre de la réalisation des programmes de conditionnement. Il optimisera l'organisation des flux et assurera le suivi des performances.

Il développera en outre de nouvelles techniques et participera à la mise en place de méthodes modernes de gestion de production.

Une formation d'ingénieur (A.M., INSA...) complétée si possible par une 1ère expérience professionnelle, un tempérament d'animateur et d'organisateur constituent les atouts essentiels de réussite à ce poste évolutif, pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à RCL, Direction du personnel, 29 boulevard Charles-Nédelec, 13003 Marseille.

Valérie Deville  
CNET, Centre National  
d'Etudes des Télécommunications  
38/40 rue du Gal Lederc  
92131 Issy-les-Moulineaux  
Tél. 77.33.88.33 - Fax : 77.25.73.47

SNR  
ROULEMENTS

GRUPE SNR  
CA : 3 MILLIARDS DE F. 500 PERSONNES.  
PARTENAIRE DE  
L'AERONAUTIQUE, DE L'AUTOMOBILE  
ET DE L'INDUSTRIE.

Rattaché au Directeur Régional, vous suivrez et vous développerez un portefeuille de clients directs, et de prescripteurs de nos produits : distributeurs, bureaux d'études...

Vous combinerez "écoute" et sens tactique inhérent aux approches commerciales; sens de l'objectif, et tempérament maîtrisant les aléas d'un milieu parfois hostile.

Notre taille vous apporte formation et appui dans la fonction, et des possibilités d'évolution, à terme, dans notre réseau commercial, au Siège ou dans le Groupe. Agé de plus de 25 ans, vous êtes INGÉNIEUR ou SUP de CO motivé et étoffé techniquement pour un rôle en milieu industriel.

ANNECY

VEUILLEZ FAIRE PARVENIR S/REF. 9103 VOTRE DEMANDE MANUSCRITE, VOTRE CV AVEC PHOTO ET REMUNERATION ACTUELLE A SNR ROULEMENTS, SERVICE EMPLOI, BP 17 - 74010 ANNECY CEDEX

### J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'études. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6 000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

DGA BREST, établissement industriel (7 000 personnes) de la DGA, chargé des études, de la construction et de l'entretien des navires de guerre, recherche :

#### INGÉNIEUR HYDRODYNAMIQUE spécialisé en automatique

Diplômé ENSI ou équivalent, vous êtes débutant ou avez une expérience de 2 à 5 ans.

Au sein d'une équipe de projet, vous participerez à l'étude, au développement et aux essais de petits véhicules sous-marins remorqués ou autoproulsés.

Pratique de la langue anglaise indispensable.

DGA

Merci d'adresser votre candidature MANUSCRITE AVEC CV DÉTAILLÉ ET PHOTO A PRECOM BP 412 - 29275 BREST CEDEX pour réf. 4928.

KONE

Spécialiste incontesté des produits de haute technicité, notre groupe est aujourd'hui l'un des leaders mondiaux de l'ascenseur. Notre filiale France (1,3 Md de CA - 2 500 personnes) recherche pour son département Ascenseurs Neuts à Paris la Défense :

### Ingénieur d'affaires

Responsable de la mise en œuvre de projets importants (>1,5 MF), vous piloterez l'ensemble des travaux en vue de leur bonne réalisation. Vous améliorerez la rentabilité de ces opérations et négociez avec les entreprises du BTP avec lesquelles vous aurez au crépuscule des relations privilégiées.

Homme d'interface, âgé d'environ 25 à 30 ans, de formation ingénieur (GROUPE CENTRALE, ENSI, ESTP...) vous avez acquis une première expérience sur le terrain. Bilingue anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence LM 85 M à Sophie de GOROSTAZU - ARCO - 18 avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

PARIS / RHÔNE-ALPES

ARCO

Lipha

Avec 2300 personnes, nous figurons parmi les cinq grands laboratoires pharmaceutiques français. Notre site de Calais (65 personnes) a pour vocation de produire des principes actifs et des intermédiaires de synthèse. Nous recherchons pour la gestion de cette unité un

### Directeur d'usine chimie fine

Au-delà de vos responsabilités en matière de direction et de coordination des différents services, de gestion des hommes, votre mission consiste à réaliser le plan prévu au meilleur coût dans des conditions d'hygiène et de sécurité optimales.

A 40/45 ans, de formation ingénieur chimiste (si possible ingénieur docteur), vous avez connu et réussi une expérience similaire de direction d'unité. Vous cherchez aujourd'hui à valoriser cet acquis ; nous vous offrons la possibilité de rejoindre une structure internationale en plein essor. La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 7535 C à BERNARD JULHIET Rhône-Alpes 18, cours Suchet - 69002 LYON.

BERNARD JULHIET  
RESSOURCES HUMAINES RHÔNE-ALPES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles



# Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE

## Créez votre avenir dans les Alpes-Maritimes

En s'engageant dans une profonde mutation industrielle, technologique et commerciale, cet organisme national a choisi de privilégier le marché au travers de la technologie qu'il développe dans le domaine des télécommunications.

Pour optimiser la réussite de ce projet, nous recherchons :

### Un Ingénieur Support Technique et Développement (Réf. 101611/ILM)

Au sein de l'équipe marketing et en étroite collaboration avec les ingénieurs grands clients et les commerciaux, vous prenez en charge :

- le soutien technique sur les aspects téléinformatiques et commutateurs privés,
- la conduite de projets,
- l'aide à la rédaction des cahiers des charges.

De formation Ingénieur Télécom, votre dynamisme, votre passion pour la technique et votre désir de faire partager vos compétences sont vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste évolutif.

### Un Responsable Service Clients (Réf. 101612/ILM)

Rattaché à la Direction, vous prenez en charge l'organisation, l'animation et le soutien des principaux centres d'exploitation pour tout ce qui relève des relations clients. Assisté d'une équipe performante, vous êtes le garant de la qualité et assurez dans ce but une coordination entre les services internes.

De formation technique ou marketing (Bac + 4 minimum), votre aptitude à l'animation et au management, votre capacité d'initiative et votre très grand attrait pour le service assureront la réussite de votre mission.

Nous vous offrons dans un secteur en pleine expansion une qualité de travail, une formation performante, une mobilité professionnelle et d'importantes responsabilités.

Ecrire sous référence choisie à Bernard Krief Management Méditerranée, Le Parc de Haute Technologie, bât. 6, Sophia Antipolis, 06250 Mougins.

**BERNARD KRIEF RECRUTEMENT**  
PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

## Diriger notre bureau d'études...

Nous sommes le leader mondial dans la fabrication d'équipements spéciaux pour la microélectronique avec 80 % de notre CA réalisé hors des frontières. Nous recherchons aujourd'hui le responsable de notre bureau d'études qui, rattaché au directeur technique, anime une équipe de 6 dessinateurs-projeteurs dans un environnement pluridisciplinaire. Ce poste convient à un jeune ingénieur mécanicien, diplômé d'une grande école - A&M, INSA, ENSI - ayant une première expérience acquise, si possible au sein d'un bureau d'études orienté vers la conception de produits de haute technologie, fabriqués en petite série. La connaissance de la CAO et la pratique courante de l'anglais sont indispensables. Ce poste est basé en proche banlieue Ouest (RER).

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence A1162.91 M à notre conseil, 61 Boulevard Haussmann - 75008 Paris.



**Chantal Baudron. s.a.**

Membre de Syntec

SONY FRANCE

## INGENIEUR SUPPORT A LA VENTE IMAGERIE SCIENTIFIQUE, MÉDICALE ET INDUSTRIELLE

SONY FRANCE (2 500 personnes, 7 Mds de CA) produit et commercialise des équipements de haute technologie à usage grand public et professionnel. Dans le cadre du développement de son activité, le Département traitement d'image et systèmes recherche un nouveau collaborateur. Rattaché au responsable commercial, vous aurez pour mission de présenter nos produits (caméras, imprimantes...) à nos clients, d'effectuer un suivi des produits commercialisés en traitant les questions d'ordre technique et de former les utilisateurs. Enfin, par votre connaissance de nos produits et du

marché, vous réaliserez des études comparatives ainsi que les argumentaires de vente. De formation ingénieur en électronique et bilingue anglais, vous avez une première expérience similaire de préférence dans le domaine de l'instrumentation scientifique. Vous souhaitez vous investir dans un métier où les compétences techniques sont aussi importantes que les qualités commerciales. Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre et prétentions) sous la réf. 2602/ISV, à Fabienne Margot, SONY FRANCE, 15 rue Floréal, 75017 PARIS.

**SONY**  
Le créateur



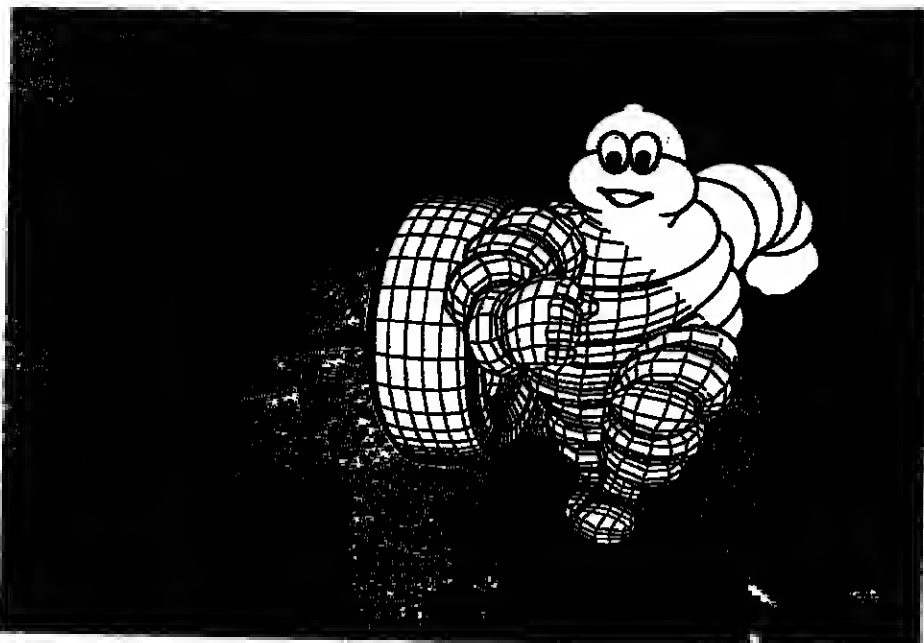
Filiale d'un important groupe secteur aéronautique, recherche pour son agence de Bourges (18),

### INGÉNIEURS (Ensi, Eni, Estaca)

Avec bonnes connaissances en Electronique et Informatique, pour postes en Bureau d'Etudes : travaux de simulation sur essais en vol.

Envoyer Curr-Vita, photo, prétentions à GEIME-GERT, Service Recrutement - 91, avenue de la République, 75011 Paris.

## POUR BATTRE DEMAIN LE PNEU D'AUJOURD'HUI



Dans un monde en mouvement dont les mutations s'accroissent, nous vous proposons de venir partager notre passion du progrès.

### INGÉNIEURS DE RECHERCHE ET D'ESSAIS

Mathématicien, Chimiste, Physicien, Spécialiste du traitement du signal, etc., vous utiliserez les moyens d'analyse et de calcul les plus puissants, pour mieux comprendre la réalité d'un produit très complexe.

### INGÉNIEURS INFORMATIENS

Vous prendrez la responsabilité globale de projets industriels ou scientifiques et mettrez en œuvre les techniques les plus récentes sur les matériels les plus performants (CRAY, Mainframes...).

### INGÉNIEURS DE PRODUCTION

Après une 1<sup>re</sup> expérience de 2 ans environ, vous prendrez la responsabilité d'équipes importantes de production en France et à l'étranger.

### INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT PROCÉDÉS

Après avoir conduit un premier projet, vous prendrez la responsabilité d'une équipe de développement. Votre responsabilité sera globale de la conception du procédé jusqu'à sa mise au point dans nos usines en Europe, en Amérique ou en Asie.

Merci d'adresser votre candidature sous référence LM/45 à : MICHELIN  
Hervé COVCO - Service de Personnel  
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

**MICHELIN**  
Les moyens de se passionner

## Engagez vos talents au service d'un projet novateur Food technologist

(Responsable du développement technologique)



Filiale de la Société  
NUTRASWEET, leader mondial  
des édulcorants de synthèse,

nous venons de nous implanter en Europe. Notre ambition est d'y développer une des récentes découvertes du Groupe, SIMPLESSE, substitut naturel des matières grasses. Notre équipe de développement se constitue et nous cherchons un spécialiste des procédés agro-alimentaires.

Vos études d'ingénieur agro-alimentaire (INA, ENSIA, ENSIA, ENSIA, etc.) vous ont permis d'affirmer votre goût pour la recherche et le développement.

Vos débuts professionnels dans des fonctions de développement ou de production ont assés votre compétence dans le domaine des procédés alimentaires, et ont si possible développé votre connaissance des produits laitiers.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible une autre langue européenne.

Responsable de la conception et de la définition des procédés d'application de SIMPLESSE dans les produits de nos clients (grandes entreprises du secteur alimentaire), vous piloterez vos projets jusqu'au stade de la validation semi-industrielle.

En étroite relation avec la Direction des ventes, vous assurerez l'interface avec les équipes développement de nos clients.

Votre excellente connaissance des technologies et des procédés doit être soutenue par un tempérament innovateur, une grande autonomie et des qualités relationnelles affirmées.

Le poste est basé en banlieue parisienne avec des déplacements en Europe.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 59 M, à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.



Hervé & Millet  
Conseil

Nous sommes une société implantée dans le Centre de la France, au Chiffre d'Affaires de 500 MF (dont 50 % à l'export), et filiale d'un groupe important. Nous recherchons :

## UN INGENIEUR QUALITE

Au sein d'une équipe en place, travaillant depuis plusieurs années avec comme objectif la Qualité Totale vous aurez à :

- apporter auprès de tous les services l'aide méthodologique et développer l'état d'esprit nécessaire à la construction de la qualité,
- mener toutes les actions pour la mise en place et le suivi de l'Assurance Qualité,
- participer à l'effort général pour développer la Qualité Totale.

Vous êtes Ingénieur avec 5 à 10 années d'expérience vous ayant permis de découvrir plusieurs fonctions d'une entreprise. Vous avez déjà participé à des Actions Qualité.

Vous avez le sens du contact humain, vous savez convaincre et mener des actions de longue haleine.

Alors pour nous rejoindre, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 81.99/M à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST, EUROMESSAGES

أنا من ألاحظ



# Le Monde des Secteurs de Pointe

## GAGNEZ LES GRANDS ESPACES EUROPEENS

TEUCHOS est une jeune société d'ingénierie en expansion rapide. Son domaine : les grands programmes aéronautiques et spatiaux nationaux et européens en collaboration avec un grand donneur d'ordre de la profession. Elle recherche pour ses activités de conception et de développement de lanceurs et missiles des

### INGENIEURS DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE REUSSIE (Bac + 5 minimum)

pour les postes suivants basés en région parisienne.

Sud Parisien (réf. RP06)

- Modélisation senseurs optroniques (FORTRAN/SUN).
- Responsable projet européen senseurs optroniques.
- Intégration et maintenance senseurs optroniques.
- Etude et modélisation armes laser (FORTRAN/SUN).
- Etude et modélisation équipements radar et écoute.
- Simulation avec éléments réels en hyperfréquences.

Ouest Parisien (réf. RP07)

- Responsable chaînes électriques embarquées.
- Responsable chaînes pyrotechniques.
- Responsable durcissement aux agressions classiques.
- Gestion - administration réseaux télécommunication.
- Etudes surtension de fonctionnement réseaux.
- Responsable mécanismes avec automatismes.
- Etude comportement dynamique structures.

Vous justifiez d'une bonne connaissance de l'anglais. Vous savez faire preuve d'autonomie tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires au sein de structures à dimension humaine.



Merci de nous adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé), en précisant la référence appropriée, à TEUCHOS EXPLOITATION - 6, avenue du Général de Gaulle, 78000 VERSAILLES. Elle fera l'objet de la plus grande discrétion.

CONSEIL - CPEB

## Gestion des risques industriels Un homme de terrain et de conseil

210 000 personnes dans plus de 100 pays, des unités industrielles sur tous les continents, une position de leader sur de nombreux marchés des Télécommunications, de l'Energie et des Transports... au sein du groupe ALCATEL ALSTHOM, les domaines liés à la prévention des risques industriels justifient des activités et des investissements importants. Au siège du groupe, à Paris, la Direction des Assurances et de la Gestion des Risques Industriels recherche le

### CHEF DU DÉPARTEMENT PRÉVENTION / ENVIRONNEMENT

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous avez acquis une très solide expérience en Prévention. Dans ce domaine comme en matière d'environnement, vous connaissez les réglementations et les normes en vigueur en France et, si possible, dans les grands pays industrialisés. Bon négociateur, vous portez couramment le français et l'anglais et vous savez encadrer, développer et animer une équipe d'ingénieurs spécialisés dans les différents "métiers" de la sécurité industrielle et de l'environnement.

- Conseil et assistance aux responsables concernés dans nos filiales
- Analyse des projets de création et d'extension de sites industriels
- Liaison entre les experts extérieurs et les sociétés du groupe
- Contrôle du respect des normes de sécurité et de pollution... vous exercerez des responsabilités étendues, où vous mettrez en valeur votre connaissance du terrain, vos capacités d'encadrement et votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence M/2602, à Mademoiselle Gacogne, Direction des Ressources Humaines



ALCATEL ALSTHOM 54, rue La Boétie - 75008 Paris

MOA/07



## Tetra Pak a tous les atouts pour développer votre personnalité

Leader mondial des systèmes de conditionnement pour liquides alimentaires, Tetra Pak produit 58 milliards d'emballages par an dans 110 pays environ. Son succès repose sur une idée fondamentale liée à l'emballage aseptique, et sur la volonté de concevoir des solutions originales pour chaque client. Tetra Pak vous propose d'intégrer son centre technique (130 personnes) situé à Roissy.

### JEUNE RESPONSABLE GESTION DES STOCKS

#### Grande Ecole d'Ingénieur ou MIAGE

Au sein du Département Pièces de Rechange et Achats, vous participez directement aux profits de l'entreprise en gérant notre stock de 20 000 références. Vous imaginez et appliquez les méthodes d'approvisionnement permettant la satisfaction optimale de nos clients avec un stock minimum. Après analyse statistique, vous commandez les pièces auprès du Groupe TETRA PAK et de nos fournisseurs. Vous participez au développement du système informatique de traitement de l'information, sur mini et micro ordinateur (AS400 et INFOCENTRE). Une première expérience dans ce type de fonction, une bonne connaissance de l'informatique, la pratique de l'anglais, vous permettront de mener à bien votre mission au sein d'une entreprise internationale à taille humaine, en évolution technologique permanente.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions (s'ent. YZ/GS) à BIKI SERVICE - 125 avenue du Bois de la Pie - ZAC PARIS NORD 2 - BP 50049 95946 ROISSY CHARLES DE GAULLE cedex.



Ecoute, Service et Qualité.

CONTEXTE

INGENIEURS CONFIRMES

## L'Ingénierie Informatique : L'Exigence d'une Passion

Société du Groupe CGI, nous nous sommes imposés, en onze ans d'existence, comme l'une des entreprises les plus performantes en Ingénierie Informatique Scientifique et Technique. Aujourd'hui, nous sommes présents là où s'élaborent et se réalisent les grands systèmes les plus complexes, que ce soit dans les domaines de l'Aéronautique, de l'Espace, de la Défense, ou dans ceux de l'Industrie et des Télécommunications. Nos clients reconnaissent et apprécient, sur chacun de nos métiers : études théoriques, systèmes temps réel, génie logiciel, simulation, réseaux, bases de données, intelligence artificielle, notre savoir-faire et notre souci d'être constamment à la pointe des techniques de pointe. Pour gagner, nous avons su réunir les meilleurs potentiels et leur donner les moyens de s'épanouir et de valoriser leurs diplômes. Ingénieur de formation grande école, vous voulez vous aussi faire éclater votre talent au sein d'équipes de haut niveau ? Envoyez-nous votre candidature sous réf. LMICA à :



CGI company

CR2A 19, avenue Dubonnet 92411 Courbevoie Cedex Agences : Aix en Provence, Brest, Sophia Antipolis, Toulouse



CONCEPTION ET RÉALISATION D'APPLICATIONS AUTOMATISÉES



## chef de projet confirmé AS400 devenez

### notre directeur informatique

Filleule de la maison de disques britannique VIRGIN RECORDS, nous formons, avec les autres sociétés VIRGIN en France, un groupe solide en pleine croissance (hors VIRGIN MEGASTORE : CA de 890 M€, 165 salariés). Nous voulons faire de notre informatique le vecteur de notre développement.

En liaison étroite avec nos utilisateurs et nos partenaires, vous mettez en œuvre avec une petite équipe à Paris 4<sup>e</sup> notre schéma directeur sur AS 400, tout en conduisant une réflexion de fond sur l'évolution de nos systèmes d'information.

BAC + 5, vous avez acquis en 5 ans au moins une solide pratique en conduite de projets sur AS 400. Vous êtes rodé à la gestion (commerciale, comptabilité...), pratiquez une méthodologie et vous êtes de taille à conseiller notre Direction Générale.

Notre consultante, M<sup>me</sup> S. BLAIN vous remercie de lui écrire (réf. 5698 LM) "Carrières de l'informatique"



ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LILLE - NANTES - STRASBOURG LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

## Ingénieur Bureau d'Etudes Du projet... au produit

Equipements pour l'automobile.

La société est depuis plus d'un siècle présente sur son marché. Elle a récemment rejoint un grand groupe national et s'est positionnée sur le marché de l'automobile. Ses investissements en moyens comme en hommes sont importants. C'est dans cet esprit, qu'elle recherche un nouvel Ingénieur Bureau d'Etudes.

Avec l'aide de son équipe (15 jeunes techniciens), il est responsable des produits de leur conception à leur réalisation (préséries). En relation initiale avec le bureau d'études des constructeurs (France et Europe), il procède aux études, assisté par un système CAO. Le prototype réalisé, il supervise tests et essais en liaison avec la qualité. Avec les méthodes, il participe à la définition des moyens d'industrialisation. Complémentairement, il est le lien indispensable avec les services concernés pour le choix et le suivi des fournisseurs, les approvisionnements...

Ce poste conviendrait bien à un jeune ingénieur généraliste, ayant des connaissances en électronique qui, après une première expérience, souhaiterait conjuguer une responsabilité d'équipe, de projets... dans un contexte international (maîtrise de l'anglais nécessaire) et, dans un secteur où les techniques sont particulièrement évolutives.

Le poste se situe en Picardie proche de la mer.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MBE 234 M, à SEFOP, qui nous connaissant bien vous parlera de nos projets.



11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MOA/07



